

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE RENOUVELLEMENT DE LA GUERRE DES IDÉES PAR LA RECHERCHE :
LES STRATÉGIES D'INFLUENCE DES THINK TANKS LIBERTARIENS AU QUÉBEC

THÈSE

PRÉSENTÉE

COMME EXIGENCE PARTIELLE DU

DOCTORAT EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

GUILLAUME LAMY

OCTOBRE 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Dans un monde reposant sur le partage de l'intelligence, personne ne se fait seul.

Force est de reconnaître que plusieurs de meilleures idées de cette thèse ont germé hors des séminaires, au plus creux des bistros et pubs du Quartier latin où, sans même que ce soit planifié, les thèses et les projets de recherches de Gauthier, Jérémy, Félix, Catherine, Priscyll, Danielle, Héloïse et Gustavo sont entrés en collision se fécondant ainsi les uns les autres par le heurt, la dérision, lors d'échanges les plus chaotiques et les plus imprévus.

Nous nous sommes volés, empruntés, légués tant de citations, de références, de formules, de conseils, de méthodes, de ressources, d'informations sur le monde universitaire, qu'il faut plaindre tous ceux qui n'ont pas le privilège de pouvoir côtoyer fréquemment un réseau aussi généreux de ce qu'il sait. Tout cela prouvant l'extrême nécessité des échanges libres et informels, ceux où les positions n'ont pas à être définitives, où l'on arrive sans rendez-vous et sans se préparer, où l'on peut admettre ne pas connaître une évidence, où les idées folles engendrent du rire plutôt que du drame et où il est possible de se tromper royalement sans avoir besoin de se justifier le lendemain en tribune de presse.

Nous nous sommes maintenant éparpillés sur plusieurs pays en suivant les opportunités que ces thèses ont elles-mêmes rendues possibles. Si de nouveaux chapitres s'écrivent désormais en comptant de nouveaux personnages qui n'ont rien en commun, le premier, celui des origines en science politique à l'UQAM, restera le plus mémorable.

Mon directeur, Alain-G. Gagnon regroupe en une seule personne, les qualités qu'on retrouve normalement disséminées dans une équipe entière : l'efficacité, le calme olympien, la prévisibilité, la flexibilité, le souci du détail, l'étendue d'un réseau, les capacités de rassemblement et un altruisme véritable qui consiste à offrir des opportunités déterminantes et en quantité aux autres sans attendre qu'on lui rende la pareille. La générosité sans contrainte et sans calcul, c'est bien cela que Alain-G. Gagnon représente

pour ceux qui ont travaillé avec lui; et aussi pourquoi je me dois de lui adresser toute mon estime.

De manière plus express, il me faut dire merci à Claude Lessard, pour ses connaissances en sciences de l'éducation, à Rachad Antonius pour ses conseils en analyses quantitatives et à Jean-Denis Garon pour son savoir en sciences économiques qui m'évite désormais de partager les critiques bancales qu'on adresse trop souvent à ceux qui en font profession.

Merci à Stéphanie Yates, François Claveau, Julien Landry, Alexander Ruser, Thomas Laberge, Donald Abelson pour leur participation au petit chantier de recherche sur les think tanks et les idéologies que j'ai mené en parallèle à cette thèse, ainsi qu'au *Bulletin d'histoire politique* et à la revue *Politique et sociétés* pour leur ouverture aux numéros thématiques qui en ont été le résultat. Merci également aux employées de soutien qui rendent possible le fonctionnement du département et dont on oublie trop souvent le caractère vital des fonctions : Loréna Dabdoub, Nina Escoute et Lysa Brunet.

Je communique toute ma reconnaissance au plus de 300 professeurs, chercheurs, journalistes et intellectuels qui ont accepté de se livrer en entrevue avec moi à la télévision de Savoir média et avant à la radio de l'UQAM et de CIBL. Ces entrevues sur tant de livres en sciences sociales ont ajouté un volume considérable de travail lors de mon parcours universitaire. C'est sans la moindre ironie que je les remercie pour cette quantité massive de lectures supplémentaires qui a ajouté une réelle profondeur à mon regard sur tant de sujets. Il me faut reconnaître le privilège qui consiste à pouvoir dialoguer en face-à-face avec tant de spécialistes et qui ont répondu avec enthousiasme à de très longues listes de questions, les miennes.

Je terminerai en disant sincèrement merci aux OSBL, chaires, regroupements et aux institutions du monde savant du Québec qui m'ont appuyé financièrement ou logistiquement, en premier lieu : le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC), le département de science politique de l'UQAM, la Chaire de recherche du

Canada en études québécoises et canadiennes (CREQC), le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ), l'espace de rédaction Thèsez-vous ainsi que l'Association internationale des études québécoises (AIEQ).

DÉDICACE

C'est souvent avec soupçons que sont considérés ceux qui partagent leur volonté de faire thèse, qui souhaitent chercher à comprendre les phénomènes les plus mystérieux comme les plus abjects, les plus anciens comme les plus neufs, et surtout qui exigent l'engagement sur plusieurs années d'une vie, celles de sa jeunesse, celles de la santé et des opportunités qui ne passent qu'une fois et que d'autres ont saisies, tout ça sans qu'aucun bénéfice matériel ne soit garanti.

Faire thèse demande à avancer contre le vent des questions et commentaires répétés souhaitant, même amicalement, convaincre à tourner le dos à ce projet entrevu comme oisif, mais qui relève plutôt d'une véritable transformation anthropologique par le savoir et l'institution qu'est l'Université.

Toute société gagne à ce que certains des siens regardent dans un sens différent du reste de la foule.

Toutes les thèses sont redevables des précédentes et celle-ci est dédiée à tous ceux et celles qui ont fait ce choix.

Les dédicaces veulent toujours dire merci.

AVANT-PROPOS

Depuis le XVIII^e siècle, les promoteurs du libre marché ont rencontré sur leur chemin des adversaires de toutes les sortes. Les monarques et leurs pouvoirs arbitraires. Les religions, leurs interdits et rituels sacrés. Les cultures ancestrales et leur codification des relations humaines. Plus tard, au XIX^e siècle, alors que la révolution industrielle aurait pu signer le triomphe des lois du marché, de nouveaux rivaux leur sont apparus dans des habits d'ouvriers : les communistes, les anarchistes, les socialistes; avant que ceux-là aussi ne perdent de leur élan et qu'ils se retrouvent en marge de ce monde dont ils entendaient faire la révolution.

Depuis le milieu du XX^e siècle, une nouvelle architecture politique a consolidé son institutionnalisation. Marié aux principes keynésiens, l'État-providence a inventé mille raisons d'intervenir dans l'économie par la taxation, les réglementations, les subventions, les nationalisations. De nouveaux empêcheurs du libre-échange ont fait connaître leurs noms : sociaux-démocrates, bureaucrates, nationalistes, protectionnistes, syndicalistes. Tout cela, c'était avant la fin de ce siècle et avant que les ententes commerciales ne gagnent tous les recoins du monde et branchent la totalité des continents habités par des traités qui font maintenant office de charpente internationale au libre-échange.

Le libéralisme économique a franchi les siècles en s'adaptant à chaque fois à de nouveaux adversaires et en prenant le pli des formes qu'imposait l'écosystème politique. Mais au XXI^e siècle, il est à nouveau dans la tourmente. Les sciences économiques et sociales ont emménagé pour de bon dans les édifices des gouvernements et leurs éléments se sont intégrés au *modus operandi* des ministères. Leurs discours, méthodes, perspectives ont continué de féconder le champ du pouvoir et autant les gouvernants que les gouvernés demandent à ce que les décisions reposent sur des preuves. Le charme des idées ne suffit plus. Ceux qui les proposent ont des comptes à rendre et cela demande de recourir aux faits.

Comment influencer la population et les élites dans ce contexte où les propositions ne peuvent plus être présentées sans un minimum de démonstration appuyée par des faits, des analyses, des comparaisons, des calculs de coûts ou divers avis d'experts? Plus d'exploitation des ressources naturelles et d'échanges transcontinentaux sont-ils sains pour l'environnement et viables sur le long terme? Voilà de réelles et pertinentes questions scientifiques. Une société est-elle mieux servie par un État soumis à la permanence d'un régime minceur? Les institutions publiques offrent-elles de meilleurs services aux citoyens lorsqu'on leur applique les logiques de l'entreprise et de la concurrence? Voilà d'autres questions auxquelles les pratiques des sciences sociales sont capables de répondre.

C'est bel et bien dans ce nouvel écosystème que ceux qui portent les idéologies ont eu à réapprendre à parler politique. La grammaire du pouvoir a changé, corsetée qu'elle est maintenant par tant d'impératifs factuels et chiffrés. Les militants qui souhaitent que rien n'entrave les contrats de gré à gré, la concurrence et la liberté des échanges ont eu à adapter leur comportement verbal et autres tactiques de persuasion autant pour engranger les gains que pour éviter les reculs. Cette thèse illustre comment et pourquoi les fondamentalistes du marché du Canada ont réinventé leurs stratégies d'influence par la recherche en créant les think tanks libertariens que sont l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
DÉDICACE.....	v
AVANT-PROPOS.....	vi
LISTE DES FIGURES	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xiv
RÉSUMÉ.....	xv
ABSTRACT.....	xvi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 Revue de littérature, définitions et cadre théorique.....	5
1.1 Revue de littérature	5
1.1.1 Les think tanks canadiens comme champ distinct (axe 1).....	6
1.1.2 Des études de cas dévoilant des réseaux d'affinités électives (axe 2)	8
1.1.3 L'intégration des think tanks dans des coalitions d'intérêts et leurs stratégies d'influence (axe 3)	10
1.2 Problématique et définitions principales.....	16
1.2.1 Think tanks	17
1.2.2 Néolibéralisme et libertarianisme	22
1.2.3 L'idéologie	26
1.2.4 Stratégies d'influence	28
1.3 Cadre théorique et questions de recherche	29
1.3.1 La grammaire politique comme perspective néo-institutionnelle	30
1.3.2 Questions de recherche et contributions à la littérature	34
CHAPITRE 2 Comment les think tanks de combat ont écrit le plus récent chapitre dans l'histoire des intellectuels politiques.....	38
2.1 Les ordres mendiants ou l'invention d'armées intellectuelles au service de la lutte contre les hérésies.....	40
2.2 Les partis politiques comme <i>technologisation</i> progressive des intellectuels politiques à l'époque parlementaire.....	45
2.3 L'intellectuel public et ses origines littéraires.....	49
2.4 Les think tanks de combat : les nouveaux intellectuels politiques de la modernité avancée	53
2.5 Conclusion	58

CHAPITRE 3 La guerre des idées par la recherche : les raisons pratiques et politiques de la création des think tanks libertariens au Canada.....	61
3.1 Question de recherche.....	61
3.2 Le décor gramscien de la guerre des idées par la recherche	62
3.3 Matériaux et objectifs spécifiques.....	65
3.4 Les raisons politiques de la fondation des think tanks libertariens	67
3.4.1 Les rôles de l'intellectuel en société selon Hayek et la création d'organisations	69
3.4.2 Une contre-offensive libérale dans un monde de plus en plus interventionniste	73
3.5 Les raisons pratiques d'agir par la recherche	78
3.5.1 Efficacité, performance et pragmatisme	79
3.5.2 Représentations empiriques de la réalité et études consommables	80
3.6 Conclusion : l'entrepreneuriat subventionné au service de la guerre des idées	82
 CHAPITRE 4 Recherche ou lobbying? L'Institut économique de Montréal et le réchauffement climatique depuis 1999	 87
4.1 Introduction.....	87
4.2 Think tanks anti-régulation et contre-mouvement environnemental, ce que révèle la littérature universitaire.....	89
4.3 Think tanks et lobbying, les sources journalistiques.....	90
4.4 L'institut économique de Montréal et l'environnement	94
4.5 Cadre théorique, hypothèses et méthodologie.....	98
4.6 Hypothèses d'orientation et paramètres de classification	101
4.6.1 La nature de la contribution documentaire de l'IEDM en matière de réchauffement climatique.....	102
4.6.2 La résistance décroissante à la vérité.....	104
4.6.3 L'asymétrie critique de l'IEDM.....	116
4.7 Conclusion	121
 CHAPITRE 5 Vingt ans de palmarès des écoles secondaires au Québec : concurrence, hiérarchisation et ségrégation scolaire.....	 124
5.1 Introduction.....	124
5.2 L'histoire des palmarès : une théorie économique de l'éducation	126
5.3 Mécanismes de marché et classements des écoles	129
5.4 Question de recherche, espoirs et limites de l'étude de l'influence	131
5.5 Hypothèse et catégories déductives.....	132
5.6 Méthodologie et données.....	133
5.7 Commentaire sur la valeur des scores des palmarès.....	135
5.7.1 Des indices d'un effet Goodhart liés aux palmarès	135

5.8	Résultats	139
5.8.1	Évolutions démographiques	140
5.8.2	Données socio-économiques	142
5.9	Conclusion	146
CHAPITRE 6 L'Institut économique de Montréal contre l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques : les usages stratégiques de la recherche engagée à l'Assemblée nationale du Québec (1999-2022)		
6.1	L'influence par la recherche, hors de l'université, de l'État et des partis	150
6.2	La polarisation idéologique entre l'IEDM et l'IRIS	152
6.3	Méthodologie.....	154
6.4	Résultats : une polarisation évidente des partis avec l'IEDM et l'IRIS	156
6.5	L'avantage concurrentiel des organisations permanentes.....	160
6.6	Usages stratégiques et polémiques.....	163
6.6.1	Les usages d'appui	163
6.6.2	Les usages tactiques exploitant des désaccords entre alliés	164
6.6.3	Les attaques directes.....	165
6.7	Les élus et l'Institut de la statistique du Québec	166
6.8	Conclusion	169
CONCLUSION ce que les sciences font aux idéologies		
	<i>Les fondements argumentatifs des idéologies politiques et religieuses</i>	174
	<i>Prélude : ce que les sciences naturelles ont fait aux idéologies religieuses</i>	176
	<i>Ce que les sciences sociales ont fait aux idéologies politiques</i>	178
RÉFÉRENCES		
		182

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 Fréquence de popularité de quatre termes dans la base de données de Google Books, méthode N-Gram (1950-2019).....	18
Figure 4.1 Situation financière de l'IEDM de 2000 à 2019	96
Figure 4.2 Textes d'opinion et recherches produites par l'IEDM de 1999 à 2019	96
Figure 4.3 Recherches et textes d'opinion de l'IEDM sur l'environnement (1999-2019).....	97
Figure 4.4 Proportion des interventions de l'IEDM traitant de l'environnement (1999-2020)	97
Figure 4.5 Nombre d'articles dans les médias écrits canadiens traitant de l'IEDM.....	98
Figure 4.6 Proportion d'articles médiatiques traitant de l'IEDM et de l'environnement dans les médias écrits canadiens	98
Figure 4.7 Évolution de la position de l'IEDM en matière de réchauffement climatique	106
Figure 4.8 Asymétrie critique de l'IEDM. Bilan des prises de position publiques par projet en lien avec le réchauffement climatique (1999-2019).....	117
Figure 4.9 Prises de position (favorables ou défavorables) par l'IEDM concernant divers projets en lien avec les intérêts de l'industrie canadienne des hydrocarbures (1999-2019)	118
Figure 4.10 Budget/interventions pro-hydrocarbures par année.....	120
Figure 4.11 Budget/critiques des syndicats par année.....	120
Figure 5.1 Évolution relative de la population scolaire secondaire au Québec, à Montréal et à Laval de 1998-1999 à 2018-2019	129
Figure 5.2 Nuage de points comparant les scores moyens des écoles lors des deux premiers et des derniers palmarès disponibles (N =108)	139
Figure 5.3 Fréquence de l'évolution des scores des écoles sur 20 ans (N = 108).....	140
Figure 5.4 Comparaison de la fréquence des scores des écoles en fonction des deux premiers et derniers palmarès (N=108).....	141
Figure 5.5 Évolution moyenne de nombre d'élèves par écoles, selon les catégories retenues	142
Figure 5.6 Nombre de documents traitant des projets pédagogiques particuliers dans les médias écrits du Québec de 1999 à 2020.....	144
Figure 6.1 Recherches originales de l'IEDM et de l'IRIS (1999-2022).....	151

Figure 6.2 Documents mentionnant l'IEDM et de l'IRIS dans les médias québécois (1999-2022)	152
Figure 6.3 Polarisation par pointage des partis politiques en fonction des mentions se référant à l'IEDM et à l'IRIS (1999 à 2022)	158
Figure 6.4 Polarisation par pointage du PLQ en fonction des mentions à l'IEDM et à l'IRIS sur deux périodes	158
Figure 6.5 Nombre de mentions des commentateurs politiques et intellectuels publics québécois les plus cités à l'Assemblée nationale du Québec comparés à l'IEDM et l'IRIS (2010 à 2020)	161
Figure 6.6 Nombre de mentions des chaires de recherche universitaires les plus citées à l'Assemblée nationale du Québec comparé à l'IEDM et l'IRIS (2010 à 2020)	162
Figure 6.7 Taux des mentions favorables des partis adressées à l'ISQ, l'IEDM et l'IRIS (1999-2022)	167

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1 Synthèse des chapitres de la thèse et leur état de publication.....	37
Tableau 2.1 Synthèse des facteurs ayant aménagé les conditions d'émergence des différents groupes d'intellectuels politiques	58
Tableau 3.1 Revenus cumulatifs de cinq organisations libertariennes de 2010 à 2022	84
Tableau 4.1 Provenance des citations des 11 publications de l'IEDM ayant traité directement ou indirectement du réchauffement climatique (1999-2019)	103
Tableau 4.2 Taux annuel de citations des 11 recherches de l'IEDM ayant traité directement ou indirectement du réchauffement climatique (1999-2019)	104
Tableau 5.1 Barèmes de classification des catégories d'écoles	141
Tableau 5.2 Coefficient de corrélation entre le score des écoles des écoles publiques et leur taux d'élèves HDAA de Montréal et de Laval.....	143
Tableau 5.3 Coefficient de corrélation entre le score des écoles et leur taux d'élèves en retard, écoles publiques et privées de Montréal et de Laval	143
Tableau 5.4 Corrélation entre les indices des défavorisations des écoles publiques et leurs scores moyens de 2003 et 2004 et en 2018 et 2019.....	146
Tableau 6.1 Position de l'IEDM et de l'IRIS concernant plusieurs politiques sociales et économiques.....	153
Tableau 6.2 Mentions à l'IEDM et à l'IRIS par les élus de l'Assemblée nationale du Québec (1999-2022).....	156
Tableau 6.3 Mentions favorables et défavorables des partis se référant à l'IEDM et l'IRIS (1999-2022).....	157
Tableau 6.4 Mentions des élus à l'ISQ (1999-2022).....	167

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ADQ	Action démocratique du Québec
AIMS	Atlantic Institute for Market Studies (Halifax)
CAQ	Coalition avenir Québec
CIRANO	Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations
CRU	Climate Research Unit (Royaume-Uni)
FCPP	Frontier Centre for Public Policy (Regina)
FI	Fraser Institute (Vancouver)
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IEA	Institute of Economic Affairs (Londres)
IEDM	Institut économique de Montréal
IRIS	Institut de recherche et d'informations socioéconomiques
IRPP	Institut de recherche en politiques publiques
ISQ	Institut de la statistique du Québec
MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
MLI	Macdonald-Laurier Institute (Ottawa)
OSBL	Organisme sans but lucratif
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti Québécois
QS	Québec solidaire
SMP	Société du Mont-Pèlerin

RÉSUMÉ

Cette thèse par articles et chapitres prépubliés a pour ambition de démontrer les fondements et le fonctionnement du renouvellement de la guerre des idées par la recherche telle qu'elle prend forme au Québec depuis 1999 dans des organismes de recherche sans but lucratif libertariens et dont les principales organisations sont l'Institut économique de Montréal (IEDM) et l'Institut Fraser.

Cette thèse se greffe à la littérature traitant du militantisme néolibéral au Canada en tenant compte de l'intégration des groupes locaux dans un réseau de soutien transnational et intègre cette complexification de l'action militante à l'histoire des intellectuels politiques en Occident. Elle compte deux contributions à l'histoire des idées et des idéologies. La première en situant l'essor des think tanks de combat dans la généalogie des grandes vagues d'intellectuels politiques s'étant succédées depuis les derniers siècles. La seconde constitue une contribution à l'histoire contemporaine remontant au contre-mouvement intellectuel et politique issu du renouvellement des idées libérales ayant émergé en réaction à l'édification de l'État-providence et des politiques keynésiennes lors de la formation de la Société du Mont-Pèlerin en 1947 et dont les think tanks libertariens forment désormais les principaux foyers dans le monde.

Suivent trois études de cas ciblant explicitement les stratégies d'influences de ces organisations luttant pour l'expansion des principes du marché au Québec depuis 1999. La première porte sur la résistance aux politiques environnementales contraignantes par l'IEDM dans les débats québécois sur le réchauffement climatique. La deuxième étude de cas tente de mesurer l'impact des palmarès des écoles secondaires conçus par l'IEDM et l'Institut Fraser en tant que stratégie ascendante (bottom-up) visant à accélérer les comportements de marché en éducation. La dernière étude de cas cible le phénomène de la politisation de la recherche tel qu'il se manifeste par la rivalité entre l'IEDM et l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques lors des débats parlementaires à l'Assemblée nationale du Québec et met en lumière les alliances informelles que ces groupes de chercheurs politisés ont développé avec la classe politique.

Mots clés : guerre des idées, think tanks, idéologies, libertariens, groupes de pression, néolibéralisme.

ABSTRACT

This thesis based on pre-published articles and chapters aims to demonstrate the foundations and operationalization of the renewal of the war of ideas through research as it has taken shape in Quebec since 1999 in libertarian non-profit research organizations, and whose main organizations are the Montreal Economic Institute (MEI) and the Fraser Institute.

This thesis aims to be an original contribution to the literature discussing neoliberal activism in Canada and considers their transnational support networks and integrates the resulting complexity of activist action into the history of political intellectuals in the Western world. It offers two contributions to the history of ideas and ideologies. The first by situating the rise of advocacy think tanks in the genealogy of the great waves of political intellectuals that have emerged over the last few centuries. The second constitutes a contribution to contemporary history which dates back to the intellectual and political countermovement resulting from the renewal of liberal ideas that occurred in reaction to the construction of the welfare state and Keynesian policies after the formation of the Mont-Pèlerin Society in 1947 and of which libertarian think tanks now form the main embassies around the world.

Three case studies follow, explicitly targeting the influence strategies of these organizations pleading for the expansion of market-based policies in Quebec since 1999. The first focuses on the resistance to restrictive environmental policies by the MEI in Quebec debates on global warming. The second case study attempts to measure the impact of secondary school rankings by the MEI and the Fraser Institute designed as a bottom-up strategy aimed at accelerating market behaviour in education. The third case study targets the phenomenon of the politicization of research as manifested by the rivalry between the MEI and the Institut de recherche et d'informations socioéconomiques during parliamentary debates in the National Assembly of Québec and highlights the informal alliances that these groups of politicized researchers have developed with the political class.

Keywords: war of ideas, think tanks, ideologies, libertarians, advocacy groups, neoliberalism.

*Ne pas détester,
ne pas s'émouvoir,
ne pas se moquer,
mais comprendre.*

Spinoza

INTRODUCTION

Juste avant que le monde entre dans la plus grande guerre de son histoire, Bertrand Russell a formulé une analogie qui n'a plus jamais quitté les études politiques. Le pouvoir est à la science politique ce que l'énergie est à la science physique (Russell, 1938). Sans l'énergie et sans le pouvoir, les sciences physiques et politiques perdent leur objet et s'évanouit par le fait même l'essentiel des connaissances élaboré en plusieurs générations de production savante.

Mieux, si l'énergie existe sous plusieurs formes, le pouvoir aussi. Cette thèse s'intéresse à la plus subtile de ses formes, le pouvoir sans la coercition, sans l'autorité, celui que tout le monde tente de maîtriser dans les lieux où les décisions reposent sur la délibération, la persuasion et le ralliement des pairs à sa cause. Véritable Graal des sociétés fondées sur le partage de l'intelligence, le dialogue et partout où les décisions se prennent en commun, ce pouvoir est souvent le seul accessible à ceux qui ne disposent que de la parole comme ressource.

Les libertariens incarnent aux côtés des anarchistes ces rares et dernières familles de pensée de la modernité qui n'adhèrent pas au paradigme politique dominant, celui où l'État s'est introduit dans les processus les plus significatifs de la vie par la loi, les institutions et l'autorité.

Ces athées de l'action gouvernementale doublés qu'ils sont d'une foi doctrinaire aux principes du marché constituent une radicalité intellectuelle capable d'illuminer le

caractère construit de l'écosystème politique en place. À la manière d'un choc anthropologique, leur simple existence force à reconnaître pour ceux qui les rencontrent la première fois que les institutions ne sont pas des faits de nature, mais le résultat des décisions antérieures. Cela fait d'eux une forme d'altérité politique des plus fascinantes en termes de diversité intellectuelle et rappelle que des groupes continuent de s'opposer politiquement et stratégiquement aux fondements de l'architecture institutionnelle que la plupart de leurs contemporains ne remettent pas en question.

Comment ces fondamentalistes du marché s'y prennent-ils pour changer ce monde dont ils rejettent certains des principes les plus forts? Avec qui font-ils alliance? Pourquoi procèdent-ils par la recherche pour atteindre leur but et comment évaluer dans la durée les résultats des stratégies d'influence qui en découlent? Ce sont ces questions qui ont guidé cette thèse.

La présente thèse par articles et chapitres prépubliés se découpe en six chapitres. Le **premier chapitre** rassemble la revue de littérature, les enjeux de définitions, le cadre théorique et les questions de recherche spécifiques. On y lira surtout pourquoi l'étude du renouvellement des stratégies d'influence par la recherche suscite l'intérêt dans la littérature actuelle par rapport à d'autres angles d'étude de la guerre des idées. Aussi, le cadre théorique néo-institutionnaliste y sera justifié en insistant sur la nécessité de tenir compte du caractère déterminant de l'écosystème médiatique dans le renouvellement des luttes idéologiques telles qu'illustrées par les think tanks libertariens au Québec, influencés qu'ils sont par la grammaire politico-empirique développée sur plus d'un siècle par les ministères et l'institutionnalisation des sciences sociales.

Les cinq chapitres suivants renvoient à des contributions spécifiques visant à illustrer le renouvellement de la guerre des idées selon différents angles. Le **deuxième chapitre**, resitue l'essor des think tanks de combat sur le temps long en le comparant à d'autres vagues majeures d'apparition d'intellectuels politiques au cours des derniers siècles.

Suit, au **troisième chapitre**, une reconstruction de l'histoire contemporaine remontant au renouveau des idées libérales et à la contre-offensive imaginée dans la foulée de la formation de la Société du Mont-Pèlerin visant à créer un mouvement transnational de résistance à l'État-providence et aux politiques interventionnistes de l'après-guerre et dont les think tanks libertariens canadiens sont le résultat.

Trois études de cas suivent et sont dédiées explicitement aux stratégies d'influence déployées sur 20 ans par les think tanks libertariens actifs au Québec. Le **quatrième chapitre** démontre l'intégration de l'Institut économique de Montréal (IEDM) dans la coalition canadienne des hydrocarbures et reconstruit l'évolution stratégique de son opposition aux politiques et mesures de lutte aux changements climatiques de 1999 à 2019; passant de la négation du réchauffement jusqu'à son ralliement au principe de taxation minimale des gaz à effet de serre.

Le **cinquième chapitre** s'attarde à analyser les effets du palmarès des écoles secondaires de l'Institut Fraser et l'IEDM de sa première édition en 2000 jusqu'à la pandémie en 2020 et vise à vérifier si les flux démographiques observés dans 108 écoles secondaires de Montréal et Laval suivent le sens voulu par la théorie économique de l'éducation sur laquelle reposent les classements d'écoles.

Le **dernier chapitre** cherche à mesurer un segment de la politisation de la recherche au Québec tel que généré par les think tanks de combat en comparant les usages qui sont faits de l'IEDM et de son rival de gauche l'IRIS par les élus à l'Assemblée nationale de 1999 à 2022; le tout en comparant aussi les usages qui sont faits dans cette enceinte par la classe politique de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sur la même durée.

Enfin, la **conclusion** de cette thèse a pour ambition de relier toutes les contributions par articles et chapitres regroupés dans cette thèse - la création d'un nouveau type d'intellectuel politique par la recherche de combat, la guerre des idées par la recherche et le renouvellement des stratégies d'influence par la recherche - à un même phénomène

historique plus profond qui est celui du développement d'un rapport de force croissant du champ scientifique sur les porteurs d'idéologies.

CHAPITRE 1

Revue de littérature, définitions et cadre théorique

Ce chapitre rassemble les éléments servant de structure et de liens aux contributions de cette thèse : 1) la revue de littérature qui a servi à identifier et à justifier l'intérêt et la pertinence de traiter de la guerre des idées et des stratégies d'influences entreprises par les think tanks de combat libertariens; 2) les clarifications conceptuelles qui servent à nommer les phénomènes discutés tout au long de la thèse, c'est-à-dire, l'idéologie, le néolibéralisme, le libertarianisme, les think tanks et les stratégies d'influence; et, 3) le cadre théorique retenu et ses propriétés interprétatives pour comprendre les fondements du renouvellement de l'action militante par la recherche engagée.

1.1 Revue de littérature

La littérature sur les think tanks canadiens s'étend sur maintenant plus de 30 ans et compte une centaine de contributions. Pendant vingt ans, les recherches sur ce thème ont été presque exclusivement faites en anglais en raison de l'originalité historique du phénomène des *policy institutes* dans les pays de généalogie anglophone. C'est bien dans cet univers linguistique, d'abord britannique et surtout américain ensuite, que l'histoire de ces instituts prend réellement racine et se développe avant la Première Guerre mondiale pour ensuite se répandre dans le reste du monde à partir des années 1960 (Medvetz, 2012b; Patard, 2014; Shai et Stone, 2004; Stone, 1996; Stone et Denham, 2004; Zhu, 2012). Néanmoins, depuis la fin des années 2010, les chercheurs francophones canadiens ont investi le thème des laboratoires d'idées et forment désormais le pôle de recherche le plus productif au Canada sur le sujet. Trois axes de recherches ressortent clairement des dernières décennies de production savante concernant ces OSBL agissant par la recherche au pays ainsi que sur les fonctions épistémiques qu'elles remplissent.

Ces trois axes permettent d'identifier les sujets et les angles d'approche qui s'avèrent les plus pertinents pour offrir une contribution originale de manière à faire progresser la littérature sur les think tanks au Canada.

1.1.1 Les think tanks canadiens comme champ distinct (axe 1)

Trois universitaires ont construit le cœur de ce que nous savons désormais sur le champ des think tanks canadiens. Evert Lindquist (1989, 1998, 2004), Donald Abelson (Abelson, 2009, 2016, 2018; Abelson et Lindquist, 2002) et Julien Landry (2017, 2019, 2021) ont procédé à la fois à reconstruire l'histoire de ces organisations sur le temps long et à détailler le contexte qui a mené à l'émergence de la centaine de think tanks que le Canada compte aujourd'hui et dont les 25 principales organisations bénéficiaient d'un budget annuel moyen de 4,6 millions en 2019 (Lamy et Yates, 2022a).

De toutes ces contributions, il ressort que la faune des think tanks canadiens a bénéficié de cinq grands facteurs qui se sont accentués de manière continue tout au long du XX^e siècle. Il s'agit 1) du recours croissant par les gouvernements à l'expertise politique; 2) de la polarisation idéologique persistante autour des politiques publiques découlant de la fin du consensus keynésien depuis les années 1970; 3) de la croissance inédite du capital philanthropique permettant d'irriguer toujours davantage le secteur de la bienfaisance duquel dépend la vitalité des think tanks; 4) du développement des universités et surtout des sciences sociales sur plus d'un siècle; et, 5) de la croissance de la recherche privée (hors des universités et des ministères) sur les enjeux sociaux, cela étant favorisé par un surplus structurel de diplômés en sciences sociales par rapport aux opportunités professionnelles qu'offrent les institutions publiques.

Ces facteurs structurants ont permis l'aménagement d'un paysage complexe de laboratoires d'idées au Canada traversé par des clivages politiques multiples. Cette abondance d'organisations met en lumière des particularités provinciales et régionales proprement canadiennes. On retrouve dans l'ouest des groupes de réflexions qui

répondent aux enjeux des relations politiques et commerciales avec l'Asie¹ et d'autres qui servent de foyer à la relève conservatrice² (Boily, 2019; Lindquist, 1986, 1991; Thunert, 2003). Dans l'est, des laboratoires d'idées ont traité des enjeux concernant les minorités linguistiques³ ou des défis économiques des provinces atlantiques⁴ (O'Neill, 1983; Parent, 2015). Dans les prairies, des organisations diverses débattent par recherches interposées du rôle et de l'orientation à donner à l'industrie canadienne des hydrocarbures⁵. Au Québec, la quinzaine de think tanks qui y est active (Lamy, 2019b) montre que ce sous-champ est traversé par des fractures politiques et idéologiques déjà structurantes comme la question constitutionnelle⁶, son clivage économique gauche-droite⁷, des controverses identitaires et autres débats traitants du multiculturalisme⁸.

Lorsque comparés, les champs des think tanks canadiens et américains témoignent des similarités structurelles évidentes, comme la prédominance des sujets économiques, mais laissent voir trois distinctions importantes. Dans un premier temps, il a sous investissement relatif des enjeux de relations internationales parmi les think tanks au Canada, une situation qui s'explique par le rôle mineur joué par Ottawa sur la scène internationale, lorsque comparé à Washington (Abelson, 2006; Abelson et Carberry, 1998; Abelson et Lindquist, 2002). Deuxièmement, la nature du régime politique américain, comptant beaucoup plus de gouvernements et une ligne de parti plus difficile à faire

¹ C'est le cas de l'Asia Pacific Foundation of Canada (depuis 1984).

² Canada West Foundation (depuis 1970) et Manning Centre (depuis 2005).

³ L'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (depuis 2002).

⁴ Atlantic Provinces Economic Council (depuis 1980).

⁵ Pembina Institute (1985), Parkland Institute (1996), Frontier Centre for Public Policy (1997), Canadian Energy Research Institute (1975-2021).

⁶ Entre l'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales (IRAI), fondé par Pierre-Karl Péladeau en 2016; et l'Idée fédérale (2009-2018) dirigée par André Pratte.

⁷ À gauche, l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS), l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), l'Observatoire québécois des inégalités (OQI), l'Institut du Nouveau Monde (INM), le Centre justice et foi (CJF); et à droite, l'Institut du Québec (IdQ), l'Institut économique de Montréal (IEDM) et le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO).

⁸ Entre l'Association des études canadiennes (dirigée par Jack Jedwab) et l'Institut de recherche sur le Québec (dirigé d'abord par Mathieu Bock-Côté et maintenant par Guillaume Rousseau).

respecter, favorise à la fois le jeu des portes tournantes aux États-Unis, ainsi que les ressources investies par les think tanks pour y influencer les élus (Abelson, 2009, 2018; Béland, 2009). Enfin, il s'avère que la capitale fédérale du Canada abrite une plus faible concentration d'organisations que celle des États-Unis (Abelson, 2016).

Ces contributions essentielles permettent de mettre en lumière la pertinence limitée qui consisterait à produire une autre monographie sur l'histoire des think tanks au Canada, sur ce qui les distingue avec ceux des États-Unis, où qui chercherait à élaborer une cartographie de l'écosystème canadien des laboratoires d'idées puisque les contributions traitant de ces thèmes sont récentes (Abelson, 2016, 2018; Lamy, 2019b; Landry, 2021) et parce qu'elles ont été bien reçues par les spécialistes contemporains.

1.1.2 Des études de cas dévoilant des réseaux d'affinités électives (axe 2)

Au-delà des contributions traitant de l'histoire singulière de certaines organisations (Carroll et Huxtable, 2014; Dobell, 2003; Mackinnon, 2012; Naidu, 1984; O'Neill, 1983; Phidd, 1975; Roberts, 2012; Savard-Lecomte, 2009; Soward, 1978; Splane, 1996), les études de cas sur des sujets spécifiques composent la majeure partie de la recherche récente consacrée aux think tanks canadiens dans la littérature contemporaine. La trentaine d'articles qui a été produite a permis de dévoiler, par des enquêtes empiriques, un réseau de relations avec divers champs (économique, politique, médiatique) fonctionnant selon le principe des affinités électives. Ces relations se manifestent par des asymétries dans leurs structures de financement, de leur performance médiatique et quant à leurs coopérations avec l'univers politique; qu'il s'agisse des partis, de la fonction publique, des mouvements sociaux ou de la société civile.

En ce qui a trait au financement, les résultats obtenus illustrent là aussi d'évidentes asymétries. Les think tanks de gauche sont avant tout financés par les syndicats et la société civile, ceux du centre par les gouvernements et ceux de droite par les entreprises (McLevey, 2014). L'inégalité en nombre et en moyens de ces différents bailleurs de fonds a aussi pour effet de favoriser les organisations considérées comme centristes et de droite,

en raison de l'abondance d'entreprises actives au pays et des moyens des gouvernements; et d'offrir moins d'opportunité de financement pour les groupes de réflexion proche des syndicats et des groupes communautaires. Enfin, l'indépendance à l'égard des sources gouvernementales observables chez les think tanks marqués à gauche et à droite a pour effet de rendre possible des critiques plus radicales adressées au régime canadien, aux institutions, aux lois et aux gouvernements (McLevey, 2013).

Si des mesures de la « performance » médiatique des think tanks aux États-Unis ont souvent été tentées (Feldman, 2007; Grömping et Halpin, 2021; Posen, 2002; Rich et Weaver, 2000), ce n'est que depuis les dernières années que la question de la présence médiatique des laboratoires d'idées a commencé à se poser chez les universitaires canadiens (Abelson, 2009, 2018; McNutt et Marchildon, 2009; Noyer, 2021; Tapp, 2014). À ce jour, l'étude la plus complète et systématique, ayant analysé une vingtaine de think tanks, arrive à des résultats d'une précision impressionnante, mais qui n'ont rien de surprenant (Claveau *et al.*, 2022). On détecte en effet une corrélation modérée entre le budget des organisations et leur succès médiatique à l'exception des think tanks traitant des sujets internationaux qui bénéficient de moins d'opportunités pour s'insérer dans les conversations politiques quotidiennes. La plupart des médias traditionnels couvrent davantage les think tanks qui leur sont compatibles idéologiquement sans qu'il y ait exclusivité. Enfin, la langue d'opération d'une organisation agit comme une frontière effective qui limite sa couverture dans l'autre langue officielle canadienne.

Une autre enquête d'envergure a été produite pour faire le point sur un phénomène très important aux États-Unis : celui des portes tournantes entre think tanks, partis politiques et fonction publique. Là aussi, le phénomène est connu depuis longtemps du côté sud de la frontière (Cain et Drutman, 2014; McGann, 2016), mais rien n'avait été fait sur le sujet du côté canadien. L'enquête de Yates et Turgeon (2022) ayant scruté les 24 principaux think tanks canadiens arrive, là aussi, à des résultats attendus et obligeant parfois à reconnaître des nuances, mais qui demeurent similaires à ceux obtenus sur les médias. On note des effets réels de portes tournantes entre les think tanks de droite économique

et le monde des affaires, ainsi que les secteurs industriels hautement capitalisés. En ce qui a trait aux liens avec les partis politiques, des portes tournantes sont aussi observables chez la plupart d'entre eux, mais démontrent des liens simultanés entre des laboratoires d'idées et des partis rivaux tant au provincial qu'au fédéral (c'est-à-dire avec le Parti libéral et le Parti conservateur en même temps); à l'exception des think tanks aux positions les plus prononcées comme le Manning Centre et le Broadbent Institute, déjà identifiés jusque-là comme des clubs-écoles ou lieux de formation et de réseautage de la relève politique du conservatisme ou du progressisme de l'ouest (Baier et Bakvis, 2010; Brunet, 2015).

En ce qui a trait à l'élaboration des politiques publiques, deux études de cas (Doberstein, 2017a, 2017b) ont démontré que les fonctionnaires canadiens accordent plus de crédit aux recherches universitaires qu'à celles des think tanks. Cependant, les laboratoires d'idées ayant développé des liens de collaboration structurants avec des universités et des gouvernements jouissent néanmoins d'une meilleure réputation que les organisations perçues comme fortement idéologiques.

Ce deuxième axe de recherches, traitant des think tanks au Canada, constitué d'études de cas, démontre toute la difficulté qui consiste à évaluer l'ensemble des OSBL s'adonnant à des recherches sur les politiques publiques afin d'en faire un objet de recherche capable de produire des résultats allant au-delà des présomptions déjà largement partagées à leur égard. L'analyse de la diversité des think tanks - qu'ils soient militants, contractants ou auxiliaires de recherche, autofinancés, dédiés à des sujets spécifiques - engendre des résultats prévisibles où s'ajoutent de complexes nuances liées à la variété des organisations; car elles reproduisent à leur façon les formes des réseaux politiques et économiques dans lesquels elles s'insèrent.

1.1.3 L'intégration des think tanks dans des coalitions d'intérêts et leurs stratégies d'influence (axe 3)

Depuis qu'on s'intéresse aux *policy institutes*, il a été rappelé à moult reprises que ces organisations s'insèrent, à de très rares exceptions, dans des communautés d'intérêts dont

ils dépendent financièrement pour fonctionner. C'est bien pourquoi les conceptions des think tanks comme *courtier d'idées* (Smith, 1993b) ou *objets interstitiels* (Medvetz, 2012a) figurent désormais comme les définitions les plus reprises depuis qu'elles ont été formulées⁹.

Cette réalité vient avec de nombreux défis, dont le principal a été résumé tout récemment dans la littérature comme le *paradoxe de la proximité et de la distance* (Jeziarska et Sörbom, 2021) duquel les OSBL que sont les think tanks doivent se délivrer afin de maintenir saine leur réputation malgré les limites évidentes de marge de manœuvre dont ils peuvent faire preuve à l'égard de leurs bailleurs de fonds. Ce défi, tous n'ont pas réussi à le relever, comme ce fut le cas par exemple des think tanks libertariens et conservateurs ayant pris le parti de l'industrie du tabac par la production de recherches (Burki, 2019; Carter, 2014; Gutstein, 2009, 2014a; Montague, 2018).

Outre ces cas évidents, l'indépendance revendiquée par les administrateurs des think tanks continue de faire débat comme en témoignent de récentes contributions sur le sujet. Perez et Agafonow (2022) affirment que le contrôle des bailleurs de fonds sur les think tanks actifs aux États-Unis en relations internationales est « substantiel », qu'il s'agisse de philanthropes, d'entreprises ou de gouvernements. Inversement, Julien Landry (2022) s'oppose à ce qu'on les présente comme des mercenaires de la recherche, car même les organisations aux orientations idéologiques les plus évidentes restent fidèles à leurs ambitions en ne s'engageant dans des relations que si elles sont préalablement d'accord les formes d'une coopération.

Si ce débat demeure difficile à trancher, il n'en demeure pas moins que, au niveau international, la littérature est unanime quant au rôle d'auxiliaire joué par les think tanks en tant que service de production de recherche, de mise en marché d'idées et d'entretien de communauté épistémique ou d'intérêts dans divers domaines. Ce fut le cas au

⁹ Un examen détaillé des enjeux de définitions de ce que sont les think tanks est élaboré dans la section traitant de la problématique ci-après.

Royaume-Uni après la récession de 2008 où plusieurs think tanks favorables au conservatisme fiscal ont participé à l'élaboration et à la justification des politiques d'austérité du gouvernement conservateur alors en place (Pautz, 2018). En Australie, la fonction centrale occupée par les deux principaux think tanks néolibéraux a été bien documentée lors de la privatisation du fournisseur d'électricité jusqu'alors public dans la province de Victoria durant les années 1990 (Cahill et Beder, 2005). Aussi dans le monde anglophone, une étude a analysé l'articulation qui a été mise en place entre l'industrie brassicole britannique et les services d'un think tank afin de résister à l'idée d'imposer un prix minimum sur la bière au Royaume-Uni tout en faisant contrepoids aux recherches révisées par les pairs (Hawkins et McCambridge, 2014).

Toujours au niveau international, les articles traitant des liens de coopération entre divers instituts de recherches néolibéraux et néoconservateurs avec l'industrie du tabac continuent de s'additionner (Oreskes et Conway, 2010b). Ceux-là ont servi à résister, par la recherche et diverses initiatives médiatiques, aux mesures visant à décourager le tabagisme, comme l'initiative des paquets neutres (Smith et Lee, 2016), des taxes dissuasives (Zatoński *et al.*, 2021) ou plus largement pour stopper de larges réformes de santé publique antitabac comme celle de Bill Clinton durant les années 1990 (Tesler et Malone, 2010). Tout cela a mené des chercheurs à parler des think tanks pro-marché comme des « alliés stratégiques » (Smith *et al.*, 2017) ou comme des membres de la « coalition corporative » (Smith *et al.*, 2015) de cette industrie lourdement réglementée.

Enfin, un autre degré d'analyse tout aussi original ressort de la littérature sur les think tanks néolibéraux, c'est celui d'une géopolitique inédite des idées à déploiement international. Il est d'ailleurs déjà connu que les think tanks de droite économique ont montré une bien plus grande facilité à se relier en réseau que leurs rivaux de gauche, que ce soit à l'échelle d'un pays, comme dans le cas allemand (Pühringer, 2017), au niveau continental comme la chose est bien documentée maintenant en Amérique latine (Rea, 2018) et en Europe (Plehwe *et al.*, 2018), mais aussi internationalement (Djelic et Mousavi, 2020).

Ces réseaux de soutien vont bien au-delà des déclarations de sympathie à l'égard d'un projet commun. Fisher et Plehwe (2017) ont détaillé le mimétisme que les entrepreneurs du libre marché mettent en place en répliquant à travers le monde de organisations de recherche similaires et sans but lucratif. Dans la pratique, les think tanks néolibéraux déploient des stratégies analogues où qu'ils se trouvent : qu'il s'agisse de la critique de l'endettement public et des monopoles d'État; de la production de palmarès servant à mettre en concurrence des institutions publiques et privées comme les écoles, universités et hôpitaux; de la diffusion de concepts servant à recadrer dans plusieurs langues les débats de sociétés (comme la journée de libération de l'impôt). Ces laboratoires d'idées mettent à l'agenda les mêmes thèmes présentés selon les mêmes angles : comme l'impact du monopole public en santé ou en éducation, de l'impôt et des mesures environnementales sur les libertés individuelles et celles des entreprises.

Ces relais entre des acteurs locaux et internationaux formant une constellation d'organisations démontrent bel et bien que les think tanks néolibéraux ont écrit un nouveau chapitre dans l'histoire de la géopolitique des idées. Tout cela permet de parler d'une *communauté transnationale néolibérale* (Sapiro *et al.*, 2018) dont les think tanks forment autant d'ambassades dans les régions où ils opèrent.

Au-delà de la géopolitique des idées à laquelle s'adonnaient quelques organisations singulières apparues il y a 40 ans (Shoup et Minter, 1977), le phénomène qu'est la transnationalisation des think tanks (Stone, 2000) a pris une tout autre ampleur aujourd'hui. Le développement du réseau international des think tanks favorables à l'expansion et à la consolidation du libre marché fut d'ailleurs l'objet de la contribution la plus pertinente des dernières années sur le sujet. Marie-Laure Djelic a remonté l'histoire d'Atlas Network, cette fondation constituée en 1981 ayant favorisé la naissance et le développement de centaines de think tanks favorables au libre marché dans le monde en leur offrant des subventions de démarrage, des formations pour leurs administrateurs, des activités de réseautage ou en leur attribuant des prix au mérite (Djelic et Mousavi, 2020). Avec près de 500 organisations répandues dans une centaine de pays

(Atlas Network, 2022b), cette organisation mère rassemble à ce jour le plus important réseau de laboratoires d'idées, toutes idéologies confondues, et la quasi-totalité des think tanks canadiens favorables au progrès de la libéralisation économique a participé aux activités de ce réseau et bénéficié des ressources de cette organisation pendant ou après leur fondation (Climenhaga, 2018; Kelly-Gagnon, 2011).

1.1.3.1 Le néolibéralisme au Canada

Le sujet des think tanks plaidant la cause de réformes néolibérales au Canada oblige à faire un détour par la littérature traitant du néolibéralisme.¹⁰ Au pays, on remarque en effet une réelle profondeur tant en termes de contributions historiographiques que d'analyses contemporaines, ce qui illustre qu'un intérêt national existe sur le sujet.

Neil Bradford a bien décrit la transition du paradigme des politiques publiques au XX^e siècle et dans laquelle les commissions royales d'enquête ont joué un rôle déterminant quant à l'intégration d'idées et des principes inspirés du renouveau des idées libérales à partir du milieu des années 1970 (Bradford, 1998, p. 102-130). À ce sujet, on retrouve un corpus démontrant un réel intérêt universitaire sur le thème de cette géante mutation de l'agir politique inspirée par le courant néolibéral autant au Québec qu'au Canada (Beauchemin *et al.*, 1995; Carroll, 1989; Carroll et Shaw, 2001; Dostaler et Hanin, 2005; Loranger et Boismenu, 2010), mais surtout à la suite du rapport de la commission Macdonald (Canada, 1985) et du rapport Axworthy (Canada, 1994) invitant à des réformes structurelles en matière de politiques sociales, de transferts fiscaux aux provinces et à instaurer le libre-échange au niveau continental (Simeon, 1987). Cette littérature souligne toute la pertinence d'étudier le déploiement de stratégies d'influence dans la durée tel qu'il s'élabore dans les think tanks militant, car leur but par essence est bel et bien de pouvoir faire passer des idées du niveau des organisations et de la société civile à celui des institutions.

¹⁰ Les enjeux de définitions concernant ce concept seront aussi abordés dans la section portant sur la problématique.

Les contributions canadiennes traitant des politiques et des réformes récentes sont encore plus nombreuses. Des recherches ont ainsi traité des politiques en matière d'éducation promouvant une mission entrepreneuriale à accorder aux institutions publiques d'enseignement et à leur adaptation en conséquence (Poole *et al.*, 2021); des effets structurels sur le financement des systèmes éducatifs primaire, secondaire et postsecondaire (Davidson-Harden *et al.*, 2010; Kandiko, 2010; Sharma et Sanford, 2018), de leurs effets sur l'autonomie professionnelle des enseignants (Carpenter *et al.*, 2012) et sur les inégalités en éducation (Basu, 2004).

Dans l'Ouest canadien, des contributions ont étudié les effets des réformes néolibérales qui ont pour conséquence de causer le déclin de la souveraineté alimentaire au Canada (Martin, 2010) et de la diversité économique des communautés rurales (Young, 2008); ainsi que d'avoir allégé les normes environnementales que devaient respecter les entreprises, surtout celles exploitant les ressources naturelles (Hallstrom, 2018).

En ce qui a trait aux programmes sociaux, la littérature a traité des effets contre-productifs de ces réformes sur les objectifs de réduction de la pauvreté en Ontario (Gill, 2021), sur les femmes à faible revenu (Bako, 2011) et de l'asymétrie des moyens financiers qui s'est accentuée depuis les réformes fédérales des années 1990 au détriment des gouvernements provinciaux (Graefe, 2004b).

Même si la littérature sur les politiques publiques a été approfondie depuis 25 ans au Canada, on ne trouve pratiquement pas de contribution sur les entrepreneurs politiques du néolibéralisme actifs dans des think tanks canadiens. Outre une cartographie du réseau des think tanks néolibéraux au Québec (Graefe, 2004a; Lamy, 2019c) et une analyse de la pénétration de l'Institut économique de Montréal dans les journaux de Gesca de 2003 à 2007 (Savard-Lecomte, 2009), il n'existe aucune enquête (mémoire, thèse, article, livre) ayant couvert en détail et dans la durée le comportement public des deux principaux think tanks néolibéraux au Canada que sont l'Institut Fraser et de l'IEDM alors

que ces organisations bénéficient d'un budget annuel moyen de dix millions pour la première et de trois millions pour la deuxième (Lamy, 2019b).

Ces trois trames, que sont 1) l'intégration des think tanks dans des coalitions d'intérêts, 2) l'aménagement du paradigme néolibéral au Canada sur plusieurs décennies, et 3) la géopolitique internationale des idées par l'entremise des think tanks néolibéraux actifs au pays, offrent un potentiel d'insertion de cette thèse dans la littérature canadienne et internationale tout en évitant les écueils ci-haut évoqués dans les axes 1 et 2 concernant l'étude des laboratoires d'idées au Canada.

C'est en effet en segmentant le champ des think tanks canadiens par à une sélection d'organisations partageant de mêmes objectifs politiques et idéologiques, et en investissant un angle d'action sur des sujets politiques précis, qu'il s'avère possible de se joindre à l'élan international sur le sujet et de mieux comprendre le militantisme néolibéral tel qu'il s'organise dans des organisations permanentes de recherche et sans but lucratif au Canada et qui sont actives depuis deux décennies.

1.2 Problématique et définitions principales

Les contributions de cette thèse visent à répondre une même problématique : *comment et pourquoi les porteurs d'idéologies ont réinventé la guerre des idées et les stratégies d'influence par la recherche*, ceci en prenant le cas des principaux think tanks militants pour l'amplification des principes de marché au Canada que sont l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal. À partir de cette problématique, cette thèse vise deux objectifs spécifiques. Les deux premières contributions de la thèse ont pour but de situer l'apparition de ces regroupements de chercheurs politisés dans l'histoire des porteurs d'idéologies, car ils incarnent bel et bien une innovation notable dans la généalogie des intellectuels politiques. Les trois autres visent à montrer, par des études de cas, comment ces think tanks s'y prennent en termes de stratégies d'influence par la recherche.

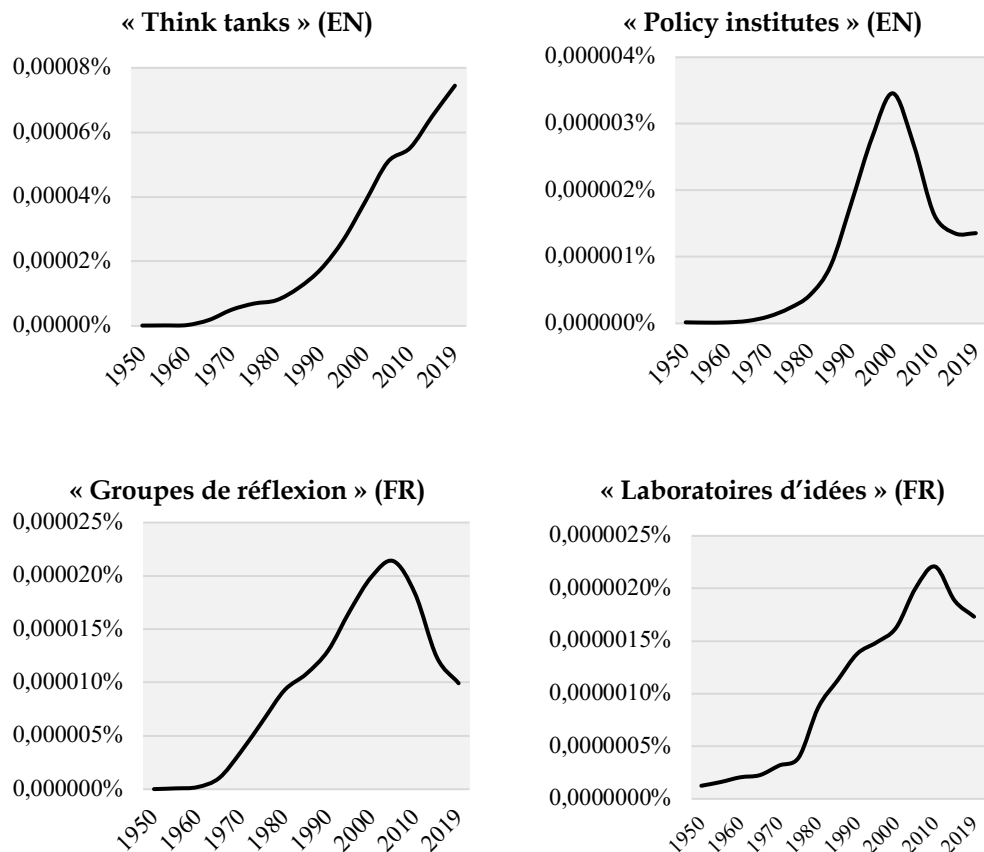
Cette problématique repose donc sur l'articulation de quatre concepts clés : les think tanks, le néolibéralisme, l'idéologie et les stratégies d'influence qui doivent être définis.

1.2.1 Think tanks

Contrairement aux objets classiques en science politique comme l'armée, les partis, les parlements; les think tanks ne bénéficient pas à ce jour de l'avantage d'une définition répandue et largement partagée. Cela explique pourquoi on retrouve encore régulièrement plusieurs textes dont le principal objectif est d'en clarifier le sens malgré qu'il soit en usage depuis les années 1970 (de Montbrial, 2011; Desmoulin, 2016; Hauck, 2017; Koellner, 2013). Cette difficulté propre à l'objet de recherche a ceci de particulier qu'une quantité des contributions traitant d'eux commencent par les mêmes trois étapes, peu importe la langue et le pays où elles sont faites. On retrouvera en effet d'abord un exercice de définition où on les distingue des universités, des clubs politiques, des services de relations publiques et des lobbies. S'en suit généralement un résumé de leur histoire remontant au début du XX^e siècle (Abelson, 2009; Rich, 2004). Enfin, on présente un rappel des différentes catégories de laboratoires d'idées élaborées par Kent Weaver (1989), soit comme contractants de recherche, comme plaideurs de causes (*advocacy tank*) ou comme universités sans étudiants.

Il ressort en effet de la littérature une quantité de définitions concurrentes servant aujourd'hui à circonscrire ces regroupements de professionnels qui agissent sur le territoire politique par la recherche en sciences économiques et sociales. À cela s'ajoute quelques synonymes, comme *policy institutes*, groupes de réflexion, laboratoire d'idées (tous en perte de popularité dans le patrimoine livresque de langue anglaise et française comme l'illustre les courbes de la **figure 1.1** ci-après), souvent utilisés de manière interchangeable pour parler de ceux qui se présentent sous la forme d'instituts, de centres, de fondations, d'associations ou d'observatoires.

Figure 1.1 Fréquence de popularité de quatre termes dans la base de données de Google Books, méthode N-Gram (1950-2019)



Note : moyennes adoucies sur 3 ans. Requêtes produites le 1^{er} avril 2022. Source : Google books.

Malgré tous ces facteurs qui contribuent à la confusion, qu’il s’agisse des définitions ou des synonymes, cette variété sémantique montre un haut degré de cohérence qui permet de voir que tous ces éléments de langage parlent d’un même phénomène organisationnel relevant de la spécialisation du travail politique.

En 40 ans de production savante, la définition des think tanks a connu trois vagues. La première est le fruit des auteurs anglophones qui ont été les premiers à investir ce champ de recherche. Comme le rappelait Landry (2021), ceux-là ont calqué leur définition de cet objet sur des organisations prestigieuses actives aux États-Unis et qui ont servi d’archétypes aux think tanks comme : Brookings Institute, fondée en 1916, comme incarnation des « universités sans étudiants », RAND Corporation, fondée en 1948,

comme idéal de « contractants de recherche » et Heritage Foundation, fondée en 1973, comme archétype du think tank militant ou *advocacy tank*.

Ce premier élan a mené à la construction d'une définition du think tank en la faisant reposer sur d'importantes limites d'ordre juridico-légales. Pour l'un de ses premiers défenseurs (Orlans, 1972), les think tanks ne pouvaient être des entités publiques ni viser le profit et se devaient d'œuvrer sans but lucratif. D'autres critères relevant du comportement prenaient aussi la forme de conditions *sine qua non* comme 1) l'impossibilité d'être lié à un parti politique ou à l'État; et 2), être voué à l'intérêt public, c'est-à-dire de ne pas se limiter à des sujets spécifiques. C'est à partir de cette définition juridico-légale et comportementale que la recherche a été structurée en Amérique du Nord (Abelson et Lindquist, 2002; Lindquist, 1989, 1993; McGann, 1995; McGann et Weaver, 2002) ainsi que chez une quantité des spécialistes anglophones non américains (Denham et Garnett, 1999; Kandiah et Seldon, 1996b; Mendes, 2003).

Néanmoins, depuis les 20 dernières années, l'internationalisation de la conversation sur les think tanks et son lot d'études comparées ont fait ressortir l'étroitesse de ces critères centrés sur la bienfaisance et la distance obligatoire à l'égard des partis et de l'État. Une quantité d'intervenants dans le domaine n'accepte plus de se limiter aux critères anglocentrés de la première vague de chercheurs, car cela signifierait qu'il ne puisse exister de think tanks dans les pays non pluralistes comme en Chine où la société civile n'est pas autonome du gouvernement. On y compte en effet désormais des centaines d'entités affichant divers degrés de dépendance et de subordination envers le Parti communiste chinois (Menegazzi, 2018; Mouton, 2019) s'adonnant à des recherches sur les politiques publiques et les enjeux de société. Plusieurs spécialistes du sujet, dont des Canadiens (Landry, 2017, 2021) reconnaissent aussi que des organismes gouvernementaux accomplissent les mêmes tâches que des think tanks ayant une vocation de bienfaisance comme ce fut le cas au Canada avec les divers organismes-

conseils fédéraux ou provinciaux¹¹. De plus, des spécialistes des pays non anglophones ont démontré aussi que de nombreux laboratoires d'idées peuvent s'adonner à tout ce que font les think tanks américano-britanniques, tout en étant officiellement liés à des partis politiques tel que c'est le cas en Allemagne, en Belgique, au Brésil, au Japon et à Taiwan (Pattyn *et al.*, 2017; Thunert, 2004).

Quoi qu'il en soit de ces désaccords quant aux formes légales des think tanks, il demeure que ces deux vagues de définition ont maintenu un consensus fort au sujet de l'objet discuté en parlant de regroupements 1) ayant un personnel permanent, 2) existant dans la durée; et, 3) dont la mission est de traiter des sujets politiques et sociaux à l'aide d'un discours expert.

Une dernière vague analytique est apparue depuis les quinze dernières années. Hartwig Pautz (2011), auteur de la contribution théorique la plus innovante sur les enjeux de définitions, recommande de concevoir les think tanks par ce qu'ils font et par la fonction qu'ils occupent. C'est bien à partir de ce raisonnement qu'on peut détecter un réel courant de recherche qui propose de comprendre les think tanks comme des technologies organisationnelles servant à entretenir, construire, relier et servir des communautés. Cela explique aussi bien pourquoi les think tanks sont de plus en plus intégrés dans les analyses où il est question des communautés épistémiques (Haas, 1992), des coalitions discursives (Hajer, 1993) et des coalitions d'intérêts et d'influence (Sabatier et Jenkins-Smith, 1993).

Avant que cette optique ne se popularise depuis 15 ans, on retrouvait déjà en effet une définition des think tanks en tant qu'entités intermédiaires de la part de James A. Smith (1993b) qui les présentait sous la forme de *courtier d'idées*. Selon cette conception, les

¹¹ Comme le Conseil économique du Canada (1964-1993), le Conseil des sciences du Canada (1966-1993), la Commission de réforme du droit du Canada (1971-1993 et 1997-2006) et le Conseil national du bien-être (1969-2012). On a vu aussi des think tanks publics servir de conseillers ministériels comme le Conseil du Statut de la femme (depuis 1973) et son équivalent fédéral le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme (1973-1995).

laboratoires d'idées devaient être vus comme des organes cherchant à traduire des connaissances produites dans le champ scientifique en langage accessible pour le public et pour ceux qui élaborent les politiques publiques. Cette conception n'est pas éloignée de celle de Diane Stone qui présentait les think tanks comme des *ponts* (Stone, 2007) qui n'ont pas besoin d'être des lieux de production scientifique, mais comme des organes-relais entre le monde scientifique et d'autres espaces pouvant bénéficier de ces connaissances, mais qui ne disposent pas de l'expertise pour se reconnaître facilement dans l'univers savant.

Ces conceptions dépourvues de perspective critique sur l'état souvent polarisé ou *dissensuel* de l'élaboration des connaissances en sciences sociales ont été revues et améliorées depuis en tenant aussi compte du caractère litigieux des bases normatives sur lesquelles reposent les projets de société. C'est ce qui a mené à la définition de Thomas Medvetz, la plus partagée depuis les dernières années, qui présente les think tanks d'abord comme des entités émergeant dans les interstices situés entre d'autres champs déjà établis, qu'ils soient politique, économique, médiatique, universitaire (Medvetz, 2012a). En les définissant ainsi comme des *objets interstitiels* spécialisés dans le développement de relations, on peut aussi les voir comme des *forums* (Landry, 2021) ou des *agents épistémiques* (Pautz, 2011) qui relient des communautés d'idées, de valeurs, d'intérêt par la production de recherche et de contenu expertisé.

Le caractère intermédiaire et relationnel de ces organisations s'est même matérialisé dans la traduction québécoise du terme think tank tel qu'on peut le voir dans le thésaurus de l'activité gouvernemental. C'est en effet en tant que *Centres de liaison et de transfert des connaissances* que trois think tanks québécois ¹² ayant bénéficié des fonds gouvernementaux ont été décrits depuis 20 ans dans les documents de l'État québécois.

¹² C'est le cas du CIRANO, depuis 1994, du Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO) de 1987 à 2020 et de Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) depuis 2013.

Cet affinement de la définition qui insiste sur les liens développés entre les think tanks et d'autres champs en allant au-delà des détails techniques précisant leurs formes légales offre de nombreux indices sur ce qui est important d'étudier lorsqu'on s'intéresse à leur comportement. Dans le cas des think tanks néolibéraux canadiens, cela pointe dans la direction de leurs sites d'intégration (Landry, 2019) ou plus largement des relations de coopération et de dépendance avec d'autres champs, comme celui des entreprises qui les financent, celui des médias qui leur permettent de faire valoir leur projet de société à un public de masse, celui des partis qui emploient leurs contenus, ainsi que leur rôle stratégique dans des coalitions d'intérêts et d'influence. C'est bien cette piste que suivront les contributions de cette thèse.

1.2.2 Néolibéralisme et libertarianisme

L'utilisation du terme néolibéral continue de faire débat depuis de nombreuses années. Dans un premier temps, il faut reconnaître une asymétrie évidente relevant de son usage. Si le terme est populaire dans la littérature critique, très rares sont ceux qui s'en réclament ouvertement depuis qu'il a fait son apparition. Les connotations négatives qui lui sont associées et l'utilisation qu'on en fait aussi dans les arènes politiques et médiatiques permettent de comprendre aisément pourquoi l'étiquette néolibérale, la plupart du temps disqualifiante, n'est pas revendiquée par ceux sur lesquels on l'applique.

Néanmoins, il faut reconnaître dans un deuxième temps que la plupart des étiquettes idéologiques ont subi un sort similaire (Lamy, 2023). On ne retrouvera en effet aucun qualificatif résumant une posture idéologique (capitaliste, nationaliste, féministe, communiste, écologiste, végane, etc.) qui n'ait pas été entachée par les débats populaires où une réputation a fini par s'imposer sur eux indépendamment du sens qui leur était donné par ceux qui s'en réclament ou par ceux qui l'utilisent dans la littérature universitaire.

Aussi, du point de vue analytique, l'opposition, même de bonne foi, qu'on peut entendre de la part des acteurs analysés quant au terme utilisé pour les décrire ne peut justifier une

impossibilité d'en faire usage, car cela équivaldrait à leur accorder une souveraineté sur le choix des mots. Cet acte de subordination entraîne aussi le risque de faire le jeu des acteurs politiques quand vient le temps de nommer les choses sans oublier que cela accorderait un droit de veto sur la production savante détenu par un champ qui lui est extérieur.

Au-delà de ces débats souvent polémiques concernant le néolibéralisme, une vaste littérature universitaire existe pourtant sur le sujet et renvoie à un phénomène évident qu'il faut pouvoir nommer. Néanmoins, une quantité de contributions se heurte à une même difficulté qui est de définir le sens du préfixe « néo » qui s'ajoute sémantiquement au libéralisme. Qu'y a-t-il donc de nouveau dans le *néolibéralisme*? À cette question obligatoire, on ne compte pas que quelques éléments de réponse, mais une liste. Le survol de certaines d'entre elles suffit pour illustrer le péril qu'entraîne cette quête qui consiste à détecter un principe objectif décisif lorsqu'on cherche à identifier l'essence du néolibéralisme.

Dans *Naissance du biopolitique*, Michel Foucault explique que ce qu'il y a de nouveau dans le néolibéralisme renvoie au refus doctrinaire d'intervenir dans l'économie même afin de briser ou d'empêcher un monopole, trust ou cartel, alors que des auteurs libéraux antérieurs légitimaient l'action politique et juridique en ce sens (Foucault, 2004, p. 142-143).

Pour Pierre Dardot et Christian Laval, le néolibéralisme procède à l'« extension de la "logique du marché", c'est-à-dire de la concurrence, à des institutions qui ne produisent pas de "marchandises" au sens strict du terme » (Dardot et Laval, 2010, p. 37), par exemple à l'intérieur et entre des institutions d'enseignement ou de soin. Cela fait de l'État néolibéral un État qui *intervient en permanence* afin de consolider et de fortifier les comportements de marchés là où ils existent et de les faire émerger là où il n'existe pas.

Pour Carolyn Hardin, l'ère néolibérale correspond à une période progressant vers un monde unidimensionnel où la distinction entre individus et entreprises s'estompe en procédant à une *incorporation* des individus et une *personnification* des entreprises ou selon ses mots : « individuals are refigured as corporations or entrepreneurs and corporations are treated as individual » (Hardin, 2014, p. 215).

Enfin, moins structurel pour sa part, Pierre Bourdieu voit dans le néolibéralisme un courant politique prenant la forme d'« un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur » (Bourdieu, 1998, p. 3). Quantité d'autres définitions pourraient s'ajouter à cette liste d'éléments, car la littérature foisonne de contributions ayant prétendu avoir identifié le cœur du néolibéralisme.

Bien que ces débats théoriques ne doivent pas être déconsidérés, ils laissent peu d'espoir de trouver un consensus, même minimal, du sens que devrait porter le préfixe « néo » lorsqu'il précède le terme libéralisme. Ces enquêtes et analyses entraînent d'inévitables désaccords analytiques qui éloignent quiconque cherche à retenir une définition capable d'encadrer facilement des organisations comme des think tanks. À trop chercher ce ou ces critères distinctifs qui pourraient séparer facilement les libéraux des néolibéraux, on court le risque d'exclure une quantité d'organisations et d'intellectuels sur des points de détails. Une voie plus simple existe pourtant.

Afin de retenir une définition opérationnelle du terme, la présente thèse retient une conception historique qui renvoie le néolibéralisme au courant de pensée libéral tel qui s'est renouvelé chez de nouveaux intellectuels (Hayek, Röpke, von Mises, Friedman, Buchanan) en réaction au New Deal américain, aux politiques providentielles et keynésiennes d'après-guerre et à l'essor du syndicalisme; le tout inscrit jusqu'en 1989 dans un contexte de guerre froide. Bien résumé par Jean-Guy Prévost par le credo « moins d'État, plus de marché » (1990, p. 11), il faut retenir de ce courant qu'il est avant tout, surtout et essentiellement un libéralisme économique et que le préfixe « néo » sert plutôt à le situer dans le temps qu'à le distinguer substantiellement du libéralisme

d'avant-guerre. Cela fait de ce terme un concept apparu à partir des années 1980 et 1990 (en anglais comme en français) et inventé par des analystes pour décrire des orientations guidées par un renouvellement des idées libérales, popularisées à partir des années 1960 et 1970 et mises en place lors des décennies suivantes par des gouvernements.

Dans la littérature internationale, cette conception historique du terme s'illustre par sa popularité comme en témoigne les références (au nombre de 38 000) au principal livre *Brève histoire du néolibéralisme* de David Harvey (2007) ainsi que sur ses origines intellectuelles et son déploiement international dans *The Road of Mont Pèlerin* par Philip Mirowski et Dieter Plehwe (Mirowski et Plehwe, 2009). Enfin, il est pertinent de retenir de cette définition que le néolibéralisme résume un courant politique dont l'État est la principale cible de critiques autant pour ses interventions dans l'économie que pour ses capacités législatives visant à réguler les flux économiques.

Si le néolibéralisme correspond à cette supra-catégorie englobant tous les promoteurs du progrès du libéralisme économique et des principes du marché; il existe un autre terme beaucoup plus précis et même revendiqué par les fondateurs des think tanks concernés dans cette thèse. Le libertarianisme, dont le terme apparaît durant les années 1970, représente la branche la plus fondamentaliste du courant néolibéral émergeant depuis l'après-guerre.

Ceux qui s'en réclament forment la déclinaison la plus radicale de la pensée libérale et montrent les idées les plus épurées de toute relation avec l'État (Boaz, 1997; Laberge, 2021; Lemieux, 1983; Rothbard, 1973). Cela fait d'eux des acteurs dont la doctrine les place en faux systématiquement avec les solutions gouvernementales lorsqu'il est question d'enjeux de société, quel qu'en soit le thème retenu à l'exception des interventions publiques absolument indispensables permettant de protéger les libertés individuelles et la propriété privée.

En conséquence, si cette thèse propose de contribuer à la littérature sur l'activisme néolibéral au Québec et au Canada, elle le fait en ciblant explicitement les think tanks militants se revendiquant du libertarianisme.

1.2.3 L'idéologie

L'idéologie a une longue histoire en sciences sociales (Lichtheim, 1965; Roucek, 1944; Stein, 1956). Depuis deux siècles, on retrouve de véritables traditions d'usage dans la généalogie marxiste (Adorno, 1954; Althusser, 1971; Badiou et Balmès, 1976), dans la littérature psychoanalytique (Jaspers, 1954; Tetlock, 1983; Zizek, 1989) et en sociologie (Boudon, 1986; Mannheim, 1936; Therborn, 1980), mais c'est bien en science politique où il figure désormais aux côtés des autres concepts canonisés (Arendt, 1951; Mullins, 1972; Sartori, 1969; Seliger, 1969). Malgré cette véritable consécration dans le corpus des sciences sociales, l'idéologie demeure, elle aussi, un concept largement polysémique qui rend son usage sujet à débat.

Dans *L'Idéologie allemande*, l'idéologie prend la forme d'un instrument de duperie qui sert à légitimer l'oppression des classes dominantes sur celles qui sont opprimées (Marx et Engels, 1972, p. 77-78, 121). L'idéologie a ainsi pour fonction de masquer l'iniquité des rapports sociaux relevant de la répartition des ressources matérielles. Non étrangère aux autres catégories mobilisées dans l'œuvre marxienne, comme la fétichisation et l'aliénation, l'idéologie présentée par Marx et Engels renvoie à l'idée de *fausse conscience* qui repose sur la négation de la réalité matérielle.

Le refus de reconnaître la vérité par conflit d'intérêts est aussi placé au cœur du concept par un auteur phare de l'univers psychoanalytique :

« Une idéologie est un complexe d'idées ou de représentations qui passe aux yeux du sujet pour une interprétation du monde ou de sa propre situation, qui lui représente la vérité absolue, mais sous la forme d'une illusion par quoi il se justifie, dissimule, se dérobe d'une façon ou l'une autre, mais pour son avantage immédiat. Voir qu'une pensée est idéologique équivaut à dévoiler l'erreur, à démasquer le mal, la désigner comme idéologie, c'est lui reprocher

d'être mensongère et malhonnête, on ne saurait donc l'attaquer plus violemment » (Jaspers, 1954, p. 403).

Si cette définition de l'idéologie comme refus de reconnaître la réalité garde sa pertinence dans le langage courant, elle comporte de réels périls lorsqu'il est question d'analyser les controverses politiques, car elle suppose que celui qui analyse un énoncé soit capable de juger à chaque fois de la validité factuelle des propositions. C'est pourquoi il convient mieux de se ranger derrière ce que Adam Schaff a qualifié de « définition fonctionnelle » de l'idéologie (Schaff, 1967, p. 50), de façon à ce que l'analyste n'ait pas à se transformer en arbitre de la vérité scientifique sur tous les sujets abordés lors des controverses et conflits verbaux.

Des auteurs en sociologie et en science politique ont en effet *dé-normativisé* ce concept en l'évidant des jugements de valeur qui lui étaient intégrés tout en préservant ses dimensions cognitives et symboliques. C'est le cas chez Fernand Dumont pour qui, dans un contexte politique, l'idéologie sert à « Conférer un sens à la situation par l'action [et à] reconnaître un sens à la situation afin que l'action soit possible » (Dumont, 1974, p. 9).

Quel que soit la définition, d'origine universitaire ou non, un même cœur est détectable dans le concept d'idéologie. Celui-ci fait référence à divers éléments où il est question des représentations, de croyances, de valeurs, de principes ou d'idées, et cela permet de mettre en lumière que les nombreux renvois entre divers éléments laissent voir qu'une idéologie fait système et prend toujours la forme d'un ensemble. En ce sens, après avoir analysé une centaine de définitions et une vingtaine de fonctions qui lui sont conférées dans la littérature, John Gerring conclut que l'élément le plus important dans le concept d'idéologie est celui de la cohérence interne : « The importance of coherence - aka "consistency" or "constraint" - is virtually unchallenged in the social science literature. Ideology, at the very least, refers to a set of idea-elements that are bound together, that belong to one another in a non-random fashion. » (Gerring, 1997, p. 980)

Plus encore, puisque cette thèse traite du renouvellement des idéologies politiques par la recherche, un affinement de la définition s'avère pertinent afin de saisir la particularité des idéologies dans leur dimension programmatique. C'est pourquoi il convient de faire un dernier arrêt sur la conception de Danic et Ian Parenteau pour qui l'idéologie revêt toujours deux dimensions. La première consiste en une interprétation du monde et la deuxième renvoie à un programme politique en conséquence (Parenteau et Parenteau, 2017, p. 11). Cette fondation de l'idéologie reposant sur la dyade interprétation-action, description-prescription ou diagnostic-pronostic rejoint la conception de Raymond Aron pour qui « l'idéologie est le support nécessaire de l'action » (Aron, 1960) ainsi que chez Jean Baechler qui y voyait lui aussi « un discours lié à l'action politique » (Baechler, 1976, p. 23).

Cette définition de l'idéologie a pour avantage de proposer une optique claire du comportement à étudier chez les think tanks, celle des propositions législatives, des programmes, des règlements, des réformes de politiques publiques ainsi que leurs justifications reposant sur un ensemble d'idées démontrant une cohérence interne.

1.2.4 Stratégies d'influence

Relevant de la notion plutôt que du concept, l'influence n'a pas fait l'objet d'une théorisation en science politique. On peut malgré tout évoquer le noyau du terme, comme le soulignait Parsons, en disant que l'influence se définit par la capacité d'affecter le comportement d'autrui (Parsons, 1963, p. 38).

Formulé ainsi, il devient aisé de comprendre pourquoi suivre la piste de l'influence pose problème en sciences sociales, car la logique causale qui est au cœur de la notion suppose que sans influence, il n'y aurait pas d'effet. S'il est déjà ardu d'isoler des variables en sciences médicales, la chose est encore plus vraie pour les disciplines traitant de la société.

L'extrême difficulté qui consiste à démontrer une influence sous la forme d'un lien de causalité a mené à un déplacement de l'objet de recherche dans la littérature où l'on étudie

désormais plutôt les stratégies d'influence déployées dans le jeu politique par les acteurs en question. Les articles de cette thèse ne visent donc pas à démontrer l'influence exercée par les principaux think tanks néolibéraux au Canada selon des rapports de cause à effet, mais à reconstruire les formes et ambitions de leurs stratégies déployées sur des sujets précis (réchauffement climatique, éducation, débats parlementaires) qui seront détaillés ci-après.

1.3 Cadre théorique et questions de recherche

Le cadre théorique général de cette thèse par articles emprunte les postulats de l'approche institutionnaliste telle qu'elle s'est renouvelée depuis les années 1990 en science politique. Quelle qu'en soit la déclinaison : historique, sociologique ou du choix rationnel; le grand cadre d'observation néo-institutionnaliste permet en effet de démontrer en quoi les organisations que sont les think tanks de combat matérialisent un renouvellement de la guerre des idées et des stratégies d'influence par la recherche.

Selon ceux qui ont procédé au résumé synthétique le plus populaire de ce courant (Hall et Taylor, 1996), les nouvelles approches institutionnalistes ont réussi à projeter un nouveau regard sur le comportement politique en insistant sur le caractère déterminant que jouent les institutions sur le comportement des individus et des groupes en société qui visent à transformer ces mêmes institutions. Comme le rappelle André Lecours, contrairement à la première génération d'analyses institutionnelles ayant eu cours des années 1930 aux années 1960 et aux analyses behavioralistes populaires jusqu'aux années 1980 très souvent descriptives et athéoriques, la particularité de l'approche néo-institutionnaliste est de refuser de voir les institutions comme des « enceintes vides et neutres » (Lecours, 2002, p. 3) et cela a pour effet d'offrir un cadre théorique clair, simple et robuste à la science politique.

Néanmoins, les sous-branches de cette littérature ne s'entendent pas quant à la définition des institutions. Du point de vue de ceux qui reprennent l'approche historique, les institutions sont envisagées comme des entités formelles remplissant des fonctions

définies légalement comme les parlements, les cours, les ministères. Pour les praticiens du néo-institutionnalisme sociologique, les institutions sont ces entités informelles qui régulent les interactions, comme la culture, les traditions ou plus largement les normes établies en société (Lecours, 2005).

Si certains auteurs tiennent à neutraliser cette ambiguïté en se rangeant clairement d'un côté, rien pourtant n'oblige à trancher cette question. Une approche néo-institutionnelle que l'on pourrait qualifier de transversale peut en effet bâtir un pont entre ces deux façons de concevoir les institutions; c'est-à-dire, en élaborant un concept (ci-après détaillé) où les institutions politiques, comme les ministères et les universités, ont élaborée sur le long terme des ressources herméneutiques essentielles pour parler de la société la société en termes empiriques.

À ce titre, plusieurs textes depuis 30 ans invitent à enrichir les perspectives néo-institutionnelles en y greffant des notions, concepts et idées provenant des autres disciplines afin d'enrichir le domaine et d'améliorer qualitativement cette perspective en science politique (Hall et Taylor, 1997, p. 493). C'est pourquoi cette thèse soutient toute la pertinence d'intégrer un élément qui renvoie explicitement au triangle normes-acteurs-institutions servant de cœur aux nouvelles approches institutionnelles : la grammaire politique.

1.3.1 La grammaire politique comme perspective néo-institutionnelle

Pourquoi les discours politiques les plus glorieux d'une époque perdent de leur efficacité auprès du public avec le temps? Au-delà des intérêts, des sensibilités, des situations et des valeurs qui évoluent, cette thèse soutient qu'à chaque époque un discours politique doit savoir exploiter adéquatement les ressources herméneutiques d'une grammaire politique dominante pour pouvoir être pris au sérieux par les institutions, les élites et autres distributeurs importants qui sont au cœur de ce que Miranda Fricker (2007) a appelé *l'économie de la crédibilité*.

Diverses grammaires politiques se sont succédées et juxtaposées dans l'histoire. On retrouve, par exemple, une vaste grammaire théologico-monarchique qui s'est développée au Moyen Âge; une grammaire républicaine lors des révolutions française et américaine et autres révoltes ayant cours lors du printemps des peuples; une grammaire de lutte des classes apparue depuis la révolution industrielle; ainsi qu'une grammaire décoloniale, qu'elle soit tiers-mondiste, nationaliste ou autochtone aux XX^e et XXI^e siècles. Ces grammaires ont ceci de particulier qu'elles peuvent parler des mêmes sujets comme des guerres, de l'allocation des ressources, des transitions au pouvoir, de la légitimité des décisions politiques; mais en encadrant différemment les façons de les légitimer.

De plus en plus de chercheurs sont conscients de ces ensembles de règles culturelles qui s'ajoutent implicitement au langage lorsqu'on parle politique (Hartelius, 2011; Schofield, 2016; Tremblay-Faulkner, 2019). C'est pourquoi le corpus des sciences sociales compte toujours davantage de contributions ayant fait de ce concept un élément important de leur analyse même s'il ne fait pas encore l'objet d'une théorisation satisfaisante. On en retrouve l'usage pour parler de l'évolution du langage politique depuis 40 ans à la suite de l'essor du féminisme (Hemmings, 2011), en analyse des procédés de persuasion dans les débats économiques (Aradau, 2016; Galbraith, 1988), en analyses des textes constitutionnels (Powell, 1992), pour traiter de la façon de justifier l'action politique dans les mouvements sociaux (O'Toole et Gale, 2010), pour parler des transformations du nationalisme israélien depuis l'échec des Accords d'Oslo (Mendel, 2019) et de l'effet de l'intégration des sentiments dans la justification des comportements politiques (Bargetz, 2019). Le concept est aussi fécond lorsqu'on cherche à dégager l'architecture de la pensée de personnalités politiques majeures comme Lénine (Roig, 1980).

En se référant au sens qui lui est accordé en linguistique, la grammaire se définit comme un ensemble de règles qui, lorsque maîtrisées, permettent à un sujet de pouvoir communiquer et d'être compris par d'autres sujets qui les maîtrisent tout autant. En l'adaptant au domaine des études politiques, la grammaire politique dépasse les règles de langage et trouve une place méritée dans le sous-champ de l'épistémologie politique.

En ce sens, la grammaire politique représente la métacatégorie qui regroupe tous les éléments qu'il vaut mieux employer pour être considéré comme crédible par le pouvoir à une époque donnée. Cela peut inclure : un champ lexical, des types de références intellectuelles, théologiques ou politiques (Thomas d'Aquin ou Rousseau) ou historiques, des schémas pour expliquer le fonctionnement de la réalité (empirique, surnaturel, mythologique) ou de la société (culturaliste, racialement, sociobiologique), un registre d'émotions légitimes (la pitié obligée envers les démunis ou les immigrants, le mépris à l'endroit des chômeurs et des étrangers), des formes de politesse ou d'élégance; des images, analogies, comparaisons licites ou illicites (comme l'allusion aux crimes nazis); des archétypes servant de catégories génériques (comme le prolétaire exploité par son patron bourgeois); des principes moraux pour justifier des formes de redistribution (comme la charité chrétienne ou les droits sociaux), etc.

En mettant l'accent sur la dimension épistémologique de ce que John Austin a appelé les « actes de langage » (Austin, 1975), la grammaire politique se distingue de la fenêtre d'Overton (Lehman, 2014; Russell, 2006) qui renvoie au champ des possibles des politiques publiques tel que limité par un spectre de valeurs, d'aspects moraux et psychologiques propres à une époque. Il se distingue aussi de celui d'idéologie, car la grammaire politique ne concerne pas le contenu des discours en termes d'idées ou de principes normatifs qu'il faut défendre ou rejeter, mais traite des impératifs de mise en forme que doit respecter un discours pour franchir un seuil de crédibilité.

Dans le cas de cette thèse, ce concept démontre toute sa robustesse et sa pertinence, car bien que les think tanks néolibéraux canadiens retenus présentent leur production documentaire en épousant les formes des sciences sociales, ils ne sont pas des organes scientifiques et ne sont pas régulés par les règles de ce champ. La grammaire politique a ceci d'essentiel qu'elle permet de tenir compte de l'influence de la culture scientifique et de ses institutions sur les porteurs d'idéologies qui sont désormais obligés de se mouler dans ce langage afin d'éviter la disqualification aux yeux du public qui s'attend à ce que les sujets politiques soient l'objet d'une expertise comme dans tant d'autres domaines.

C'est seulement en maîtrisant les diverses composantes d'une grammaire politique donnée à une époque, mais surtout en les conjuguant de la bonne façon, qu'un locuteur peut être pris au sérieux par des institutions où se retrouvent des ressources économiques (comme des fonds philanthropiques ou des subventions), des portes d'accès permettant de s'adresser aux publics (comme les médias) ou par les élaborateurs de politiques publiques (comme les élus ou les fonctionnaires). Le concept de grammaire politique montre aussi toute sa compatibilité avec l'approche néo-institutionnelle, car comme le rappelle André Lecours, cette approche dans sa dimension sociologique « met l'accent sur l'influence des institutions dans la définition de comportements sociaux acceptables. Selon cette perspective, les institutions, par les codes culturels et cognitifs qu'elles génèrent et reproduisent, dessinent les frontières du politique en inculquant aux acteurs des idées précises quant à la légitimité de l'action. » (Lecours, 2002, p. 15)

Ces éléments grammaticaux façonnés à la fois par les institutions politiques et culturelles permettent aussi d'expliquer pourquoi les discours les plus émouvants et inspirants d'une époque précédente ou d'une culture distincte sont sans effet sur des publics neufs, même s'ils partagent une même langue d'usage. Plus encore, le recours à la recherche et au langage expertisé montre aussi toute sa compatibilité avec une autre sous-branche du courant néo-institutionnaliste : celui du choix rationnel pour qui le comportement des acteurs politiques relève d'une sélection des stratégies les plus efficaces (Immergut, 1998). Cette sous-branche, héritière de la théorie économique de la démocratie (Downs, 1957), permet aussi de théoriser l'inévitable réinvention des stratégies d'influence hors des partis politiques, des mouvements sociaux et des lobbies; c'est-à-dire dans des regroupements politisés de spécialistes en sciences sociales.

Au rythme où a été développé le champ médiatique et où il est devenu l'espace central des concurrences politiques, qu'il s'agisse des compétitions électorales (Schumpeter, 1963) ou de ce qu'il est convenu d'appeler la guerre culturelle (Fiorina *et al.*, 2005) ou gramscienne des idées (Gramsci, 2012), des regroupements militants ont repris la grammaire politique dominante des institutions politiques et académiques afin de

maximiser leur crédibilité dans l'espace public en s'ancrant dans le capital symbolique du langage des sciences sociales.

Cette thèse soutient que les think tanks sont les champions contemporains de la nouvelle grammaire *politico-empirique* telle est a été façonnée par trois principales institutions (l'État, les médias et les universités) depuis la consolidation de l'État-providence et des sciences sociales au long du XX^e siècle. L'intégration inédite des sciences de la société dans les politiques publiques ont obligé les individus et organisations politiques à puiser toujours davantage dans les ressources des disciplines universitaires (économie, politique, comparatisme, fiscalité, travail social, psychologie) et cela fait qu'il n'est plus possible de performer dans la concurrence politique sans un haut degré de maîtrise des règles de cette nouvelle grammaire *politico-empirique* fondée, entre autres, sur les faits et statistiques, l'avis d'experts, les comparaisons, le calcul des coûts, les études de faisabilité et simulations comptables, les sondages, des méthodes et procédés de démonstration chiffrés, etc.

Cette thèse cherche donc directement à démontrer comment les think tanks ont réinventé la guerre des idées et leur principale mode d'action qu'est l'influence par la recherche, en performant à l'intérieur de cette grammaire politique, afin de promouvoir un agenda idéologique par l'analyse du comportement des principaux think tanks libertariens actifs au Québec.

1.3.2 Questions de recherche et contributions à la littérature

Bien que cette thèse suive le courant néo-institutionnaliste, elle n'a pas pour ambition d'offrir une contribution d'ordre théorique, mais de démontrer comment l'écosystème politique contemporain a fait émerger de nouvelles stratégies d'influence par l'entremise d'organismes sans but lucratif produisant de la recherche en sciences économiques et sociales au Québec.

Cette thèse offre en conséquence cinq contributions visant à répondre directement à un même nombre de questions de recherche toutes liées au comportement observable dans la durée des laboratoires d'idées politisés favorables à l'expansion des principes du marché. Les méthodes, leur ancrage dans la littérature, les données utilisées et ainsi que les approches sont détaillées plus en longueur dans les chapitres respectifs ci-après.

La **première contribution** vise à montrer comment les think tanks de combat concrétisent une nouvelle forme d'intellectuel politique sur le temps long. En s'ancrant dans la littérature en histoire des idées, elle compare l'essor des think tanks militants apparus depuis les années 1970 à d'autres vagues majeures d'apparitions d'intellectuels politiques que sont les ordres mendiants, les partis politiques et les intellectuels publics. Le tout en insistant sur les mutations d'ordres démographiques et institutionnelles qui ont favorisé l'émergence de ces différentes catégories lors de chaque époque.

La **deuxième contribution** s'ancre dans l'histoire contemporaine et analyse les raisons pratiques qui ont mené des individus porteurs de projets politiques à investir un think tank pour défendre la cause du libéralisme. Elle procède en reprenant les intentions et justifications qui ont mené leurs fondateurs et directeurs à mener la guerre des idées par la recherche afin d'influencer la population et les élites au sein d'un OSBL voué à produire des recherches et un discours expertisé sur les sujets sociaux. Surtout cette contribution veut mettre en lumière l'intégration des think tanks libertariens canadiens dans l'édification d'un réseau mondial d'opposition au paradigme interventionniste tel qu'imaginé par des acteurs importants de la Société du Mont-Pèlerin depuis les années d'après-guerre.

La **troisième contribution** prend la forme d'une étude de cas cherchant à montrer l'intégration du principal think tank libertarien du Québec, l'Institut économique de Montréal, dans une coalition d'intérêt et d'influence. Comme cela a été évoqué précédemment dans la revue de littérature, les think tanks sont des objets interstitiels qui doivent se brancher aux ressources des autres champs pour financer leurs activités. Ainsi,

il s'avère nécessaire de prendre de front la question, toujours laissée en suspens dans la littérature, qui consiste à détecter empiriquement l'intégration des think tanks dans des coalitions d'intérêts et d'influence. Cet article offre une contribution méthodologique permettant de démontrer que l'Institut économique de Montréal s'est allié à l'industrie canadienne des hydrocarbures afin de résister à l'action gouvernementale en s'opposant systématiquement à l'instauration de politiques climatiques contraignantes lors des débats sur ce thème au Québec et au Canada de 1999 à 2019.

La **quatrième contribution** traite d'un thème majeur chez les groupes libertariens qu'est l'éducation et analyse de manière longitudinale les effets sur deux décennies des palmarès des écoles secondaires élaborés par l'IEDM et l'Institut Fraser depuis l'an 2000. Cet article démontre que le marché scolaire de Montréal et de Laval a effectivement évolué dans le sens recherché par cette stratégie ascendante (bottom-up) fondée sur une théorie économique de l'éducation; c'est-à-dire, qu'un accroissement du nombre d'élèves s'est produit sur 20 ans dans les écoles les mieux classées et, à l'inverse, un déclin de la fréquentation a été observé dans les écoles dont les scores de performances sont restés les plus bas.

La **cinquième et dernière contribution** examine le phénomène de la politisation de la recherche à l'Assemblée nationale du Québec de 1999 à 2022. Elle montre la construction de relations de collaboration et d'antagonisme des partis politiques avec l'IEDM, mais aussi avec son organisation rivale de gauche qu'est l'Institut de recherches et d'information socio-économique. Cette contribution montre toute l'asymétrie d'usage que les élus entretiennent avec les think tanks militants lorsqu'on le compare avec l'usage qu'ils font des recherches et données produites par l'Institut de la statistique du Québec sur la même période.

Enfin, le **tableau 1.1** ci-dessous résume l'état de publication des articles et chapitres qui composent cette thèse.

Tableau 1.1 Synthèse des chapitres de la thèse et leur état de publication

Chapitre	État de publication	Objectif	Sujet	Approche
2	Publié chez <i>Edward Elgar</i>	Ajouter les think tanks à la généalogie des intellectuels politiques	Histoire des intellectuels politiques	Macro-histoire comparée
3	En évaluation dans le <i>Bulletin d'histoire politique</i>	Reconstruire les raisons pratiques conduisant à militer par la recherche	Histoire contemporaine de la réinvention du militantisme par la recherche	Sociologie compréhensive de l'action politique
4	Publié dans <i>Politique et sociétés</i>	Construire une méthode pour mesurer l'intégration d'un think tank dans une coalition d'intérêt et d'influence	Les stratégies de résistances aux politiques climatiques (1999-2019)	Étude de cas
5	En révision dans la <i>Revue canadienne de science politique</i>	Illustrer le déploiement d'une stratégie d'influence <i>bottom-up</i> en éducation par la recherche	Les palmarès des écoles secondaires du Québec (1999-2019)	Étude de cas
6	Publié aux <i>Presses de l'Université Laval</i>	Mesurer le phénomène de la politisation de la recherche à l'Assemblée	La rivalité IEDM-IRIS à l'Assemblée nationale (1999-2022)	Étude de cas

CHAPITRE 2

Comment les think tanks de combat ont écrit le plus récent chapitre dans l'histoire des intellectuels politiques¹³

En 1976, dans son cours au Collège de France, Michel Foucault entrevoyait le déclin graduel des « intellectuels universalistes » comme le résultat de l'ascension irréversible de l'influence des experts qu'il résumait alors comme des « intellectuels spécifiques ». (Foucault, 1994, p. 113). En étant témoin, tout le long du XX^e siècle, du déploiement constant des sciences sociales ayant pour effet de dévoiler toujours un peu plus les limites des compétences des grands intellectuels publics – de Victor Hugo à Jean-Paul Sartre – il aurait été possible de donner raison à cette prophétie voulant que la complexité technique du monde contemporain signait la fin de la présence des intellectuels généralistes dans les débats politiques du XXI^e siècle.

Cependant, ce chapitre soutient que l'émergence des think tanks militants au cours des dernières décennies du XX^e siècle a donné naissance à un nouveau type d'intellectuel dans les débats publics en ayant réinventé l'intellectuel universaliste sous la forme d'une équipe de chercheurs politisés.

À l'aide d'une approche macro-historique, ce chapitre présente les think tanks de combat ou (advocacy tanks) comme la dernière innovation dans la généalogie des intellectuels politiques. Après les ordres mendiants du XIII^e siècle, les partis politiques apparus aux XVIII^e et XIX^e siècles, et les intellectuels publics du XIX^e siècle jusqu'aux Trente Glorieuses (1850-1970), on trouve aujourd'hui des intellectuels « spécialistes-généralistes » des

¹³ Cette contribution est tirée du chapitre Guillaume Lamy (2021), "How Advocacy Tanks Wrote the Latest Chapter in the History of Political Intellectuals" paru dans le livre *Critical Perspectives on Think Tanks*, Julien Landry (dir.), publié aux éditions Edward Elgar. Elle intègre les demandes formulées par le jury lors du projet de thèse.

années 1970 à nos jours tels que l'incarnent les organisations de recherche indépendantes plaidant des causes politiques.

Chacune de ces quatre périodes sera examinée tour à tour en se concentrant sur les changements majeurs dans les écosystèmes politiques qui ont conduit les intellectuels politiques de leur époque à inventer de nouveaux véhicules et modes d'action pour rester compétitifs dans les luttes politiques. Cette démonstration nécessite cependant de retenir une définition analytique de ce qu'est un intellectuel de manière à pouvoir à pouvoir comparer des groupes ayant émergé dans des contextes distincts.

Deux catégories d'intellectuels politiques

On entend par *intellectuels politiques* des individus ayant pour spécialité de produire des énoncés normatifs concernant l'organisation de la société. En retenant cette définition liminaire, analogue à celle de Seymour Martin Lipset (1959, 1960), il est évident que les intellectuels politiques ont une longue histoire qui remonte aux débuts du mode de vie sédentaire où une division du travail suffisante a permis à ce genre de spécialisation de naître. Le travail d'intellectuel politique a connu diverses incarnations à travers l'histoire. Parmi ses avatars les plus connus, on retrouve les philosophes ou penseurs politiques (Socrate, Saint-Augustin, Ibn Khaldoun, Burke), les conseillers des princes, rois et empereurs (Platon, Aristote, Machiavel, Sun Tzu, Talleyrand) et les personnages politiques ayant intellectualisé de manière rétroactive la nature de leur fonction (Marc-Aurèle, Cicéron, Churchill).

Néanmoins, il existe d'autres types d'intellectuels politiques beaucoup plus situés historiquement. Intimement liés à l'apparition d'un nouvel écosystème politique, ceux-là surgissent comme des vagues lorsque des transformations majeures se produisent dans une civilisation. Pour saisir leur ancrage dans des conjonctures spécifiques, il importe de souligner à chaque époque : 1) l'effet des innovations législatives produites par les institutions qui leur ont permis de s'installer dans la durée, 2) la variable démographique

expliquant la complexification des comportements politiques; et, 3) les fonctions remplies par ces nouvelles vagues d'intellectuels pour répondre à la concurrence politique. C'est en effet par le concours de ces trois sources que de nouveaux types d'intellectuels politiques apparaissent puis se multiplient jusqu'à saturation dans un écosystème politique. Tout comme pour les ordres mendiants, les partis politiques et les intellectuels publics; les think tanks engagés de la fin du XX^e siècle ont joui de circonstances historiques nouvelles qui ont favorisé leur floraison.

2.1 Les ordres mendiants ou l'invention d'armées intellectuelles au service de la lutte contre les hérésies

La période de l'édification des États pontificaux représente un moment marquant dans l'histoire occidentale, car un nouveau type d'intellectuel politique s'est propagé dans le monde chrétien dans la foulée de la réforme grégorienne du XI^e siècle : ce sont les ordres mendiants qui ont servi d'armée d'évangélisation contre les hérésies qui se levaient en milieux urbains.

La période du Moyen Âge central – allant du XI^e au XIII^e siècle – est considérée par les médiévistes comme un temps glorieux pour le pouvoir catholique romain (Southern, 1980). En plus d'évoquer la centralisation inédite du pouvoir entre les mains du Pape, il faut souligner l'invention du droit de réserve octroyant à Rome la souveraineté sur le surplus de tous les diocèses; une nouveauté qui n'est pas sans lien avec la complexification du droit canonique, se traduisant durant cette période par la multiplication par quatre du personnel attaché à la bureaucratie romaine. Cette période est aussi caractérisée par un *momentum* historique de reconquête d'anciens territoires chrétiens comme ce fut le cas avec la *Reconquista* en Espagne, la défaite de l'émirat arabe en Sicile et les croisades en Palestine (Vincent, 2009).

Ce nouveau souffle trouve une part essentielle de son origine dans le regain de population qui connaît son essor autour de l'an mil alors que la démographie européenne se voit multipliée plusieurs fois – passant de 18-25 millions au VII^e siècle à 60-80 millions à la fin

du XIII^e siècle (Fossier, 1995; Russell, 1972). Ce renouveau démographique a pour principales conséquences d'accroître significativement les populations urbaines tout en générant un surplus d'hommes facile à mobiliser dans des aventures guerrières, de pillage ou d'évangélisation. Il faut insister sur ces deux facteurs (urbanisation et croissance démographique) pour comprendre la naissance des armées d'intellectuels politiques que seront les ordres mendiants qui apparaîtront dans cette période.

Selon la perspective que partage Jacques Le Goff, c'est par la division du travail propulsée par la croissance démographique et le développement urbain du milieu du Moyen Âge que sont nés les intellectuels en tant que nouvelle catégorie sociale (Le Goff, 1985, p. II). Comptant à partir des XII^e et XIII^e siècles toujours davantage d'écoles et ensuite d'universités, la croissance des spécialistes du texte et de la connaissance a entraîné un saut qualitatif dans la civilisation passant d'un état où les intellectuels n'existaient que rarement à un autre état où il n'était plus possible de faire sans eux.

Encouragés sinon créés directement par les papes à partir du XIII^e siècle, divers groupes d'ordres mendiants ont servi de riposte organisée contre les hérésies et la laïcisation des élites urbaines alors que ces menaces protéiformes commençaient à se lever dans les villes en plein essor lors de ce siècle décisif du Moyen Âge. Les objectifs larges des ordres mendiants étaient de « christianiser l'intelligence » (Henriet, 2003, p. 222) tout en servant de légion apostolique en milieu urbain. Même si des moines instruits, lettrés et organisés existaient depuis des siècles, la réclusion de leur mode de vie monacal et l'ermitage qui leur était propre ne pouvaient les rendre efficaces dans des programmes d'évangélisation de masse. En matière d'efficacité, les ordres mendiants se distinguaient aussi des clercs séculiers (curés, vicaires, prêtres de villages). Bien que déjà amplement répartis géographiquement partout sur le territoire chrétien, ces clercs locaux se révélaient eux aussi inefficaces pour surmonter les enjeux de l'urbanisation et de l'antycléricalisme; accaparés qu'ils étaient par les affaires courantes (mariages, baptêmes, décès, litiges, collecte de la dîme). Aussi, car analphabètes pour la plupart, ces prêtres du quotidien se

révélaient inaptes à instruire les flots d'étudiants en provenance de toutes les nations qui se jetaient dans les villes pour acquérir une profession (Vauchez, 2007, p. 225).

Face aux menaces hérétiques de l'époque, le Saint-Siège avait en effet besoin d'un nouveau corps clérical capable de répondre à la demande d'un nouveau marché pour l'éducation, de remédier à la corruption du clergé européen et pour massifier une propagande visant à conformer la foi, les pratiques des fidèles et le fonctionnement des églises locales à la nouvelle architecture pyramidale de l'Église catholique romaine. En plus d'être instruits et faciles à mobiliser géographiquement en raison de leur absence de propriété foncière, les prédicateurs itinérants qu'étaient les ordres mendiants offraient aussi un autre avantage de taille : celui de ne rien coûter. Tel que le résume André Vauchez, ces véritables « ailes militantes » au service du Pape « sont sur les routes, deux par deux, pour quêter et prêcher la parole de Dieu » (Vauchez, 2007, p. 222). Ils ont représenté le *parti du Pape* en servant de gendarmes de la pensée catholique romaine en temps de concurrence avec les hérésies.

Un ensemble de moyens sont mis au point pour étayer ce projet de rénovation de l'architecture sociale de l'Église : la pastorale et la prédication itinérante, l'invention de l'Université; et sans oublier : l'Inquisition. Les ordres mendiants auront un rôle dans toutes ces innovations stratégiques, légales et institutionnelles. De plus, le fait qu'ils relevaient directement du Pape ajoutait à leur efficacité, car ils se retrouvaient ainsi à s'extirper de la hiérarchie normale des évêques locaux; entrant souvent en conflit avec eux afin d'asseoir la structure pyramidale de l'Église en édification depuis le XI^e siècle.

C'est bien à l'aide de la pastorale que les ordres mendiants ont rempli un véritable mandat de propagande au sein de l'Europe politiquement très morcelée de cette époque. Résumé en termes simples, la pastorale est la dimension pratique de la théologie dont le but est de faire respecter le message de l'Évangile par la persuasion et la contrainte morale. Diverses obligations morales exigées par les papes de la réforme grégorienne vont favoriser l'intériorisation de l'idéologie du Vatican dans la vie de tous les jours, par exemple en

rendant obligatoires la confession une fois l'an et la communion à Pâques. Ce à quoi s'ajoute la délation des « mauvais fidèles » qui n'en respectent pas la consigne (Henriet, 2003, p. 215). Ainsi, par cette institutionnalisation de l'aveu obligatoire des fautes, est inventé un formidable instrument de contrôle du corps et de l'esprit qui permet à la nouvelle matrice pontificale de s'immiscer jusque dans ce que les fidèles ont de plus intime. La christianisation des sentiments s'opérant tout le long du Moyen Âge (Boquet et Nagy, 2015) trouve donc, avec le concours des ordres mendiants, une impulsion formidable capable d'accélérer le projet politique des papes de cette période qui était de discipliner les comportements sous la forme de la *cura animarum*, c'est-à-dire celui du soin des âmes. L'élan pastoral commandé par le concile de Latran de 1215 et opéré par les divers ordres mendiants cadre en effet très bien avec la définition partagée par Jacques Ellul de la propagande, c'est-à-dire, « l'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé en vue de faire participer activement ou passivement à son action, une masse d'individus psychologiquement unifiés par des manipulations psychologiques et encadrées dans une organisation. » (Ellul, 1990, p. 75).

On ne saurait aussi sous-estimer les raisons politiques qui ont mené à la création des universités à partir du XIII^e siècle et dont l'administration des départements de théologie sera confiée aux ordres mendiants, tels que les franciscains et dominicains, et autres congrégations religieuses, comme les jésuites plus tard au XVI^e siècle. Bien qu'on y ait offert toutes sortes d'enseignements : par exemple en droit canonique à Bologne et en médecine à Montpellier, il reste que la théologie fut sans conteste la « reine des sciences pour les maîtres du XIII^e siècle » (Angotti, 2019, p. 59). Ce n'est pas pour rien qu'immédiatement après être venu à bout de la résistance du Comte de Toulouse en 1229, le roi Louis IX crée une université « destinée à la formation de prédicateurs aptes à affronter la dissidence » (Vincent, 2009, p. 64), où en d'autres mots à conformer l'intelligence des élites urbaines selon les formes souhaitées par Rome. Ils ont ainsi servi de riposte à la tendance observable dans les villes médiévales marquée par l'émancipation des élites urbaines à l'égard des pouvoirs des rois ou du Pape (Biget, 2007b, p. 196).

À ces *soft-powers* que sont l'éducation et la prédication, les ordres mendiants se sont aussi vu confier un pouvoir coercitif : l'Inquisition médiévale, quoiqu'ils n'aient jamais eu le monopole sur son utilisation. Le caractère politique d'une telle institution est évident. Sans procédure contradictoire et fonctionnant souvent en réaction aux rumeurs, la procédure accusatoire qui servait à lancer une inquisition relevait, tout comme l'acte de condamnation, de l'arbitraire des administrateurs. Bien qu'elle ait été aussi employée contre des ennemis des rois, il reste que l'Inquisition administrée par les ordres mendiants était principalement au service de la lutte contre les hérésies, c'est-à-dire, selon les mots d'Innocent III, contre ces « crimes de lèse-majesté divine ».

En dernière analyse, il est important d'insister sur l'innovation de ces « directeurs spirituels » (Vauchez, 2007, p. 223) que les ordres mendiants ont représentés. Distincts des moines et du clergé séculier, ils ont servi de prédicateurs partout : sur les parvis des églises, dans les universités, même auprès des élites urbaines en proie à la sécularisation. C'est pourquoi on peut avancer avec Jean-Louis Biget que les ordres mendiants, frères mineurs et prêcheurs, ont réussi durant le XIII^e la « reconquête spirituelle des élites » (Biget, 2007a, p. 203). En insistant sur les résultats, ils sont parvenus, avant la période de la Réforme protestante, à faire décroître la concurrence entre les intellectuels politiques de l'époque et cela en faveur du Saint-Siège. Malgré la volonté de Saint-Dominique, fondateur des frères prêcheurs, de vivre dans le dénuement le plus complet selon l'ordonnance de Saint-Luc, les papes ont fini par accorder à ces derniers des privilèges menant à leur institutionnalisation telle qu'on la connaît aujourd'hui. Le caractère indispensable de cette technologie sociale qu'ils ont composé s'est manifesté par leur déploiement géographique généralisé en terre catholique romaine sur plusieurs siècles. C'est bien à ce titre que les ordres mendiants peuvent servir d'étalon de comparaison avec d'autres types d'intellectuels politiques ayant apparu à la suite d'autres évolutions majeures de l'écosystème politique, comme ce sera le cas avec les partis politiques.

2.2 Les partis politiques comme *technologisation* progressive des intellectuels politiques à l'époque parlementaire

La littérature en science politique a abondamment abordé l'évolution des partis politiques. En relisant les classiques de cette discipline - de Moiseï Ostrogorsky (1903) jusqu'à Giovanni Sartori (1976) - tout permet de présenter les partis politiques comme une nouvelle vague d'intellectuels politiques, prenant la forme de collectifs, dont l'évolution a aussi été guidée par le principe de la concurrence entre différents porteurs d'idéologies afin de définir les formes de l'avenir collectif. L'histoire de l'invention des partis, tout comme celle des ordres mendiants, offre plusieurs parallèles permettant d'illustrer comment et pourquoi les think tanks de combat deviendront plus tard les acteurs émergents et incontournables des débats publics.

Si le terme « parti » a été utilisé pour traiter des rivalités antérieures à celles qui animent désormais les parlements électifs - comme le parti des Armagnacs opposé à celui des Bourguignons au XV^e - il est pertinent dans le cadre du présent exercice d'illustrer la genèse des partis en se limitant au sens qu'ils portent depuis l'invention des parlements modernes où s'est institué un pluralisme idéologique sous la forme d'une compétition réglementée pour le pouvoir. Il faut en effet insister sur cette institution centrale qu'est le parlement représentatif, car il a enclenché un changement structurel dans l'écosystème politique de ce temps. Plutôt que de défendre une théorie démocratique voyant le parlement comme un lieu de communion où se rassemble le peuple pour délibérer, il est plus avantageux d'avancer avec Joseph Schumpeter (1942) que le parlement et les élections servent à accoucher d'un gouvernement et les élus tout comme les partis politiques se livrent à une concurrence pour les votes.

En retenant cette conception, on peut observer l'évolution d'un même processus dans les parlements les plus anciens des nations occidentales, l'Écosse, l'Angleterre, la France, les États-Unis et même le Canada; c'est-à-dire ceux qui ont pris forme au XVIII^e siècle ou avant. Les premiers regroupements d'élus comprenaient peu de règles internes formelles édictant des rôles clairement définis, des mécanismes de diffusion nationale, une division

du travail entre stratèges et exécutants, des renvois entre une base et un état-major, ainsi que des relais régionaux hiérarchisés. C'est bien ce défaut de structuration qui fera dire à Serge Bernstein que, jusqu'à très tard au XIX^e, on appelle souvent des *partis* « non pas une organisation structurée, mais un courant d'opinion porteur de réponses spécifiques aux choix proposés à la société concernée. À ce stade, [poursuit-il] les partis sont des nébuleuses appuyées sur des élus, des journaux, des lieux de sociabilité qui entendent parvenir au pouvoir » (Bernstein, 2013, p. 30).

Ces proto-partis, qui rassemblaient des bourgeois et aristocrates dans les parlements, présentés comme des *partis d'élites* ou de *cadres* par Duverger (1951), ont subi une amplification de la concurrence pour les votes à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle avec l'extension du suffrage électoral. Bien que les femmes et des minorités ethniques non négligeables aient été exclues pendant très longtemps de cette prétendue « universalité », le droit de vote élargi qui se répand dans les démocraties représentatives a opéré un changement profond de dynamique en faisant entrer les masses dans les compétitions électorales. À ce titre, dès le début du XX^e siècle, Max Weber soulignait l'importance de cette transition des partis informels, dominés par les notables, vers des organisations formelles, « démophiles », peuplées par les masses et hautement réglementées dans une conférence devenue célèbre en 1919 et maintenant intégrée dans le livre *Le savant et le politique* :

« À cet état idyllique de la domination des notables et surtout des parlementaires s'oppose de nos jours, de la façon la plus radicale, la structure et l'organisation modernes des partis. Ces nouvelles formations sont des enfants de la démocratie, du suffrage universel, de la nécessité de recruter et d'organiser les masses, de l'évolution des partis vers l'unification de plus en plus rigide au sommet et vers la discipline la plus sévère aux divers échelons. »
(Weber, 1963, p. 140-141)

Plusieurs facteurs et innovations historiques ont accru la concurrence pour le pouvoir dans les régimes parlementaires modernes, forçant les formations politiques à entrer dans un mimétisme où furent copiées et calquées les pratiques les plus performantes pour remporter les joutes électorales. On observe en effet à partir du milieu du XIX^e siècle : 1)

la croissance du pouvoir des parlements, même dans les monarchies; 2) l'extension du suffrage jusqu'au suffrage universel; 3) la croissance du nombre de votations par les élus lors des législatures, en particulier des votes budgétaires capables de faire tomber un gouvernement; 4) la concentration du pouvoir de l'exécutif et des élites dans de hauts lieux centralisés au détriment des contre-pouvoirs régionaux (ce qui est vrai du moins au Canada, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis); 5) la quête d'efficacité quant aux enjeux de financement et à la diffusion d'une propagande uniforme au niveau national; 6) le caractère décisif des campagnes électorales et la croissance irréversible du champ médiatique en tant que principal lieu de concurrence pour les partis au rythme où se développent les médias de masse. Avec le temps, les impératifs de performance ont eu pour effet de rendre interchangeable les élus d'une même formation. Ceux-là ont en effet vu leurs libertés parlementaires se resserrer pour ne pas rendre incohérents le message et le programme de cet intellectuel collectif, le parti, auprès de ses clientèles.

Plusieurs lois, réformes parlementaires et innovations techniques, lorsque mises bout à bout, permettent de voir le souffle d'un véritable *momentum* qui a obligé les partis à prendre une forme technologique. Le vote secret ou *ballot* en anglais (par exemple : en France en 1848, au Royaume-Uni en 1872, au Canada en 1874) a accru la concurrence entre les formations en permettant l'individualisation des votes; rendant ainsi impossible d'exercer une pression à la conformité de la part des communautés d'attaches sur leurs membres. En plus de cette atomisation des électeurs, il faut ajouter l'invention des listes électorales (par exemple à partir de la réforme de 1832 au Royaume-Uni) qui ont mené à la création de sociétés d'enregistrement par les partis politiques dans le but de s'assurer de l'inscription des citoyens les appuyant. Aussi, l'accroissement du rôle des whips, c'est-à-dire les responsables de la discipline intra-parti, est, au fond, le prélude de ce qui deviendra avec le temps « la ligne de parti » contre laquelle il deviendra toujours plus coûteux de déroger pour les élus d'une formation. À cette discipline de parti croissante, il faut additionner la disparition progressive des élus indépendants, de plus en plus incapables de se faire élire en raison de leurs carences logistiques lors des campagnes se déployant de plus en plus au niveau national (Massicotte, 2009, p. 225). Également, la

structuration des partis ne pouvait que s'amplifier au XX^e siècle, avec l'octroi d'un statut légal aux partis et, par la suite, l'obligation d'y recourir, par exemple à partir de 1901 en France avec la loi sur les associations. Ceci doit être mis en lien, beaucoup plus tard, avec la concession d'avantages parlementaires ou fiscaux sous la forme de remboursements de dépenses, l'octroi de personnel administratif ou de subventions aux formations enregistrées à l'aide du statut de parti.

Ce n'est pas sans raison si un vocabulaire mécanique s'observe chez les auteurs qui ont traité de l'évolution des partis à travers le temps. Alors que Sartori présente les partis comme des « instruments d'expression » (2011, p. 71-72), Ostrogorsky parle quant à lui de la « grande machinerie » (1903, p. 314) du parti travailliste anglais qu'il présente comme un véritable engin de haute complexité rassemblant une diversité d'organes : des coopératives, des syndicats, des pans du mouvement ouvrier, des élus et bailleurs de fonds, de ligues de femmes et divers comités locaux. Tout ce qui est lié aux impératifs de concurrence – l'uniformisation de la propagande, le recrutement massif, le financement, la division du travail entre penseurs et exécutants – permet de comprendre encore mieux la critique émise par Roberto Michels (1914) concernant la « loi d'airain de l'oligarchie » s'appliquant aux partis politiques qui résume la formation inévitable d'une élite, ou de politiciens professionnels, dans tous les partis, même ceux d'extrême gauche où l'égalité est pourtant sacralisée. Cette « loi » illustre aussi toutes les dimensions techniques et logistiques propres aux partis du XX^e siècle qu'il faut déployer pour être efficaces lors des compétitions électorales. Cette technologisation montre la construction progressive d'un intellectuel collectif (le parti) où une division du travail s'est développée et où les élus et les membres doivent respecter, même si une marge de manœuvre existe bel et bien, un seul credo : c'est-à-dire, une même gamme d'énoncés normatifs qui fonde l'identité publique du parti.

Au fond, la typologie de partis devenue classique en science politique (Katz et Mair, 1995) où plusieurs types se sont ajoutés au fil du temps (le parti de cadre ou d'élite au XIX^e siècle, le parti de masse des années 1880 jusqu'aux années 1940, le parti attrape-tout

depuis les années 1950, le parti-cartel depuis 1980) raconte le récit de la technologisation des joutes politiques pour les sièges et le pouvoir parlementaire. On peut facilement conclure, comme d'autres auteurs l'ont fait, que les partis se sont structurés dans le but de réduire l'incertitude lors des votes par leurs membres dans les parlements (Aldrich, 1995, p. 36) et aussi pour faciliter le contrôle de l'agenda politique (Cox et McCubbins, 2007, p. 213-214).

Tout comme ce fut le cas avec les ordres mendiants, la technologisation des partis politiques – devenue une nécessité liée à la concurrence pour le pouvoir – a été la stratégie qu'on prise les porteurs d'idéologies (composées de valeurs, idées et intérêts) pour survivre dans leur écosystème politique et maximiser leurs gains. C'est un même élan qui est à la base de la création des think tanks militants depuis les années 1970 aux États-Unis d'abord avec la création de *Heritage Foundation* et ailleurs ensuite. Mais avant que ceux-là émergent, une autre vague d'intellectuels politiques est apparue en force en Occident et dont les racines remontent aux salons littéraires du XVIII^e.

2.3 L'intellectuel public et ses origines littéraires

Les mutations de la culture politique ayant cours durant la période des lumières ainsi que les changements drastiques apportés par la suite aux institutions politiques comme les parlements représentatifs, la liberté d'expression et de presse, l'universalisation du droit de vote et l'alphabétisation de masse ont jeté les bases pour qu'apparaisse une vague d'intellectuels politiques que sont les grands intellectuels publics.

Bien qu'il ait toujours existé des penseurs politiques jouissant d'un capital symbolique important de Platon au Cardinal Richelieu, la genèse des grands intellectuels publics trouve ses sources dans les nouvelles pratiques intellectuelles émergeant dans les salons littéraires de la modernité, là où ont se sont constituées d'abord les bases de la discussion argumentée et du débat intellectuel (Goodman, 1994). Si des salons mondains existent bel et bien au XVII^e et que des échanges d'idées et de savoir s'y développent, ceux du siècle des Lumières suivant, plus nombreux et fréquent, seront davantage marqués par la

présence de scientifiques, philosophes et dramaturges prestigieux de l'époque comme Diderot, Marivaux, d'Holbach, Dumas, Lamartine et accélèrent la transformation des pratiques en liant raison et politique (Pocock, 2016, p. 61) et plus largement en servant de déclencheur à la *révolution des esprits* de la modernité (Israel, 2010). Ainsi, de véritables circuits littéraires s'élaborent en Europe où circulent de nouveaux journaux et livres savants (Israel, 2020, p. 184-197) et accélèrent l'accumulation de capital symbolique et social pour certains protagonistes, comme dans le cas emblématique de Voltaire qui réussit à renverser en 1762 le sort d'un condamné lors de l'Affaire Jean Calas en intervenant dans le débat des affaires publiques.

Mais ce sont surtout les mutations dans l'infrastructure politique du XIX^e siècle occidental qui aménageront les conditions nécessaires à la multiplication des grands intellectuels publics. Cette évolution des institutions se reconnaît par l'instauration des républiques et des monarchies constitutionnelles où foisonnent des presses libres. Alors que la liberté de presse n'était pas un fait acquis dans les monarchies absolues et dans les empires napoléoniens, tsariste et prussien; ce sont dans ces nouveaux régimes ayant institutionnalisé le pluralisme idéologique – marqué par la concurrence des idées, les débats et la liberté d'expression – que les journaux se développent comme jamais auparavant. Pour ne prendre qu'un exemple, juste après l'instauration de la Deuxième République française, on rapporte qu'« entre février et mai 1848, on a pu compter, rien qu'à Paris, 450 clubs et plus de deux cents journaux » (Habermas, 1978, p. 192). Ainsi, un véritable marché des idées politiques s'édifie dans de plus en plus de régimes libéraux, alors qu'en parallèle l'idée d'égalité pousse à l'élargissement constamment des critères d'éligibilité au droit de vote.

En conséquence de ces mutations dans l'écosystème politique, c'est essentiellement au cours du XIX^e siècle que l'espace public connaît une expansion sans précédent, même s'il existait bien avant le développement de la société bourgeoise (Boucheron et Offenstadt, 2011) et que des formes variées d'assemblées populaires aient existé dans des monarchies du Moyen Âge (Hébert, 2018). Défini comme tous ces lieux et supports où s'échangent

des informations, *l'espace public* en s'agrandissant au rythme où s'élargissent les droits a fait s'effacer la séparation entre des acteurs légitimes (nobles, aristocrates, grands bourgeois) et non légitimes (roturiers, censitaires). Ces nouveaux acteurs politiques que sont les électeurs non possédants et sans statut distinct entraînent par le fait même l'apparition dans le langage de ce trou noir qui deviendra une véritable force gravitationnelle capable de réorganiser l'agenda politique des élites politiques autour de lui : l'« opinion publique » (Habermas, 1978, p. 37).

À ces facteurs systémiques de nature institutionnelle et démographique qui ont fait évoluer l'écosystème politique (l'élargissement du suffrage, la démocratisation de l'espace public, l'alphabétisation de masse et l'attention croissante accordés par les gouvernements à l'« opinion publique »), il faut en ajouter un dernier non négligeable : l'amélioration constante des moyens d'impression depuis l'invention de la lithographie en 1796. Ces progrès technologiques ont permis de massifier la production, d'en diminuer le prix, d'imprimer tous les jours et éventuellement de distribuer des productions uniformisées à l'échelle nationale.

Ces innovations technologiques ont permis à des groupes politisés de réagir journallement au cours des choses politiques et même, pour les plus influents d'entre eux, d'imposer un agenda dans la conversation publique. Cela a permis à des groupes et à des individus de s'adresser à un public toujours plus large et de se constituer un capital médiatique jusque-là inimaginable avant l'alphabétisation des masses, la massification de l'imprimé et le déploiement national de l'information. Ce sont ces conditions propres à la révolution industrielle qui ont fait naître les grands intellectuels publics. S'il est juste de dire que beaucoup d'entre eux, comme Victor Hugo, aient aussi été députés, avec le temps davantage d'intellectuels publics se font connaître et réussissent à influencer le cours des affaires publiques sans siéger en chambre comme ce sera le cas d'Émile Zola lors de l'Affaire Dreyfus avec son attaque en règle du président dans son éditorial du 13 janvier 1898 *J'Accuse...!*. Bien que le substantif « intellectuel » ait été inventé par Saint-Simon en 1821, c'est en France à la toute fin du XIX^e siècle que « les intellectuels » apparaissent dans

le vocabulaire social afin de désigner une catégorie spécifique d'intervenants politiques (Rémond, 1959, p. 867). Cette innovation lexicale réussit à mettre un mot sur un phénomène qui existait pourtant depuis Voltaire et même Spinoza.

Les intellectuels publics sont en effet des acteurs politiques d'un genre nouveau, car l'essentiel des ressources qu'ils sont capables de mobiliser pour instaurer un rapport de force avec la classe politique relève de leur réputation et du prestige de leur identité sociale qu'ils mettent en gage au nom d'une cause politique qui va au-delà de leur intérêt particulier (Sapiro, 2009).

Même s'il faut reconnaître avec Jean-François Sirinelli qu'il n'existe aucun autre pays où les intellectuels ont joué un aussi grand rôle qu'en France (Sirinelli, 1988), on ne peut nier qu'ils aient pris racine dans les autres régimes parlementaires aussi à partir de la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle par exemple aux États-Unis tel que la documenté Seymour Martin Lipset (1959, 1960) et au Canada par d'autres auteurs (Lamonde, 1994; Wiseman, 2013). Des intellectuels apparaissent partout dans le monde libre, certains d'entre eux accumulent un capital symbolique monumental, par exemple à la suite d'un exil hors d'un pays autoritaire, comme ce sera le cas du dissident soviétique Alexandre Soljenitsyne durant les années 1970.

C'est bien au même moment où comment à être discuté le sujet du « déclin » des intellectuels publics que l'on observe la montée en prestige et en nombre des *think tanks*. Alors que François Dosse voit un âge d'or des intellectuels en France de 1944 à 1989 (Dosse, 2018), on ne compte plus les observateurs depuis les années 1980 qui parlent plutôt d'une crise des intellectuels (Gagnon, 2013), de leur déclin (Posner, 2001) ou même de leur disparition (Debray, 2000; Jacoby, 1987; Lyotard, 1984). Une décennie avant que Foucault ne traite de la montée en puissance et en prestige des spécialistes ou « intellectuels spécifiques », Jean-Paul Sartre évoquait déjà durant les années 1960 de manière le remplacement des intellectuels publics, ou « intellectuels universalistes », par des équipes d'experts :

« On annonce leur mort : sous l'influence d'idées américaines, on prédit la disparition de ces hommes qui prétendent tout savoir : les progrès de la science auront pour effet de remplacer ces universalistes par des équipes de chercheurs rigoureusement spécialisés. » (Sartre, 1972, p. 12)

S'il demeure difficile de démontrer le déclin de l'influence politique et historique des intellectuels en tant que catégorie sociale d'acteurs, plusieurs des particularités de la période s'étalant du XIX^e siècle à l'après-guerre permettent de montrer le développement d'une nouvelle culture politique marquée par la montée irréversible du prestige des sciences sociales comme en témoigne l'édification au XX^e siècle de bureaux de statistiques et de recensement, de comités-conseils spécialisés en sciences, économie et droit, de centres de recherche universitaires et d'organisations indépendantes de recherche comme la Brookings Institution et la RAND Corporation (Smith, 1993b; Wagner, 2001). Autant décrié que louangé, il est indéniable que le caractère de plus en plus technique des décisions politiques a obligé les intervenants des débats publics à adapter les formes de leurs interventions publiques et leur production d'information en fonction des règles de la grammaire politique dominante de leur époque faite du lexique, des concepts, des méthodes et procédés produits par les institutions que sont, entre autres, les ministères de l'Économie et des Finances, les banques centrales et les facultés de sciences sociales.

Ainsi, ces « équipes de chercheurs rigoureusement spécialisés » dont parlait Sartre en 1965 et que tant d'observateurs verront comme les nouveaux rivaux, voire les fossoyeurs, des intellectuels publics ont en effet été inventé sous la forme des think tanks et surtout les plus politisés d'entre eux : les *advocacy tanks*.

2.4 Les think tanks de combat : les nouveaux intellectuels politiques de la modernité avancée

Tout comme les ordres mendiants, les partis politiques et les intellectuels publics, les think tanks de combat sont le résultat de mutations majeures de l'écosystème politique. Plusieurs éléments doivent être évoqués pour illustrer les lames de fond qui ont fait évoluer l'architecture politique et sociale des États contemporains depuis les années 1970. Les principales accélérations historiques à retenir pour comprendre l'essor des think tanks

sont 1) la dépendance accrue du champ politique à l'égard du champ médiatique; 2) la croissance du prestige des sciences sociales, 3) l'externalisation et la privatisation de services de recherche sur les politiques publiques, 4) le progrès du capitalisme philanthropique; et, 5) l'enlisement des formes traditionnelles d'engagement politique tel que cela est observable, entre autres, dans les partis politiques.

C'est effectivement au contexte d'après-guerre et surtout d'après les années 1970 – c'est-à-dire, la période d'émergence des think tanks militants – qu'il faut porter attention pour saisir en relief les principaux facteurs institutionnels et démographiques qui ont propulsé la création des organisations de recherche indépendantes et fortement politisées que l'on désigne désormais sous le nom des think tanks militants. La littérature sur les think tanks a bien insisté sur le rôle de la crise du keynésianisme à partir des années 1970 comme élément déclencheur de la vague de création de nombreux des think tanks de combat néolibéraux et néoconservateurs, comme l'incarnation Heritage Foundation en 1973 aux États-Unis, l'Institut Fraser en 1974 au Canada, l'Adam Smith Institute à Londres en 1977. Ceux-là ont servi de pourvoyeurs, d'idées, de recherches et même d'experts qui ont été mobilisés dans la transition du paradigme de politiques publiques qui a eu cours durant les années 1980-1990 (Abelson, 2018). Plus largement encore, lors de ces décennies, quantité de conseils et de centres de recherche publics spécialisés en politiques publiques ont été abolis par les gouvernements américains et canadiens, ceci menant à l'externalisation et à la privatisation de ces expertises hors de l'État (Landry, 2021).

Par ailleurs, au-delà du duel entre la gauche et la droite et la montée des sciences sociales, c'est aux facteurs politiques macro-historiques qu'il faut porter attention pour comprendre pourquoi la recherche devient un véhicule de plus en plus investi par des entrepreneurs politiques. Pour répondre à cette question, il faut sans hésitation évoquer le déclin occidental : 1) du membrariat des partis politiques, 2) de la participation électorale; et, 3) de l'identification partisane depuis la fin des Trente Glorieuses presque partout en Occident (Dalton et Wattenberg, 2002; Ricci, 1994). Ces trois éléments sont les diverses manifestations d'un même déclin qui est celui de la défection des citoyens envers

la politique des partis. À cet égard, la littérature en science politique a abondamment tenté d'expliquer les fondements de cette retraite protéiforme de l'engagement partisan. Parmi d'autres auteurs qui ont abordé la question, Kirchheimer (1966) avec son concept de parti *attrape-tout* a souligné que, à partir des années 1950, un nouveau type de parti plus généraliste et davantage pragmatique commence à se propager sur l'échiquier parlementaire des régimes démocratiques. Apparaissant dans le sillage du déclin des partis de masse, la principale conséquence de ces nouveaux partis dits « pragmatiques » fut de décharger sensiblement les partis de pouvoir de leurs éléments idéologiques les plus clivants (Schweisguth, 2002). Afin d'être plus compétitifs, ces nouveaux partis ou partis réformés se sont mis à adresser leur programme politique à toujours davantage de catégories d'électeurs aux intérêts souvent contradictoires (retraités, étudiants, chômeurs, travailleurs, propriétaires, locataires, veuves, familles, classes moyennes, classes aisées, etc.) et cela a eu pour principal effet de mitiger les programmes des partis de pouvoir. Ce recentrage des partis de pouvoir a eu pour conséquence notable de favoriser l'éclosion d'un sentiment de trahison chez les militants les plus déterminés et idéologiques; les poussant ainsi à investir ou à inventer de nouveaux véhicules pour défendre leur cause.

L'ambition de faire avancer des causes hors des partis politiques est bel et bien présente dans les récits des fondateurs de tant de think tanks engagés à travers le monde (McGann *et al.*, 2014) comme le démontre plus en détail le prochain chapitre de cette thèse. Une même narration, fondée sur la réinvention de l'engagement politique est détectable dans l'histoire de la fonction d'énormément *d'avocacy tanks* depuis les années 1970 : au Canada, en Corée du Sud, en Amérique latine, en Afrique, etc. (Dyble, 2011) Bien qu'ils racontent à chaque fois une histoire idiosyncrasique, tous ces récits prennent la forme d'une quête d'influence reposant sur deux éléments fondamentaux : *efficacité* et *crédibilité*. Tels sont les maîtres mots qui guident l'action de ces acteurs politiques qui ont choisi la recherche engagée.

Les nombreux entrepreneurs qui ont fondé les think tanks de combat depuis 1970 ont vu dans cette stratégie un meilleur investissement de leurs énergies et ressources pour

influencer le cours politique, car en mettant sur pied des organisations aux ressources humaines très limitées, mais capables de parler le langage de la recherche, ils ont réussi à parler le *langage de la bête* pour être pris au sérieux par les acteurs les plus influents de leur époque, c'est-à-dire ceux des champs politique et médiatique. Surtout, le tout s'est réalisé sans avoir à former un parti ayant des relais sur l'ensemble d'une carte électorale. Cela traduit deux ambitions fondamentales. La première fut de s'insérer dans la conversation politique comme des acteurs réguliers, et, dans un deuxième temps, faire concurrence aux experts et technocrates qui dominaient jusqu'alors le cercle restreint des conseillers en matière d'élaboration des politiques publiques.

Plus encore, lorsqu'on scrute attentivement le mode d'action des think tanks engagés, il est aisé d'établir un rapprochement avec le comportement des partis politiques lorsque les législatures sont dissoutes. En effet, lorsque les campagnes électorales s'enclenchent, les partis politiques abandonnent les tâches administratives reliées aux fonctions des députés (écrire, lire, réécrire les lois; siéger et voter en chambre) et se jettent entièrement dans le champ médiatique afin de convaincre la population d'adhérer à un programme.

En plus de ce point commun, le caractère idéologique des think tanks de combat se détecte aussi facilement, car on observe en leur sein qu'une tolérance limitée concernant la dissidence à l'intérieur de leur organisation. Ce caractère réellement interchangeable de leurs membres ressemble aussi, à bien des égards, à la discipline de parti qui oblige les élus d'une même formation à se synchroniser avec un programme prédéfini. Cela fait en sorte que – tout comme les partis politiques, les intellectuels publics regroupés dans des revues ou journaux politiques et les ordres mendiants – les think tanks de combat sont des intellectuels prenant la forme d'un collectif. C'est bien pour cela qu'il est possible de présenter, comme le soutient la thèse de ce texte, que les think tanks engagés sont devenus les « intellectuels généralistes » de notre temps, car la quantité d'expertises requise aujourd'hui pour s'exprimer en tant que spécialiste sur l'ensemble des politiques publiques ne pouvait être garantie que par des équipes de chercheurs regroupées préalablement selon des affinités électives.

Néanmoins, la défection croissante des citoyens à l'égard de la politique des partis et la transformation de l'engagement politique ne peuvent à elles seules expliquer pourquoi on compte désormais plus de 10 000 think tanks dans le monde en 2020 (McGann, 2021) et surtout pourquoi ces derniers voient évoluer continuellement à la hausse les ressources qui sont à leur disposition (Lamy, 2019a; Lamy et Yates, 2022b). Dans *Le capital au XXI^e siècle*, Thomas Piketty a bien synthétisé le processus, sur plusieurs décennies, d'accumulation et de concentration du capital en Occident depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (Piketty, 2013). Tout ce processus de thésaurisation a fait que, rendu au XXI^e siècle, le monde compte désormais à son bilan sept fois plus d'actifs que de passifs. En conséquence de cela, il est facile d'envisager qu'énormément de détenteurs de fortunes privées ont employé des échappatoires fiscales afin d'éviter de perdre la souveraineté sur une part importante de leur richesse. Distincte de l'évasion fiscale, une autre stratégie doit être examinée pour comprendre l'essor des think tanks militants : c'est le recours aux organisations de charité et aux fondations.

C'est en effet à partir du filon de la philanthropie qu'il faut aussi recourir pour comprendre pourquoi les think tanks engagés seront si nombreux et dans une telle santé économique depuis le tournant du XXI^e siècle. Ainsi, le financement de diverses fondations et organisations sans but lucratif a été favorisé par un ensemble de lois fiscales qui ont rendu possible l'expansion phénoménale de la philanthropie depuis le XX^e siècle. Tout cela fait en sorte que les nombreuses fondations et organisations ont permis à des individus, familles et groupes fortunés de maintenir un pouvoir éditorial sur un capital qui aurait autrement été imposé (Anheier et Leat, 2013; Fisher, 1983). Dès 1989, le premier auteur ayant proposé une distinction entre les think tanks et les think tanks engagés, Kent Weaver, a été très clair à propos du rôle de la matrice fiscale américaine pour expliquer le pullulement des *advocacy tanks* sur ce territoire : « Many of these small organizations would not exist formally at all were it not for the preference of foundations to fund non-profit organizations rather than individual researchers. » (Weaver, 1989, p. 564)

Enfin, tout ce renouvellement de l'engagement politique par l'entremise de la recherche militante n'aurait été possible sans le concours d'une autre particularité historique d'ordre démographique. Ce dernier facteur concerne le surplus toujours croissant de maîtres et de docteurs en sciences sociales incapables d'obtenir un poste de professeur d'université ou comme chercheur pour l'État. Cette *surcapacité* à produire de la recherche a profité aux think tanks qu'ils soient militants ou non afin de répondre à l'accroissement irréversible de la demande en société pour la production d'information expertisée sur les politiques publiques et les enjeux de société. L'essor du nombre de spécialistes œuvrant dans les think tanks et leur facilité à pénétrer la membrane médiatique n'est pas passé sous le radar des spécialistes qui étudient ces organisations. Cela a mené, entre autres, Thomas Medvetz à la conclusion qu'aux États-Unis, depuis le XXI^e siècle, « les think tanks ont, de façon significative, détrôné l'université de sa position de premier fournisseur d'expertise » (Medvetz, 2009, p. 83).

2.5 Conclusion

S'il est indéniable que les quatre vagues d'intellectuels politiques qui viennent d'être décrites sont nées dans des écosystèmes politiques distincts, une même cause fondamentale permet à chaque fois d'en comprendre l'émergence : la concurrence entre les porteurs d'idéologies pour définir l'avenir collectif.

Tableau 2.1 Synthèse des facteurs ayant aménagé les conditions d'émergence des différents groupes d'intellectuels politiques

Vague	Période	Facteurs démographiques	Facteurs institutionnels
Ordres mendiants	XIII ^e s.	Explosion démographique du Moyen Âge central. Urbanisation et essor des hérésies.	Réforme grégorienne. Centralisation des pouvoirs pontificaux. Invention de l'université, Inquisition.
Intellectuels publics	XVIII ^e et XX ^e s.	Alphabétisation de masse. Massification des consommateurs dans un marché des idées politiques.	Légalisation de la liberté de presse et d'expression. Expansion du champ médiatique.
Partis politiques	XIX ^e et XX ^e s.	Élargissement du droit de vote. Massification du membrariat des partis politiques.	Financement public et reconnaissance légale des partis politiques. Accroissement de la compétition parlementaire.
Think tanks militants	XX ^e et XXI ^e s.	Accroissement des diplômés des sciences sociales Essor des experts du politique en tant que nouvelle catégorie sociale	État bureaucratique et technocratique Essor des sciences sociales Essor du capitalisme philanthropique

Comme le synthétise le **tableau 2.1**, c'est bel et bien en réaction à une rivalité avec les hérésies chrétiennes du XIII^e siècle que les papes de ce temps ont encouragés puis institutionnalisés les ordres mendiants. Même si cinq siècles se sont écoulés entre la réforme grégorienne et les révolutions contre les monarchies absolues (en Angleterre en 1689, aux États-Unis en 1776, en France en 1789), c'est également l'effet de la concurrence entre divers porteurs d'idées et d'intérêts qui fera se développer une nouvelle technologie humaine connue aujourd'hui sous le nom des partis politiques.

Peu de temps après, alors que le pluralisme politique s'est installé en Occident et que la révolution industrielle a inventé de nouveaux moyens de production et de distribution de l'information, il était possible de présumer, sans courir trop de risque, que de grands intellectuels publics allaient émerger à la suite de l'aménagement d'un véritable marché public des idées politiques. Comme cela arrive à la suite d'une libéralisation du commerce où la richesse se concentre entre les mains de certains groupes et individus, il est aisé de comprendre que ce même processus allait aussi se déployer dans le marché public des idées politiques. En conséquence, des *fortunés* de l'espace public ont émergé sous la forme des grands intellectuels publics. Ces derniers, après avoir trôné au sommet des conversations politiques, ont vu leur crédibilité fondre continuellement au même rythme où s'édifiaient les États technocratiques marqués par le caractère toujours plus technique des enjeux sociaux (Giry et Landry, 2018) et obligeant les intervenants à parler de la société à partir des éléments de la grammaire politico-empirique des sciences sociales.

C'est en suivant le filon du « déclin » des intellectuels généralistes qu'il devient possible de mettre la lumière sur le processus historique ayant mené à l'émergence des think tanks. L'intellectuel public ou généraliste, qui prenait autrefois surtout les habits littéraires, ne pouvait renaître que sous la forme d'une équipe de chercheurs politisés. C'est bien ce que les think tanks engagés ont réussi à faire partout sur terre où une concurrence est vive sur un clivage politique. Peu importe l'époque, la concurrence a toujours forcé les acteurs à réinventer leur mode d'action les obligeant à accroître les aspects logistiques de leurs moyens et stratégies, c'est-à-dire en les *technologisant* toujours davantage. Cette

technologisation fonctionnant par émulation et mimétisme finit par rendre hégémoniques certaines stratégies au détriment des autres qui s'avèrent moins efficaces. En plus d'être les derniers nés dans l'arborescence des intellectuels politiques, les think tanks engagés ont également réussi à ajouter leur nom dans ce que l'on pourrait appeler l'encyclopédie des technologies humaines. En axant leur militantisme sur la production d'expertise, ils démontrent le caractère indispensable de la recherche dans l'écosystème politique de leur époque pour quiconque vise l'influence, car depuis qu'ils existent, les intellectuels politiques ont toujours fait d'elle le premier objectif de leur existence.

CHAPITRE 3

La guerre des idées par la recherche : les raisons pratiques et politiques de la création des think tanks libertariens au Canada¹⁴

Peu d'études ont abordé explicitement les raisons qui ont motivé des entrepreneurs intellectuels à employer la voie de la recherche militante afin d'influencer le processus des politiques publiques. C'est pourquoi cet article vise à reconstruire dans un premier temps les raisons politiques derrière la fondation des think tanks libertariens au Canada inspirés par les idées des intellectuels gravitant autour de la Société du Mont-Pèlerin depuis l'après-guerre. Dans un deuxième temps, il sera question du pragmatisme entrepreneurial qui a poussé des groupes de chercheurs politisés à agir par la production de recherches hors du champ universitaire et scientifique, c'est-à-dire dans des organismes de charité, afin de faire progresser et de consolider les principes du libéralisme politique et économique au Canada au cours du dernier demi-siècle.

3.1 Question de recherche

Au Canada, on compte une poignée de think tanks qui se sont donné pour mandat de faire la promotion du libéralisme dit « classique » au pays. Toutes reliées d'une manière ou d'une autre au réseau international *Atlas Network*, ces organisations, qu'on qualifie de libertariennes selon le vocabulaire contemporain, partagent la particularité de fonctionner en tant qu'organismes de charité et refusent par souci de cohérence de bénéficier de fonds publics pour faire avancer leur ambition visant à limiter le pouvoir des gouvernements¹⁵.

¹⁴ En évaluation dans la revue *Politique et sociétés*.

¹⁵ Sept think tanks libertariens actifs au Canada ont été retenus pour cette étude : l'Institut Fraser fondé à Vancouver en 1974, l'Institut économique de Montréal en 1999, l'Atlantic Institute for Market Studies à Halifax en 1994, le Frontier Centre for Public Policy à Winnipeg en 1997, le Macdonald-Laurier Institute à Ottawa 2008, SecondStreet.org à Regina en 2016 et l'Aristotle Foundation for Public Policy à Calgary en 2021. Cette liste d'organisations exclue l'Institute for Liberal Studies qui prend plutôt la forme d'un cercle

Comme c'est le cas dans les autres pays, ces organismes de bienfaisance voués à la défense du libre marché, déclarant avoir un mandat de recherche et d'éducation, sont très bien distribués géographiquement au Canada d'est en ouest. En plus de trouver les principales organisations à Vancouver et Montréal – où logent respectivement l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal – on retrouve d'autres regroupements ayant des bureaux à Halifax, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Régina et Calgary.

En conséquence, on peut se demander pourquoi partout dans le monde démocratique, des milliers d'organisations – connues sous le nom de *think tanks* – ont été créées dans le but d'influencer le cours des politiques publiques en employant la voie de la recherche hors des universités et hors de l'État? C'est à cette problématique que cet article entend répondre en traitant du cas des laboratoires d'idées libertariens ayant été actifs au Canada au cours du dernier demi-siècle.

3.2 Le décor gramscien de la guerre des idées par la recherche

Partout sur Terre, les think tanks ont été créés pour des raisons politiques. Ce fait ressort bien en évidence dans la littérature universitaire ayant traité de ces organisations, mais aussi dans leurs propres récits de fondation. Tous les auteurs qui ont analysé le champ distinct que forment les think tanks montrent clairement que ces organisations apparaissent pour représenter ou servir divers intérêts et visions normatives qui coexistent dans un paysage national. Cela a été démontré au Québec (Lamy, 2019b), au Canada (Abelson, 2016; Landry, 2021), aux États-Unis (Medvetz, 2012b), au Royaume-Uni (Kandiah et Seldon, 1996a, 1997), en France (Patard, 2014), en Europe (Kelstrup, 2016) et Amérique latine (Levy, 1995).

Bien que très variées, les raisons fondatrices de ces organisations font écho aux défis de leur époque. On constate des motivations cherchant à répondre à des enjeux politiques

d'études et la Canadian Taxpayers Federation, car, bien que cette dernière montre aussi une réelle orientation libertarienne, elle ne produit pas de recherches sur les politiques publiques et prend plutôt la forme d'un groupe de pression comme en témoignent ces nombreuses pétitions et appels à manifester.

spécifiques ou généraux. Il peut s'agir de faire valoir les intérêts de l'Est canadien (Atlantic Market Studies à Halifax) ou de l'Ouest (Canada West Foundation à Calgary), de promouvoir la paix dans le monde (Carnegie Endowment for International Peace à Washington D.C.), d'informer et de conseiller l'armée américaine (RAND Corporation), de lutter contre les inégalités (l'Observatoire québécois des inégalités à Montréal), de défendre la formule des partenariats public-privés (l'Institut pour le partenariat public-privé à Montréal), de prolonger l'héritage politique de figures importantes (l'Institut C. D. Howe au Canada, la Fondation Jean Jaurès en France, l'Institut Bernie Sanders aux États-Unis) ou de traiter d'options politiques débattues en société (comme l'ont fait au Québec l'Idée fédérale ou l'Institut de recherche sur les autonomies et les indépendances nationales).

Aucun pays - qu'il soit démocratique, autoritaire, développé ou en voie de développement - n'échappe à ces causes politiques sous-jacentes à la création de ces organisations qu'on appelait aussi *laboratoires d'idées* en français, *centro de reflexión* en espagnol ou *Denkfabrik* en allemand avant que le nom anglais n'éclipse les autres déclinaisons pour de bon depuis l'orée de notre siècle.

Avec plus d'une dizaine de milliers d'organisations aujourd'hui (McGann, 2021), la prolifération des think tanks dans le monde prend la forme d'un isomorphisme tel que défini en sciences sociales par DiMaggio et Powell (1983). Ce phénomène entend que dans un écosystème donné, on tend à répliquer certaines structures organisationnelles et institutionnelles, car elles se trouvent plus adaptées pour répondre à des besoins et enjeux. Par exemple, par souci d'efficacité, tous les États dans le monde ont institué des écoles pour enfants séparées des écoles pour adultes, un service de police séparé de celui des incendies, des armées permanentes plutôt que des milices volontaires et spontanées, des hôpitaux plutôt qu'un système public généralisant le déplacement de médecins à domicile, etc. Ce mimétisme organisationnel clairement observable dans le monde par les États s'applique aussi à d'autres champs, dont celui du militantisme et de la représentation des intérêts. Cela explique, par exemple, pourquoi les partis politiques ont remplacé les

coalitions d'élus indépendants, pourquoi des groupes d'intellectuels se rassemblent autour de revues, des journaux et des associations pour mieux rejoindre leur public et consolider leur communauté; et pourquoi des firmes d'avocats, de relations publiques et de lobbyisme sont devenues nécessaires – voire indispensables – aux entreprises et industries lors des litiges ou d'enjeux de communications.

Cette spécialisation croissante du travail politique et de représentation est à la source de l'essor fulgurant des think tanks dans le monde partout où des visions politiques sont en concurrence pour capter l'attention de la population et des élites. Cet état des choses illustre le potentiel évident de la perspective gramscienne de la guerre des idées lorsque vient le temps de traiter de ces organisations de recherche indépendantes créées par ce qu'on définit dans la littérature néo-institutionnaliste comme des « entrepreneurs idéologiques » (North, 1981, 1990, 2005). Ces intervenants ont pour but d'agir au niveau des idées, des croyances et même des « sentiments politiques » (Campbell, 1998) afin de favoriser des réformes politiques, voire des paradigmes. La présence de ce genre de profil professionnel et entrepreneurial est d'ailleurs discutée depuis longtemps dans le champ d'études des secteurs sans but lucratif et caritatif (Fontan *et al.*, 2011; Rose-Ackerman, 1997) qui ne peuvent être vus comme des champs apolitiques uniquement tournés vers la bienfaisance.

Une portion importante de l'arsenal conceptuel de la guerre des idées tel que laissé par Antonio Gramsci adhère merveilleusement au comportement des think tanks. Comme ce sera illustré plus loin dans ce texte, ces groupes mènent sans le nier, une *guerre de position et de mouvement* (Gramsci, 2012) qui consiste à pénétrer dans l'espace public, surtout les médias et autres espaces d'influence, afin de maintenir en vie des idées et un discours tout en tentant de limiter ou de contrer la diffusion des positions adverses. Aussi, les think tanks jouent un rôle similaire à ce que Gramsci définit comme les *intellectuels organiques* ayant pour fonction d'éveiller, par du commentaire et de la production de recherches, la conscience de certaines catégories sociales en discutant de leurs intérêts (ceux des entreprises transnationales et du grand capital, de l'Union européenne, des syndicats ou

des classes moyennes ou défavorisées). Ensuite, afin de rendre possibles des innovations, réformes ou démantèlements de lois, règlements ou programmes sociaux, leur comportement vise à influencer et à conquérir l'opinion publique – ce qui est l'autre nom de *l'hégémonie* chez Gramsci. Enfin, en plaidant des causes, les think tanks laissent voir tout un ensemble plutôt cohérent de normes, d'idées, de valeurs et de principes liés à l'action politique, dévoilant ainsi l'ossature de leur *idéologie*; là aussi un concept essentiel aux analyses gramsciennes (Gramsci, 2022; Piotte, 2010).

Si les concepts gramsciens collent bien à l'analyse des think tanks, il faut aussi souligner que, très souvent, les fondateurs, directeurs et employés des think tanks reconnaissent et assument explicitement mener une *guerre des idées* comme ce sera démontré dans les pages qui suivent. À ceci s'ajoutent les analyses des observateurs, journalistes autant qu'universitaires, qui emploient frontalement le concept de lutte gramscienne pour parler de ces organisations, que ce soit par exemple pour résumer des rivalités entre think tanks progressistes et conservateurs aux États-Unis (Cloutier-Roy, 2019), pour parler des combats entrepris par les think tanks en Amérique latine (Goodman et Marotz-Baden, 1990) ou pour résumer le phénomène plus largement en Europe, comme en témoigne le titre du livre de Boucher et Royo (2012) *Les think tanks : cerveaux de la guerre des idées*.

3.3 Matériaux et objectifs spécifiques

Cet article vise donc à reconstituer dans un premier temps *les raisons politiques* ayant mené à la fondation des think tanks libertariens actifs au Canada depuis la fondation de l'Institut Fraser en 1974 par une recension des sources journalistiques, politiques et de la production documentaire des organisations elles-mêmes. Dans un deuxième temps, il sera question de comprendre *les raisons pratiques* ayant convaincu ces entrepreneurs intellectuels à investir la recherche hors université afin de défendre les idées, valeurs et intérêts propres au libéralisme « classique », c'est-à-dire marqué, entre autres, par les principes économiques de Frédéric Bastiat (1851), Gustave de Molinari (1887), Murray Rothbard (1973), l'école économique autrichienne et les principes politiques et moraux de Ayn Rand (1964) et Robert Nozick (1974).

Pour ce faire, plusieurs types de matériaux ont été intégrés. D'abord, il a été possible de rassembler plus d'une centaine de rapports annuels et documents rétrospectifs produits par les think tanks canadiens retenus dans cette étude et dont les deux plus importants sont l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal. Aussi, quantité d'articles de quotidiens (tribunes, reportages et entrevues) a été ajoutée à ce matériau en recourant aux bases de données que sont EUREKA, PROQUEST et BAnQ numérique afin d'augmenter la quantité de récits où sont détaillées les motifs justifiant la création de ces organisations.

Aussi, bien que cet article traite des think tanks libertariens au Canada depuis 1974, il demeure essentiel de ne pas entièrement exclure les récits de fondation des organisations américaines et britanniques libertariennes, ou favorables au conservatisme fiscal, ayant été fondées au même moment, car leur histoire et mode de fonctionnement sont similaires. D'un pays à l'autre, ces airs de famille observables surtout dans les pays anglophones ne datent pas d'hier. En plus de partager une cause commune et les mêmes inspirations théoriques et intellectuelles, nombreux sont les think tanks ultralibéraux américains, britanniques et canadiens les plus importants qui ont été créés ou aidés par un même réseau de fondateurs, comme ce sera montré plus loin.

Ensuite, il existe bon nombre de livres dans lesquels d'ex-membres de think tanks racontent l'histoire de leur organisation ainsi que ce qui les a motivés à mettre sur pied de véritables organisations de recherche permanentes vouées à la défense du libre marché. Pour ne nommer que les monographies les plus importantes, on retrouve des récits du fondateur de Heritage Foundation (Edwards, 1997, 2013), une autre du conseiller de Margaret Thatcher, Madsen Pirie (2012), fondateur du Adam Smith Institute, une biographie d'Anthony Fisher (Frost, 2002), fondateur de six think tanks libertariens dans le monde anglophone – dont l'Institut Fraser et Atlas Network – entre 1955 et 1983 et une « histoire personnelle » de la Reason Foundation par son créateur (Poole, 2018). Mieux encore, on retrouve le livre de Richard Cockett (Cockett, 1994) expliquant le rôle stratégique des think tanks néolibéraux et néoconservateurs ayant propulsé les réformes sous Ronald Reagan au cours des années 1980. Enfin, le réseau Atlas Network, qui se

définit comme un incubateur d'organisations libertariennes, a publié un livre dans lequel 30 fondateurs de think tanks de cette famille de pensée dans le monde ont raconté comment et pourquoi ils avaient choisi de mener la « guerre des idées » au nom du libéralisme en empruntant le véhicule du groupe de réflexion (Dyble, 2011).

Enfin, afin d'expliquer pourquoi des entrepreneurs intellectuels ont opté pour la voie de la recherche pour influencer le cours des politiques publiques, quinze entrevues écrites ou audiovisuelles disponibles sur Internet réalisées avec des directeurs et fondateurs de think tanks favorables à l'expansion du libre marché ont été ajoutées à ce matériau.

3.4 Les raisons politiques de la fondation des think tanks libertariens

Les ambitions politiques ayant mené à la création des think tanks néolibéraux trouvent leur origine avec la montée du socialisme, du communisme, de l'État bureaucratique et providentiel prenant forme à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Tous les récits consultés évoquent ce grand décor mondial dépassant les seules transformations locales et nationales. Il y avait, surtout à partir des années 1960, une amplification de plusieurs grandes forces vues comme contraires aux principes du libéralisme comme le New Deal, l'interventionnisme keynésien, la croissance de l'endettement public, des nationalisations d'entreprises, l'invention des mesures de discrimination positive, des lois visant à protéger la santé publique ou l'environnement, le contrôle des prix de certaines denrées ou des loyers, de même que diverses innovations fiscales comme de nouveaux frais douaniers, des taxes à la consommation et des impôts sur le revenu ou sur les profits d'entreprises.

C'est bien dans ce contexte marqué par la multiplication de l'action gouvernementale qu'apparaît, d'abord dans les pays anglophones ailleurs ensuite, une mobilisation demandant à freiner l'élan interventionniste, voire à en démanteler les réalisations. En ce qui concerne les organisations de recherche hors université, les livres les plus référencés sur l'histoire du néolibéralisme, c'est-à-dire le libéralisme tel que promu depuis l'après-guerre, évoquent tous le rôle stratégique dans la guerre des idées joué par un réseau

international d'intellectuels et de think tanks voués à une même large cause (Dardot et Laval, 2010; Harvey, 2007; Saad-Filho, 2005).

Plus encore, dans les livres qui ont abordé les fondements intellectuels de l'institutionnalisation des principes néolibéraux depuis l'après-guerre (Audier, 2012; Jones, 2014; Mirowski et Plehwe, 2009; Plehwe *et al.*, 2006), on retrouve autant de mentions aux institutions internationales intimement associées à l'édification mondiale des grands principes du renouveau libéral comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international ou à des personnalités historiques majeures comme Margaret Thatcher, Augusto Pinochet ou Ronald Reagan, qu'aux think tanks néolibéraux américains et britanniques les plus importants comme Heritage Foundation, l'American Enterprise Institute, l'Institute of Economic Affairs, Cato Institute, Atlas Network et la Foundation for Economic Education.

Selon le spécialiste de la pensée économique Gilles Dostaler (1999), parmi la quantité de philosophes et d'économistes ayant inspiré les fondateurs et directeurs des think tanks libertariens – comme Ludwig von Mises, Milton Friedman, David Ricardo, Adam Smith, James Buchanan – c'est bien Friedrich Hayek qui sert d'étoile polaire à la constellation néolibérale faite d'intellectuels, de revues, de clubs, d'associations, d'élus, de partis et surtout de laboratoires d'idées qui trouve son moment fondateur avec la formation de la Société du Mont-Pèlerin en 1947 et pour laquelle il revendique la paternité (Hayek, 1991, p. 152).

Il faut préciser que, contrairement à d'autres figures connues de l'école économique autrichienne comme Ludwig von Mises ou Carl Menger, la pensée et l'œuvre d'Hayek débordent bien au-delà du champ économique. Dans de nombreux livres et articles, comme dans *La route de la servitude*, l'homme pense le cours de l'histoire, dont la montée du collectivisme, du totalitarisme et de l'interventionnisme (Hayek, 1944), il écrit sur le fonctionnement cognitif (Hayek, 1952), il théorise sur les lois et l'ordre (Hayek, 1973, 1976, 1979a), sur les constitutions (Hayek, 1960), il traite des régimes politiques comme le

fédéralisme et de l'étendue de la souveraineté des États (Hayek, 1939); même les courants idéologiques et les idées du pouvoir sont rejoints par l'étendue de ses intérêts (Hayek, 1988). L'éclectisme et la capacité d'Hayek d'établir des liens entre des champs distincts doivent être mis en cause avec les vœux et les recommandations qu'il fera autour de lui afin d'encourager la construction d'organisations et de regroupements engagés pour la promotion du libéralisme. L'objectif étant d'édifier sur le long terme une contre-offensive mondiale opposée à la montée du socialisme et dans laquelle les intellectuels, les gens d'affaires et les entrepreneurs occuperaient un rôle clé.

3.4.1 Les rôles de l'intellectuel en société selon Hayek et la création d'organisations

Selon le biographe d'Hayek, l'économiste autrichien se souciait primordialement d'avoir un effet sur le cours de l'histoire : « Hayek was vitally interested in the practical outcomes of economic and political theory. The reason he worked, indeed, ultimately was to influence public policy. » (Ebenstein, 2001, p. 141) Cette volonté de dépasser la nature éthérée des idées et du savoir afin d'institutionnaliser des changements se confirme dans le rôle de conseiller qu'il a occupé en parallèle à ses activités d'économiste auprès de gens voulant faire carrière en politique et d'intellectuels qui venaient lui demander conseil.

Les raisons de cette fonction de conseiller qu'il s'est donné sont détaillées dans un article devenu célèbre, *The Intellectuals and Socialism*, où Hayek insiste sur l'importance stratégique que peuvent jouer les intellectuels afin d'orienter le destin des sociétés sur le temps long. Dans ce texte, il conçoit les intellectuels comme des relais ou des corps intermédiaires entre différents champs et le grand public. Ceux-là n'ont pas pour fonction de produire du savoir ou de réaliser des découvertes, mais – comme le feraient des revampeurs (« secondhand dealers ») (Hayek, 1949, p. 371) – de procéder à la mise en marché d'idées à partir d'une adaptation de ce qui est produit dans d'autres champs, que ce soit celui des entreprises, du droit, de la philosophie ou de l'université.

Pour Hayek, les intellectuels sont ces intervenants publics qui participent à *façonner l'esprit du temps*, à *orienter le climat intellectuel* et à *développer les fondations philosophiques* d'une

époque (Hayek, 1949, p. 378, 381-382), ceci en rendant des idées populaires ou méprisables en société tout en insistant sur les faits qui méritent d'être retenus. Plus encore, le rôle des intellectuels ne devait pas s'arrêter à des initiatives individuelles. Ils leur étaient plus efficace de se regrouper en formant des fondations et des instituts dédiés explicitement à travailler l'opinion publique et à former la relève de l'intelligence en société (Hayek, 1949, p. 373). Cela devait évidemment s'incarner par des regroupements enracinés localement, mais aussi en prenant la forme d'une *communauté de pensée internationale* (Hayek, 1949, p. 375). Plus largement pour Hayek, l'histoire montrait la marche à suivre. Il fallait réussir la promotion du libre marché de la même manière que des intellectuels de gauche avaient réussi la promotion du socialisme à l'international en se réseautant depuis le XIX^e siècle, c'est-à-dire en formant une communauté de soutien et de relais dotée d'une certaine capacité d'influence géopolitique sur les idées telle qu'on le présente désormais par le concept de *soft power* (Nye, 1990).

En ce sens, le vocabulaire et les raisonnements d'Hayek épousent sans difficulté les formes de la guerre gramscienne des idées. Pour lui, les intellectuels et les organisations qu'il fallait créer se devaient de servir à contrer les *menaces à la civilisation occidentale* faites d'*idées fausses* ou *délétères* (1949, p. 376-379) qu'il s'agisse par exemple du socialisme ou du keynésianisme. Insistant sur la nécessité d'élaborer une *utopie libérale* (Hayek, 1949, p. 384) pour imaginer l'horizon idéologique vers lequel tendre, les mots d'Hayek sont annonciateurs de la vague de think tanks sceptiques de l'action gouvernementale qui déferlera à partir des années 1970 dans toutes les régions du monde démocratique : « We need intellectual leaders who are willing to work for an ideal, however small may be the prospects of its early realization. They must be men who are willing to stick to principles and to fight for their full realization, however remote. » (Hayek, 1949, p. 384)

Nombreux sont les entrepreneurs politiques ayant trouvé conseil auprès de lui et l'un d'eux fait figure de personnage clé dans l'histoire mondiale des think tanks néolibéraux dans le monde incluant ceux du Canada. Après avoir lu *La route de la servitude* (Hayek, 1944), l'homme d'affaires britannique Antony Fisher rencontre son auteur et lui annonce

son intention de se lancer en politique afin de lutter contre l'essor du socialisme et du communisme. L'économiste viennois le décourage de prendre cette voie et l'enjoint plutôt à travailler au niveau des idées en tant qu'intellectuel, comme l'ont fait les membres de la Fabian society depuis le XIX^e siècle au Royaume-Uni, afin d'orienter le *climat de l'opinion* (Fisher, 1974; Frost, 2002, p. 39-44) et plus spécifiquement au niveau des « idées-mères » (Hayek, 1949, p. 379), celles desquelles découlent les autres.

S'inspirant de sa visite à la Foundation for Economic Education, l'un des premiers think tank opposé aux principes du New Deal et voué à la promotion du libre marché créé en 1946 à New York (Mitchell, 2015, p. 387), Hayek invite le philanthrope britannique qu'est Fisher – ayant fait fortune dans l'élevage de poulet en batterie – à reprendre ce modèle afin de créer une organisation semblable rassemblant des intellectuels et des chercheurs dans le but de produire des recherches destinées à éduquer la population et la classe politique britannique (Blundell, 1998, p. 42). Ceci mène Fisher à la création en 1955 de l'Institute of Economic Affairs (IEA), maintenant considéré comme le think tank britannique le plus prestigieux de l'histoire du pays et surtout comme celui ayant eu le plus d'impact au Royaume-Uni dans la contestation du consensus interventionniste d'après-guerre (Muller, 1996). Bien documentés dans l'historiographie britannique et soulignés dans leurs rapports annuels, les contenus de l'IEA ont été massivement repris dans les médias (Petley, 2022) et ont inspiré de nombreuses réformes au gouvernement de Margaret Thatcher (Cockett, 1994; Denham, 1996; Desai, 1994) marquées par la réduction des dépenses publiques, du déficit de l'État, diverses déréglementations et privatisations, le refus d'intervenir dans l'économie, la réforme du droit syndical ainsi que la réduction des taux d'imposition (Matthews et Minford, 1987). Le succès de l'IEA servira même de prototype que bien d'autres entrepreneurs intellectuels chercheront à reproduire ailleurs par la suite.

En plus d'avoir été parmi les initiateurs de plusieurs autres think tanks libertariens incontournables comme l'Institut Fraser à Vancouver en 1974, le Manhattan Institute à New York en 1978, le Pacific Research Institute à San Francisco en 1979, le National Center

for Policy Analysis à Dallas en 1983, le biographe de Fisher rapporte son rôle de facilitateur dans la genèse de dizaines de think tanks proposant des solutions de marché aux enjeux politiques en Amérique latine, en Europe, en Océanie et à Hong Kong (Frost, 2002, p. 179-261). Plus que tout, c'est la création de Atlas Network en 1981 par Fisher qui doit être soulignée. Ce réseau est une organisation mère servant à aider la création d'organisations libertariennes dans le monde en offrant des formations professionnelles et des activités de réseautage philanthropique pour les directeurs. Cette fondation procède à l'octroi de dix millions en subventions chaque année en fonds de démarrage, elle décerne des prix de reconnaissance aux organisations s'étant illustrées et accorde des aides financières spécifiques pour des projets innovants; ce à quoi ont bénéficié tous les think tanks de cette famille de pensée qui sont nés au Canada depuis : l'Atlantic Institute for Market Studies fondé en 1994 à Halifax, le Frontier Centre for Public Policy fondé en 1997 à Winnipeg et l'Institut économique de Montréal fondé en 1999, le Macdonald-Laurier Institute en 2008, le groupe SecondStreet.org en 2016, à l'exception du plus récent qu'est l'Aristotle Foundation for Public Policy en 2021¹⁶.

Comptant maintenant plus de 500 organisations reliées au réseau Atlas Network (Djelic et Mousavi, 2020), les think tanks favorables à l'expansion des principes du marché forment des nœuds indispensables dans ce que Matthew Sparke (2006) appelle la constellation néolibérale « neoliberal nexus » et dans son réseau d'influence géopolitique (Roberts *et al.*, 2003) fait d'administrateurs clés dans des institutions internationales, de partis et de chefs politiques, de fondations, de journaux et revues, d'associations, de forums, des sommets mondiaux du Mont-Pèlerin, d'intellectuels et de nombreux lauréats du « Nobel » d'économie (Blutstein, 2015; Plehwe et Walpen, 2006).

Ce réseautage mondial opéré par des entrepreneurs du libéralisme par l'entremise de think tanks voués à en faire la promotion constitue ce que Sapiro, Leperlier et Brahim

¹⁶ Deux autres organisations libertariennes ont aussi bénéficié des ressources de Atlas Network et du rôle de facilitateur de Antony Fisher au Canada. Il s'agit du Acton Institute for the Study of Religion and Liberty à Ottawa et du St. Lawrence Institute à Montréal. Fermés ou inactifs depuis plus de 10 ans, ces organisations ont joué un rôle négligeable sur la scène canadienne.

(2018) nomment un *champ intellectuel transnational* dans le sens où un réseau d'idées, de valeurs, de littérature, de connaissances se développe sans l'encadrement et la caution des États. Dans le champ transnational des think tanks libertariens, s'échange des informations et divers contenus, des savoir-faire relevant du fonctionnement administratif et tout ce qui relève de la valorisation d'une organisation légalement enregistrée, comme des stratégies fructueuses de diffusion médiatique et de recrutement de membres et de donateurs.

3.4.2 Une contre-offensive libérale dans un monde de plus en plus interventionniste

Depuis 40 ans, l'expression *contre-révolution* – qui n'est pas étrangère aux principaux économistes des écoles autrichienne et de Chicago (Friedman, 1996; Hayek, 1941) – est passée dans l'usage pour résumer les réformes et transformations économiques libérales ayant eu lieu depuis la fin des années 1970 pour renverser le vent des politiques interventionnistes, socialistes, sociales-démocrates et travaillistes qui s'étaient levées tout au long des Trente Glorieuses (Duménil et Lévy, 2005; Leeson, 2000; Tobin, 1983).

Les réclamations appelant à mener une guerre idéologique contre le glissement idéologique, social et politique vers la gauche du New Deal jusqu'aux programmes sociaux de Lyndon B. Johnson seront, par exemple, explicitement formulées dans le manifeste de Powell Lewis en 1971 dans lequel on peut lire ce juge de la Cour suprême américaine exiger qu'une véritable offensive soit lancée contre l'ensemble des forces nuisant à la libre entreprise en répondant aux attaques sur tous les terrains possibles. Par exemple, en allant au-delà des partis politiques et des parlements, sur les campus universitaires, dans le monde intellectuel et en recourant à des experts (Powell, 1971, p. 15-24). Le but étant de faire contrepoids à l'ensemble des forces antilibérales en reliant les ressources du monde des affaires et de la bourse vers des groupes et des spécialistes capables de rendre populaires les valeurs et idées de la libre entreprise (Powell, 1971, p. 9). S'il ne faut pas surévaluer l'importance du *mémoire* Powell dans l'histoire américaine au XX^e siècle, il représente néanmoins, comme peu d'autres documents, les appels, communs à l'époque, demandant à entreprendre une véritable guerre des idées

en recourant à de nouvelles stratégies dans laquelle des regroupements de chercheurs sur les politiques publiques étaient appelés à jouer un rôle innovant en les dotant de ressources privées.

Ces cris appelant au ralliement des forces libérales s'observent chez la presque totalité des think tanks ayant défendu l'expansion des principes du marché et qui sont apparus au moment où éclatait le consensus économique keynésien durant les années 1970 et dont les fondateurs sont reliés par des membres de la société du Mont-Pèlerin (Blutstein, 2015, p. 83-98; Jones, 2014, p. 134-179). Le besoin de mener une guerre des idées est ainsi directement formulé par la plupart des directeurs et fondateurs des think tanks américains et britanniques ayant participé au renouveau des principes économiques libéraux de l'époque. Mis sur pied en 1973, le fondateur de Heritage Foundation, (Feulner, 1986) et ainsi que celui de l'Institut of Economic Affairs (Blundell, 2015) emploient le même vocabulaire, « waging the war of ideas », pour parler de la raison d'être de leurs organisations caritatives. Le fondateur du Adam Smith Institute à Londres raconte avoir fondé son organisation en 1977 afin de montrer que le recours à des stratégies de libre marché sont la réponse idéale au gaspillage des ressources publiques par les élus telle que décrite par la théorie des choix publics de James Buchanan (Pirie, 2012, p. 3-4). Les motivations de la constitution de Cato Institute, fondé par Ed Crane et Murray Rothbard avec l'aide financière de Charles G. Koch en 1977, sont similaires : solidifier les principes du libéralisme classique qui ont justifié la révolution américaine tout en continuant d'être guidés par l'avertissement de Thomas Jefferson « the natural progress of things is for liberty to yield and government to gain ground. » (Cato, 2001) Également aux États-Unis, le fondateur de Reason Foundation, marqué qu'il fût par la lecture de la philosophe objectiviste Ayn Rand et d'autres penseurs libertariens, raconte qu'il a voulu consacrer sa vie professionnelle à convaincre des bienfaits de la privatisation des services publics qu'il s'agisse des incendies, des aéroports, des écoles, des routes, des services postaux et tant d'autres (Poole, 1980, 2018).

Au Canada, cette volonté de faire contrepoids à la pensée interventionniste, à l'action gouvernementale et à l'attrait des idées socialistes est aussi commune aux discours des directeurs des think tanks de cette même famille de pensée.

Dans un rapport servant de bilan à ses 25 premières années d'activité, l'Institut Fraser raconte avoir été créé en réaction au consensus intellectuel dominant entourant le modèle keynésien au Canada omniprésent dans les médias, les universités et les ministères et mis en application au sommet des institutions par Pierre Elliott Trudeau (Fraser Institute, 1999, p. 4-5). Surtout, ce sont les élections de 1972 remportées par le Nouveau Parti démocratique en Colombie-Britannique – et dont 5 des ministres avaient signé le *Waffle Manifesto : For an Independent Socialist Canada* – qui a poussé ses fondateurs à créer une organisation caritative en bonne et due forme à Vancouver près du fleuve Fraser sous la forme d'un institut semblable à d'autres think tanks déjà en activité à l'époque.

Interviewé en 1995 par *La Presse* lors de la fondation, Brian Lee Crowley raconte qu'il a fondé l'Atlantic Institute for Market Studies – surnommé rapidement l'*Institut Fraser de l'Est* (McLeod, 1996) – afin de libérer les provinces de l'Atlantique de leur dépendance aux ressources gouvernementales, sources de leur surchômage chronique, en valorisant davantage le rôle du marché et des investissements privés (Leblanc, 1995, p. B6). Il raconte au quotidien *The Daily News* chercher à trouver des solutions aux enjeux collectifs par l'entremise du marché (« private-sector solutions for economic and social problems ») en produisant de la recherche financée essentiellement par les secteurs économiques hautement capitalisés (« business heavyweights ») en Nouvelle-Écosse qui siègent à son conseil d'administration tel que les banques, distributeurs alimentaires et compagnies de télécommunication (Flinn, 1995, p. 21) et organisations caritatives aux valeurs conservatrices comme la fondation Donner (Walkom, 1997). Tôt dans son histoire, l'AIMS entrait dans la guerre des idées avec un autre think tank de la même région, le Canadian Institute for Research on Regional Development – devenu plus tard l'Institut Donald Savoie – à propos des causes interventionnistes du retard économique des quatre provinces de l'est du Canada et des solutions de marché à lui apporter. S'accusant

mutuellement de confirmer par la recherche les solutions promues par leurs bailleurs de fonds, l'AIMS reprochait à son vis-à-vis sa dépendance aux sources gouvernementales qui le finançaient (van Horne, 1997) et l'Institut Donald Savoie reprochant à son opposant le recours exclusif aux fonds privés lui garantissant son fonctionnement (Savoie, 1997).

À Winnipeg, un autre think tank formé dans les mêmes années partage le même diagnostic que le précédent et se donne pour but de dévoiler les origines interventionnistes – orchestrées par les gouvernements provincial et fédéral – de la pauvreté qui a marqué l'histoire du Manitoba pendant un demi-siècle. Peter Holle, fondateur en 1997 du Frontier Centre for Public Policy, affirme après la création de son organisation que le cas manitobain est l'illustration empirique et historique prouvant que l'économie et la politique ne font pas bon ménage ou selon ses mots : « Politics and the economy don't mix » (Holle, 2000).

Au Québec, lors de sa fondation, l'Institut économique de Montréal annonce qu'il servira à surveiller les politiques publiques et lois des gouvernements en produisant des contenus qui en feront des évaluations et des recommandations (Normand, 1999, p. B3). Quelques années après sa création, l'ambition d'influencer le cours politique par la recherche continuait d'être revendiquée de manière explicite. À la question, *à quoi servent les think tanks*, Adrien D. Pouliot, alors président de l'IEDM pendant les premières années, répondait « à changer les choses! » et ceci en répandant leurs idées et recherches « aussi bien dans l'opinion publique que chez les décideurs. » (IEDM, 2002, p. 3) Même son de cloche de la part du fondateur de l'IEDM qui raconte avoir cherché à briser la pensée unique québécoise marquée par un unanimisme interventionniste au Québec observable dans sa jeunesse : « By 1980, almost nobody in Quebec, among the intellectual and political class, openly defended a free market approach » (Kelly-Gagnon, 2011, p. 20). C'est pourquoi, inspiré par l'Institut Cato et l'Institut Fraser, avec d'autres libertariens de son époque et l'économiste anarcho-capitaliste Pierre Lemieux (Lemieux, 1983, 1988), il a fondé le premier think tank proposant des solutions de marchés aux enjeux politique à la

fin des années 1990 et dont les ressources privées qu'on lui accorde serviront, disait-il, « à accroître la force de frappe intellectuelle de l'Institut » (IEDM, 2003, p. 5).

Cette volonté d'orienter le sens de l'opinion par la recherche s'observe toujours deux décennies plus tard à l'IEDM par une citation d'exergue de Frédéric Bastiat servant de couverture frontispice de leur rapport annuel en 2022 : « non, l'obstacle n'est pas au ministère, c'est tout au plus là qu'il se résume. Pour modifier la pensée ministérielle, il faut modifier la pensée parlementaire; et pour changer la pensée parlementaire, il faut changer la pensée électorale; et pour réformer la pensée électorale, il faut réformer l'opinion publique. » (IEDM, 2022, p. 1)

À Regina, les fondateurs du regroupement SecondStreet.org rappellent dans leur troisième rapport annuel que leur think tank est voué à « examining the consequences of socialism, using real-world examples to show Canadians – and especially our young people – what dangerous but fashionable ideologies including communism look like in practice » et plus précisément de leur application dans trois domaines au Canada : la taxation, le système de santé étatique et l'obstruction gouvernementale à l'exploitation des hydrocarbures (SecondStreet, 2023), initiatives qui lui ont valu la récompense *Smart Bets* de la part de Atlas Network en 2022 (Atlas Network, 2022a).

À Calgary, pour Mark Milke, fondateur de l'Aristotle Foundation for Public Policy, le dernier-né des think tanks libertariens en 2021, c'est le contexte intellectuel, médiatique et universitaire de plus en plus hostile aux idées libérales qui a poussé cet ancien chercheur de l'Institut Fraser, du Frontier Centre et de la Canadian Taxpayers Federation a créé un institut voué à la défense du libéralisme « classique », celui qu'on retrouve chez les libertariens et les conservateurs avec un petit « c » et surtout celui qui était à la base du Canada de 1867 (Speer, 2023). Le but étant de faire contrepoids, à l'aide de données et de statistiques, aux idées illibérales que l'État tend toujours davantage à instituer, comme l'affirmation positive, les quotas identitaires ainsi que les politiques d'équité, de diversité et d'inclusion.

Ainsi, tant le contexte que les stratégies qui ont été entreprises font que l'histoire des think tanks libertariens au Canada ne peut être dissociée de ce courant mondial où des entrepreneurs ont cherché à mener la guerre des idées par de nouveaux moyens, dont celui de la recherche hors université. Kevin Brookes (2018a, 2018b) qui a reconstruit l'histoire des think tanks néolibéraux français arrive à la même observation. Ces organisations françaises sans but lucratif produisant des contenus traitant des politiques publiques en défendant le libéralisme sont nées dans la même période et sont justifiées par les mêmes raisons politiques. Elles ne peuvent être comprises sans tenir compte du contre-mouvement mondial mené par des entrepreneurs intellectuels financés par des ressources d'entreprises et de fondations et aidé d'un réseau de soutien transnational et dont l'inspiration provient des premiers think tanks inventés aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Si les motivations politiques et le contexte de formation de ce réseau de think tanks sont maintenant plus clairs, l'autre volet de leur raison d'exister reste à explorer. Pourquoi tous ces directeurs et fondateurs d'organisations de recherche indépendantes ont opté pour ce *modus operandi* qui consiste à ne pas produire des recherches savantes telles que cela se fait dans les universités, mais à réagencer des données et des informations déjà accessibles et à adapter leur format pour les élites et le grand public sous la forme de rapports, de notes de recherche, de sondages, de classements et palmarès, de notes d'orientation (« policy briefs ») ou de plans d'action (« blueprints »).

3.5 Les raisons pratiques d'agir par la recherche

Dans des entrevues déjà accessibles sous forme écrite ou audiovisuelle, les directeurs et fondateurs de think tanks ont expliqué pourquoi non seulement ils priorisaient la recherche afin d'orienter le sens des politiques publiques, mais aussi pourquoi leur production documentaire se distinguait sensiblement de celles qui sont produites dans les universités. Détaillées dans les deux catégories suivantes, les raisons pratiques de fonctionner par la recherche ont toutes des fondements stratégiques.

3.5.1 Efficacité, performance et pragmatisme

Jusqu'aux années 1970, les think tanks ont fait reposer leur modèle d'affaire et de communication sur la vente de livres auprès du grand public et dans les universités; ainsi que sur l'organisation de séminaires et de conférences. Parmi les livres les plus célèbres qui sont le fruit de ces organisations de recherche hors université, on a pu lire de la part du président du Hudson Institute un ouvrage expliquant comment gagner et justifier une guerre nucléaire (Kahn, 1960), un autre d'Hayek imputant l'inflation aux politiques keynésiennes édité par l'Institut Cato (Hayek, 1979b), ainsi qu'un livre de l'Institut Brookings dans lequel son économiste phare de l'époque Arthur M. Okun expliquait le nécessaire équilibre à trouver entre les politiques redistributives égalitaires et une économie de marché performante afin de favoriser les premières sans nuire à la seconde (Okun, 1975).

En réaction à ces formats longs et coûteux en temps de lecture, c'est du côté de Heritage Foundation que s'observe d'abord une série d'innovations qui vont éloigner par la suite les think tanks du modèle littéraire et universitaire prédominant qui avait cours jusqu'aux années 1970. Edwin Feulner, fondateur et directeur de ce groupe de réflexion créé en 1973, a expliqué qu'ils avaient appris avec le temps à adapter leurs contenus en fonction des capacités d'attention du public cible. Pour qu'un document ait des chances d'influencer un élu, il lui fallait réussir le « brief case test », c'est-à-dire qu'il puisse être apporté la fin de semaine dans la mallette d'un élu avant qu'il ne soit appelé à voter en chambre sur un sujet spécifique. Ceci a donné naissance au « short policy papers », ces recherches au nombre restreint de pages devenues depuis le véritable étalon or des think tanks partout depuis pour maximiser leur potentiel de diffusion. Plus encore, selon Feulner, ces documents se devaient de suivre l'actualité de très près, voire de la devancer, de manière à rendre la lecture encore plus probable, ce à quoi s'ajoutent des impératifs de clarté, c'est-à-dire d'être dépouillées de cadre théorique et références à la littérature savante. Aussi, l'emploi de graphiques propres aux recherches empiriques servait bien l'obligation de concision dorénavant recherchée (Feulner, 2013).

3.5.2 Représentations empiriques de la réalité et études consommables

Fortement inspiré par les succès de Heritage Foundation dans l'écosystème politique américaine, le directeur et fondateur de l'Institut Fraser explique quant à lui les raisons du recours aux données et statistiques et leur omniprésence dans les contenus produits par son organisation. Ayant constaté les dialogues de sourds qu'engendrent les débats de valeurs, Michael Walker voit la production de faits comme une façon de hiérarchiser les valeurs et les arguments de manière empirique à l'aide d'un contact avec la réalité. Pour lui, les faits peuvent servir de tremplin (« stepping stones ») entre les idées en montrant aux gens que leurs intérêts sont mieux servis par d'autres idées, valeurs et principes normatifs (Walker, 2013). C'est pourquoi il a fait de cette vision un credo à l'Institut Fraser qui se résume par la formule : *mesurer ce qui compte* (« If it matters, measure it! ») (Walker, 2011, p. 122-126).

C'est pourquoi son équipe s'attelle depuis 1974 à mesurer la performance des institutions à l'aide de classements d'écoles, d'universités, d'hôpitaux; à comparer les taux d'imposition des villes et provinces en décrétant chaque année une journée de libération fiscale, en affichant l'évolution de la dette publique en direct sur leur site Internet, et surtout, ce qui fait sa marque à l'échelle internationale – car repris et traduit dans plusieurs langues par d'autres think tanks libertariens – la publication annuelle du World Freedom Index développé avec Milton Friedman à la suite d'une discussion lors d'une rencontre de la société du Mont-Pèlerin en 1984, afin de hiérarchiser les pays dans le monde à partir d'une grille d'analyse reposant sur les libertés (Walker, 2013). Cette stratégie a inspiré d'autres initiatives similaires dans le monde comme les classements annuels des privatisations d'entreprises publiques ou d'autoroutes par la Reason Foundation aux États-Unis (Reason Foundation, 2023a, 2023b) ou le Report Card on Criminal Justice de l'Institut Macdonald-Laurier (MLI, 2018).

Walker explique qu'en plus d'interpeller les individus au niveau des idées et des valeurs, ces mesures de performance permettent de créer des comportements de marché dans la population et d'aménager un rapport de force par le choix entre les citoyens et les élites

politiques qui décident de leur sort. Pour lui, la production d'information telle qu'il s'en fait à l'Institut Fraser est au cœur du fonctionnement démocratique et rejoint en ce sens les propos d'Edwin Feulner de Heritage Foundation qui se réjouit de se livrer à la compétition des idées (« competing for ideas » (Feulner, 2013)). Conscient que les recherches pratico-empiriques qu'il élabore avec son équipe de 50 employés permanents sont souvent contestées et n'attirent pas l'intérêt des universitaires, Micheal Walker de l'Institut Fraser juge que cela n'a pas vraiment d'importance, car ce ne sont pas ces derniers qui orientent le cours des politiques, mais les politiciens et surtout la population lui remettant les clés du pouvoir; d'où l'idée de produire du contenu qui répond à une demande concrète et qui prend la forme de recherches consommables. (Walker, 2013)

Ce raisonnement consistant à intervenir au niveau cognitif édicté par le directeur de l'Institut Fraser fait écho aux conseils qu'Hayek avait offert à Antony Fisher dans son bureau de la London School of Economics dans les années 1940 avant que ce dernier ne se lance dans la création de multiples think tanks dans le monde « Society's course will be changed only by a change in ideas. First you must reach the intellectuals, the teachers and writers, with reasoned argument. It will be their influence on society which will prevail, and the politicians will follow. » (Blundell, 1998, p. 42)

Le recours à des recherches simples et adaptées visant à être reprises dans les médias s'observe aussi à Montréal. Adrien D. Pouliot alors président de l'IEDM reproche aux universitaires « d'être isolés dans leur tour d'ivoire et de fuir les échanges avec le grand public. [...] L'IEDM échouerait, dit-il, dans sa mission d'éducation économique s'il s'adressait uniquement aux spécialistes et se contentait de susciter des débats en vase clos. » (IEDM, 2003, p. 1) Michel Kelly-Gagnon, directeur de l'IEDM pendant 20 ans, reconnaît même qu'on accorde plus d'importance dans son équipe à la stratégie de diffusion et aux moyens de pénétration médiatique qu'à créer des recherches qui trouveraient leur voie dans le monde savant. Il dit privilégier les formats courts d'environ quatre pages, visuellement attractifs et destinés à la population en général et trouvant

facilement des relais médiatiques. Surtout, rapporte-t-il, cette production documentaire doit savoir capter sa part dans le marché des idées (Kelly-Gagnon, 2011, p. 23).

Toutes stratégiques, les raisons pratiques sous-jacentes aux procédés d'influence par la recherche montrent que les connaissances prennent avant tout la forme d'un moyen plutôt que d'une fin dans l'univers des groupes de réflexion plaidant la cause du marché.

3.6 Conclusion : l'entrepreneuriat subventionné au service de la guerre des idées

Au Canada, les think tanks libertariens ont non seulement les mêmes raisons politiques et pratiques, mais aussi la même histoire. La plupart des récits résument le parcours de jeunes hommes en début de carrière, parfois sortant de l'université et dotés de peu de moyens et dont l'ambition était de renverser le sens du vent politique de leur époque¹⁷. Comme de véritables entrepreneurs partant souvent de rien, ils ont débuté avec les moyens du bord en créant des comités ou des clubs informels, pour ensuite produire des publications ponctuelles, organiser des séminaires et des événements, ceci leur permettant de développer d'abord un réseau local de soutien servant d'antichambre à la poursuite de leurs activités à l'échelle du pays puis sur la scène internationale. Ces organisations ont su, par leurs activités de recherche et d'éducation populaire, accumuler un capital social et symbolique sur plusieurs décennies. Ceci a eu pour effet d'aider ces groupes militants à attirer la sympathie de bailleurs de fonds compatibles à leur cause; de fortifier encore davantage leur réseau de soutien fait de relais dans les médias, de personnalités politiques, de partis, d'entreprises; et à se constituer légalement en tant qu'organisations caritatives.

¹⁷ L'Institut Fraser naît en 1974 avec un budget de 75 000\$, l'Atlantic Institute for Market Studies (AIMS) à Halifax avec moins de 100 000\$ en 1994. L'Institut économique a fonctionné pendant plusieurs années sans véritable budget jusqu'en 1999. Le Frontier Centre à Winnipeg a aussi fonctionné informellement de 1997 jusqu'à son incorporation comme organisme de charité en 1999. Seul le Macdonald-Laurier Institute ne suit pas cette trajectoire, car créé par Brian Lee Crowley à 55 ans en 2010, mais ce dernier fut aussi le fondateur de l'AIMS en 1994 et il y a une évidente continuité idéologique du point de vue économique entre ces deux instituts.

Le cas des think tanks libertariens du Canada est l'illustration parfaite de la construction de « sous-espaces de production des savoirs » (Medvetz, 2009) obligeant à voir ces instituts et centres de recherche comme des *objets interstitiels* (Medvetz, 2012a) capables de gonfler entre des champs pré-existants comme la philanthropie, l'économie, l'entreprise, le lobbyisme afin de servir d'auxiliaires à une cause commune et de jouer les courtiers et les producteurs de contenu au sein d'une coalition de plaidoirie (« coalition advocacy »).

Toutes ces organisations, mêmes les mieux dotées, montrent néanmoins une extrême dépendance aux subventions de leur communauté de soutien – et c'est bien sur ce terme qu'il faut insister.

Afin de pouvoir agir en tant que service de recherche offrant gratuitement des contenus au grand public, les think tanks libertariens sont dépendants des sociétés philanthropiques canadiennes comme, entre autres, les fondations Donner et John Dobson; et américaines comme la fondation Templeton et les fondations Koch ainsi que la variété de subventions accordées par la société mère Atlas Network. À ceci, s'ajoutent les dons d'entreprises provenant de secteurs hautement capitalisés comme les hydrocarbures (Gutstein, 2019; Lamy, 2022), la foresterie (Hachey, 2016), les pharmaceutiques (Hong, 2012) et autrefois l'industrie du tabac à l'Institut Fraser, tel que le prouvent des documents confidentiels rendus publics à la suite de poursuites judiciaires (Gutstein, 2009, 2014a).

Il faut donc reconnaître que ce refus, par principe, de bénéficier des fonds publics, afin de ne pas corrompre par le soutien de l'État leur vocation à promouvoir le libre marché, se traduit par une dépendance évidente de ces organisations libertariennes à d'autres subventions, privées celles-ci, ce à quoi s'ajoutent les crédits d'impôt qu'ils émettent à leurs donateurs à titre d'organismes de charité. Ces crédits fiscaux sont des subventions publiques indirectes, car destinés à leurs bailleurs de fonds. Elles sont, de plus, le fruit de l'intervention délibérée par les États dans leur régime de fiscalisé, forçant les

gouvernements à renoncer à des recettes fiscales et donc à imposer davantage d'autres sources de revenus.

Tableau 3.1 Revenus cumulatifs de cinq organisations libertariennes de 2010 à 2022

Institut	Dons avec émission de reçu fiscal	Dons sans émission de reçu fiscal	Dons provenant d'organismes de charité	Dons provenant de l'extérieur du Canada	Autres revenus	Revenu total (2010 à 2022)
Atlantic Institute for Market Studies	5 329 608 \$ 81,7%	1 097 149 \$ 16,8%	90 000 \$ 1,4%	0 \$ 0,0%	9 156 \$ 0,1%	6 525 913 \$ 100%
Macdonald-Laurier Institute	10 448 309 \$ 45,4%	9 260 846 \$ 40,3%	10 000 \$ 0,0%	3 216 612 \$ 14,0%	68 018 \$ 0,3%	23 003 785 \$ 100%
Frontier Centre for Public Policy	9 200 495 \$ 75,8%	2 783 136 \$ 22,9%	19 721 \$ 0,2%	20 \$ 0,0%	134 903 \$ 1,1%	12 138 275 \$ 100%
Institut économique de Montréal	8 510 862 \$ 27,2%	6 563 581 \$ 21,0%	9 165 370 \$ 29,3%	5 435 361 \$ 17,4%	1 580 217 \$ 5,1%	31 255 391 \$ 100%
Fraser Institute	39 960 582 \$ 28,6%	20 437 723 \$ 14,6%	54 743 395 \$ 39,2%	21 584 583 \$ 15,4%	3 099 011 \$ 2,2%	139 825 294 \$ 100%
TOTAL (\$)	73 449 856 \$	40 142 435 \$	64 028 486 \$	30 236 576 \$	4 891 305 \$	212 748 658 \$
TOTAL (%)	34,5%	18,9%	30,1%	14,2%	2,3%	100%

Source : Agence du revenu du Canada.

Le **tableau 3.1** montre que pour les cinq principaux think tanks libertariens ayant été actifs de 2010 à 2022, leur taux de dépendance aux dons varie de 95% à 100%, ce qui signifie que ces organisations sans but lucratif n'ont pratiquement pas de revenus autonomes, comme des contrats de recherche, des ventes de services ou des revenus de placement. Cela fait d'eux des organisations entièrement dépendantes du régime de fiscalité canadien et de leur réseau de soutien¹⁸.

¹⁸ D'autres think tanks ne sont pourtant pas dans cette situation, comme l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) fonctionnant essentiellement à partir des rendements boursiers de son fond de dotation issu de deux importantes subventions du Gouvernement canadien. C'est aussi le cas du financement du Conference Board qui repose sur des contrats de recherche et la vente de services. Aussi, d'autres think tanks engagés (« advocacy tanks ») ne bénéficient pas d'un statut juridique permettant d'émettre des reçus pour déduction fiscale, comme c'est le cas du Broadbent Institute, de l'Institut de recherche et d'information socio-économiques, du Manning Centre (devenu le Canada Strong and Free Network) et ne remettent en conséquence pas de reçus fiscaux.

Quoi qu'il en soit de ce paradoxe propre à leur mode de fonctionnement fondé sur des subventions privées et indirectement publiques, l'essor, voir le succès historique des think tanks libertariens au Canada, oblige à considérer le niveau de complexité qui sous-tend aujourd'hui la guerre des idées en société. S'il est connu que bien des think tanks de gauche tirent une part de leurs ressources auprès des syndicats et ceux du centre au gouvernement (Lamy, 2019b; McLevey, 2014), ceux de droite ont recours aux industries et fondations canadiennes et américaines. Si la famille de pensée libertarienne a bel et bien une histoire authentiquement canadienne, il faut reconnaître non seulement qu'elle trouve ses origines intellectuelles aux États-Unis, mais aussi que ses principaux foyers qu'incarnent leurs think tanks au Canada dépendent en partie de ressources provenant du sud de la frontière. Les données provenant de l'Agence de revenu du Canada sont très claires à ce chapitre. De 2010 à 2022, l'Institut Fraser a reçu 21,6 millions en provenance des États-Unis (ou 15,4% de ses revenus cumulatifs), l'IEDM 5,4 millions (17,4%) et Macdonald-Laurier Institute 3,2 millions (14%).

Les libertariens forment en conséquence la famille de pensée jouissant le plus d'un système internationalisé d'octroi de ressources matérielles et d'un vaste réseau de cousinage de qui s'inspire en termes de procédés stratégiques par la recherche. Cela fait que ce groupe dispose d'un avantage géopolitique imaginé il y a plus de 75 ans par les idéateurs de la Société du Mont-Pèlerin et matérialisé aujourd'hui par une quantité d'entrepreneurs intellectuels hayékiens.

Cet article ajoute maintenant un éclairage transnational et illustre leur extrême dépendance au régime de fiscalité en place – aucunement discuté jusqu'ici dans la littérature – à ce que nous savons des libertariens au Québec et au Canada (Laberge, 2021, 2023) et plus largement du clivage idéologique contemporain (Lamy, 2023) et dont les think tanks servent d'ambassades dans les principales grandes villes du pays.

Enfin, l'histoire entrepreneuriale et transnationale des think tanks libertariens étant maintenant plus claire, l'étude de leur comportement stratégique demeure limitée à leur

popularité sur les réseaux sociaux (Noyer, 2021) ou dans les médias (Savard-Lecomte, 2009) sans que l'on puisse discerner quoi que ce soit d'autre qu'une performance chiffrée. Plutôt que de se fier à des indicateurs quantifiés et abstraits ou aux déclarations des think tanks louangeant leurs propres capacités d'influence et d'impact en société – ce en quoi les spécialistes invitent à rester sceptiques (Abelson, 2016, p. 140-157) – il serait davantage fructueux d'étudier leurs stratégies d'influence par des études de cas, en ciblant des enjeux de politiques publiques et des temps précis dans le cycle des politiques afin de vérifier si leurs allégations d'influence sont réelles, invérifiables ou fantasmées; et surtout de statuer si les ressources qu'on leur octroie réussissent, ou pas, à faire progresser les principes du libéralisme « classique » de manière concrète.

CHAPITRE 4

Recherche ou lobbyisme? L'Institut économique de Montréal et le réchauffement climatique depuis 1999¹⁹

Cette étude longitudinale illustre l'évolution du comportement de l'Institut économique de Montréal sur le sujet du réchauffement climatique depuis sa fondation en 1999. Appuyés par une démarche en trois volets, les résultats obtenus démontrent que cette organisation est intégrée dans la coalition canadienne de l'industrie des hydrocarbures et qu'elle a fait évoluer son comportement public de la négation du réchauffement climatique d'origine anthropique vers une posture de résistance systématique aux politiques climatiques sur deux décennies.

4.1 Introduction

Même s'ils font partie du paysage occidental depuis des décennies, les organisations de recherche indépendantes – ou think tanks – sont parvenues, par un concours de circonstances, à préserver leur exotisme aux yeux des observateurs contemporains. Mais, en plus de cette qualité rare qui est de faire durer le mystère les entourant, ceux qu'on appelle aussi laboratoires d'idées ont fait s'élever un clivage saisissant à leur sujet autant dans la littérature journalistique que savante. Alors que certains les considèrent comme les nouveaux champions-spécialistes capables de faire passer l'élaboration des politiques publiques à un autre niveau (McGann *et al.*, 2014), d'autres invitent à se méfier de ces regroupements, quand ils ne les discréditent pas tout simplement (Lenglet et Vilain, 2011). En somme, ces organismes sans but lucratif (OSBL) se présentant comme des instituts, voire comme des centres de recherche, sont-ils des lobbies en habit de camouflage ou des

¹⁹ Publié dans la revue *Politique et sociétés*, volume 41 numéro 3.

organisations authentiquement vouées à la recherche ? Voilà la question clivante qui a aménagé les tranchées que nous connaissons à leur sujet.

La réputation conflictuelle des think tanks s'explique pourtant rapidement en rappelant la pluralité des *modus operandi* de ces organisations devenues très nombreuses de nos jours. Deux mois avant la chute du mur de Berlin, Kent Weaver (1989) a proposé la typologie devenue aujourd'hui la plus populaire pour cataloguer la faune des laboratoires d'idées. Classés selon trois différents types, certains incarnent de véritables entreprises militantes au service de causes prédéfinies, alors que d'autres fuient les polémiques et les controverses comme un mantra afin de se présenter comme des universités sans étudiants (en s'adonnant à une production savante), sinon sous la forme de consultants externes de recherche pour diverses organisations. Si cette typologie loge désormais dans l'anthologie de la littérature concernant les think tanks, elle souffre encore, trente ans après, de deux défauts attestés.

Sur le plan théorique, les catégories identifiées par Weaver ne sont pas mutuellement exclusives, car une même organisation peut être rangée à la fois dans toutes ces catégories. Par exemple, une organisation de recherche indépendante, qu'on dit « engagée », peut avoir comme mission de contribuer à l'éradication de la faim dans le monde, soumettre des publications à des revues scientifiques et accepter des contrats de recherche allant en ce sens de la part de clients externes, qu'il s'agisse d'organisations non gouvernementales (ONG), de gouvernements, d'entreprises, de mouvements sociaux, etc. C'est à un constat similaire qu'arrive Donald Abelson (2009, 2016), le seul universitaire canadien ayant consacré sa carrière à l'étude des think tanks, pour qui depuis les années 1970 de plus en plus d'organisations peuvent être classées dans deux ou trois catégories à la fois.

Sur le plan pratique, trente ans après que Weaver eut présenté ces catégories devenues « classiques », aucune méthode n'a été élaborée pour départager les think tanks de manière empirique. Cette situation nous ramène à la même formule de classification subjective, « I know one when I see one », évoquée par un des premiers spécialistes de ces

instituts (McGann, 1995), lorsque vient le temps de ranger une organisation dans la catégorie des think tanks militants, de consultants ou d'universités sans étudiants.

C'est à l'aide d'une étude de cas longitudinale que cet article vise à élaborer une première version d'une procédure capable de répondre à ces défis de classification. En plus de l'ambition d'offrir une contribution méthodologique, cet article aspire à illustrer l'évolution de la production documentaire en matière de réchauffement climatique de l'organisation ayant servi de foyer historique à la diffusion des idées néolibérales au Québec durant deux décennies (Laberge, 2021, 2023; Lamy, 2019b, 2019c).

4.2 Think tanks anti-régulation et contre-mouvement environnemental, ce que révèle la littérature universitaire

Alors qu'il ne préoccupait qu'un nombre restreint de chercheurs durant les années 1980, le réchauffement climatique a réussi à déborder le champ scientifique et figure parmi les plus importants thèmes politiques du XXI^e siècle. La situation est telle que le sujet meuble maintenant l'actualité quotidiennement et réussit même sur une base régulière à encadrer les autres enjeux « normaux » de la réalité politique comme l'économie, l'agriculture, la santé publique, les transports, l'urbanisme et même l'immigration.

Si les changements climatiques composent désormais un thème fort de la mobilisation politique à l'échelle internationale, la situation inverse est également avérée. La montée de mouvements contre-environnementaux variés, allant de la négation du réchauffement jusqu'à la promotion du démantèlement des politiques environnementales, est bien documentée. Un même constat traverse la littérature internationale à leur sujet, que ce soit en Allemagne, en Australie ou aux États-Unis : les think tanks opposés à l'intervention de l'État et aux régulations économiques – qu'ils soient conservateurs ou néolibéraux – fonctionnent en réseau à l'échelle internationale (Djelic et Mousavi, 2020) et cela fait d'eux des acteurs clés dans l'organisation de la résistance aux politiques climatiques (Hein et Jenkins, 2017; Jacques *et al.*, 2008; Plehwe, 2014).

Aaron McCright et Riley Dunlap (2000, 2003) ont été les premiers à détailler le rôle stratégique des think tanks pro-marché dans la coalition des intérêts cherchant à faire tomber le protocole de Kyoto. S'étant attardé à la qualité de cette recherche indépendante, Robert Neubauer (2011) évoquait une image sans ambiguïté : « *manufacturing junk* » ou l'industrialisation de la « camelote » concernant leur production documentaire visant à nier le réchauffement climatique, sinon ses origines anthropiques. Aussi tranchante quant à elle et puisant dans le lexique militaire, Elaine McKewon (2012) désignait les études de ces mêmes organisations comme de « munitions » ayant servi à délégitimer la science du climat dans les journaux australiens sur une décennie.

Plus encore, la littérature entourant le rôle d'une quantité de think tanks anti-régulation dans l'organisation du contre-mouvement environnemental illustre toute l'ampleur et la complexité du phénomène. Justin Farrell (2019) a souligné le rôle essentiel des fondations philanthropiques américaines dans le financement de l'essor de la désinformation concernant les changements climatiques. On ne saurait par ailleurs se passer du meilleur livre *Climate Politics and the Impact of Think Tanks. Scientific Expertise in Germany and the US* (Ruser, 2018) produit jusqu'ici sur le sujet et ayant démontré la fonction stratégique des think tanks associés au néolibéralisme et au conservatisme aux États-Unis et leur succès quant au démantèlement de politiques environnementales sous Georges W. Bush et Donald Trump.

4.3 Think tanks et lobbyisme, les sources journalistiques

La littérature universitaire n'est pas la seule à s'être penchée sur le comportement de ces organisations. Une abondance de sources journalistiques a mis en lumière les liens qu'ont développés lobbies, fondations, corporations et intérêts étrangers avec divers think tanks américains, surtout depuis les années 2000.

Depuis le début du XXI^e siècle, plusieurs journaux anglophones explorent le même filon qu'est celui de l'ambition d'ubiquité d'une quantité de think tanks contemporains qui consiste à la fois à vendre leurs services à des groupes portés par un programme politique

et à se présenter comme des organisations de recherche vouées à l'avancement des connaissances. Déjà en 2013, dans l'article « Meet the Think Tank Scholars Who Are also Beltway Lobbyists » le journal *The New Republic* évoquait le double emploi de directeurs de divers think tanks prestigieux à Washington qui s'adonnaient également à des activités de lobbying (Williams et Silverstein, 2013). En 2016, le *New York Times* ajoutait aux soupçons en publiant une recherche non exhaustive montrant que 75 employés des think tanks washingtoniens cumulaient les rémunérations à la fois en recherche et en activités de lobbyisme relatives à une panoplie de domaines : relations internationales, santé publique, taxation, régulation économique, environnement, énergie, etc. (Lipton *et al.*, 2016; Lipton et Williams, 2016). Il a aussi été souligné que les salaires de plusieurs directeurs de think tanks américains augmentaient plus rapidement que dans les autres secteurs, au point où ils tutoyaient désormais ceux des lobbyistes (Silverstein, 2013).

Cette évolution de la situation des think tanks se comprend d'autant mieux lorsqu'on se penche sur l'envergure des flux économiques auxquels sont désormais branchées ces organisations. Une autre enquête du *New York Times* révélait que, de 2011 à 2014, 64 gouvernements étrangers avaient subventionné pour 92 millions USD plusieurs think tanks américains sans le déclarer afin de faire valoir par la recherche divers dossiers de politiques extérieures et d'économie internationale, violant ainsi la loi sur la propagande étrangère en sol américain (Lipton *et al.*, 2014). On apprenait ensuite que ces montants continuaient de progresser les années subséquentes (2014-2018), faisant passer le nombre de gouvernements étrangers à 80 et leurs subventions à 174 millions CAD (CIP, 2020a). En plus d'évoquer des plaintes de chercheurs qui avouaient avoir à gérer des pressions contredisant ce que leur éthique professionnelle exigeait d'eux, la conclusion de l'équipe d'enquête du *New York Times* statuait de manière imagée que divers think tanks prenaient désormais la forme du « muscular arm of foreign governments' lobbying in Washington » (Lipton *et al.*, 2014).

Mais l'apparence de conflit d'intérêts va bien au-delà des questions de relations internationales ; pratiquement tous les secteurs économiques à haute capitalisation ont

fait évoluer leurs stratégies de communication politique en dépassant le lobbyisme classique, c'est-à-dire en finançant des activités de recherche sur des enjeux spécifiques. En plus des secteurs technologique (Wakabayashi, 2020), pharmaceutique (Batt, 2019; Lacy, 2019) et financier (McClenaghan, 2021), le secteur militaro-industriel s'illustre par l'ampleur de ses liens avec l'univers des think tanks, alors que, entre 2014 et 2019, une cinquantaine de ces organisations s'étaient partagées un milliard USD provenant d'organismes et d'entreprises liés à la défense et à l'armement (CIP, 2020b).

Dans le cas qui intéresse le présent article, les sommes investies par diverses industries ayant servi à intervenir sur le dossier climatique se comptent aussi en dix chiffres. Entre 2015 et 2019, les cinq principaux géants pétroliers et gaziers ont dépensé un milliard, ou 200 millions USD annuellement, dans des activités de « lobbying et relations publiques “contraires” aux conclusions de l'Accord de Paris sur le climat » (AFP, 2019). Après avoir compilé et classé les 51 milliards USD dépensés en lobbying déclarés aux États-Unis de 2000 à 2016, Robert J. Brulle (2018) soulignait que les changements climatiques composaient désormais 3,9 % des activités de lobbying (ou 2 milliards USD) et qu'une portion importante de ces fonds avait servi à financer les activités climatosceptiques d'un nombre important de think tanks conservateurs ou néolibéraux américains. En lien avec ces fonds, un article du *Guardian* évoquait qu'entre 2002 et 2010, 118 millions USD provenant essentiellement de l'industrie pétrolière - entre autres d'Exxon Mobil, de Donors Trust et des fondations des frères Koch - avaient servi à financer un vaste réseau de 102 think tanks niant le réchauffement climatique (Goldenberg, 2013).

Les liens entre l'industrie fossile et les think tanks climatosceptiques allant toujours en se confirmant davantage avec le temps (Hamilton, 2010; Owen et Bignell, 2010), on ne trouve plus un livre traitant de cette industrie sans qu'il soit question du rôle stratégique qu'ont joué ces organisations de recherche indépendantes (Hoggan et Littlemore, 2009; Mayer, 2017). Un livre produit par un professeur de l'Université Simon Fraser a même été entièrement consacré aux raisons économiques et politiques liant l'industrie fossile et le réseau de think tanks anti-régulation au Canada (Gutstein, 2019).

Amené par les scientifiques ayant ferrailé avec l'industrie du tabac, le concept de *marchands de doute* (Micheals, 2008) a maintenant fait florès et une lignée originale de recherche en controverses publiques, en études des groupes de pression et en études politiques environnementales en découle désormais (Chiroleu-Assouline et Lyon, 2020; Kentros, 2020; Miller et Dinan, 2015; Oreskes et Conway, 2010a).

Ces sources journalistiques et universitaires confirment tout l'intérêt qu'il y a à se pencher sur le comportement dans la durée du principal think tank néolibéral québécois afin d'évaluer la qualité de sa contribution au débat sur le réchauffement climatique au Québec pendant les décennies cruciales du développement national des politiques climatiques.

En 2017, le collectif *Transparify* (2017), après avoir catégorisé les politiques de transparence de plus de 150 think tanks dans le monde, accordait à l'Institut économique de Montréal (IEDM) la pire note (0 sur 5) qualifiée de « haute opacité » à son protocole de divulgation des sources de financement. Depuis, l'IEDM a fait évoluer sa politique en identifiant ses bailleurs de fonds par secteur d'industrie, sans nommer les contributeurs ni communiquer les montants obtenus. Néanmoins, cette évolution de leur politique manifeste encore un haut niveau d'opacité, car s'il est bien divulgué que l'IEDM recevait 128 000 CAD de la part de l'industrie pétrolière (ou 5,28 % de son financement total en 2020), 74,6 % du financement annuel provenait de fondations, sans qu'on puisse en savoir davantage à ce sujet. Or, il est connu depuis longtemps que le financement provenant des fondations n'est pas désintéressé et que ces créatures juridiques peuvent même servir d'écran dans une chaîne de financement en rendant anonyme aux yeux du public, et en toute légalité, le nom des donateurs originels pour l'organisation qui en bénéficie.

Ainsi, la nature des assises financières de cette organisation, dont le champ d'activité légalement défini est de s'adonner à des « activités de recherche et d'éducation », demeure essentiellement fermée au public alors que la divulgation des sources de

financement et des conflits d'intérêts sont des conditions *sine qua non* pour les acteurs œuvrant dans le monde de la recherche scientifique.

4.4 L'institut économique de Montréal et l'environnement

Parmi les plus anciennes organisations de recherche sans but lucratif situées au Québec qui produisent de la recherche sur les politiques publiques et les enjeux de sociétés et qui demeurent en activité, l'IEDM (créé légalement en 1999) est la troisième après l'Institut de recherche en politique publique (IRPP) fondé en 1972 et le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) né en 1994.

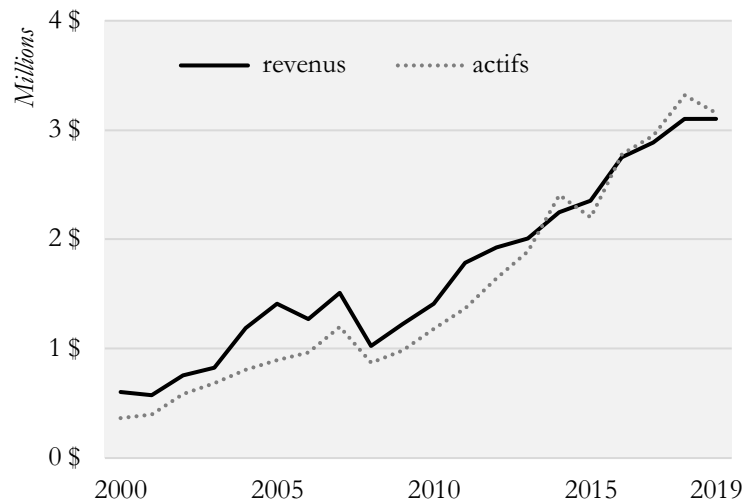
Bien que l'IEDM existait juridiquement depuis 1987, c'est en 1997 qu'il est relancé par quelques membres du club libertarien Les Amis de la liberté afin de l'institutionnaliser sous la forme d'un think tank (Kelly-Gagnon, 2021). Plus techniquement, c'est en 1999 que cet OSBL obtient un statut d'organisme de bienfaisance en bonne et due forme et que ses activités de recherche et de communication deviennent accessibles au public tout en étant archivées sur son site Internet. Son président fondateur, Michel Kelly-Gagnon (2011) expliquait dans un témoignage résumant ses motivations profondes que lui et d'autres sympathisants libertariens avaient, avec cette initiative, pour ambition de mettre fin à la pensée unique au Québec en promouvant de manière organisée le courant de pensée théorisé à différents égards par Friedrich Hayek, Ludwig von Mises, Milton Friedman et plusieurs autres.

Devenue avec les années le principal foyer de diffusion et d'organisation du néolibéralisme au Québec, cette organisation a su développer une quantité de liens avec le monde économique et politique au Québec. Si le principe des portes tournantes entre les think tanks et ces univers est attesté aux États-Unis depuis longtemps, il l'est aussi au Québec depuis le XX^e siècle (Lamy, 2019b; Yates et Turgeon, 2022). Le curriculum professionnel de plusieurs acteurs historiques clés de l'IEDM suffit pour montrer le rôle de carrefour politique joué par cet institut depuis 1999.

Lors des 133 conférences et 317 communications à des colloques, commissions parlementaires, forums économiques ayant eu lieu durant les 21 premières années de son existence, plusieurs des visages les plus connus du monde politique et économique de droite ont été actifs à cette enseigne au fil du temps, comme administrateur, employé ou conférencier à l'IEDM : Maxime Bernier, Éric Duhaime, Adrien D. Pouliot, Mike Harris, Preston Manning, Mario Dumont, Jean Charest, Stephen Harper, John Stossel, James Buchanan, Mario Vargas Llosa, Tasha Kheiriddin. Le fondateur et directeur de longue date, Michel Kelly-Gagnon, qui est l'un des rares Canadiens membres de la société du Mont-Pèlerin, a même présidé le Conseil du patronat de 2006 à 2008 avant de retourner en poste à la direction de l'IEDM. Bien ancré depuis ses débuts dans la nébuleuse mondiale néolibérale, l'IEDM bénéficiait à son départ de subventions provenant de l'organisation Atlas Network (Kelly-Gagnon, 2011) dont le mandat est de favoriser la naissance et le développement de think tanks néolibéraux à travers le monde et qui comptait, en 2022, plus de 500 partenaires (Atlas Network, 2022b).

Les archives fiscales des organismes de bienfaisance du gouvernement fédéral témoignent d'une augmentation continue des ressources de l'IEDM lors des deux premières décennies de son existence. Comme on peut l'observer sur la **figure 4.1**, son budget de fonctionnement croît annuellement en moyenne de 9 %, passant de 0,6 million en l'an 2000 à 3,1 millions en 2019. L'institut voit aussi sa situation financière s'améliorer sur un autre plan. Pratiquement dépourvu de passifs, ses actifs ont crû au rythme de 12 % annuellement, passant de 0,37 million à 3,15 millions sur la même période.

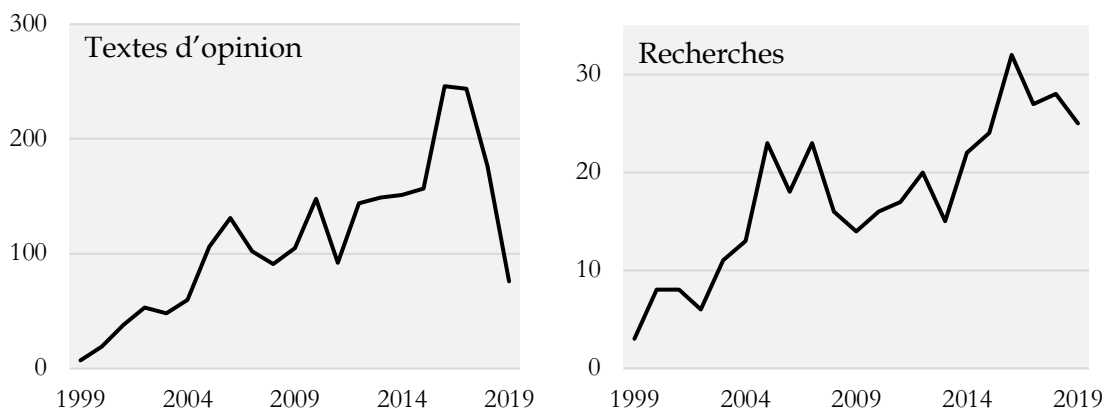
Figure 4.1 Situation financière de l'IEDM de 2000 à 2019



Source : compilation de l'auteur à partir des données financières de l'Agence du revenu du Canada, Liste des organismes de bienfaisance.

L'amélioration constante de la situation économique de l'IEDM lui a permis d'embaucher des professionnels de recherche et de la communication. Cela s'est traduit par un essor de ses productions documentaires et de ses prises de position médiatiques, comme en témoignent les courbes de la **figures 4.2**. En compilant toutes les interventions, ce sont 369 recherches et 2267 textes d'opinion originaux que les membres associés ou réguliers de cette organisation ont offerts au public depuis le début de leurs activités jusqu'à la fin de 2019.

Figure 4.2 Textes d'opinion et recherches produites par l'IEDM de 1999 à 2019



Source : compilation à partir des archives de l'IEDM.

La progression des ressources humaines et financières de l'IEDM a favorisé la diversification de ses axes d'intervention. En plus des enjeux de fiscalité, d'énergie, de logement, de réglementation, de santé et d'éducation, on observe dans la rubrique « environnement » 325 textes prenant la forme de recherches ou de textes d'opinion publiés dans les médias de 1999 à 2019. Ainsi, comme le montrent les **figures 4.3** et **4.4**, les sujets environnementaux ont gagné en importance aux yeux des chercheurs de cette organisation. Sur deux décennies, le ratio de leurs interventions traitant de questions environnementales n'a cessé de s'accroître, passant de 10,1 % de tout le contenu produit par l'IEDM de 2000 à 2004 à 18,2 % de 2015 à 2019.

Figure 4.3 Recherches et textes d'opinion de l'IEDM sur l'environnement (1999-2019)

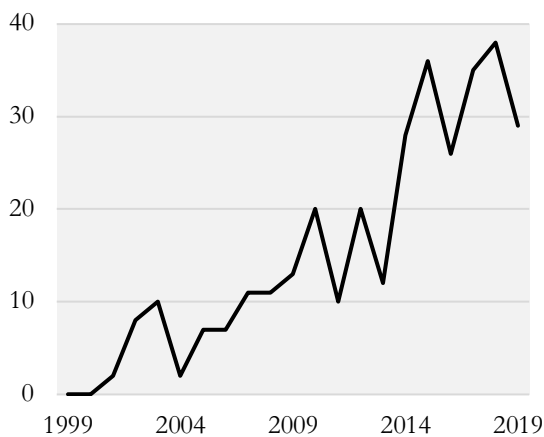
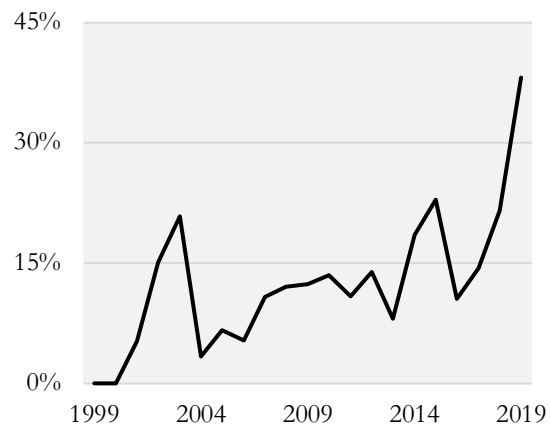


Figure 4.4 Proportion des interventions de l'IEDM traitant de l'environnement (1999-2020)



Source : compilation à partir des archives de l'IEDM.

Ces initiatives développées par l'IEDM afin de devenir un interlocuteur régulier des débats publics en matière environnementale ont porté fruit. Comme le révèle la **figure 4.5**, cet OSBL gagne en audience dans les médias canadiens y compris lorsqu'il est question d'enjeux environnementaux. Plus précisément encore, les sujets environnementaux génèrent même toujours davantage de mentions médiatiques pour l'IEDM au fil du temps (voir **figure 4.6**). L'environnement était la source de 9,5 % des mentions médiatiques de l'Institut de 2000 à 2004, alors que ce ratio atteignait 12,5 % entre 2015 et 2019.

Figure 4.5 Nombre d'articles dans les médias écrits canadiens traitant de l'IEDM

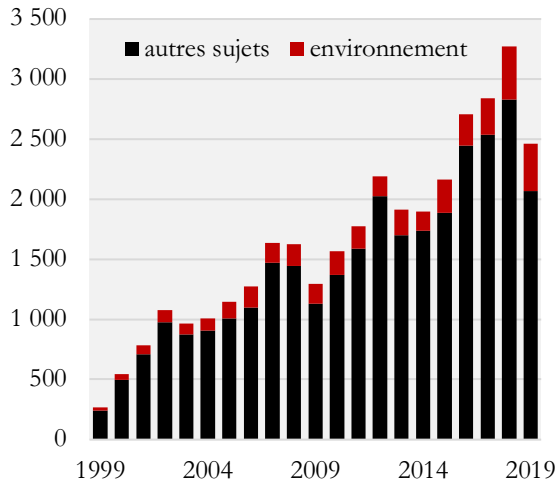
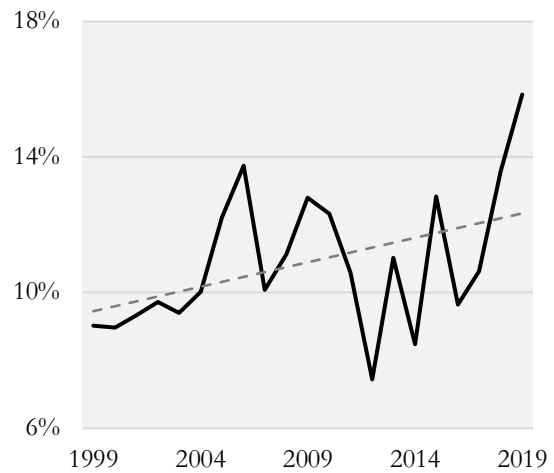


Figure 4.6 Proportion d'articles médiatiques traitant de l'IEDM et de l'environnement dans les médias écrits canadiens



Source : compilation à partir de la base de données EUREKA, tous les médias écrits canadiens, francophones et anglophones, du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2019.

Tout cela permet de dresser un bilan médiatique de l'IEDM en matière environnementale. En ayant produit 325 textes originaux sous la forme de recherches ou de tribunes d'opinion entre 1999 et 2019, l'IEDM a su faire parler de lui dans 3862 documents publiés dans les médias écrits canadiens traitant d'environnement, en français ou en anglais. Cela représente une moyenne de 183,9 mentions par année pendant 21 ans.

Toutes ces tendances à la hausse concernant les ressources, la production documentaire et la pénétration médiatique de l'IEDM ont permis de justifier la pertinence de la question de recherche au cœur du présent article. De quelle nature a été la contribution de ce think tank à la conversation publique en matière de réchauffement climatique au Québec sur plus de deux décennies ? Avons-nous affaire à une organisation de recherche et d'éducation comme le stipule sa constitution dans le registre des entreprises du Québec ou à un groupe de pression ?

4.5 Cadre théorique, hypothèses et méthodologie

Tel que cela a été mentionné en introduction, les auteurs qui mobilisent la typologie devenue classique pour ranger les think tanks dans trois types distincts (organisation

engagée, de consultants ou université sans étudiants) ne procèdent pas de manière empirique et accordent à leur subjectivité la souveraineté de la classification. Cette manière de faire demeure problématique à bien des égards, car une quantité croissante de ces organisations fonctionnent avec un budget annuel se comptant désormais en dizaines et parfois en centaines de millions. En multipliant les sujets et les modes d'interventions, une part non négligeable, et peut-être même essentielle, de l'activité d'un think tank peut échapper à l'observateur même le plus expérimenté. Il a également été souligné depuis longtemps que les chercheurs négligent l'effet potentiel de leurs biais cognitifs lorsqu'un sujet parlant traite de politique. Cela peut avoir pour conséquence de surinterpréter ou de sous-interpréter le caractère engagé d'un propos, d'un discours ou d'une recherche.

D'autres typologies, essentiellement schématiques elles aussi, ont été avancées (Medvetz, 2009), mais ne permettent pas davantage de statuer sur la nature d'une organisation de recherche indépendante à partir d'un examen de son comportement qui pourrait, de surcroît, être utilisé par d'autres chercheurs, rendant ainsi possible la reproduction de ces résultats ainsi que la classification de diverses autres organisations.

À ce titre, il faut insister sur l'importance de l'analyse comportementale des acteurs politiques. Quand vient le temps d'analyser un objet vivant animé par une ambition, par exemple un individu, un parti politique, un gouvernement ou un groupe de pression, ce serait faire preuve de naïveté que de se limiter à l'autodéfinition de ces objets pour en saisir la nature. Une telle posture obligerait à considérer la République populaire démocratique de Corée du Nord comme un État de droit ou le Parti communiste chinois de Xi Jinping comme anticapitaliste, alors que leur comportement contredit frontalement les termes avec lesquels ils se présentent publiquement. Lorsque des enjeux sont discutés en public, même le discours qu'on porte sur soi-même peut être une performance actée qui n'échappe pas au comportement stratégique (Turbide, 2017). Cela oblige à aller au-delà de l'autoreprésentation des acteurs et de recourir à une enquête empirique afin de dévoiler une identité telle qu'elle se manifeste par l'action.

C'est pourquoi cet article propose d'évaluer une organisation en fonction de la nature de son comportement public sur un sujet précis. Le réchauffement climatique est un des thèmes qui font l'objet d'un consensus mondial depuis longtemps dans diverses communautés scientifiques, que ce soit celle des climatologues, des océanographes ou des météorologues. Ce sujet se prête donc bien à l'évaluation comportementale d'une organisation, car un consensus scientifique peut servir d'étalon de mesure dans la durée.

Le réchauffement climatique est un sujet discuté par les scientifiques depuis les années 1970. Inquiétée par le phénomène, l'Organisation météorologique mondiale, une institution spécialisée de l'Organisation des Nations Unies (ONU), a mis sur pied le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 1988. Jusqu'à aujourd'hui, cet organe international a publié six rapports (1990-1992, 1995, 2001, 2007, 2014, 2021) qui ont tous conclu en la validité scientifique du réchauffement climatique ainsi qu'aux causes anthropiques du phénomène.

Plus en détail, le consensus scientifique à ce sujet était déjà observable parmi les spécialistes du climat depuis les années 1990 (Oreskes, 2004) et a été moult fois consolidé par la suite. Après avoir analysé la production scientifique des 1372 climatologues les plus actifs dans ce domaine, une étude publiée dans les *Proceedings of the National Academy of Sciences* (PNAS) résumait que 97-98 % des climatologues entérinaient l'origine anthropique du réchauffement climatique (Anderegg *et al.*, 2010). À l'opposé, après avoir comparé 300 000 documents, il a été démontré dans la revue *Nature* que les sources d'informations climatosceptiques bénéficiaient d'autant de couvertures que les scientifiques du climat dans les médias traditionnels et que les sources climatosceptiques jouissaient de 49 % plus de couvertures que les scientifiques dans les nouveaux médias entre 2000 et 2016 (Petersen *et al.*, 2019).

Cette réalité permet de poser la question de recherche suivante : comment l'Institut économique de Montréal s'est-il comporté publiquement en matière de réchauffement climatique depuis sa fondation ? Cet institut indépendant s'est-il aligné sur le consensus

scientifique en relayant les meilleures informations sur le sujet ou a-t-il agi de manière à nuire à la diffusion des connaissances et des initiatives climatiques ? Le contexte d'époque ajoute à la pertinence, car le consensus concernant les causes anthropiques du réchauffement climatique était établi avant la mise en opération de ce think tank en 1999 ; et ce consensus est allé en se fortifiant toujours davantage avec le temps au point de devenir la plus grande préoccupation de l'histoire scientifique moderne.

4.6 Hypothèses d'orientation et paramètres de classification

Il est attendu qu'un comportement scientifique vise des gains de connaissances et qu'un comportement politique, qu'il soit celui d'un parti, d'un lobby ou d'un groupe de pression, vise des gains politiques. Cette polarisation permet par déduction de prévoir des traits comportementaux distincts qui peuvent être mesurés.

Un comportement scientifique cherchera à **contribuer à la conversation scientifique** là où elle s'élabore, c'est-à-dire dans les publications arbitrées par comités d'évaluation fonctionnant à double insu et indexées dans des répertoires internationaux. En conséquence, il est possible de détecter la nature d'une production documentaire par son degré d'intégration au sein de la littérature savante.

À l'opposé, un comportement politique est par définition stratégique, vise l'influence ainsi que la défense d'acquis ou de projets suscitant l'attention publique. Par déduction, on peut émettre l'hypothèse que le comportement politique s'accompagne d'un rapport instrumental avec les faits qui se traduit par une **résistance à la vérité** observable à divers degrés lorsque des intérêts sont en jeu dans le débat public. De plus, on peut s'attendre d'un comportement politique qu'il laisse voir les liens d'un réseau d'alliances qui se développent entre divers acteurs et organisations réunis au sein d'une coalition d'intérêts. Ces réseaux, où se nouent des pourvoyeurs de ressources économiques ou symboliques et des entrepreneurs, engendrent un phénomène prévisible qui s'incarne par une **asymétrie critique** où se manifeste une sévérité envers les adversaires et une complaisance envers les alliés.

Ces hypothèses déductives permettent d'énoncer trois sous-questions de recherche directement liées au comportement de l'IEDM de 1999 à 2019 : 1) Quelle est la nature de la contribution documentaire de cette organisation au sujet du réchauffement climatique ? 2) Observe-t-on de la part de cet institut une résistance à la vérité ? 3) Cette organisation fait-elle preuve d'asymétrie critique lorsqu'il est question du réchauffement climatique, laissant apparaître son intégration au sein d'une coalition d'intérêts ?

4.6.1 La nature de la contribution documentaire de l'IEDM en matière de réchauffement climatique

Comme évoqué plus haut, l'IEDM a produit sur le thème environnemental un total de 325 textes originaux sous la forme de recherches ou de tribunes d'opinions entre 1999 et 2019. Parmi cette production, 121 documents traitaient du réchauffement climatique selon différents angles, qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou des sujets qui en découlent comme : les protocoles internationaux (Kyoto), les conférences mondiales sur le climat (COP7 à COP25), les politiques climatiques, les mesures de transition énergétique ou d'atténuation de la production de gaz à effet de serre (GES).

Des 121 documents, 110 sont composés de textes d'opinion publiés dans les médias et ne peuvent constituer des contributions scientifiques. Néanmoins, 11 publications de l'IEDM prennent la forme de recherches documentées où ses chercheurs identifient leurs sources, dialoguent avec d'autres chercheurs et procèdent à des tentatives de démonstration. Parmi ces textes, on compte : 2 *points* de 2 pages, 4 *notes économiques* de 4 pages, 4 *cahiers de recherche* de 36 à 96 pages, ainsi qu'un livre. Toutes publiées exclusivement sur son site Internet, ces recherches relèvent sans exception de l'autoédition et ne peuvent être considérées comme scientifiques ou universitaires. Néanmoins, il demeure possible de mesurer les répercussions de ces documents au sein de la littérature savante, car les productions de ce champ peuvent néanmoins s'y référer.

S'il est vrai qu'aucune base de données ne couvre l'intégralité de la production universitaire, en recoupant la plus grande quantité de répertoires, Google Scholar, avec

une estimation de 389 millions de documents référencés en 2018 (Gusenbauer, 2019), demeure la plus abondante lorsque vient le temps d'estimer l'intégration d'une contribution à la production savante globale. De plus, contrairement aux autres bases de données comme Scopus ou Web of Science, Google Scholar intègre les publications des think tanks, ce qui ajoute à la pertinence de fonctionner avec ce répertoire.

Comme le démontrent les **tableaux 4.1** et **4.2**, avec un total de 26 citations (12 d'origine universitaire, 14 non-universitaires, dont 9 autocitations), les 11 recherches produites par l'IEDM traitant directement ou indirectement du réchauffement climatique révèlent une très faible intégration dans la conversation savante. Avec un taux annuel moyen de 0,44 citation par recherche (et de 0,08 citation provenant de la littérature universitaire), on peut conclure que l'IEDM n'est pas intégré dans la conversation savante et que sa contribution est négligeable.

Tableau 4.1 Provenance des citations des 11 publications de l'IEDM ayant traité directement ou indirectement du réchauffement climatique (1999-2019)²⁰

Source de la citation	n	Pourcentage
Universitaire	12	46%
Non universitaire	14	54%
<i>(provenant de l'IEDM)</i>	(9)	(35%)
<i>(autres provenances)</i>	(5)	(19%)
Total	26	100%

²⁰ Ont été considérés comme universitaires les articles publiés dans les revues arbitrées, les livres et les chapitres de livres provenant de presses universitaires, ainsi que les mémoires et les thèses universitaires. Données recueillies en date du 13 août 2021. Source : Google Scholar.

Tableau 4.2 Taux annuel de citations des 11 recherches de l'IEDM ayant traité directement ou indirectement du réchauffement climatique (1999-2019)²¹

Recherches de l'IEDM (auteur, date)	Années depuis la publication	Citations totales		Citations universitaires	
		n	Taux annuel	n	Taux annuel
(Cox, 2006)	15,16	6	0,40	6	0,40
(Harris et Manning, 2007)	13,72	6	0,44	3	0,22
(Desrochers et Shimizu, 2010)	11,50	2	0,17	2	0,17
(Chassin et Lemieux, 2013)	7,81	1	0,13	1	0,13
(Chassin et Tremblay, 2014)	6,72	3	0,45	0	0,00
(Chassin et Tremblay, 2015)	5,76	0	0,00	0	0,00
(Belzile, 2017)	4,05	0	0,00	0	0,00
(Belzile et Milke, 2018)	3,17	2	0,63	0	0,00
(Belzile, 2019a)	2,57	1	0,39	0	0,00
(Michaud et Belzile, 2019)	2,27	5	2,21	0	0,00
(Belzile, 2019b)	2,11	0	0,00	0	0,00
Taux annuel global de citations			0,44		0,08

À l'inverse, les 110 textes d'opinion publiés de 1999 à 2019 dans les médias écrits les plus lus et distribués au Québec et au Canada (dont *Le Journal de Montréal*, *La Presse*, *Globe and Mail*, *National Post*) laissent voir une asymétrie de son comportement marqué par une sous-performance de ses activités de recherche, ce qui contraste avec la portée de la diffusion de ses activités de communication prenant la forme de commentaires destinés au grand public.

4.6.2 La résistance décroissante à la vérité

Avant que l'enjeu des changements climatiques ne devienne la préoccupation environnementale la plus importante de notre époque, un autre sujet avait interpellé ceux qui avaient pour responsabilité d'élaborer les politiques de santé publique à l'échelle internationale. La cancérogénicité du tabac a en effet plusieurs points communs avec la question environnementale contemporaine. D'abord pour avoir forcé, sur un demi-siècle, les gouvernements à adopter un paradigme interventionniste en termes de politiques publiques, mais aussi parce qu'il est bien connu que de nombreux chercheurs et think tanks protabac se sont ensuite joints au contre-mouvement environnemental, comme en concluent de nombreuses sources journalistiques (Deglise, 2019; Montague, 2018;

²¹ Taux annuel de citations calculés en date du 13 août 2021. Données produites à partir de Google Scholar. Les recherches de l'IEDM retenues pour cette compilation sont mentionnées à gauche dans le tableau à l'aide de la formule auteur, date ; et leurs titres complets figurent dans la bibliographie.

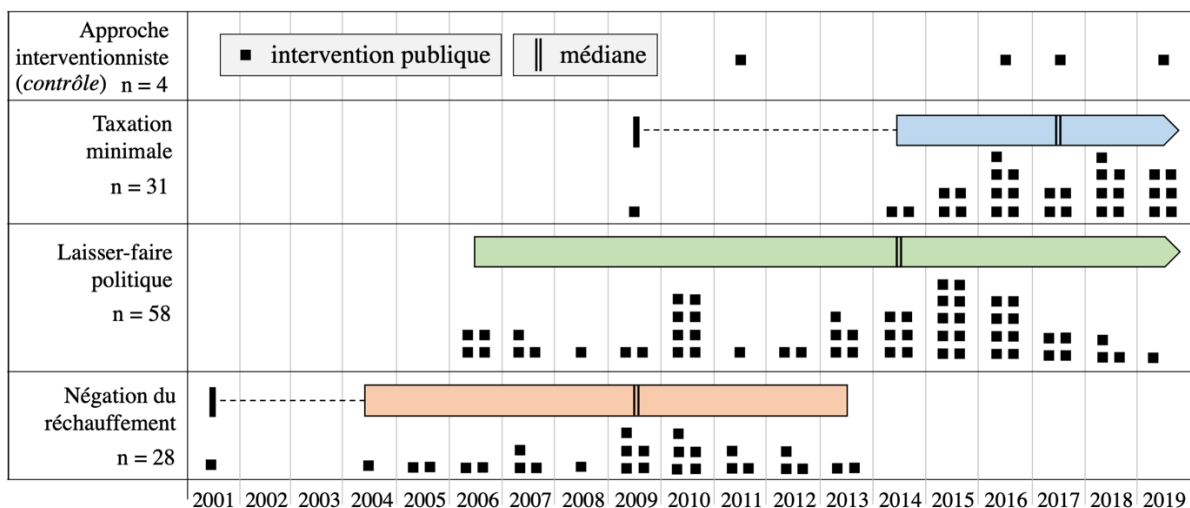
Readfearn, 2015), sans négliger l'enquête de Naomi Oreske et Éric Conway (2010b) ainsi qu'un documentaire, *Merchants of Doubt* (Kenner, 2014).

Plus encore, en étudiant l'évolution du positionnement stratégique de l'industrie du tabac et de ses partisans à long terme, il est possible de voir un schéma en trois phases modélisables sous la forme d'une résistance décroissante à la vérité scientifique. D'abord, cette industrie a procédé à la **négation** de la cancérogénicité de la fumée du tabac jusqu'aux années 1990 ; cela a pris la forme d'une production massive de contre-études financées par l'industrie visant à promouvoir « l'incertitude scientifique » dans les médias (Drope et Chapman, 2001). Ensuite, face à l'accumulation croissante des preuves en oncologie et en épidémiologie, leur négation du phénomène a cédé le pas au **laisser-faire politique**, reléguant le tabagisme à une question de liberté individuelle malgré la nocivité de sa consommation. Le tout s'est accompagné d'une offensive visant à démontrer l'inefficacité des politiques publiques élaborées pour favoriser l'abandon du tabagisme par une production, là aussi, de contre-recherches, comme ce fut le mandat des nombreux Tobacco Institutes actifs dans plusieurs pays (Muggli *et al.*, 2001). Enfin, au rythme où ont été élaborées et multipliées les politiques publiques contraignantes visant à éradiquer le tabagisme (taxes, interdictions de la publicité, prohibition de fumer dans les espaces publics même extérieurs ou commerciaux, emballages dissuasifs, dissimulation des items chez les marchands), un dernier type de stratégie est apparu : celui du ralliement au principe de **taxation minimale** par cette industrie, c'est-à-dire une adhésion aux mesures les moins contraignantes et les moins dommageables pour ses intérêts. Ainsi, une fois tournée la page du XX^e siècle, les fabricants de tabac en Occident ont progressivement reconnu la légitimité de la lutte au tabagisme en adhérant essentiellement au principe de taxation, mais à condition que celle-ci ne soit pas trop élevée afin d'éviter de favoriser la contrebande, bien que cela n'ait pas été démontré (Marriault, 2018; Zhang et Schwartz, 2015).

4.6.2.1 L'IEDM et les changements climatiques, évidence d'une résistance décroissante à la vérité de 1999 à 2019

Comme l'illustre la **figure 4.7**, en classant les 121 interventions identifiées de l'IEDM dans les trois catégories élaborées à partir du cas de l'industrie du tabac (négation, laisser-faire, taxation minimale) – et en ajoutant une catégorie de contrôle dans le cas où cet institut défendrait une **approche interventionniste** contredisant le modèle à l'essai –, il est possible de démontrer que le comportement de cette organisation en matière de réchauffement climatique a effectivement suivi le patron de la résistance décroissante à la vérité, tel que s'y adonnerait une organisation visant les gains politiques plutôt que les gains de connaissances.

Figure 4.7 Évolution de la position de l'IEDM en matière de réchauffement climatique



Source : compilation à partir des archives de l'IEDM.

En adaptant le format de graphique de type boîte à moustache, on peut illustrer la transition argumentative d'un individu ou d'une organisation dans la durée et visualiser les séquences continues où se déploient des stratégies de positionnement par rapport à des sujets de société ; et faire ressortir les phases d'intensification et leur centre de gravité (médiane). Ainsi, les interventions publiques de l'IEDM montrent une évolution de son discours en trois séquences prenant la forme d'un relais bien qu'elles se superposent par moments.

4.6.2.2 Séquence 1 : négation du réchauffement et de ses origines anthropiques (2004-2013)

À 28 reprises, des membres associés ou en résidence à l'IEDM ont nié l'existence du réchauffement climatique ou ses origines anthropiques. Cinq sous-catégories ont pu être identifiées dans leur production textuelle, où l'on affirmait : qu'il y a refroidissement climatique, qu'il s'agirait d'un phénomène naturel, qu'il y a incertitude scientifique quant à l'existence du réchauffement, sinon incertitude scientifique quant aux causes du réchauffement, ou qu'il s'agit d'une fraude scientifique. Cette séquence d'interventions se déploie de manière continue de 2004 à 2013 avec une médiane ou un centre de gravité observable en 2009. Trois axes permettent de résumer le comportement public de cette organisation en matière de négation du réchauffement anthropique.

Axe 1. Promouvoir l'incertitude à l'aide de sources climatosceptiques et de fausses analogies

La négation du réchauffement climatique débute à l'IEDM en 2001 alors que le président et fondateur Michel Kelly-Gagnon se réfère au chercheur Fred Singer sans formation en climatologie et qui – en plus d'avoir remis en question les liens entre rayons UV et mélanomes, entre gaz chlorofluorés (CFC) et amincissement de la couche d'ozone, ainsi qu'entre fumée secondaire et cancer du poumon (Singer, 1994) – avançait qu'un refroidissement climatique était plutôt à l'œuvre lors des deux dernières décennies du XX^e siècle (Kelly-Gagnon, 2001). Lors d'une autre intervention, il insistait encore sur le caractère incertain des connaissances en science du climat, même des années après la publication du troisième rapport du GIEC en 2001. Ainsi, écrivait-il en 2004 en invitant le gouvernement fédéral de l'époque à renoncer au protocole de Kyoto :

Questions remain about the science behind the accord. Can we explain the temperature variation by CO₂ concentration in the atmosphere in the past 1,000 years? Can we explain the temperature variation by CO₂ concentration in the atmosphere in the past 140 years? Can it be explained by natural factors like solar and volcanic activity? There seems to be varying levels of disagreement in the scientific community about this. Some have questioned the validity and usefulness of computer modelling to predict future global warming trends, as was done with the Kyoto deal. Are these models reliable?

Are they any different from what the weatherman tells me on the TV every night? (Kelly-Gagnon, 2004)

À de nombreuses reprises, l'économiste principale à l'IEDM, Nathalie Elgrably-Lévy (2007b), a insisté sur l'absence de consensus scientifique entourant la question du réchauffement. « Rien n'est plus faux » qu'une telle affirmation persistait-elle en citant comme exemple le documentaire britannique climatonégationniste *The Great Global Warming Swindle*, qui, en plus d'avoir généré 265 plaintes après sa diffusion (Roche, 2008), a été blâmé par l'agence de télécommunications britanniques d'avoir mal représenté les experts figurant dans cette production et falsifié des données (Connor, 2007). Également, dans ses démarches, cette chercheuse se référait à la pétition de l'Oregon niant les liens entre le CO₂ et le climat, organisée en 1998 par un think tank climatosceptique américain et considérée à ce jour comme la plus grande initiative de négation du réchauffement climatique (Weisel, 2013). En plus de cela, elle s'appuyait également sur le livre de Bjørn Lomborg, *L'environnementaliste sceptique*, qui en plus de ne pas être compétent en matière de climatologie a été blâmé par l'autorité scientifique de son pays pour malhonnêteté scientifique (White, 2003).

Pendant les neuf années que dure la séquence niant le réchauffement, en plus de ne jamais avoir cité les meilleurs scientifiques en climatologie, on observe de la part des chercheurs de l'IEDM le recours à de fausses relations de causalité évoquées dans le passé afin de démontrer le caractère imprévisible des transformations climatiques. Par exemple, Pierre Desrochers avançait en 2010 que des changements climatiques se manifestent depuis l'aube de l'humanité et que cela avait été expliqué de moult façons ésotériques sans que ce soit démontré, qu'il s'agisse de la :

« sorcellerie, déforestation, invention du paratonnerre et plus tard de la télégraphie sans fil, les coups de canons tirés pendant la Première Guerre mondiale et ensuite les essais nucléaires. Mais n'allez évidemment pas dire aux militants verts, ajoutait-il, que l'absence de réchauffement depuis plus d'une décennie laisse entrevoir la possibilité que nos modestes émissions de gaz à effet de serre puissent être ajoutées à cette liste. » (Desrochers, 2010)

Axe 2. Polémique et guérilla verbale

Une autre dimension importante s'observe tout au long de la séquence argumentative de l'IEDM niant le réchauffement climatique d'origine humaine (2004-2013). Relevant davantage de la forme que du fond, cet aspect donne souvent à cette première séquence d'interventions les allures d'une joute oratoire analogue à un comportement de querelle publique où il est question d'influencer un public en discréditant le camp adverse par le recours à des étiquettes disqualifiantes.

Fréquemment mobilisé, le lexique religieux a servi de ressource pour les chercheurs de l'IEDM afin d'évoquer l'impossible dialogue avec les tenants de la protection du climat. On a pu lire de la part du directeur de cette organisation que l'environnementalisme était devenu « la religion du XXI^e siècle » fonctionnant à la manière d'un « catéchisme climatique » (Kelly-Gagnon, 2001). Pour Elgrably-Lévy (2009a), cette « religion verte » n'édifiait rien de moins qu'une « écolocratie » attestant du « triomphe de l'émotion sur la raison » (Elgrably-Lévy, 2012) où des « gourous verts » et des « écofascistes en croisade environnementale » empêchaient un réel débat scientifique sur le climat (Elgrably-Lévy, 2009b). Ces militants qui, en plus d'imposer une « omerta » aux dissidents (Elgrably-Lévy, 2006), faisaient régner un « climat de terreur » même si, toujours selon Elgrably-Lévy, « nous savons maintenant qu'aucune hausse des températures n'a été enregistrée depuis 1997 » (Elgrably-Lévy, 2013), c'est-à-dire depuis seize ans à l'heure où elle écrivait ces lignes en novembre 2013 dans *Le Journal de Montréal*.

Enfin, pour cette chercheuse, les artistes et des personnalités politiques comme Al Gore, en plus de privilégier des moyens qui « nous ramèneraient à l'époque médiévale » (Elgrably-Lévy, 2007a), avaient un problème plus fondamental avec l'humanité, car « toutes les activités humaines produisent du CO₂, même le simple fait de respirer » ; et cela lui faisait poser la question « assisterons-nous un jour à des génocides au nom de l'environnement ? Qui sait ! » (Elgrably-Lévy, 2010)

Axe 3. Théorie du complot et criminalisation du GIEC

En 2009, des allégations de trucages émergent à la suite du piratage des courriels des chercheurs du Climate Research Unit (CRU) intégrés dans l'équipe du GIEC. Elgrably-Lévy accuse dans la foulée de cet événement la climatologie d'être une « science mafieuse », animée par des « chercheurs véreux », et statue que « nous aurions donc été manipulés par des escrocs plus intéressés par leurs subventions de recherche et leur prestige que par l'intégrité scientifique » (Elgrably-Lévy, 2009b). Les données du GIEC auraient été, dit-elle, « savamment corrompues » (Elgrably-Lévy, 2009c).

Dans une dizaine d'interventions médiatiques qui s'étaleront jusqu'à la fin de l'année 2013, celle qui signe tous ses textes en tant qu'économiste senior à l'IEDM, insistera à partir de cet événement pour présenter la théorie du réchauffement climatique comme le « canular le plus coûteux de l'histoire de l'humanité » (Elgrably-Lévy, 2011a).

Faisant un parallèle avec un célèbre banquier américain qui a escroqué 65 milliards de ses clients dans la plus célèbre pyramide de Ponzi de l'histoire, elle en est venue à poser la question : « Si Bernard Madoff a écopé de 150 ans de prison, quelle peine les instigateurs de la cabale climatique méritent-ils ? » (Elgrably-Lévy, 2009c) L'idée de criminaliser les scientifiques de la climatologie s'est aussi étendue aux solutions proposées – par exemple la promotion de l'éthanol comme formule de substitution partielle au pétrole – qui pouvaient, toujours suivant Elgrably-Lévy (2011b), aggraver le problème de malnutrition dans le monde par une hausse du prix des denrées : « vu les effets pervers occasionnés par les biocarburants, continuer à les subventionner est une politique immorale, voire un crime contre l'humanité ».

Pourtant une commission d'enquête indépendante a blanchi les scientifiques mis en cause dans le piratage des courriels CRU du GIEC, concluant à l'absence de fraude et de comportement antiscientifique (Biville, 2010; Pearce, 2010). Selon un autre bilan, l'offensive médiatique des voix climatosceptiques concernant ce qu'ils appelaient le

Climategate a eu pour principale cause de ralentir les politiques climatiques et de fortifier le scepticisme climatique dans le monde anglophone pendant plusieurs années (McKie, 2019). Ces informations n'empêcheront pas celle qui était alors responsable des questions environnementales à l'IEDM de continuer de présenter le *Climategate* comme le « triomphe de la vérité » et de déclarer en conséquence que « la thèse du réchauffement climatique est morte ! » (Elgrably-Lévy, 2012).

4.6.2.3 Séquence 2 : défense du laisser-faire politique (2006-2019)

À 58 reprises, sans nier l'existence du réchauffement ou ses origines anthropiques, l'IEDM a défendu la position du laisser-faire en termes de politiques climatiques. Cette deuxième séquence commençant en 2006 compte sept sous-catégories qui se détaillent ainsi : contre les biocarburants ; contre la restriction de l'étalement urbain et le réinvestissement massif en transport collectif ; contre l'interdiction des oléoducs, une surtaxe sur l'essence ou un impôt spécial à l'industrie pétrolière ; contre divers traités et protocoles internationaux climatiques pouvant ralentir la croissance économique ; contre les subventions pour l'électrification des transports, aux énergies renouvelables et aux voitures électriques ; contre la bourse du carbone Québec-Californie ; et pour une décarbonisation économique uniquement guidée par l'innovation technologique et les principes du marché.

Une transition dans le style d'intervention est aussi notable lors de cette séquence, alors que d'autres chercheurs prennent le relais des questions énergétiques et environnementales à l'IEDM. Abandonnant définitivement la polémique et les stratégies de disqualification, on observe aussi à partir de 2014 la fin de la négation du réchauffement d'origine anthropique et plus aucune attaque envers l'honnêteté des environmentalistes et des scientifiques. Cette nouvelle séquence s'emploie essentiellement à contredire la pertinence et l'efficacité des politiques climatiques débattues et implantées durant ce temps, tout en privilégiant l'autorégulation du secteur industriel et les principes du marché comme principales voies à suivre. Cette position

éditoriale est d'ailleurs formulée explicitement par Pierre Desrochers et Jasmin Guénette²² (2015) depuis longtemps : « ce sont les acteurs du marché, non l'État, qui sont à l'origine des progrès dans la protection de l'environnement ».

Dans cette deuxième séquence de prises de positions publiques, il est possible de relever une décroissance de la résistance entourant le réchauffement climatique à un autre niveau. On voit ainsi avec le temps rétrécir le champ des possibles des interventions qui allaient de la défense des bénéfices allégués du réchauffement « pour les humains, les cultures, la biodiversité et les animaux » (Elgrably-Lévy, 2013) à un discours soutenant qu'il est impossible d'empêcher le mercure mondial d'augmenter et qu'il serait plus efficace d'investir pour remédier à d'autres enjeux planétaires comme la malnutrition et l'analphabétisme (Descôteaux, 2010). Le tout se fait au profit d'une position où l'IEDM souhaite en effet réduire les émissions de GES, mais sans aller au-delà des principes du libéralisme économique. Cette position est bien représentée par les mots de Youri Chassin (2014) concernant les nombreux programmes de subventions visant la décarbonisation des transports : « Dans le contexte actuel de lutte aux déficits, l'on devrait non seulement abandonner l'idée d'un plan d'électrification des transports ambitieux, mais aussi abolir les subventions actuelles, totalement inefficaces d'un point de vue environnemental. »

Cette posture anti-interventionniste et opposée aux réglementations non libérales s'est aussi manifestée chez Mathieu Bédard (2016) qui soulignait que « le libre-échange protège l'environnement » bien mieux que le protectionnisme, tout comme chez son collègue Alexandre Moreau (2017) pour qui « [l]oin d'être bénéfiques, la souveraineté alimentaire et l'agriculture de proximité entraînent au contraire de plus grands dommages environnementaux ».

La posture ultralibérale de l'IEDM en matière environnementale s'est aussi manifestée fréquemment par la défense de l'industrie pétrolière. Que ce soit en affirmant que de nouvelles taxes sur l'essence n'incarnent pas de bonnes mesures pour en faire baisser la

²² Celui-ci était vice-président de l'IEDM en 2015.

demande (Kelly-Gagnon, 2015a) ou pour leur impertinence environnementale, comme en témoigne ce passage de la part de son directeur dans *The Globe and Mail*, le quotidien le plus lu au Canada : « Making the oil industry a target might make us look good from an international relations standpoint [...] [but] imposing too many restrictions on the oil industry will result in higher energy prices for Canadian consumers, while delivering infinitesimal environmental benefits. » (Kelly-Gagnon et Tremblay, 2016)

Enfin, sans s'interrompre, la séquence rassemblant les interventions favorables au laisser-faire politique se raréfie à partir de 2015, comme on peut le voir sur la **figure 4.7** ci-avant, au profit d'une dernière séquence qui devient prédominante dans les dernières années de la période étudiée : celle du ralliement aux politiques climatiques les moins contraignantes.

4.6.2.4 Séquence 3 : l'IEDM devient favorable à l'intervention minimale en faveur du climat (2014-2019)

Un dernier changement substantiel de position est observable de la part des chercheurs de l'IEDM à partir de 2014. Cette évolution est bien représentée par les propos du directeur en 2015 selon qui « le changement climatique est un problème grave » (Kelly-Gagnon, 2015b), ainsi que par son responsable du dossier environnemental, Youri Chassin, pour qui « [l']importance de la lutte aux changements climatiques ne fait pas de doute, et la nier pour éviter la discussion n'est plus possible » (Chassin et Tremblay, 2015).

À 31 reprises, les chercheurs de l'IEDM sont allés au-delà du laisser-faire pour se rallier au principe de la taxation minimale au nom du climat. Ces interventions défendent d'abord l'idée d'acheter des crédits d'émission de carbone plutôt que d'implanter des programmes nationaux (n = 15), avant de se ranger progressivement en faveur d'une taxe sur le carbone (n = 16), une position venant néanmoins avec plusieurs conditions *sine qua non*, telle que résumée ci-après.

Au rythme où de plus en plus de gouvernements dans le monde instaurent durant les années 2010 une quantité croissante de programmes visant la réduction des GES, allant

même parfois jusqu'à l'objectif de la carboneutralité, l'IEDM rend public son ralliement à la nécessité d'intervenir, mais sans déroger aux principes de la *main invisible*. Pour Chassin (2016a), si le problème mondial est clair, la solution l'est tout autant : « Les politiciens et les fonctionnaires ne sont pas les bonnes personnes pour choisir les projets de réductions des GES à financer [...] Il est temps pour le ministère de l'Environnement de faire preuve d'humilité et d'enfin reconnaître que ce sont les Québécois sur le terrain qui savent mieux que les fonctionnaires comment changer leurs habitudes et leurs émissions de GES de la manière la plus efficace. » C'est pourquoi l'IEDM exige à partir de cette période que l'instauration d'une taxe carbone s'accompagne « impérativement d'une promesse que le gouvernement ne fera rien d'autre ! L'outil unique de la taxe sur le carbone, poursuit Youri Chassin, doit remplacer toutes les réglementations, les incitations, les subventions ou les programmes qui ont été mis sur pied » (Chassin, 2016b).

Avec le temps, on observe d'autres chercheurs de l'IEDM, ajouter de nouvelles conditions à ce ralliement, comme le fait Germain Belzile : « une taxe carbone n'est une bonne politique qu'à deux conditions : qu'elle soit appliquée partout, et qu'elle soit fiscalement neutre » (Belzile, 2018), c'est-à-dire qu'il y ait allègement des prélèvements en taxes ou en impôts pour les contribuables afin de compenser cette innovation fiscale. Une dernière condition se précise à la toute fin de la période étudiée. À l'IEDM, on juge donc qu'il faudrait donc une taxe « sur la consommation de carbone et non une taxe sur sa production » afin de ne pas faire porter le fardeau de cette mesure aux entreprises dans un contexte de concurrence mondialisée (Vallée, 2019).

C'est en fonction de toutes ces conditions *sine qua non* que l'IEDM a refusé d'adhérer, de 2014 jusqu'à la fin de la période à l'étude, à l'intégralité des programmes locaux (écotaxes, achat local) ou nationaux (Fonds vert, éoliennes, panneaux solaires, programme d'électrification, bourse carbone Québec-Californie, taxe et bourse fédérales sur le carbone), ainsi que les mesures liées à des industries spécifiques (quota et subventions pour voitures et bornes électriques, fermeture anticipée des centrales au charbon en Alberta).

4.6.2.5 Catégorie de contrôle (approche interventionniste)

À quatre reprises, les chercheurs de l'IEDM ont défendu des mesures allant au-delà du principe de la taxation minimale. Néanmoins, lors de chacune de ces occurrences, ces prises de position découlaient d'une mise en opposition où l'on a fait jouer les projets, les lois ou les programmes environnementaux entre eux afin d'en disqualifier les plus contraignants au bénéfice d'une conception plus libéralisée du développement économique.

On pourrait évoquer la construction de centrales hydroélectriques de moyenne envergure au Québec pour réduire les émissions de CO₂, soit par l'exportation des surplus qui en découlent, sinon pour réduire la production énergétique québécoise de source fossile, mais à condition que ce soit le résultat d'initiatives privées requérant la fin du monopole de l'État sur la production hydroélectrique au Québec (Gingras, 2011). Un autre exemple démontre l'aspect stratégique des interventions rangées dans cette quatrième catégorie. En 2016, la conseillère principale de l'IEDM Pascale Déry (2016) a pris position en faveur du développement du réseau express métropolitain (REM) de la Caisse de dépôt et placement du Québec en l'opposant à la *Loi sur les espèces menacées*, car selon elle ce genre de loi avait le potentiel de ralentir, de modifier, sinon d'empêcher ce « projet de 5,5 milliards de dollars qui créera des centaines d'emplois, permettra une réduction de gaz à effet de serre et assurera à des milliers d'usagers un meilleur transport collectif ».

En plus d'être éparpillées dans la durée et de ne concerner que des propositions spécifiques, les interventions entrant dans cette catégorie de contrôle relèvent toutes de prises de position vouées à la défense d'une libéralisation accrue du développement économique et ne peuvent constituer une séquence argumentative authentiquement consacrée au service de politiques climatiques coercitives. Enfin, le poids négligeable de ces interventions défendant une approche interventionniste (4 textes sur 121, ou 3,3 %) permet de valider cette deuxième hypothèse de travail. La masse critique des interventions de l'IEDM en matière de politiques climatiques a effectivement pris la forme d'une évolution stratégique dans la durée selon la forme d'une résistance décroissante à

la vérité du réchauffement climatique d'origine anthropique et aux mesures servant à l'endiguer.

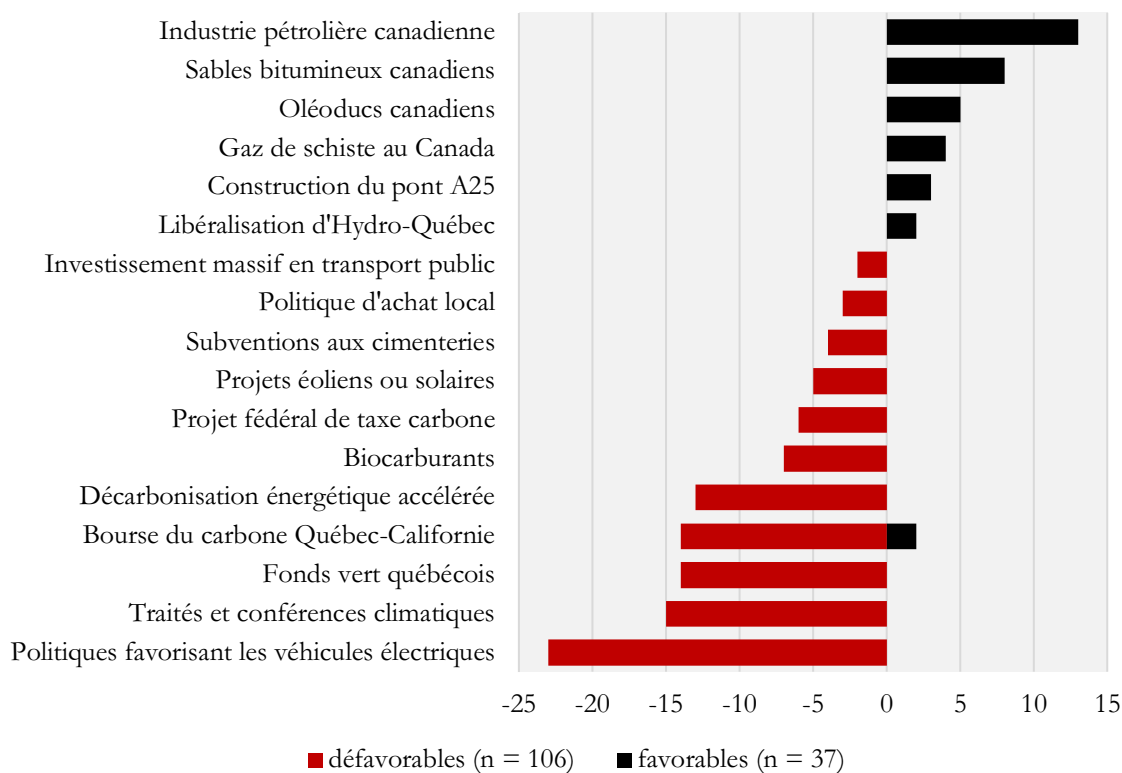
4.6.3 L'asymétrie critique de l'IEDM

La troisième hypothèse que cherche à vérifier la présente démarche est celle d'une asymétrie critique dans le comportement de l'IEDM se manifestant par un déséquilibre dans la distribution de ses mentions d'adhésion ou d'opposition envers des projets discutés durant la période étudiée. Le but est de mesurer le degré d'intégration de cette organisation dans une coalition d'intérêts.

Comme le montre la **figure 4.8**, en reprenant les mêmes documents classés sous la rubrique « environnement » du site de l'IEDM, une compilation de ses prises de position aux projets et lois politiques discutés de 1999 à 2019 lors des débats liés au réchauffement climatique fait ressortir un alignement essentiellement favorable de l'IEDM aux intérêts de l'industrie canadienne des hydrocarbures, que ce soit 1) en défendant directement des projets d'oléoducs, d'exploration ou d'exploitation de gaz de schiste ou de pétrole ; ou 2) en s'opposant à des projets qui pourraient nuire à leur rentabilité (véhicules électriques, biocarburants, traités internationaux, décarbonisation énergétique, taxe carbone fédérale, énergies alternatives, bourse carbone, restriction de l'étalement urbain).

Figure 4.8 Asymétrie critique de l'IEDM.

Bilan des prises de position publiques par projet en lien avec le réchauffement climatique (1999-2019)

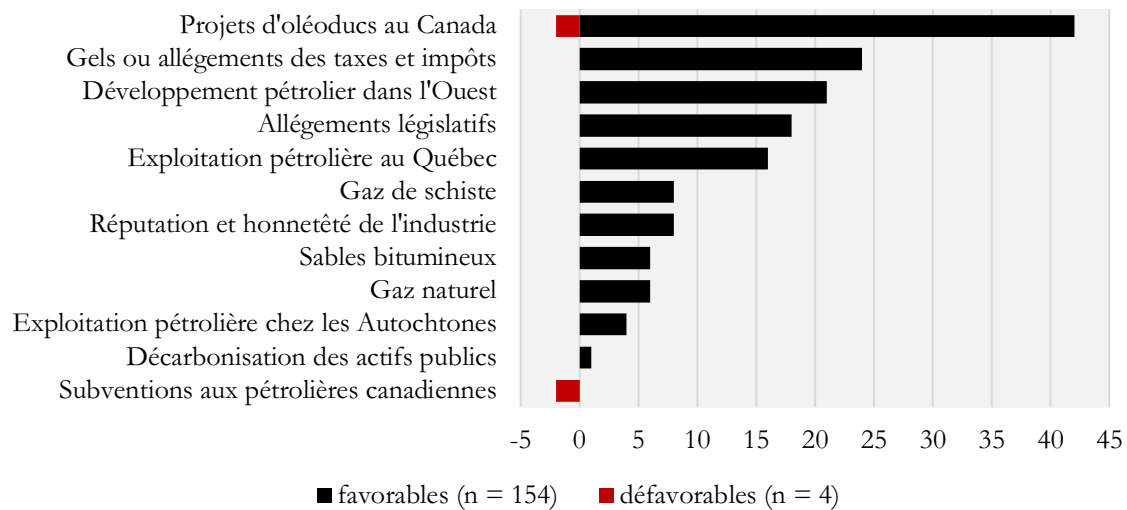


Source : compilation à partir des archives de l'IEDM, rubrique « environnement ». Il peut y avoir plusieurs positions prises dans un même texte.

Au-delà de ces compilations, d'autres indices permettent de considérer que l'IEDM a servi de porte-parole de l'industrie des hydrocarbures dans la durée au Québec. Par exemple, le financement en 2013-2014 d'une série d'entretiens vidéos intitulée *Energy Series* où l'ex-animateur Robert Guy Scully a interviewé Ezra Levant, auteur des livres *Oil: The Case for Canada's Oil Sands* (2010) et *Groundswell: The Case for Fracking* (2014) ; le ministre des Ressources naturelles en poste, Joe Oliver du Parti conservateur du Canada ; Richard L. George, ancien président-directeur général de Suncor Energy ; et d'autres chercheurs de think tanks néolibéraux favorables à l'industrie pétrolière.

Enfin, en élargissant la recherche dans les archives de l'IEDM aux thèmes allant au-delà du réchauffement climatique, à l'aide de mots clés²³, on constate que l'IEDM est intervenu systématiquement en faveur de toutes les déclinaisons possibles des intérêts des d'exploiteurs d'énergies fossiles canadiennes. On remarque sur la **figure 4.9** que l'organisation est intervenue publiquement en faveur des intérêts de l'industrie canadienne des hydrocarbures à 154 reprises. Cette figure compile toutes les prises de position de l'IEDM (favorables ou défavorables) à des projets canadiens liés aux hydrocarbures de 1999 à 2019. Ainsi, on observe une défense systématique de ce secteur économique par cette organisation dans la durée (154 fois sur 158) et de rares exceptions (4 mentions défavorables sur 158, ou 2,6 %).

Figure 4.9 Prises de position (favorables ou défavorables) par l'IEDM concernant divers projets en lien avec les intérêts de l'industrie canadienne des hydrocarbures (1999-2019)



Source : compilation à partir des archives de l'IEDM. Il peut y avoir plusieurs positions prises dans un même texte.

On remarque par ailleurs que l'IEDM s'est fait le porte-parole public dans la durée de projets canadiens : d'oléoducs (n = 42), d'allègements fiscaux (n = 24) ou législatifs (n = 18), de l'exploitation pétrolière dans l'Ouest (n = 21), au Québec (n = 16) et en territoire

²³ « Pétrole », « essence », « pipeline », « oléoduc », « gaz naturel », « schiste », « sables bitumineux » ; et leur équivalent anglais.

autochtone (n = 4), des sables bitumineux (n = 6), des gaz de schiste (n = 8), du gaz naturel (n = 6) ; s'est opposé à la décarbonisation des actifs publics (n = 1), tout en défendant la réputation et l'honnêteté de cette industrie (n = 8). Seulement à quatre reprises, l'IEDM a pris position contre les projets liés à ce secteur économique : contre les subventions aux pétrolières (n = 2) et contre la nationalisation par le gouvernement fédéral de l'oléoduc Trans Mountain (n = 2).

Une dernière information permet de conclure que l'IEDM est effectivement intégré dans la coalition des organisations opposées aux régulations environnementales et climatiques contraignantes et qu'il fonctionne essentiellement comme une organisation de relations publiques.

Dans le champ d'études des groupes de pression, il est coutume de « suivre la piste de l'argent » pour expliquer les positions publiques des individus et des organisations. Or, dans le cas présent, les trois quarts des sources de financement de l'IEDM sont rendus anonymes en raison de leurs détours dans des fondations privées. À défaut de pouvoir emprunter directement cette voie, on peut se rabattre sur la piste des interventions publiques pour faire ressortir indirectement l'ombre d'un financement spécifique structurel et mesurer si la croissance de ses interventions sur un thème est liée à la croissance de son financement en tant qu'organisation.

Figure 4.10 Budget/interventions pro-hydrocarbures par année

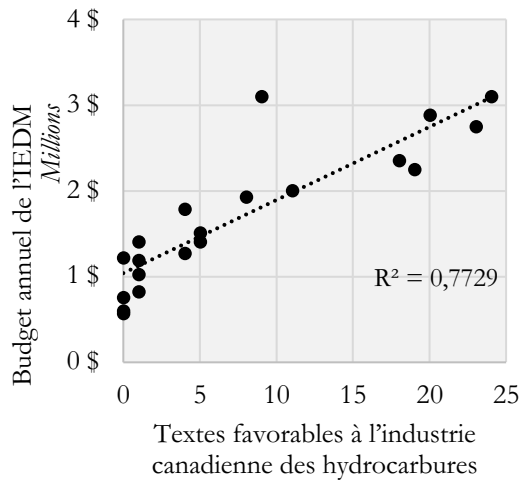
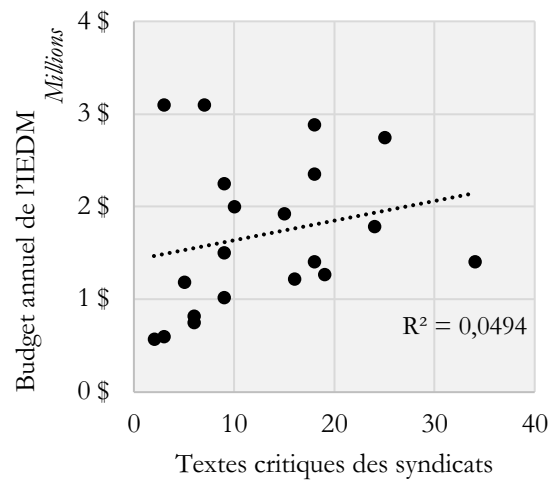


Figure 4.11 Budget/critiques des syndicats par année



Sources : compilation à partir des archives de l'IEDM et des données financières de l'Agence du revenu du Canada, *Liste des organismes de bienfaisance*.

Bien qu'on ne puisse conclure à une relation de cause à effet due à de potentielles variables cachées, on peut néanmoins illustrer (comme s'y adonne la **figure 4.10**) qu'il existe une très forte corrélation ($r = 0,8792$) statistiquement significative ($p < 0,0001$) entre le budget annuel de fonctionnement de l'IEDM et la quantité annuelle de ses interventions en faveur de l'industrie fossile canadienne. En d'autres mots, sur vingt ans, plus le budget de l'IEDM était élevé, plus il intervenait en faveur des projets d'hydrocarbures canadiens, laissant présager un financement spécifique provenant de ce secteur économique. Cette relation est d'autant plus pertinente lorsqu'on la compare à une position manifestée à long terme par cet OSBL : la critique des syndicats et des lois les encadrant. Ainsi, aux archives de l'IEDM, on trouve, à l'aide d'une liste de mots clés²⁴, 256 textes critiques des syndicats canadiens depuis la fondation de cet OSBL jusqu'en 2019, mais contrairement aux textes favorables à l'industrie canadienne des hydrocarbures, leur fréquence annuelle n'a pas augmenté au même rythme que son budget de fonctionnement (voir la **figure 4.11**). Le nombre de critiques publiques de syndicats de l'IEDM n'est que peu corrélé ($r = 0,2223$)

²⁴ « Syndicat », « syndicalisme », « syndicalisation », « syndiqué » ; et leur équivalent en anglais.

aux aléas de son budget annuel et, surtout, cette relation n'est pas statistiquement significative ($p = 0,3462$).

4.7 Conclusion

En plus de proposer une étude de cas illustrant l'évolution stratégique du comportement public de l'IEDM sur deux décennies en matière de réchauffement climatique, cet article visait à offrir une contribution méthodologique pour classer empiriquement des think tanks en focalisant l'analyse sur un sujet précis. La contribution savante négligeable, la résistance décroissante à la vérité scientifique facilement discernable et l'asymétrie critique prononcée dont a fait preuve l'Institut économique de Montréal permettent de conclure, au moins sur ce sujet, que cette organisation entre dans la catégorie des think tanks militants ayant une faible, voire aucune valeur scientifique. Plus encore, en prenant systématiquement parti pour les intérêts d'une industrie, il serait encore plus tentant de définir cette organisation comme un OSBL offrant des services de relations publiques qui fonctionnent principalement par la production de commentaires médiatiques et de recherches autoéditées, ce que des informations devenues involontairement publiques autorisent à confirmer.

À la suite d'une fuite de documents secrets dans les médias en 2014, on apprenait que l'entreprise albertaine TransCanada envisageait de recruter un groupe d'individus influents afin d'obtenir l'adhésion populaire au projet d'oléoduc Énergie Est au Québec, parmi lesquels figurait le nom du directeur de l'IEDM : Michel Kelly-Gagnon (Radio-Canada, 2014). Ce dernier a réagi en niant être financé par cette entreprise tout en se désolant que ce ne soit pas le cas dû à la compatibilité de leurs intérêts. C'est sous la forme d'une invitation publique dans le blogue du *Journal de Montréal* qu'il terminait une intervention concernant cette fuite d'information tout en dévoilant explicitement un de ses modes de financement : « TransCanada : Êtes-vous à l'écoute ? Quand donc aurez-vous le courage d'appuyer mon organisation, financièrement et moralement ? » (Kelly-Gagnon, 2014). Le tout a eu pour effet de faire tomber le doute quant à la fonction politique de cet institut.

Pour assurer son fonctionnement, rémunérer son personnel, acquitter son loyer, l'IEDM, comme quantité d'autres think tanks militants, entretient des relations commerciales avec des pourvoyeurs de ressources selon le principe des affinités électives. En monnayant sa marque publique et en vendant à des tiers ses capacités d'intervention dans les médias, cet OSBL se fait le lobby médiatique de ceux qui le financent dans une variété de domaines. Ce mode de financement a fait que l'IEDM est devenu avec les années le promoteur des industries hautement capitalisées qui cherchent à résister à l'élaboration de réglementations contraignantes, comme c'est le cas de l'industrie canadienne des hydrocarbures. Cela s'est décliné dans l'action par le très mauvais pari de la négation du réchauffement climatique jusqu'en 2013 avant que cette stratégie ne soit remplacée progressivement par des manœuvres dilatoires visant à ralentir l'élaboration des politiques environnementales qui ont pris la forme de la défense du laisser-faire climatique. Cette relation d'affaires entre l'IEDM et l'industrie pétrolière mérite d'autant plus de retenir l'attention que l'on sait maintenant que les entreprises les plus importantes de l'industrie pétrolière mondiale ont gardé secrètes leurs propres études attestant depuis les années 1970 et 1980 de la contribution des combustibles fossiles au réchauffement climatique (Franta, 2018). C'est bien pour cette raison que Christophe Bonneuil et ses co-auteurs parlent de « duplicité » (Bonneuil *et al.*, 2021), c'est-à-dire de double jeu de la part de ces acteurs, qui, tout en connaissant l'état des connaissances scientifiques, ont malgré tout déployé pendant plusieurs décennies un vaste réseau international de contre-expertise et de contre-recherches et pour lequel les think tanks néolibéraux ont servi d'auxiliaires.

En terminant, bien que cet OSBL soit enraciné dans le contexte canadien, l'Institut économique de Montréal représente effectivement une déclinaison locale du phénomène mondial de la politisation de la recherche qui poursuit son essor depuis les années 1970 (Fischer, 1991; Landry, 2021). En se branchant à divers secteurs économiques et philanthropiques, cette tendance internationale explique pourquoi ces organisations ont vu leur budget croître plus rapidement que celui des partis politiques (Lamy, 2019b) et

pourquoi leur performance médiatique dépasse clairement celle des universitaires (Rich, 2004).

Enfin, l'aménagement législatif contemporain, au Canada, aux États-Unis et ailleurs, a enrichi le terreau nécessaire à la réinvention des idéologies politiques et des lobbies sous une forme plus complexe et technologisée que jamais (Lamy, 2021). Cette adaptation des stratégies d'influence par les porteurs de projets politiques s'ancre dans un processus historique encore plus large qui est celui du renouvellement de l'action militante par la recherche. C'est pourquoi les nouveaux habits des entrepreneurs politiques que sont les think tanks de combat méritent d'être considérés comme un phénomène transversal pour la science politique indépendamment de sa déclinaison : en relations internationales, en politiques comparées et publiques, en histoire de la pensée et, surtout, en études des groupes de pression.

CHAPITRE 5

Vingt ans de palmarès des écoles secondaires au Québec : concurrence, hiérarchisation et ségrégation scolaire²⁵

Créé par les think tanks libertariens que sont l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal, le palmarès des écoles secondaires du Québec constitue une stratégie d'influence ascendante (bottom-up) visant à réformer le système scolaire par la base en offrant aux familles de l'information afin d'amplifier les comportements de marché en éducation. Cette étude portant sur 108 écoles de Montréal et de Laval montre que, de 2000 à 2020, les écoles faiblement cotées dans les palmarès ainsi que celles ayant décliné d'un écart-type ou plus ont connu une baisse de leur population comme le voulait la théorie économique de l'éducation sur laquelle reposent ces classements. Les données recueillies montrent que, sur vingt ans, les scores des écoles sont davantage influencés par des facteurs socio-économiques ce qui traduit une amplification de la ségrégation scolaire générée par une concentration accrue des élèves présentant des difficultés dans les mêmes établissements figurant au bas des classements.

5.1 Introduction

Calculés depuis l'an 2000 par l'Institut Fraser et l'Institut économique de Montréal (IEDM) et distribués d'abord par le magazine *L'Actualité* et ensuite par le *Journal de Montréal*, les palmarès des écoles secondaires du Québec constituent une stratégie d'influence ascendante. Ces publications annuelles accordant un rang provincial et un score aux établissements visent à entraîner des réformes des établissements et des politiques éducatives en favorisant les comportements de marché chez les familles appelées à faire le choix d'une école secondaire pour leur enfant.

²⁵ En deuxième révision dans la *Revue canadienne de science politique*.

Publiés à l'automne au moment où les écoles ouvrent les admissions, ces classements qui revendiquent un million de lecteurs ont réussi, lors de chacune de leur publication, à poser le sujet de l'éducation au Québec au point de devenir une sorte de répétition annuelle en la matière.

Depuis le premier palmarès, les opposants comme les défenseurs répètent chaque année les mêmes arguments. Les critiques font entendre que les palmarès correspondent à une publicité gratuite d'envergure nationale pour les écoles privées et publiques-sélectives qui trônent sans difficulté au sommet des classements en acceptant que les élèves les plus performants et ne jouent donc pas selon les mêmes règles que les écoles publiques régulières dont l'accès doit être universel (Chouinard, 2008; Courcy, 2009). Ceci ayant pour effet d'amplifier les inégalités en faveur des familles les mieux dotées comme en témoigne l'iniquité du taux d'accès à l'université qui est de seulement 15% pour les enfants provenant du réseau public régulier et de 60% chez ceux du privé (Kamanzi, 2019b).

Le camp des laudateurs réplique que si une famille sur cinq fait le choix de l'école secondaire privée en payant de sa poche 40% de ce qu'il en coûte à l'État, c'est parce que de réels écarts qualitatifs existent entre les établissements. La concurrence oblige les établissements à innover, ce dont on ne saurait se priver de faire dans le domaine de l'enseignement (Ouellette, 2022). Plus encore, on souligne que l'enjeu des inégalités relève avant tout du ministère de l'Éducation, pas des parents qui se soucient de la qualité de l'enseignement; les palmarès n'étant au fond qu'une production d'information présentée comme des « outils aux parents, aux enseignants, aux politiciens » (Beaulieu, 2009).

Partant du sujet éducatif, la querelle annuelle des classements se mute souvent en un débat sur les mérites des solutions émanant du privé quant aux enjeux de sociétés. Cet effet secondaire, recadrant les sujets en opposant les libertés individuelles à l'action gouvernementale, figure aussi parfaitement à l'intérieur du programme libertarien des

idéateurs des palmarès dont l'Institut Fraser et l'IEDM forment les principaux foyers au Canada depuis leur apparition.

5.2 L'histoire des palmarès : une théorie économique de l'éducation

L'éducation constitue un sujet majeur pour les fondamentalistes du marché. Un véritable corpus profond d'une cinquantaine d'années de contributions existe désormais au point où il a été possible d'écrire l'histoire de cette tradition de pensée (Currie-Knight, 2019). Dans le livre souvent présenté comme l'ouvrage le plus emblématique de la mouvance libertarienne, *For a New Liberty : the Libertarian Manifesto* l'économiste Murray Rothbard consacre un chapitre à la question de l'éducation dans lequel l'école publique est présentée comme un « vaste système d'incarcération », reposant sur des subventions « immorales » et sur une « bureaucratie dictatoriale », dont il fallait « enclencher l'abolition » (Rothbard, 1973, p. 145-173).

Plus tard, David Boas, vice-président du plus important think tank libertarien qu'est l'Institut Cato à Washington dirigeait en 1991 l'ouvrage collectif *Liberating schools*, dans lequel on proposait diverses solutions de marché appliquées à l'éducation publique comme les *profit-seeking schools*, tout en faisant rapport des privatisations de systèmes scolaires ailleurs dans le monde (Boaz, 1991).

Ce mouvement intellectuel cherchant à réformer l'éducation par la logique de l'entreprise s'observe aussi chez Milton Friedman, qui affirmait que la meilleure chose à faire avec les écoles publiques était de les privatiser : « *Public schools: make them private* » (Friedman, 1995). Selon celui qui était aussi chercheur sénior à l'Institut Hoover, non seulement les lois du marché appliquées aux écoles engendreraient une émulation organisationnelle, mais les gains d'efficacité permettraient aussi d'allouer moins de ressources collectivement à cette mission.

Au Québec, deux économistes ont été les premiers relais de ce mouvement de résistance à l'étatisation de l'éducation à la fin des années 1980. Dans le livre *Le monopole public de*

l'éducation : l'économie politique de la médiocrité, Jean-Luc Migué et Richard Marceau concluaient que face aux problèmes du système éducatif québécois (faible innovation, résultats scolaires laissant à désirer, coûts excessifs, endoctrinement de la jeunesse et expansion bureaucratique) : « la solution prometteuse [est] la présence en parallèle d'un réseau élaboré d'institutions privées [et] le recours à l'instrument somme toute exclusif du vrai progrès des institutions, la concurrence » (Migué et Marceau, 1989, p. 180).

Cette proposition de recourir aux mécanismes de marché en éducation sera aussi présente dans le livre *Étatisme et déclin du Québec : Bilan de la Révolution tranquille* (Migué, 1999, p. 59-82) qui sera le premier livre lancé par l'Institut économique de Montréal lors de son inauguration officielle en mars 1999. Soulignant que l'État échoue à tout ce qu'il entreprend (assurance maladie, éducation, retraites, culture, urbanisme), la remarque conclusive de Jean-Luc Migué – aussi Senior Fellow à l'Institut Fraser – permet d'identifier clairement le postulat idéologique de ces instituts libertariens : « l'étendue de l'intervention étatique est la mesure de l'échec de l'être humain comme animal social. [...] L'État est, comme le vol ou le crime, un mal inévitable dans les sociétés libres. À cet égard, il faut voir dans l'explosion de l'étatisme depuis quatre décennies l'expression incontestable de la faillite de nos relations humaines, de notre humanisme » (Migué, 1999, p. 232).

L'essor d'une théorie économique de l'éducation a mené, durant les années 1980 et 1990, à la popularisation d'une solution de marché connue sous le nom des « vouchers », prenant la forme de bons d'étude permettant aux familles de sélectionner l'école de leur choix sans avoir à payer directement les coûts de l'éducation.

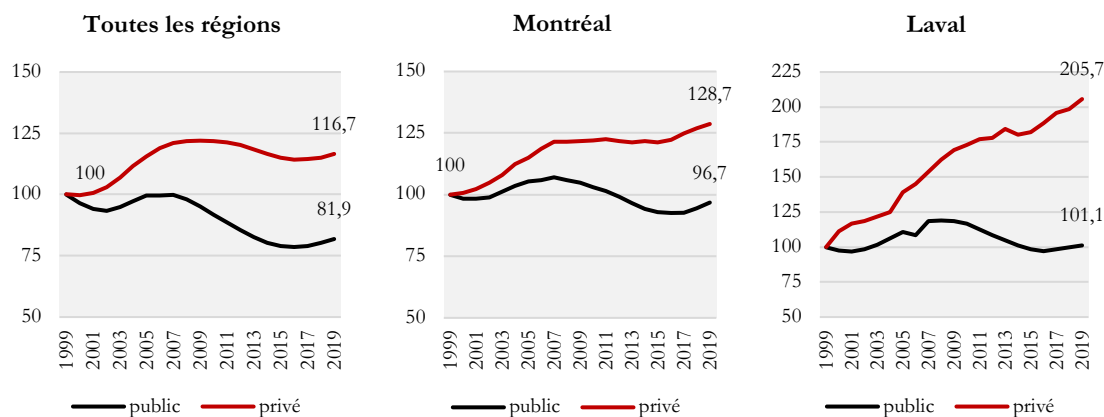
Au Québec, cette idée a été reprise pendant un temps par l'Action démocratique du Québec lors des élections de 2003 (ADQ, 2003, p. 43) et défendue par l'IEDM (Presse canadienne, 2003), mais aussi par les autres think tanks libertariens que son l'Atlantic Institute for Market Studies à Halifax, le Frontier Centre for Public Policy à Winnipeg et l'Institut Fraser à Vancouver. Néanmoins, considérant l'absence de volonté

politique en ce sens au pays, c'est une autre stratégie qui a été élaborée par des entrepreneurs libertariens depuis la fin des années 1990 afin de favoriser le développement de comportements de marché en éducation dans la plupart des provinces incluant le Québec.

Le palmarès des écoles secondaires du Québec, produit conjointement par l'Institut Fraser et l'IEDM depuis l'an 2000 et seulement par l'Institut Fraser à compter de 2008, a bénéficié dans la durée d'une collaboration des médias de masse pendant deux décennies. Deux médias québécois majeurs l'ont repris dans leurs pages. Ce fut le cas d'abord du magazine *L'Actualité* de 2000 à 2008 et du *Journal de Montréal* ensuite.

Surtout, ces classements ont été diffusés pendant une période marquée par une transformation notable de la démographie scolaire au Québec. Comme l'illustre la **figure 5.1**, dans l'ensemble des régions administratives, de l'année scolaire 1998-1999 à celle de 2018-2019, la fréquentation des écoles privées a cru de 16,7% et décliné de 19,1% dans les écoles publiques au Québec. Cet essor du réseau privé s'observe encore plus à Montréal où ses effectifs ont crû de 28,7% pendant que ceux du réseau public déclinaient de 3,3%. À Laval, les écoles privées ont plus que doublé leur population pendant que celle des écoles publiques restait la même.

Figure 5.1 Évolution relative de la population scolaire secondaire au Québec, à Montréal et à Laval de 1998-1999 à 2018-2019²⁶



Ces données montrent que des flux substantiels de populations scolaires ont lieu sur le long terme et ajoutent à la pertinence de les étudier de manière longitudinale.

5.3 Mécanismes de marché et classements des écoles

La littérature internationale souligne que l'ajout de mécanismes de marché peut avoir de réels effets sur les familles appelées à faire un choix ainsi que sur la diversité des populations fréquentant les établissements. À ce titre, plusieurs simulations informatiques et recherches empiriques montrent que plus un système éducatif est libéralisé, plus il tend vers l'inégalité : les écoles pouvant être sélectives accaparent les élèves à haut potentiel et les autres se retrouvent avec une plus grande proportion d'élèves en difficulté (Adnett *et al.*, 2002; Epple et Romano, 1998; Forsberg, 2018; Valenzuela *et al.*, 2014).

Dans plusieurs pays, des mécanismes de marché ont été implantés comme les bons d'étude. Aux États-Unis, une revue de littérature a conclu en 2009 qu'au portrait national les « vouchers » n'avaient pas d'effet significatif sur la performance des élèves (Rouse et Barrow, 2009). Concernant leurs effets sur la diversité des populations, les recherches

²⁶ Les populations des écoles secondaires privées et publiques sont ramenées à 100 pour la première année de calcul. L'année 1998-1999 a été choisie, car elle précède la publication du premier palmarès en 2000. Source : *Statistique de l'éducation*, éditions de 1999 à 2020, ministère de l'Éducation du Québec.

montrent une amplification de la ségrégation raciale, religieuse ou socio-économique dans les marchés scolaires concernés (Brandén et Bygren, 2018; Brunner *et al.*, 2010; Levin, 1998). Hormis cela, les conséquences de l'ajout de mécanismes de marché en éducation demeurent difficiles à prédire (Epple *et al.*, 2017), car elles dépendent des lois scolaires, du droit des écoles de sélectionner les élèves ou non, de leur obligation ou pas d'accueillir des élèves en difficulté, de l'hétérogénéité de la population et d'autres éléments qui influencent la concurrence entre établissements comme la quantité d'écoles et les distances géographiques. Ces variables exigent en conséquence de procéder à des études de cas localisées, comme cet article entend le faire.

En ce qui concerne les classements, leurs conséquences sont plus évidentes lorsqu'ils sont diffusés à grande échelle. Aux Pays-Bas, une étude sur les effets des classements des écoles secondaires a démontré que les écoles recevant de bons scores voyaient leurs inscriptions augmenter l'année suivante (Koning et van der Wiel, 2013). Le même phénomène a été observé au Portugal, avec des effets amplifiés sur les écoles privées (Nunes *et al.*, 2015). En Tanzanie, les classements d'écoles montrent un effet à la hausse de leur performance, mais aussi de l'expulsion des élèves en dernière année où ont lieu les évaluations (Cilliers *et al.*, 2021). Aux États-Unis, lorsque disponibles, les informations liées à la performance des écoles influent sur le choix des familles en faveur de celles ayant les meilleurs scores (Hastings et Weinstein, 2008).

Au Québec, en matière de marchés scolaires, une thèse sur les processus de choix des écoles au Québec a été faite avec 27 sujets interviewés, mais n'aborde que de manière négligeable l'importance des palmarès (Castonguay-Payant, 2020). Dans un mémoire portant sur la régulation marchande portant sur quatre écoles à Montréal, l'influence des palmarès est présumée, mais pas mesurée (Desjardins, 2006, p. 22). Dans une autre thèse ayant procédé à 30 entrevues avec des parents immigrants en contexte montréalais, la place d'une école dans les palmarès figure comme premier critère lorsque vient le temps de choisir un établissement secondaire pour plusieurs familles interrogées (Grenier, 2020, p. 148). La seule recherche empirique au Québec traitant des palmarès concluait que

l'accroissement de la concurrence n'avait pas pour effet de diminuer les écarts de performances entre écoles comme l'affirment leurs défenseurs (Bélisle *et al.*, 2005), mais de les amplifier en faveur des écoles privées de 2001 à 2007 (Desjardins *et al.*, 2009). Néanmoins, cette étude ne traite pas de l'impact des scores accordés aux écoles sur la démographie des établissements ni de leurs effets sur la diversité socio-économique des élèves les fréquentant.

5.4 Question de recherche, espoirs et limites de l'étude de l'influence

En un demi-siècle d'étude du lobbying, tant de spécialistes ont mis en garde leurs contemporains quant au péril qui consiste à démontrer de manière causale une influence en politique. Dû à l'extrême difficulté qui consisterait à isoler la variable « palmarès » parmi toutes les sources d'influence de la transformation d'un marché scolaire, il convient mieux de viser une autre démonstration.

Plutôt que d'avoir cherché à démontrer l'influence d'activités de lobbying sur le gouvernement fédéral américain, la plus grande enquête à ce jour déployée par l'équipe de Baumgartner (2009) a plutôt tablé sur une formule comparative. Celle-ci consistait à étudier l'évolution des politiques publiques sur le long terme de manière à voir si certaines politiques se rapprochaient ou s'éloignaient des objectifs des lobbies, des groupes de pression ou d'influence. En s'inspirant de cette approche, il s'avère plus opportun de vérifier si le marché scolaire de Montréal et de Laval a eu tendance en 20 ans à se rapprocher du projet libertarien en éducation, c'est-à-dire celui d'un milieu scolaire où des comportements de marché décideraient du sort des établissements : les moins performants selon les palmarès subissant un déclin de leurs inscriptions au profit de leurs concurrents plus performants.

Dans un premier temps, cet article vise donc à examiner si des flux démographiques ont eu lieu dans le marché des écoles secondaires des îles de Montréal et de Laval de 1999 à 2019 en tentant de voir si une corrélation peut être établie entre le score attribué aux établissements dans les palmarès sur la durée et leur population.

Dans un deuxième temps, il est question de vérifier si d'autres flux ont amplifié la ségrégation scolaire dans les écoles en vérifiant s'il y a une concentration accrue des élèves en difficultés dans les établissements les plus faibles, ceci en procédant à la comparaison sur 20 ans des corrélations entre les données socio-économiques (taux d'élèves HDAA, taux d'élèves en retard, indices de défavorisation produits par le ministère de l'Éducation) et le score qui leur est attribué dans les classements.

Il est important ici de préciser que cet article ne vise pas principalement à offrir une contribution à la littérature traitant des inégalités scolaires québécoises déjà abondante (Kamanzi, 2019a; Laplante *et al.*, 2018; Marcotte-Fournier, 2015; Maroy et Casinius Kamanzi, 2017), mais à produire une étude à *partir des palmarès* et des informations produites par les think tanks que sont l'IEDM et l'Institut Fraser en tant que stratégie d'influence ascendante (bottom-up) fondée sur une théorie économique de l'éducation.

5.5 Hypothèse et catégories déductives

L'objectif déclaré des palmarès est de mettre en concurrence les établissements afin de favoriser l'émulation des pratiques éducatives et organisationnelles. La stratégie étant de créer un effet sur le système éducatif de façon, à ce qu'en votant avec leurs enfants, les familles engendrent une pression sur les écoles délaissées de manière à voir ces dernières se réinventer afin de renverser la situation.

Ainsi, du point de vue théorique, on peut élaborer une hypothèse générale fondée sur des flux démographiques. En consultant les indicateurs des écoles, comme le score sur 10 et le rang dans le classement, les familles qui en ont les moyens sélectionneront plus aisément les écoles mieux classées produisant ainsi avec les années des effets migratoires des écoles faiblement cotées vers les plus fortes. Ce raisonnement se formule ainsi : les écoles maintenant un faible score ainsi que celles dont le score diminue significativement dans la durée devraient voir leurs effectifs décliner; et, inversement, les écoles maintenant un score élevé ainsi que celles dont le score augmente significativement dans la durée devraient voir leurs effectifs rester stables ou croître.

Cette hypothèse à deux versants demande par déduction à créer quatre catégories d'écoles à analyser pour étudier l'évolution de leur population : 1) les écoles fortes qui restent fortes, 2) les écoles faibles qui restent faibles, 3) les écoles qui progressent; et, 4) les écoles qui déclinent.

5.6 Méthodologie et données

Si les palmarès constituent la seule stratégie d'influence ayant persisté dans la durée, leur publication a connu une irrégularité. De 2009 à 2013, les palmarès ne sont pas publiés ou partiellement publiés dû à des délais de communication des résultats trop longs de la part du ministère de l'Éducation rendant impossible la production à temps des palmarès à l'automne. Un palmarès partiel est néanmoins publié par le *Journal de Montréal* en 2010 et l'Institut Fraser a calculé rétroactivement les scores des écoles dans son palmarès de 2014. En combinant ces deux périodes, on se retrouve néanmoins avec 16 palmarès complets de 2000 à 2020 et deux périodes continues de 2000 à 2008 et de 2014 à 2020. Malgré cette discontinuité, cet article vise surtout à évaluer l'évolution des populations des établissements secondaires à Montréal et à Laval en tenant compte des effets accumulés sur 20 ans par les palmarès²⁷.

5.6.1.1 Les types d'écoles retenues

Un choix méthodologique fait par les élaborateurs des palmarès depuis leur première édition en l'an 2000 mérite d'être discuté. On peut en effet douter de la pertinence de placer dans un même classement des écoles destinées aux élèves réguliers avec d'autres ayant des vocations particulières, comme l'école Rosalie-Jeté, réservées aux filles-mères, ou des écoles comptant 100% d'élèves en retard, ou d'autres réservées aux élèves en situation d'handicap ou rencontrant des difficultés d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA). On peut aussi être sceptique de l'inclusion dans les classements de très petites

²⁷ La collaboration entre l'IEDM et l'Institut Fraser prend fin en 2008 et lors de cette année, deux palmarès sont publiés simultanément. Celui de l'IEDM paraît dans *L'Actualité* et celui de Fraser dans le *Journal de Montréal*. Cette étude contient les données du classement de 2008 de l'Institut Fraser, car l'IEDM ne publiera plus de palmarès après cette date. Toutefois, il est à noter que les scores et les rangs des écoles sont très similaires dans ces classements simultanés.

écoles religieuses (pour enfants juifs, adventistes, évangéliques, musulmans ou arméniens) qui ne sont pas ouvertes aux enfants des autres religions.

Pour cette étude, il a donc été décidé de limiter le marché scolaire étudié en fonction de ces contraintes objectives en excluant les établissements à statut particulier que sont les écoles réservées aux raccrocheurs, celles dédiées aux élèves HDAA, ainsi que les écoles religieuses, puisqu'ils constituent des marchés distincts.

Aussi, plusieurs choix méthodologiques ont dû être faits afin d'assurer la qualité de la comparaison. De 1999 à 2019, dû à l'évolution de leur démographie, des commissions scolaires ont procédé à quelques fusions d'écoles²⁸. Pour tenir compte de ces changements, les populations des écoles fusionnées ont été combinées rétroactivement et les scores – et autres données – ont aussi été ajustés de manière pondérée en tenant compte du nombre d'élèves de chaque établissement. Également, quelques écoles ont été inaugurées quelques années après le premier palmarès et y ont été évaluées de manière continue par la suite. Elles sont donc intégrées à l'analyse²⁹. Aussi, toutes les écoles ayant une durée de vie trop courte ou présentant des résultats inconsistants ont été écartées, c'est souvent le cas des écoles de petite taille n'ayant pas suffisamment d'élèves de 5^e secondaire pour figurer chaque année dans le palmarès.

Une fois ces choix méthodologiques faits, il reste, à Montréal et à Laval, 108 écoles secondaires ayant été évaluées de manière continue dans les palmarès et qui s'avèrent pertinentes pour la présente étude. Mais avant de discuter des résultats, un commentaire s'impose quant à la valeur des informations produites dans les palmarès.

²⁸ À Montréal, en 2000, Dorval fusionne avec Jean-XXIII; aussi en 2000, Father Macdonald fusionne avec LaurenHill Academy; en 2001, Outremont fusionne avec Paul-Gérin-Lajoie; en 2002, Bishop Whelan fusionne avec Lachine High School et deviennent Lakeside Academy. À Laval, Western fusionne avec Laval Liberty en 2005, qui fusionnera ensuite avec Laurier Senior en 2015.

²⁹ C'est le cas de l'École d'éducation internationale de Laval fondée en 2000, de Robert Gravel en 2001, de Kuper Academy fondé en 2003 et de Daniel Johnson en 2006.

5.7 Commentaire sur la valeur des scores des palmarès

Si les palmarès sont le résultat de calculs solidement construits du point de vue mathématique, une critique mérite cependant d'être soulevée et renvoie à l'inadéquation entre l'ambition recherchée et l'information offerte aux familles. Cette incongruité se résume par la volonté de l'Institut Fraser et de l'IEDM d'évaluer les écoles ayant les meilleures pratiques pédagogiques en leur attribuant des scores; or, aucune donnée n'est disponible quant à la persévérance scolaire, spécialement celle des élèves en difficulté nécessitant un suivi pédagogique. Il n'est pas davantage question du progrès des élèves au courant d'une année ou de leur scolarité complète. Ce faisant, les palmarès évaluent seulement les élèves qui arrivent à l'examen final de juin de la cinquième année et rien d'autre. Il n'est pas non plus mention du taux d'expulsion des élèves plus faibles pour une cuvée d'élèves d'une même école entre la 1^{re} et la 5^e secondaire. Ceci a pourtant un effet évident sur le taux de réussite et les moyennes liées aux écoles lors des épreuves de fin d'année de 5^e secondaire et donc sur les scores attribués aux écoles.

Plutôt que d'être un classement des meilleures pratiques pédagogiques, les palmarès permettent donc avant tout d'identifier les écoles dans lesquelles se trouvent les meilleurs élèves ayant fait les examens ministériels de cinquième secondaire.

5.7.1 Des indices d'un effet Goodhart liés aux palmarès

La mesure de performance est un enjeu discuté depuis longtemps dans le champ scientifique. Les spécialistes de ce sujet évoquent un même écueil, que Steve Jacob résumait en 2009 dans un numéro thématique consacré aux palmarès des écoles secondaires : « la principale critique à l'encontre des systèmes de gestion de la performance porte sur la simplification de la réalité qu'ils induisent et la survalorisation d'une approche quantitative des interventions publiques » (Jacob, 2009).

Ce risque de déformation généré par des indicateurs de performance chiffrés a été surnommé depuis les années 1980 comme l'effet Goodhart voulant que « When a measure becomes a target, it ceases to be a good measure » (Strathern, 1997, p. 308). Selon les mots

de son auteur, le problème des mesures de performance se formule ainsi « Any observed statistical regularity will tend to collapse once pressure is placed upon it for control purposes » (Goodhart, 1981, p. 116). Ce principe d'observation a aussi été discuté par Donald T. Campbell durant les années 1970 alors que les évaluations de performance se multipliaient : « The more any quantitative social indicator is used for social decision-making, the more subject it will be to corruption pressures and the more apt it will be to distort and corrupt the social processes it is intended to monitor » (Campbell, 1979).

Ailleurs dans le monde, l'effet Goodhart s'applique bel et bien aux classements d'écoles, comme au Royaume-Uni, où il ne se passe pas une année sans que des scandales soient révélés dans les médias (Hayes, 2012). Lors d'une année, les résultats de 37 écoles ont été annulés dû à des cas de tricheries organisés par leur personnel administratif (Harding, 2015). La pression exercée par les palmarès britanniques (« league tables ») étant directement mis en cause (Tait, 2018). Même les enquêtes PISA de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont fait l'objet de stratégies de déformation de la part de la Chine en 2018 (Gruijters, 2020; Strauss, 2019).

Sans que cet article vise à vérifier à quel point les palmarès du Québec sont touchés par le phénomène décrit par Goodhart et Campbell, plusieurs indices permettent de présumer que c'est bien le cas.

Une enquête du journal *La Presse* avait révélé que 40 écoles privées du Québec voyaient plus de 10% de leurs élèves inscrits en 1^e année ne pas franchir la 5^e année dans le même établissement, neuf établissements en perdant même plus de 40% (Allard, 2009). On pouvait aussi lire que « Au total, 19 000 élèves sont entrés en première secondaire dans une école privée en 2003, au Québec. Le taux de rétention de l'ensemble des collèves, quatre ans plus tard, était d'à peine 71%. Seuls 13 500 des 19 000 élèves du privé fréquentaient le même établissement en 2007. » (Allard, 2009)

Des cas rapportés dans les journaux racontent, par exemple, l'expulsion d'élèves du collège Sainte-Anne de Lachine, dont le score passe de 8,4/10 à 9,6/10 en 20 ans, pour les élèves qui maintenaient une moyenne scolaire inférieure à 67% (Lacoursière, 2009). On évoque aussi des tactiques administratives employées dans des collèges privés afin d'améliorer leur score et rapportées par des intervenants du milieu scolaire : « certains collèges font même passer les examens de fin d'année au mois d'août plutôt qu'au mois de juin aux élèves les plus faibles, pour éviter de faire baisser leur moyenne générale » (Lacoursière, 2009).

Par ailleurs, si pour l'ensemble, les palmarès offrent une information techniquement solide et produite systématiquement à l'aide des données ministérielles, on retrouvera quelques curiosités dans divers palmarès. Par exemple, dans celui de 2015, sans explication, le Collège Saint-Louis comptant habituellement 950 élèves et dont la cote varie en 20 ans de 9,3/10 à 10/10 n'est pas inclus dans le classement et les palmarès successifs ne reviennent pas sur cette absence.

Également, en constatant quelques notes de précisions intégrées dans les documents, on remarque que certaines écoles écrivent directement aux producteurs des palmarès pour leur mentionner que certains résultats de leurs élèves aux examens de fin d'année sont contestés auprès du ministère. C'est le cas du Collège Charlemagne (dont la cote varie jusqu'alors de 9,7/10 à 10/10) dans le palmarès de 2005 qui a droit à une précision de deux lignes à ce titre (Kozhaya et Cowley, 2005, p. 48). On comprend, à la lumière de ces ajouts au contenu des classements, que certaines écoles s'empressent de demander une révision des résultats au ministère de l'Éducation et en avisent les producteurs des palmarès; ce que d'autres ne font pas.

Aussi, on lit dans le palmarès de 2001 qu'il peut arriver que les producteurs des classements suppriment des informations y figurant en leur substituant la mention « n.d. », ceci « pour des raisons de confidentialité » (Marceau *et al.*, 2001, p. 18). Sans donner plus de détails, on présume que ceci ne concernait pas les résultats des élèves,

mais le revenu familial moyen par école, dont plusieurs montants commencent à ne plus être affichés à partir du deuxième palmarès comme ce sera le cas du collège Jean-de-Brébeuf souvent classé au tout premier rang. Ces indices montrent que les producteurs des palmarès ont entretenu des communications avec des écoles qui se souciaient de leur intérêt et de leur image de marque. Aucun registre de ces communications n'est rendu public jusqu'à aujourd'hui, ce qu'une démarche scientifique aurait pourtant rendu pertinent; en permettant aux observateurs externes, par souci de transparence, de juger de la nature de ces communications.

Plus globalement, en termes d'éthique de la recherche, l'Institut Fraser et l'IEDM – dont les sources de financement demeurent secrètes – ont-ils pour politique de n'accepter aucun fonds des écoles figurant dans les palmarès? Aucune mention n'est faite à ce sujet en 20 ans de palmarès. Il est pourtant connu que l'Institut Fraser s'est placé en conflit d'intérêts flagrant par le passé après avoir sollicité et obtenu directement des fonds de l'industrie du tabac durant les années 1990 et 2000 afin de contredire par leur recherche les effets scientifiquement démontrés de la fumée secondaire sur la santé (Gutstein, 2009, 2014a).

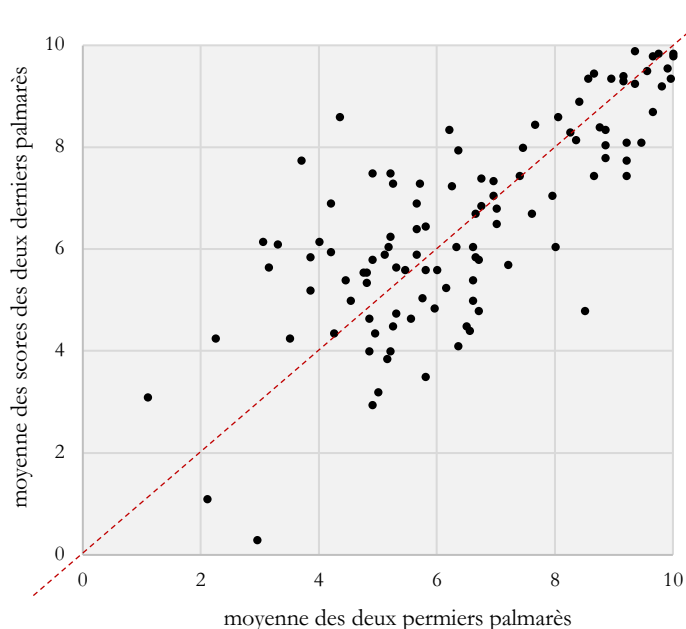
Ces critiques s'ajoutent aux nombreuses autres d'ordre méthodologique produites en science de l'éducation déjà publiées depuis 20 ans au sujet de ces palmarès (Blais *et al.*, 1999; Lessard *et al.*, 2009; Raptis, 2012). En conséquence, bien que la présente étude repose sur les effets des scores attribués aux écoles par les palmarès, elle ne constitue pas une caution de leur valeur d'un point de vue scientifique.

Une fois ces critiques prises en compte, il reste que les palmarès visent à influencer le comportement par la production d'information et qu'il demeure pertinent de chercher à voir si le marché scolaire visé évolue dans le sens du programme politique de ces think tanks libertariens.

5.8 Résultats

Une analyse comparant le score moyen des deux premiers palmarès (2000 et 2001) avec ceux des deux derniers (2019 et 2020) montre qu'il y a en effet évolution des scores des écoles sur la durée. Sur la **figure 5.2**, toutes les écoles représentées par un point situé au nord de la diagonale ont vu leur score s'améliorer et inversement pour celles situées au sud.

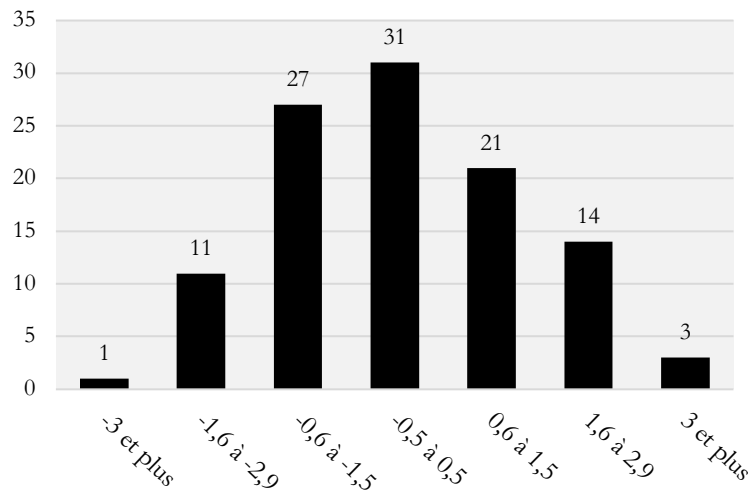
Figure 5.2 Nuage de points comparant les scores moyens des écoles lors des deux premiers et des derniers palmarès disponibles (N =108)³⁰



Une analyse de fréquence illustrée par la **figure 5.3** montre l'amplitude de l'évolution des scores sur la durée. Si 31 écoles ont sensiblement le même score (variant à la hausse ou à la baisse de 0% à 5%), 48 écoles ont vu le leur évoluer modérément de 6% à 15%, 25 écoles ont évolué de manière marquée de 16% à 29%; et, 4 ont progressé ou décliné de façon exceptionnelle de 30% ou plus.

³⁰ Quatre écoles sont inaugurées après les premiers palmarès de 2000 et 2001, dans ces cas, ce sont les deux premières années de parution dans les palmarès qui ont été utilisées. Ceci s'applique aussi aux calculs ci-après.

Figure 5.3 Fréquence de l'évolution des scores des écoles sur 20 ans (N = 108)

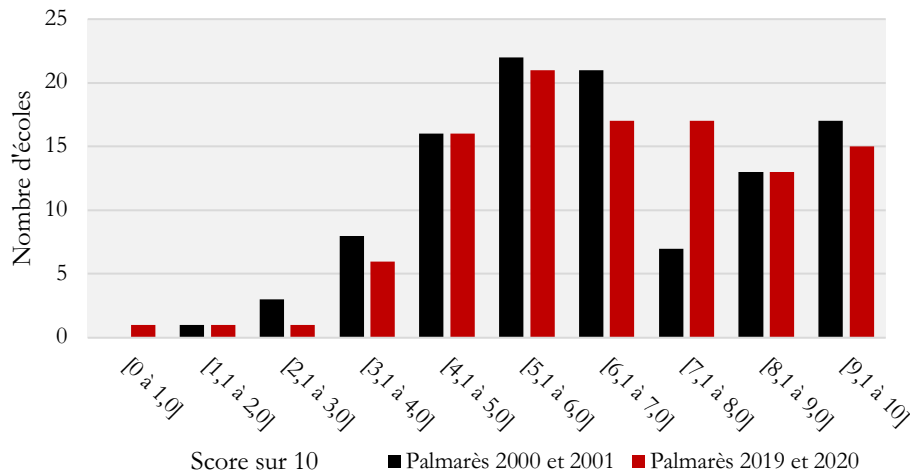


5.8.1 Évolutions démographiques

Cette étude vise donc à vérifier si des liens peuvent être établis entre les scores attribués aux écoles dans les palmarès et leur démographie, ceci en les rangeant dans les quatre catégories élaborées plus haut : 1) les écoles qui restent fortes, 2) celles qui restent faibles, 3) celles qui progressent; et, 4) celles qui déclinent.

Pour définir les catégories d'écoles fortes et faibles, il a été décidé de les classer en trois tiers (fortes, moyennes et faibles). Comme l'illustre la **figure 5.4**, en ayant exclu les écoles réservées aux élèves en retard et HDAA, dont la performance est très faible, on remarque que très peu d'écoles régulières reçoivent un score inférieur à 3/10.

Figure 5.4 Comparaison de la fréquence des scores des écoles en fonction des deux premiers et derniers palmarès (N=108)



En conséquence, il a été décidé de répartir les écoles en tenant compte de cette distribution des scores à partir des seuils listés dans le **tableau 5.1**.

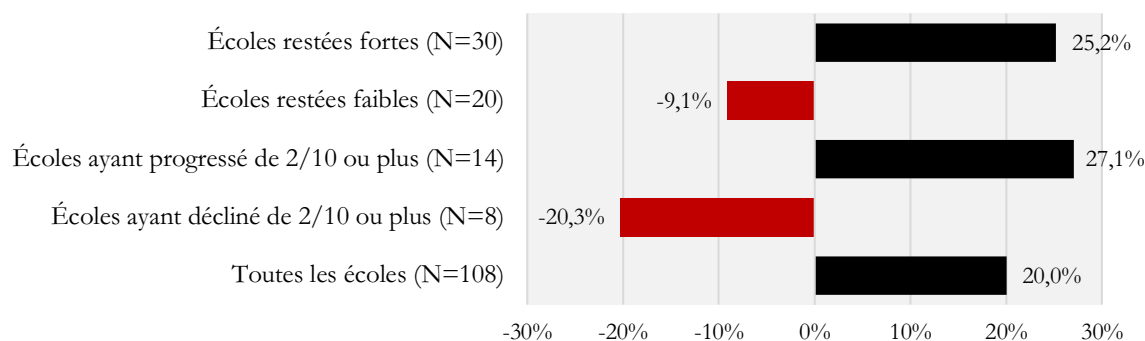
Tableau 5.1 Barèmes de classification des catégories d'écoles

Catégorie d'école	Score	Palmarès 2000 et 2001	Palmarès 2019 et 2020
Forte	de 7,6 à 10	N = 34	N = 33
Moyenne	de 5,5 à 7,5	N = 36	N = 44
Faible	de 0 à 5,4	N = 38	N = 31

Ensuite, en 20 ans de palmarès, l'écart-type des scores reste stable (2/10), dû à la standardisation à laquelle procède les élaborateurs de palmarès. Il a donc été décidé de définir à un écart-type le seuil nécessaire pour considérer qu'une école progresse ou décline de manière significative. Ainsi, 14 écoles ont progressé d'un écart-type ou plus et 8 ont décliné d'une même mesure.

Ensuite pour qu'une école reste forte ou faible, il a été défini qu'un établissement devait figurer dans la même catégorie dans au moins 80% des palmarès. Tous ces paramètres donnent les résultats illustrés à la **figure 5.5**.

Figure 5.5 Évolution moyenne de nombre d'élèves par écoles, selon les catégories retenues



Ces résultats montrent que les familles de Montréal et de Laval agissent dans le sens des informations produites par les palmarès concernant les écoles restées faibles (- 9,1%) ou ayant décliné de 2/10 ou plus (- 20,3%). L'effet démographique est moins observable quant aux écoles qui sont restées fortes (+25,2%) ainsi que celles ayant progressé de 2/10 ou plus (+27,1%), bien que ces chiffres soient supérieurs à l'évolution démographique de l'ensemble des écoles de Montréal et de Laval retenues pour cette étude (+20,0%).

5.8.2 Données socio-économiques

L'autre pan de cette étude vise à évaluer si d'autres flux, liés aux caractéristiques des élèves, ont eu lieu entre écoles. Trois types de données permettent de vérifier si l'évolution des scores en 20 ans de palmarès peut s'expliquer par une ségrégation croissante des populations dans les écoles. Ces données sont, par école : 1) le taux d'élèves HDAA, 2) le taux d'élèves en retard; et, 3) les indices de défavorisation.

5.8.2.1 Élèves HDAA

Depuis l'année 2000, le ministère calcule le taux d'élèves HDAA dans les écoles publiques³¹. En comparant les données des palmarès de 2001 et de 2002 avec celles de 2019 et 2020, on constate une croissance notable de la relation entre le taux d'élèves HDAA dans les écoles publiques de Montréal et de Laval et leur score dans les palmarès. Comme

³¹ Les données concernant les élèves HDAA dans les écoles privées ne sont systématiques que depuis 2013 et cela rend impossible la comparaison sur deux décennies avec les écoles publiques.

le montre le **tableau 5.2**, le score des écoles montrait déjà une forte corrélation inverse en 2001/2002 ($r = -0,55$) et cette relation s'est amplifiée de manière évidente en 2019/2020 ($r = -0,84$).

Tableau 5.2 Coefficient de corrélation entre le score des écoles des écoles publiques et leur taux d'élèves HDAA de Montréal et de Laval.

Score / taux d'élèves HDAA	Données des années	Coefficient de corrélation	Valeur P	N
Écoles publiques seulement	2001 et 2002	-0,5498304	< 0,00001	71
	2019 et 2020	-0,8423507	< 0,00001	72

Ces résultats signifient qu'il y a en effet un lien maintenant évident entre le score affiché dans les palmarès et le nombre d'élèves HDAA dans les écoles publiques. Plus encore, ces données permettent même de remettre en question la valeur intrinsèque des palmarès, car avec une telle corrélation les scores n'évaluent pas tant la performance des écoles publiques que le nombre d'élèves en difficulté qu'elles accueillent.

5.8.2.2 Élèves en retard

Comme l'illustre la **figure 5.3**, l'évolution est similaire, mais avec moins d'évidence, lorsqu'on se penche sur le taux d'élèves en retard dans les écoles. À ce titre, les données des écoles privées sont aussi disponibles depuis 2001.

Tableau 5.3 Coefficient de corrélation entre le score des écoles et leur taux d'élèves en retard, écoles publiques et privées de Montréal et de Laval

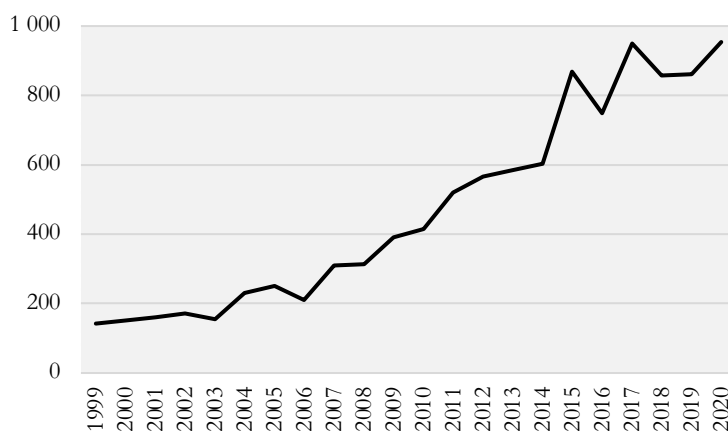
Score / taux d'élèves en retard	Données des années	Coefficient de corrélation	Valeur P	N
Écoles publiques et privées	2001 et 2002	-0,6984426	< 0,00001	106
	2019 et 2020	-0,7766234	< 0,00001	108
Écoles publiques seulement	2001 et 2002	-0,5278499	< 0,00001	71
	2019 et 2020	-0,7116038	< 0,00001	72

On voit ainsi que ces deux premiers facteurs socio-économiques évoluent dans le même sens qui est celui d'une ségrégation croissante où les élèves en difficulté se concentrent davantage en 20 ans dans les écoles situées au bas des palmarès.

5.8.2.3 Indices de défavorisation

Plusieurs données permettent de constater que la logique économique a davantage pénétré dans le *modus operandi* des écoles publiques. En 20 ans, afin d'être plus compétitives, une quantité d'écoles publiques ont innové en termes de stratégies de recrutement et de rétention des élèves performants. Ceci peut s'observer par la croissance en popularité des projets pédagogiques particuliers (PPP) prenant la forme d'arts-étude, de sport-étude, de baccalauréat international ou de profil avec concentrations diverses. Comme l'illustre le **figure 5.6**, une requête dans la base de données EUREKA incluant tous les médias au Québec montre la progression continue de ce sujet, passant de 142 documents en faisant mention 1999 à 954 en 2020.

Figure 5.6 Nombre de documents traitant des projets pédagogiques particuliers dans les médias écrits du Québec de 1999 à 2020³²



Cette augmentation des PPP dans les écoles secondaires s'est traduite par une hausse des critiques quant à l'accessibilité et la gratuité des écoles publiques, car certains projets imposaient des critères d'admission ou exigeaient des frais d'inscription.

³² Données de la base de données EUREKA, tous les médias du Québec. Termes de recherche avec leur variante au pluriel : projet pédagogique particulier, programme arts-étude, programme sport-étude, baccalauréat international. Date : du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2020. Requête faite le 4 décembre 2023.

La situation ayant à ce point évolué en deux décennies que le ministère de l'Éducation a été pressé d'entreprendre une recension en 2019 de tous les PPP, avouant ne pas savoir combien il y en avait et quels étaient les coûts pour les parents dans le système scolaire public (Radio-Canada, 2019). Publié en 2021, le rapport de cette enquête nous informait que 34% des écoles publiques primaires et secondaires offraient des PPP. De cela, 75% de ces projets exigeant des frais aux parents, ce qui concernait un total 153 812 élèves pour l'année 2019-2020.

Ce genre d'innovation pédagogique peut avoir une incidence sur la diversité des populations fréquentant les établissements publics en attirant les élèves capables de franchir l'étape de sélection dans les écoles publiques offrant des PPP et en repoussant d'autres élèves de familles défavorisées ne pouvant défrayer leurs coûts vers les écoles n'offrant qu'un programme régulier.

Deux indices permettent de vérifier s'il y a ségrégation accrue des populations scolaires selon des facteurs socio-économiques au rythme où les palmarès amplifiaient la concurrence entre établissements. Disponibles seulement pour les écoles publiques, l'*indice du milieu socio-économique* (IMSE) et l'*indice du seuil de faible revenu* (ISFR)³³ par école montrent des corrélations inverses lorsqu'on les compare aux scores attribués dans les palmarès, et celles-ci s'amplifient avec les années dans les écoles publiques de Montréal et de Laval retenues dans cette étude tel que le montre le **tableau 5.4**.

³³ Le ministère de l'Éducation définit ainsi ces deux indicateurs de défavorisation. L'indice du milieu socio-économique par école « est constitué de la proportion des familles avec enfants dont la mère n'a pas de diplôme, certificat ou grade (cette variable représente les deux tiers du poids de l'indice) et de la proportion de ménages dont les parents n'étaient pas à l'emploi durant la semaine de référence du recensement canadien (cette variable représente le tiers du poids de l'indice) » et l'indice du seuil de faible revenu par école « est défini comme le niveau de revenu selon lequel on estime que les familles consacrent 20 % de plus que la moyenne générale à la nourriture, au logement et à l'habillement. Il fournit une information qui sert à estimer la proportion des familles dont les revenus peuvent être considérés comme faibles, en tenant compte de la taille de la famille et du milieu de résidence (région rurale, petite région urbaine, grande agglomération, etc.) ». Cf. Québec. (2003). *Indice de milieu socio-économique par école Données 2002-2003*.

Tableau 5.4 Corrélation entre les indices des défavorisations des écoles publiques et leurs scores moyens de 2003 et 2004 et en 2018 et 2019³⁴

Relation testée	Données des années	Coefficient de corrélation	Valeur P	N
Score / ISFR	2003 et 2004	-0,3489077	< 0,01	71
	2019 et 2020	-0,4386478	< 0,01	72
Score / IMSE	2003 et 2004	-0,4173518	< 0,01	71
	2019 et 2020	-0,5148394	< 0,00001	72

Sur deux décennies, on constate donc que toutes les données socio-économiques disponibles (élèves HDAA, en retard et indices de défavorisation) montrent une amplification de leur corrélation avec les scores obtenus dans les palmarès. L'accroissement des comportements de marché s'est donc fait dans le sens d'une ségrégation des populations scolaires à Montréal et à Laval sur la durée.

5.9 Conclusion

En 2000, l'IEDM, l'Institut Fraser et leur diffuseur le magazine *L'Actualité* prétendaient que la concurrence générée par les palmarès se ferait dans l'intérêt des écoles, des élèves et de la société. Force est de constater que la compétition s'est bel et bien amplifiée, mais qu'elle a avant tout eu pour effet d'enclencher des flux démographiques entre les écoles selon des caractéristiques socio-économiques.

Il était improbable que les résultats de cette étude contredisent le sens des conclusions établies dans la littérature internationale concernant les effets des mécanismes de marché en éducation ainsi que celles traitant des inégalités scolaires croissantes au Québec.

Sans qu'on puisse établir de relation de cause à effet entre les palmarès et le phénomène observés, on peut conclure que les organisations libertariennes que sont l'Institut Fraser et l'IEDM ont de quoi se réjouir de cette évolution des comportements observable chez les familles de Montréal et de Laval.

³⁴ 2003 est la première année où le ministère de l'Éducation rend disponible l'indice du seuil de faible revenu pour les écoles du Québec.

Non seulement la population des écoles secondaires privées a progressé plus rapidement que celle des écoles publiques, mais l'amplification des comportements de marché s'est faite en défaveur des écoles qui sont restées au bas du classement, ainsi que de celles dont le score a décliné significativement en 20 ans, tel que cela figurait parmi leurs objectifs.

Si l'influence des pratiques pédagogiques sur les scores attribués aux écoles demeure une allégation de la part des élaborateurs des palmarès, les données analysées dans le présent article montrent toute l'influence des conditions des facteurs socio-économiques sur le score des écoles. Ces informations sont telles que cela fait des classements de l'Institut Fraser un palmarès socio-économique des écoles avant tout autre chose.

Malgré l'évidence des résultats présentés, la principale question demeure. La ségrégation des populations entre écoles et le maintien des élèves HDAA hors des écoles plus performantes sont-ils influencés de manière déterminante, modérée ou légère par les palmarès?

S'il n'est pas davantage possible de répondre à ces questions aujourd'hui, d'autres études pourraient nous en apprendre davantage, spécialement des études qualitatives réalisant des entrevues avec des administrateurs scolaires afin de voir comment les écoles ont adapté leur comportement en fonction des classements annuels. Aussi, il serait intéressant de produire des analyses géomatiques, car plusieurs concurrences frontales semblent jouer très en faveur des écoles privées ou internationales lorsqu'elles sont à proximité d'autres écoles publiques. Aussi, lorsque la compétition est faible, surtout en dehors des grandes villes, il serait pertinent de mesurer si les écoles isolées s'en tirent mieux ou moins bien, de manière à pouvoir tester directement la théorie économique de l'éducation sur laquelle repose l'idée d'une émulation par la concurrence.

Au rythme où progresse la logique économique en éducation, de plus en plus d'élèves en difficulté deviennent des clientèles non rentables pour les établissements se souciant de leur performance et de leur position dans les palmarès. Agissant comme une force

centripète, ces élèves en difficulté se retrouvent dans les seules écoles publiques obligées de les accepter et cela entraîne un dévoiement de la mission de ces écoles de quartiers défavorisés qui se retrouvent indirectement à compter une majorité d'élèves HDAA ou en retard alors qu'elles n'en ont pas la vocation et n'ont pas suffisamment de ressources pour répondre à tous ces besoins. Tout indique que ces écoles publiques des quartiers défavorisés ne peuvent tout simplement pas faire face à la concurrence et les mécanismes de marché agissent sur elles tel un gouffre permanent obligeant dès lors l'État à intervenir pour remédier à la situation.

Enfin, en ce qui concerne les études d'influence, le présent article demeure la seule initiative ayant cherché à évaluer les stratégies des think tanks en allant au-delà de leur pénétration dans les médias, dans les réseaux sociaux et de leurs mentions dans les parlements (Abelson, 2018; Claveau *et al.*, 2022; Lamy, 2019d; Noyer, 2021; Savard-Lecomte, 2009) ou des liens entre leur type de financement et leurs affinités politiques (Lamy, 2019b; McLevey, 2014; Yates et Turgeon, 2022). Au Canada, les palmarès des écoles semblent bien être la seule initiative ayant généré des résultats concrets, qui vont au-delà des prétentions et des allégations d'influence.

À ceci il faut ajouter la nature peu dispendieuse de la production des palmarès. Ceux-ci ne demandent que deux chercheurs par édition qui n'y consacrent pas une année à temps plein pour le marché du Québec. Il est difficile de trouver une stratégie d'influence générant autant de couvertures médiatiques à chaque édition dans le champ des think tanks, mais aussi plus largement par tout le champ des groupes de pression canadiens.

À ce titre, nous avons bien une preuve que la recherche militante et non scientifique peut avoir un effet direct et concret sur les institutions.

CHAPITRE 6

L'Institut économique de Montréal contre l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques : les usages stratégiques de la recherche engagée à l'Assemblée nationale du Québec (1999-2022)³⁵

Malgré la profondeur du clivage qui les divise, tous les think tanks affirment être à la défense de l'intérêt général et tiennent à se présenter comme des organismes visant à orienter l'élaboration des politiques en éclairant la population et les élites par la production de recherches traitant des enjeux de société. En conséquence de ces intentions partagées, comment doit-on interpréter les débats permanents qui animent ces formations lorsqu'il est question des politiques publiques ? Y aurait-il dans un camp de réels scientifiques et dans l'autre de vulgaires charlatans cherchant à tromper le public comme sauraient le faire des mercenaires de l'information qui ont appris à jongler avec les faits?

Il vaut mieux interpréter le dissensus persistant qui s'exprime entre les think tanks de combat comme le résultat de la politisation de l'expertise (Fischer, 1991) et par la construction de foyers de contre-expertises sur les politiques publiques (Plehwe, 2015). À ce titre, le militantisme par la recherche, tel qu'il s'observe dans ces regroupements de chercheurs politisés, forme l'incarnation la plus évidente de ce phénomène dans le monde contemporain.

En conséquence, cet article propose de mesurer un segment du phénomène de la politisation de la recherche au Québec à l'aide de deux comparaisons. La première repose sur l'analyse des usages qui sont faits à l'Assemblée nationale du Québec des deux think

³⁵ Paru dans le livre *Démocratie et politiques publiques*, dirigé par Jérôme Couture et Steve Jacob aux Presses de l'Université Laval en 2019. Le présent texte ajoute six ans de données parlementaires, dont une députation plus importante de Québec solidaire ainsi qu'un changement notable en termes de position socio-économique observé au Parti libéral du Québec depuis l'arrivée de Dominique Anglade en tant que cheffe de parti. S'ajoute aussi une comparaison avec les commentateurs politiques et les chaires de recherches universitaires sur la même période à l'Assemblée nationale du Québec.

tanks de combat québécois les plus médiatisés que sont l'Institut économique de Montréal (IEDM) et l'Institut de recherches et d'informations socio-économiques (IRIS). Cette première mesure concerne l'emploi qui est fait de ces deux laboratoires d'idées à l'Assemblée nationale lors des débats en chambre, des commissions parlementaires et des points de presse des élus.

Ensuite, la nature de ce rapport avec ces deux organisations rivales sera comparée avec la relation que les élus entretiennent avec une organisation de recherche apolitique – l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) – dans le but de voir si les contenus produits par les think tanks militants ont réussi à s'insérer dans les débats parlementaires de la même manière que les faits produits par une entité publique dont c'est le mandat explicite.

6.1 L'influence par la recherche, hors de l'université, de l'État et des partis

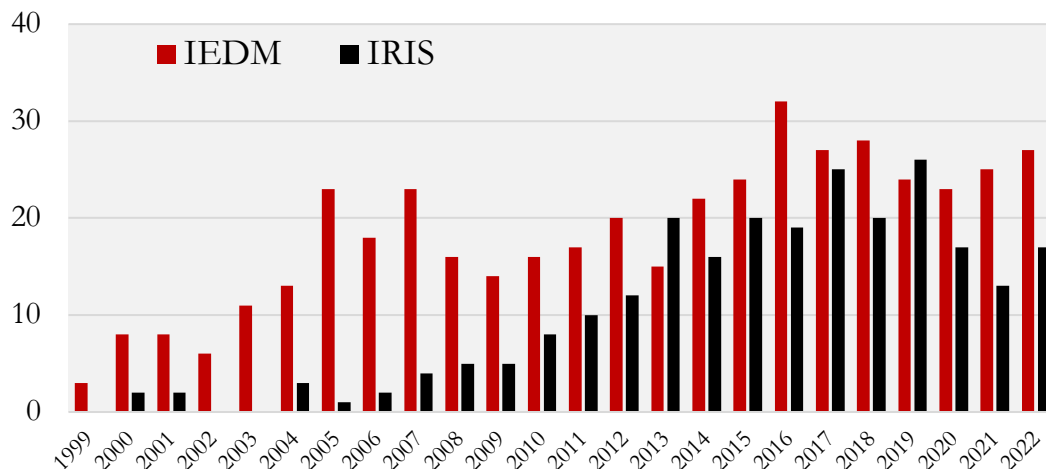
Le vocabulaire élaboré dans le champ d'études des groupes de pression et d'intérêts colle parfaitement au comportement des think tanks militants que sont l'Institut économique de Montréal (IEDM) et l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). Quel qu'en soit la formule, comme « entrepreneurs en politiques publiques » (Kingdon, 1984), « acteurs programmatiques » (Genieys et Hassenteufel, 2012) ou « entrepreneurs idéologiques » (North, 2005), ces organisations de recherche engagée se reconnaissent effectivement par leur ambition qui est de contribuer à l'orientation générale des décisions politiques, en ciblant des politiques précises, en contribuant à l'évolution du climat des idées ou plus largement en participant aux transitions du paradigme des politiques publiques (Hall, 1993; Jobert, 1992).

Plusieurs think tanks militants ont été particulièrement actifs dans les dernières décennies lors de moments de transitions notables de l'action gouvernementale. Par exemple, Heritage foundation et Adam Smith Institute se sont fait connaître comme des auxiliaires servant à promouvoir par la recherche la transition néolibérale sous Ronald Reagan (Smith, 1993a) et Margaret Thatcher (Denham, 1996). Aux États-Unis, le rôle du Project for a New American Century dans l'évolution vers des politiques étrangères

néoconservatrices menant, entre autres, à l'intervention en Irak est aussi connu dans le champ d'études des groupes d'influence (Altheide et Grimes, 2005). Au Canada et aux États-Unis, des organisations de recherches financées par le secteur des hydrocarbures ont servi de pourvoyeurs d'expertise et de contenu dans les coalitions d'intérêts ayant mené au démantèlement de politiques climatiques par les gouvernements de Stephen Harper et Donald Trump (Boykoff et Farrell, 2019; Farrell, 2019; Gutstein, 2014b). Ces liens de collaboration s'observent par ailleurs par des flux de personnels, appelés portes tournantes, entre des partis et think tanks animés par les mêmes orientations idéologiques aux États-Unis (McGann, 2016), au Canada (Yates et Turgeon, 2022), mais aussi au Québec (Lamy, 2019b).

Pour contribuer aux transitions d'idées et de politiques, qu'elles soient lentes ou accélérées, les think tanks s'adonnent à diverses activités, dont la principale est de produire des informations – sous la forme d'étude, de recherche, de rapport, de palmarès – afin de mettre des idées à l'agenda des partis ou dans le but de susciter l'intérêt et l'attention sur des enjeux spécifiques. Surtout, leur objectif est de permettre à certaines idées de se tailler une place dans la discussion publique sur le court, moyen ou long terme.

Figure 6.1 Recherches originales de l'IEDM et de l'IRIS (1999-2022)

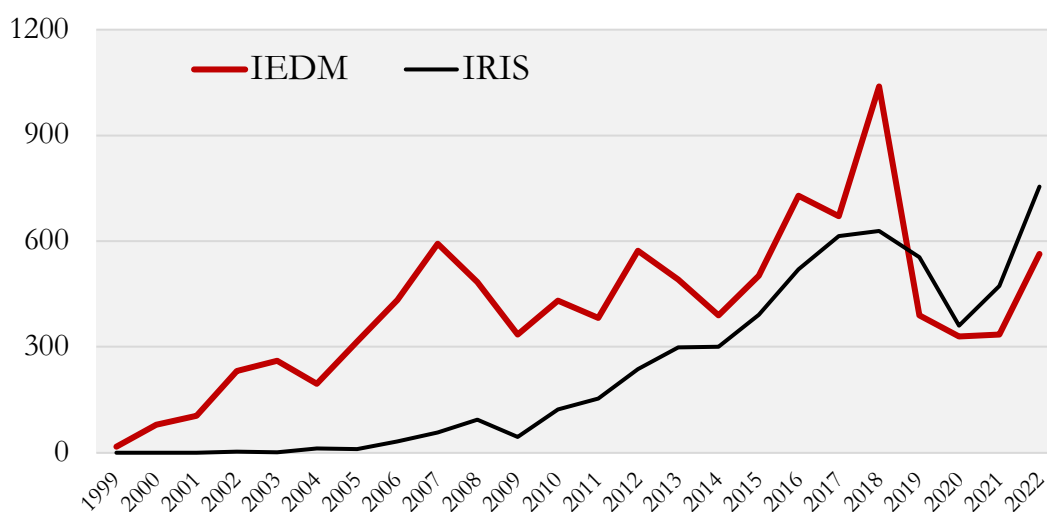


Source : sites web des organisations.

Comme le montre la **figure 6.1**, l'IEDM et l'IRIS ont visiblement investi la stratégie de

production de contenu afin d’outiller la population et les élites pour promouvoir ou critiquer des politiques publiques. C’est à partir des archives qui sont disponibles sur leurs sites Internet qu’il a été possible de comptabiliser la production de recherches originales (c’est-à-dire en excluant les tribunes, blogues, communiqués et textes d’opinion) qu’ils ont mise en circulation depuis leur fondation respective. La production de ces organisations n’est pas négligeable, on compte 247 documents pour l’IRIS et 443 pour l’IEDM de 1999 à 2022.

Figure 6.2 Documents mentionnant l’IEDM et de l’IRIS dans les médias québécois (1999-2022)



Source : EUREKA, tous les médias du Québec, requête produite le 4 décembre 2023.

Cette production de contenu trouve bel et bien écho dans l’écosystème médiatique comme l’illustre la **figure 6.2**. Sur la durée, l’IEDM compte un total de 9 876 documents médiatiques lui faisant référence et le compte est de 5 669 pour l’IRIS dont la popularité a rejoint celle des chercheurs libertariens dans les dernières années. Mais jusqu’à ce jour, si la pénétration des think tanks a été mesurée au parlement fédéral (Abelson, 2018), ce n’est toujours pas le cas de celui du Québec.

6.2 La polarisation idéologique entre l’IEDM et l’IRIS

Outre celle qui oppose le patronat et les syndicats, la dyade IEDM-IRIS forme la rivalité la plus évidente au Québec en ce qui concerne les politiques sociales et économiques. Le

clivage qui les sépare demeure facile à détecter pour tout observateur et un rapide tour d’horizon suffit pour comprendre qu’ils incarnent les deux faces de Janus de nos débats sur les politiques publiques. Alors que l’un obtient des contrats de recherche des syndicats, des associations étudiantes et des groupes environnementaux et communautaires, l’autre reçoit des fonds des entreprises privées et des fondations canadiennes et américaines cherchant à promouvoir des solutions de marché aux enjeux sociaux.

Le **tableau 6.1** ci-dessous dresse un sommaire de la polarisation observable entre les positions défendues par l’IEDM et l’IRIS depuis leur fondation sur plusieurs débats de sociétés qui ont eu lieu au Québec pendant le premier quart du XXI^e siècle.

Tableau 6.1 Position de l’IEDM et de l’IRIS concernant plusieurs politiques sociales et économiques

Sujet	IEDM	IRIS
Privatisation de la Société des alcools du Québec	Pour	Contre
Privatisation partielle ou totale d’Hydro-Québec	Pour	Contre
Hausse des droits de scolarité postsecondaires	Pour	Contre
Réduction de la dette publique du Québec	Pour	Contre
Élargissement du rôle du privé en santé	Pour	Contre
Instauration d’un prix unique du livre	Contre	Pour
Renforcement du réseau de garderies publiques	Contre	Pour
Accroissement significatif du salaire minimum	Contre	Pour
Plafonnement des émissions de gaz à effet de serre	Contre	Pour

Quantité d’autres de leurs recherches et positions publiques affichent aussi cet effet d’images renversées comme en ce qui a trait à l’histoire économique du Québec. Dans *Étatisme et déclin du Québec* de Jean-Luc Migué (1999) et dans *Du grand rattrapage au déclin tranquille* de Vincent Geloso (2013), ces deux chercheurs associés à l’IEDM et à l’Institut Fraser présentent la Révolution tranquille comme une période économiquement moins performante que la précédente, car elle signe le début des interventions massives de l’État dans l’économie par la taxation et la réglementation. Selon cette lecture, c’est la croissance du rôle et de la taille de l’État qui doit être mis en cause pour expliquer le « retard économique » du Québec par rapport aux autres provinces du Canada et aux États américains.

À l'opposé, dans *Dépossessions, une histoire économique du Québec contemporain* (Hurteau, 2016; Tremblay-Pepin, 2015), les chercheurs de l'IRIS expliquent en deux volumes que la situation contemporaine dans laquelle se trouve la société québécoise découle de l'adhésion de la classe politique à de mauvais postulats : diminutions des impôts des entreprises et des particuliers à hauts revenus, privatisations, développement des mécanismes de marchés, affaiblissement du monde communautaire comme les Centres locaux de services communautaires (CLSC) et du droit syndical, tarification des services publics. Ce regroupement de chercheurs a d'ailleurs proposé un programme politique pour renouer avec des politiques économiques et sociales progressistes dans le livre *Cinq chantiers pour changer le Québec* (Brais Harvey, 2016).

Cette opposition systématique prenant la forme d'expertises contradictoires concernant l'histoire et les politiques publiques s'est même banalisée au point où bon nombre de médias ne peuvent plus imaginer inviter l'un des deux frères ennemis sans l'autre lorsque vient le temps de commenter le cours des politiques publiques. Cet antagonisme a même été institué médiatiquement par le Journal de Montréal pendant quelques années ou un espace blogue permanent a été offert à chacune des organisations.

En plus de dévoiler de manière évidente la politisation de l'expertise en matière d'enjeux de société, il ne fait aucun doute que l'IEDM et l'IRIS ont réussi leur pénétration dans l'univers médiatique québécois. Cependant, qu'en est-il de leur succès auprès de la classe politique dans l'institution où s'élaborent les lois? Les sections qui suivent s'attardent à répondre à cette question.

6.3 Méthodologie

Quelle relation les élus québécois ont-ils développée avec les organisations professionnelles de recherche engagées que sont l'IEDM et l'IRIS? À cet effet, les archives de l'Assemblée nationale du Québec permettent d'étudier comment ces think tanks sont mobilisés par les élus lors des débats en chambre, des commissions parlementaires et des points de presse.

Dans un premier temps, à l'aide d'une recherche ciblant le nom des deux think tanks sélectionnés, leurs acronymes et des variantes orthographiques, il a été possible de rassembler, de leur fondation jusqu'au 31 décembre 2022, 189 citations où des élus ont fait mention de l'IRIS ou l'IEDM, en se référant explicitement à leurs données, plus largement à leur documentation, à leur position sur des sujets ou à leur réputation. Toutes autres mentions de ces think tanks, comme le fait d'annoncer leur invitation en commission parlementaire ou de célébrer leur anniversaire, ont été exclues du compte, car le but est précisément d'étudier exclusivement l'arrimage entre les luttes verbales des élus et les think tanks en question. Afin d'éliminer les redondances, il a été décidé de ne pas comptabiliser plus d'une mention par parti lors d'une séance en chambre, en commission parlementaire ou en point de presse; car certains partis ont eu tendance à répéter les mêmes lignes plusieurs fois lors d'une même journée.

À la suite de ce premier tri, chaque mention d'un think tank par un élu se devait d'être classée dans l'une de trois catégories suivantes : favorable, défavorable ou neutre. Une mention était considérée comme favorable si un élu se référait à une organisation de manière à soutenir son propos, par exemple en attaquant un parti adverse à l'aide d'un think tank ou pour défendre les positions et idées de sa propre formation politique. Une mention était jugée défavorable si l'élu se référait au discours de l'IEDM ou de l'IRIS de manière péjorative : soit en critiquant sa réputation, sa production de contenu, ses données ou ses positions émises dans l'espace public. Enfin, une mention était classée comme neutre lorsqu'il n'était pas possible de la ranger dans les deux catégories précédentes. Aussi, cette « performance » parlementaire de l'IEDM et l'IRIS à l'Assemblée nationale sera comparée à celle des principaux commentateurs et intellectuels publics du Québec ainsi qu'à celle des chaires de recherche dans ce parlement afin de vérifier si ces think tanks militants détiennent un avantage notable dans la concurrence pour l'attention des élus.

Enfin, un échantillon de 166 citations³⁶ des élus renvoyant aux documents et informations de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) ont été recueillies aléatoirement sur la même période (du 1^{er} janvier 1999 au le 31 décembre 2022). Elles ont également été classées dans les mêmes catégories (favorables, défavorables, neutres) dans le but de savoir si les partis de l'Assemblée nationale entretiennent une même relation avec les think tanks identifiés ici qu'avec l'ISQ qui est l'équivalent de Statistique Canada au Québec.

6.4 Résultats : une polarisation évidente des partis avec l'IEDM et l'IRIS

Le **tableau 6.2** montre le total des mentions de l'IEDM et de l'IRIS ainsi que le taux de citations favorables, défavorables et neutres dont ils ont fait l'objet depuis leur fondation. Il en ressort dans un premier temps que les élus affichent une première tendance : celle de se référer avant tout à ces deux groupes favorablement (83,5% du temps pour l'IRIS et 60,5% pour l'IEDM), mais que l'IEDM essuie une quantité bien supérieure de critiques à son endroit (28%) que l'IRIS (7%).

Tableau 6.2 Mentions à l'IEDM et à l'IRIS
par les élus de l'Assemblée nationale du Québec (1999-2022)

Institut	favorables		défavorables		neutres		Total N
	N	%	N	%	N	%	
IEDM	63	60,5%	29	28%	12	11,5%	104
IRIS	71	83,5%	6	7%	8	9,5%	85
Total	134	71%	35	18,5%	20	10,5%	189

En science politique, quelques méthodes existent pour classer les discours politiques sur le spectre droite gauche en procédant à une analyse du champ lexical comptant plusieurs dizaines d'éléments fait de noms, de verbes et de termes de proximités (Benoit *et al.*, 2009; Franzmann et Kaiser, 2006). À ce titre, l'analyse des mentions de l'IEDM et l'IRIS par les

³⁶ 50 mentions de l'ISQ ont été étudiées pour trois partis : PQ, PLQ et ADQ-CAQ et seulement 16 pour QS, car sa faible députation jusqu'à l'élection de 2018 a fait que ce parti a bénéficié de beaucoup moins de temps de parole à l'Assemblée nationale sur la période étudiée.

élus permet d’opérer une classification efficace des formations politiques, mais avec beaucoup plus de simplicité.

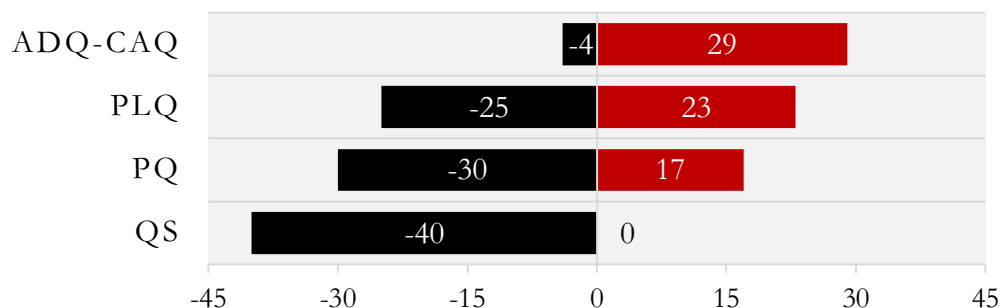
Comme le montre le **tableau 6.3**, le ratio de citations favorables et défavorables à ces organisations fait ressortir différentes alliances informelles entre partis et think tanks à l’Assemblée nationale du Québec.

Tableau 6.3 Mentions favorables et défavorables des partis se référant à l’IEDM et l’IRIS (1999-2022)

Parti	IEDM			IRIS		
	fav.	défav.	taux fav.	fav.	défav.	taux fav.
ADQ-CAQ	25	0	100%	4	4	50%
PLQ	21	5	81%	20	2	91%
PQ	17	14	55%	16	0	100%
QS	0	10	0%	30	0	100%

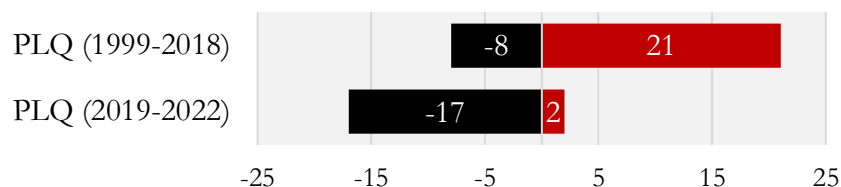
À la lumière de ces données, Québec solidaire forme un idéal-type en se référant toujours favorablement à l’IRIS et toujours défavorablement à l’IEDM. Le portrait de l’ADQ (devenue la CAQ en 2012) est également notable. Réellement ambivalent envers l’IRIS avec autant de mentions favorables que défavorables (N=4), ce parti montre néanmoins une claire propension en faveur de l’IEDM avec 25 mentions qui lui sont favorables (96%), une neutre, et aucune défavorable. En ce sens, le parti de Mario Dumont, et ensuite celui de François Legault, montre qu’il a su trouver en l’IEDM une ressource pour défendre ses positions et attaquer les idées des partis adverses.

Figure 6.3 Polarisation par pointage des partis politiques en fonction des mentions se référant à l'IEDM et à l'IRIS (1999 à 2022)³⁷



Comme l'illustre la **figure 6.3** ci-dessus, les usages faits par la classe politique de l'IEDM et de l'IRIS montrent une réitération du clivage des idées socio-économique qui existait déjà entre les partis et qui était bien connue des politologues du Québec (Colette et Pétry, 2013; Pétry, 2006) où l'on place QS à la gauche du PQ et l'ADQ-CAQ à droite du PLQ. En réunissant toutes les mentions favorables et défavorables à l'égard de l'IRIS et de l'IEDM et en fonctionnant par pointage (une mention favorable à l'IEDM vaut un point à droite, une défavorable vaut un point à gauche et inversement pour l'IRIS ; les mentions neutres ayant une valeur nulle), on peut faire apparaître les positions des partis sur un spectre gauche-droite. Ceci montre clairement un usage asymétrique de ces groupes de chercheurs politisés par la classe politique.

Figure 6.4 Polarisation par pointage du PLQ en fonction des mentions à l'IEDM et à l'IRIS sur deux périodes



Comme l'illustre la **figure 6.4**, sur la durée, une évolution notable est observable au Parti libéral du Québec. Jusqu'à l'élection du 1^{er} octobre 2018 le parti ministériel dirigé

³⁷ Pour un parti, une mention favorable à l'IEDM lui vaut un point à droite et une mention qui lui est défavorable lui vaut un point à gauche; et inversement pour l'IRIS.

respectivement par Jean Charest et puis par Philippe Couillard ne se réfère que trois fois favorablement à l'IRIS et deux fois défavorablement, mais après avoir perdu le pouvoir, ce même parti dirigé par Dominique Anglade s'y réfère 17 fois favorablement à partir de 2019 et aucune fois défavorablement et ne s'appuie plus que de manière marginale sur l'IEDM avec seulement deux mentions qui lui sont favorables. La cheffe avait d'ailleurs annoncé ses intentions de se présenter clairement en ce sens comme une alternative « résolument progressiste » au gouvernement « conservateur » de la CAQ (Lachance, 2021; Lajoie, 2020). Ceci permet d'illustrer que la polarisation des partis à l'aide de l'IEDM et de l'IRIS facilite aussi la détection des transitions idéologiques de manière empirique.

Cette mutation politique du PLQ ne saurait être mieux représentée que par un échange ayant eu lieu lors d'une commission parlementaire sur les finances publiques alors que Pierre Arcand du PLQ attaquait l'inflexibilité budgétaire de la CAQ : « [votre gouvernement] s'entête à respecter un rigorisme comptable qui n'intéresse plus personne au péril de l'avenir de la société. Est-ce que ce sont des gens qui sont trop à gauche? C'est l'IRIS qui dit ça. » Une attaque à laquelle le ministre des Finances Éric Girard réplique de manière laconique en évoquant vos « amis de l'IRIS », chose à laquelle Pierre Arcand répond : « Oui. Bien oui. » (Arcand et Girard, 2022)

La quasi-absence de mention favorable du PLQ à l'égard de l'IRIS pendant son temps au gouvernement peut être vu comme un refus d'accorder du crédit à cet institut qui, sur plus d'une décennie, a servi de citerne à critiques pour les détracteurs des gouvernements Charest (2003-2012) et Couillard (2014-2018) en ce qui a trait aux politiques du Parti libéral du Québec comme la hausse des droits de scolarité, l'austérité budgétaire, les partenariats public-privé et le déficit zéro. Un livre de l'IRIS a d'ailleurs été explicitement réservé à la critique des politiques sociales ayant eu cours lors des 15 ans au pouvoir du PLQ : *Détournement d'État : bilan de quinze ans de gouvernement libéral* (Hébert et Posca, 2018).

À ce titre, les silences des partis politiques tout comme leurs nouvelles alliances informelles avec des groupes engagés comportent aussi une réelle pertinence lorsqu'on cherche à évaluer le rapport des élus avec le phénomène de la politisation de la recherche.

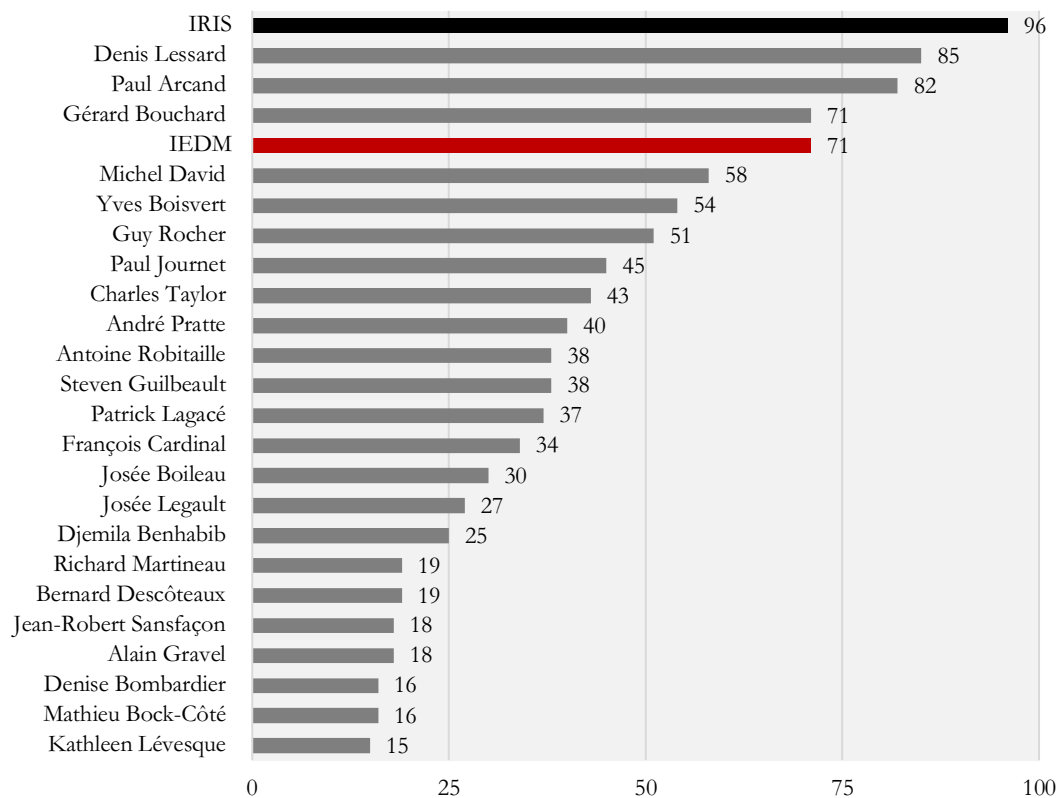
6.5 L'avantage concurrentiel des organisations permanentes

La popularité de l'IEDM et de l'IRIS chez les élus du Québec montre tout l'avantage de la production de recherche et du recours à l'expertise politico-empirique dans la concurrence pour l'attention surtout lorsqu'on compare le succès de ces instituts à la popularité des principaux journalistes, chroniqueurs et éditorialistes professionnels et aux intellectuels publics à l'Assemblée nationale du Québec, car cette production documentaire crée une originalité informationnelle qui la distingue du propos commun sur les affaires publiques facilitant ainsi son insertion dans la conversation politique.

À la **figure 6.5** ci-dessous, en élargissant la recherche sans restriction à la seule occurrence des noms, sans vérifier l'usage qui en est fait lors des débats en chambre et en commission parlementaire, on constate que sur une décennie, ces deux think tanks ont plus de succès que la plupart des 25 journalistes, chroniqueurs, éditorialistes politiques et intellectuels publics les plus cités à l'Assemblée nationale de 2010 à 2020 et dont certains bénéficient de plus importantes tribunes sur une base quotidienne ou hebdomadaire pour commenter l'actualité qu'il s'agisse des journaux comme La Presse, Le Devoir, le Journal de Montréal, du 98,5 FM ou de Radio-Canada³⁸.

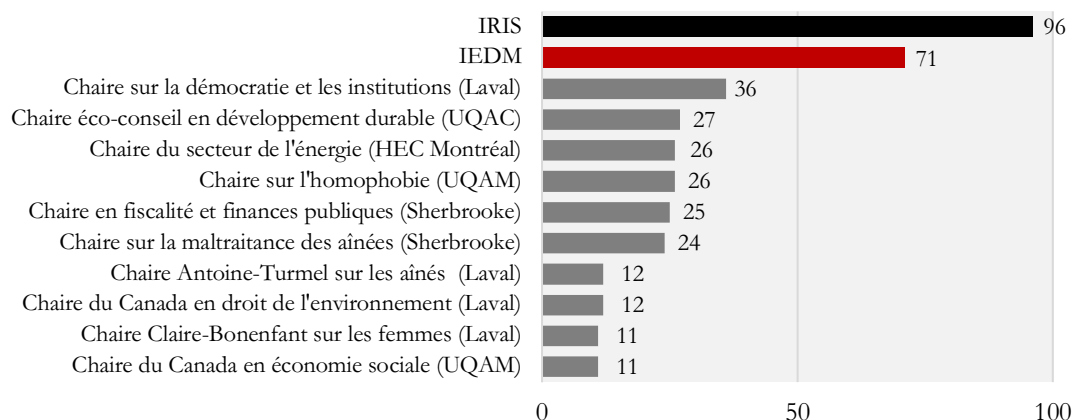
³⁸ Le chroniqueur politique Michel C. Auger ne figure pas dans la liste, car très souvent il n'est pas possible de savoir à quel Michel Auger les élus font référence en omettant fréquemment l'initiale « C. » de celui qui intervenait à La Presse, ceci portant à confusion avec son homonyme du Journal de Montréal, lui aussi actif durant la même décennie. Il aussi est à noter sur ce graphique que les personnes les plus citées que sont Paul Arcand et Denis Lessard sont avant tout rapporteurs d'informations et émettent peu de propositions normatives. Aussi, Gérard Bouchard et Charles Taylor sont la plupart du temps cités à l'Assemblée nationale en raison de la commission sur les accommodements raisonnables qu'ils ont dirigée. En tenant compte de ces nuances, l'IRIS et l'IEDM dépassent bel et bien en mentions les commentateurs et intellectuels politiques les plus importants du Québec à l'Assemblée nationale.

Figure 6.5 Nombre de mentions des commentateurs politiques et intellectuels publics québécois les plus cités à l'Assemblée nationale du Québec comparés à l'IEDM et l'IRIS (2010 à 2020)



Cet avantage dont jouissent ces think tanks de combat est encore plus évident lorsqu'on compare sur la même décennie leur performance à l'Assemblée nationale à celle des chaires de recherche universitaires qui y sont mentionnées, comme le montre la **figure 6.6**.

Figure 6.6 Nombre de mentions des chaires de recherche universitaires les plus citées à l'Assemblée nationale du Québec comparé à l'IEDM et l'IRIS (2010 à 2020)



Cette surperformance de l'IEDM et de l'IRIS à l'Assemblée nationale du Québec comparée aux chaires de recherche, aux commentateurs et intellectuels politiques démontre tout l'avantage qui consiste à créer des organisations de recherches permanentes hors université en recourant à des sources de financement alternatives, car, aucun de ces organismes sans but lucratif (OSBL) n'accepte des fonds de l'État, contrairement à plusieurs des chaires citées par les élus qui obtiennent, en plus de leur financement régulier, des mandats de recherche de la part du gouvernement, ceci ayant pourtant pour effet de favoriser leur présence en commissions parlementaires.

Cette longueur d'avance dont bénéficie l'IEDM et l'IRIS repose sur leur maîtrise de la grammaire politico-empirique fonctionnant à partir du langage dominant des institutions politiques fortement axées sur les données économiques, les statistiques, les exercices de comparaisons, les analyses genrées, les simulations comptables et autres exercices de démonstration chiffrés.

Véritables hybrides entre des groupes de pression et des sociétés savantes, ces instituts de recherche engagés diffusent gratuitement leurs contenus en demeurant volontairement hors du champ scientifique tout en formatant explicitement leurs contenus pour en faciliter l'accès au public non savant, aux médias et aux élus et en se branchant, comme aucune chaire de recherche n'y arrive, dans les fils de nouvelles des médias.

6.6 Usages stratégiques et polémiques

Malgré ce recours prédominant des élus aux productions factuelles et documentaires de l'IEDM et l'IRIS, on constate que les représentants siégeant à l'Assemblée nationale font malgré tout un usage tactique de ces organisations de recherche indépendantes dans leurs joutes verbales en cherchant, soit à fortifier leur position ou en attaquant celle de leurs adversaires.

Trois types d'usages tactiques ressortent de ces pratiques parlementaires des think tanks de combats ici étudiés. Ce sont 1) les usages d'appui servant à étayer leur propre position, 2) les usages tactiques permettant d'attaquer un adversaire en retournant contre lui un think tank qu'il a habitude de citer favorablement; et, 3) les attaques directes d'un parti adressées aux laboratoires d'idées qui défendent des positions généralement adverses. Ces usages montrent de la part des élus l'édification d'une chambre d'écho par le recours de la recherche militante.

6.6.1 Les usages d'appui

Le 12 avril 2017, lors d'un débat sur une motion proposée par Québec solidaire demandant à l'Assemblée nationale de se prononcer en faveur de l'abolition du financement public destiné aux écoles privées, David Birnbaum, a défendu la position du Parti libéral du Québec en se référant explicitement aux propos du directeur de l'IEDM :

« Finalement [voici] une citation de Michel Kelly-Gagnon, P.D.G. de l'Institut économique de Montréal, et je le cite : "Certains souhaitent que le gouvernement mette fin au financement public des écoles privées. Pourtant, il n'existe aucune preuve que la présence de ce secteur nuit à la performance des écoles publiques. Au contraire, une majorité d'études le démontrent : la présence d'écoles privées performantes entraîne un effet d'émulation par les écoles publiques qui profite à tous." » (Birnbaum, 2017)

L'effet de caisse de résonance s'observe lors d'une séance en chambre le 30 septembre 2009 alors que François Bonnardel de l'Action démocratique du Québec s'est référé à un classement nord-américain des taux d'imposition produit par l'IEDM pour critiquer le

Parti libéral par la droite en cherchant à démontrer que le gouvernement en place depuis 2003 n'avait (Breton, 2013) pas réussi à alléger le fardeau fiscal des Québécois comme il l'avait promis :

« 65 % des Québécois affirment aujourd'hui que c'est l'incompétence du gouvernement libéral qui est responsable de la situation catastrophique des finances publiques. En 2003, le premier ministre soutenait qu'il était inacceptable que le niveau de vie des Québécois les place au 52^e rang sur 60 États en Amérique du Nord. Pourtant, selon une étude de l'Institut économique de Montréal, on a glissé au 53^e rang. » (Bonnardel, 2009)

À gauche, Amir Khadir s'est référé à l'IRIS pour défendre la position de la gratuité scolaire qu'endossait Québec solidaire depuis sa fondation. Ce fut le cas dans une commission sur le financement des universités le 4 mai 2010 où on pouvait l'entendre affirmer que :

« il y a une étude qui montre très clairement que [...] la fin de la tarification de l'éducation puis le financement adéquat [et] un financement accru de l'enseignement de tout le système d'enseignement, ça coûte 1,2 milliard. On vous a même présenté – ça, c'est l'étude de l'IRIS d'octobre 2007 – trois scénarios immédiats, sur trois ans, sur 10 ans, pour arriver à un financement adéquat et à une gratuité scolaire. » (Khadir, 2010)

6.6.2 Les usages tactiques exploitant des désaccords entre alliés

Tout comme le PLQ, le PQ entretient une relation complexe avec la dyade IEDM-IRIS. Bien que cette formation dise essentiellement du bien de l'IRIS (15 mentions favorables, quatre neutres et aucune défavorable) ce parti manifeste une certaine ambivalence à l'égard de l'IEDM (17 mentions favorables, 13 défavorables et cinq neutres). Cela peut s'expliquer par le fait que le PQ est un parti de coalition comprenant des sous-groupes opposés provenant à la fois du milieu des affaires et des syndicats, mais aussi parce que ce parti doit adapter son comportement stratégique lorsqu'il occupe le rôle de gouvernement en devant, par exemple, justifier des compressions budgétaires, ou à l'inverse, attaquer un gouvernement sur ce thème lorsqu'il siège dans l'opposition.

En plus de cela, certains élus du PQ, qui sont pourtant favorables à la redistribution de la richesse ont fait des utilisations stratégiques des propos de l'IEDM afin de pouvoir le faire jouer contre les positions du PLQ qui a souvent fait référence à cet institut pour défendre son bilan et plusieurs de ses projets de loi. Une de ces utilisations tactiques s'observe par exemple le 24 septembre 2014, en chambre, alors que Bernard Drainville a fait une utilisation stratégique de la position de l'IEDM lors d'un débat sur la renégociation des ententes de retraite avec les employés municipaux à laquelle était favorable le PLQ :

« Puis certains l'ont dit, notamment Michel Kelly-Gagnon, président-directeur général de l'Institut économique de Montréal... On s'entend-tu (sic) que ce n'est pas un péquiste, ça, chers amis, hein? [...] Michel Kelly-Gagnon plaide dans une lettre qu'il a envoyée aux journaux le 19 août 2014, il parle du projet de loi n° 3, puis il dit : "Le problème [de la sous-capitalisation des caisses de retraite] est sérieux pour certaines municipalités [...] mais il doit pouvoir se régler tout en respectant les contrats signés. Le respect des contrats et, plus généralement, de la parole donnée, est un des piliers d'une économie de marché fonctionnelle." Écoutez-le un petit peu. En général, il est d'accord avec vous autres, mais là il n'est pas d'accord avec vous autres. Il doit avoir une bonne raison pour ça. » (Drainville, 2014)

6.6.3 Les attaques directes

Enfin, quelques députés du PQ et de QS ont remis explicitement en question la crédibilité des travaux de l'IEDM. Ce genre d'attaque frontale visant à disqualifier l'œuvre générale de ce groupe s'est manifestée, entre autres, chez Elsie Lefebvre le 26 novembre 2004 en chambre lorsqu'elle a qualifié cette organisation de « ramassis d'idéologues de droite prônant la privatisation des services publics et reconnus pour leur manque de rigueur intellectuelle et scientifique » (Lefebvre, 2004), mais aussi chez Daniel Breton, élu du PQ provenant du milieu environnemental, lors d'une commission parlementaire sur la culture le 6 novembre 2013. Ce dernier a directement remis en question la valeur des contenus produits par l'IEDM en insistant sur le fait que rien ne garantit la crédibilité de ceux qui se présentent à l'aide du terme « institut », car pouvant être utilisé autant pour parler d'un groupe comme le Hearthland Institute qui a nié le réchauffement climatique aux États-Unis que par « l'Institut capillaire de Montréal qui vend des perruques » (Breton, 2013). Dans le même sens, lors d'un débat sur les taux d'imposition qu'il jugeait trop

favorables aux entreprises Amir Khadir a brandi « une étude absolument magnifique qui a été produite dernièrement par l'IRIS, un groupe de jeunes chercheurs indépendants, qui ne sont pas subventionnés par des multinationales, des compagnies d'assurance comme Great-West, comme c'est le cas de l'Institut économique de Montréal. » (Khadir, 2010b)

* * *

En résumé, l'objectif fondamental des think tanks engagés demeure celui d'orienter le cours historique des politiques publiques à partir d'une production documentaire originale capable d'influencer ou de défendre les décisions des politiciens en place. À la lumière des résultats dégagés par la présente démarche, il est tout à fait possible d'avancer que de réels liens de collaboration existent entre les think tanks que sont l'IEDM et l'IRIS et les partis politiques qui partagent leurs orientations idéologiques. En suivant le principe des affinités électives, les représentants politiques des Québécois ont intégré de manière féconde les données, documents, positions et la réputation de ces organisations dans leurs luttes parlementaires. En conséquence, ces usages stratégiques soulignent que les partis politiques ont surtout appris à utiliser ces think tanks pour légitimer leurs positions plutôt que de se voir transformer par eux.

6.7 Les élus et l'Institut de la statistique du Québec

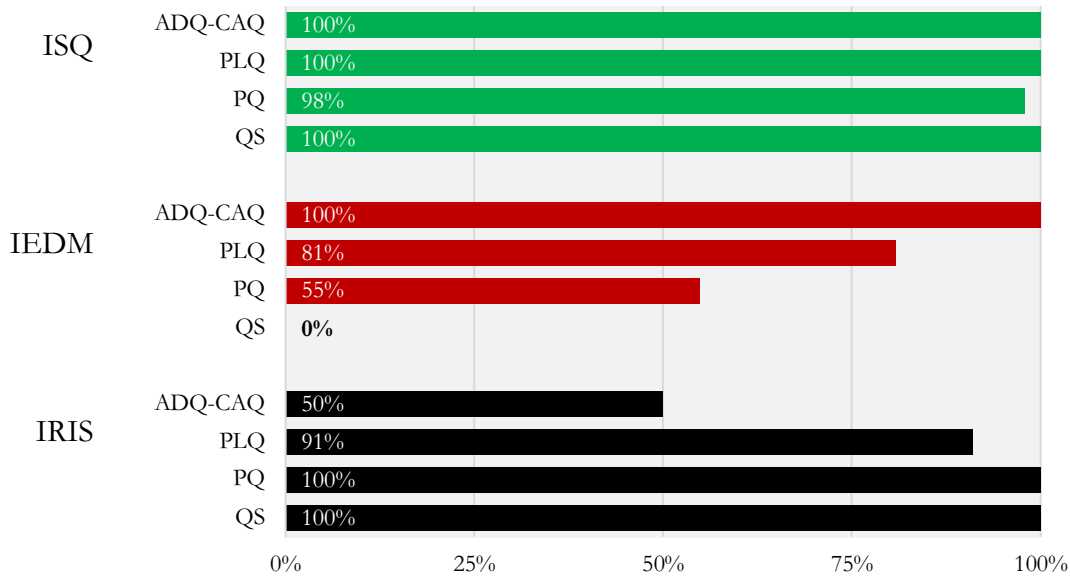
La relation entre les élus et l'ISQ laisse voir un tout autre genre de rapport avec l'information qui y est produite. Il est notable dans un premier temps de souligner que l'ISQ n'est l'objet que d'une seule mention défavorable de la part du député du Parti Québécois, Martin Ouellet, le 21 novembre 2016 au sujet d'un point de méthode concernant une enquête dont les résultats ne prenaient pas en compte les municipalités de moins de 25 000 habitants (Ouellet, 2016).

Comme le montrent le **tableau 6.4** et la **figure 6.7**, le ratio des mentions favorables/défavorables ne permet pas de polariser les partis comme c'est le cas avec l'IEDM ou l'IRIS.

Tableau 6.4 Mentions des élus à l'ISQ (1999-2022)

Parti	défavorables		neutres		favorables		Total	Ratio fav./défav.
	N	%	N	%	N	%		
ADQ-CAQ	0	0%	9	18%	41	82%	50	41/0
PLQ	0	0%	5	10%	45	90%	50	45/0
PQ	1	2%	2	4%	47	94%	50	47/1
QS	0	0%	1	6%	15	94%	16	15/0

Figure 6.7 Taux des mentions favorables des partis adressées à l'ISQ, l'IEDM et l'IRIS (1999-2022)³⁹



On constate chez les élus un usage symétrique toujours favorable, à une seule exception, de l'ISQ et un usage asymétrique de l'IEDM et de l'IRIS.

De plus, bien que l'usage de l'ISQ soit aussi intégré dans les démarches polémiques des partis (surtout en ce qui a trait à la situation économique, comme l'évolution du taux de chômage, d'investissement et de croissance de la productivité), aucune fois la crédibilité de cet institut n'a été remise en question et aucun parti ne refuse de s'y référer. Au contraire, comme en fait part le député François Bonnardel de la CAQ lors d'un débat en

³⁹ Le ratio calcule le pourcentage de mentions favorables par rapport au total de mentions favorables et défavorables.

chambre le 16 septembre 2015, la crédibilité de cet organe de recherche est louée comme étant apolitique, voire inattaquable :

« Quand j'entends le Parti québécois nous dire [...] « on envoie 45 milliards à Ottawa. » [...] oui, vous avez raison, M. le député, mais vous ne dites pas que le fédéral envoie, en moyenne, 60 milliards dans les dernières années. Et je n'ai pas inventé ça, ce n'est pas un think tank de gauche ni de droite, c'est l'Institut de la statistique qui dit que, depuis une dizaine d'années, il y a une balance négative. Et, dans cette balance négative, il y a cette fameuse péréquation. » (Bonnardel, 2015)

Une même interprétation de la crédibilité de l'ISQ est partagée par Jean D'Amour du PLQ le 7 novembre 2013 en chambre, lors d'un échange sur la situation économique de certaines régions du Québec :

« On parle de 200 000 emplois créés au Canada au cours de la dernière année, alors qu'ici, au Québec, on en a perdu. Le gouvernement [du Parti québécois] le nie carrément. Ça, c'est un peu sa marque de commerce, on nie la réalité. N'empêche que l'Institut de la statistique du Québec, ce n'est pas une organisation partisane, là, ce n'est pas financé par un parti politique. L'Institut de la statistique du Québec, un organisme indépendant, nous dit que, dans certaines régions du Québec, bien, ça ne va pas tellement bien. » (D'Amour, 2013)

Ceci montre que les élus sont conscients du caractère politisé des recherches de l'IEDM et de l'IRIS auquel ils se réfèrent pourtant fréquemment au cours de chaque législature. Plus encore, le ministre des Finances évoque le lien entre la qualité des politiques économiques et les vertus des informations dépolitisées en justifiant une hausse du budget de l'ISQ : « Dans le domaine économique, il n'y a pas de bonnes politiques sans une bonne recherche. Le budget alloue ainsi des ressources supplémentaires à l'Institut de la statistique du Québec pour faciliter l'accès aux données pour les chercheurs associés aux organismes publics. » (Girard, 2019)

Il faut aussi souligner à ce titre que l'Institut de la statistique du Québec a gardé intacte sa réputation fondée sur la neutralité politique, et ceci sur la durée, malgré que les informations qu'il produit soient constamment intégrées dans des attaques partisans de

part et d'autre. Ceci fait contraste avec l'IEDM et l'IRIS qui ont plutôt réussi, à leur façon, à institutionnaliser les idéologies en dehors des partis politiques, c'est-à-dire dans des organisations de recherche indépendantes. La politisation de la recherche telle qu'observée dans la relation entre les élus et les think tanks de combat a pour effet de dévoiler les orientations idéologiques des groupes de chercheurs engagés ce qui a pour effet de les disqualifier auprès des publics qui ne partagent pas leurs postulats en termes de politiques sociales.

À l'inverse, il est possible de voir que l'ISQ facilite la communion de la classe politique québécoise autour d'informations partagées et que cela oblige les partis à tenir compte d'une même réalité, ce qui est le postulat des pratiques scientifiques.

6.8 Conclusion

Contrairement aux contenus politisés, les faits scientifiques renferment le potentiel de rassembler une communauté politique autour d'une même lecture de la réalité. Par sa constitution, l'ISQ jouit d'une aura de crédibilité auprès de la classe politique québécoise. Néanmoins, comme en témoigne le rapport asymétrique des élus à l'égard des think tanks retenus dans cette analyse, cette scientificité ne va pas de soi en ce qui concerne l'usage asymétrique de l'IEDM et l'IRIS.

En réitérant des clivages idéologiques qui existaient déjà entre eux à l'aide des positions publiques prises par l'IEDM et l'IRIS, les élus montrent surtout qu'ils ont trouvé en ces discours d'experts une ressource qu'ils ont appris à mobiliser dans leurs démarches rhétoriques. Plutôt que de permettre de surpasser des désaccords, la politisation de la recherche les renforce et fait passer les débats idéologiques à un autre niveau. Ces débats ne renvoient plus au conflit des volontés que devraient incarner les partis politiques, mais au conflit entre chercheurs qui se retrouvent à débattre du bien et du juste au nom de la population par recherches et expertises interposées. En conséquence, l'émergence des think tanks de combat au Québec renforce *l'élitisation* de la discussion politique et contribue à accentuer *l'expertisation* de la conversation démocratique; le tout dans un

contexte de polarisation idéologique accrue et d'affaiblissement des institutions d'informations que sont les médias traditionnels.

Non seulement les orientations idéologiques de ces groupes de réflexion diffèrent, mais c'est aussi le cas de leur structure de financement. Il est connu comme l'ont montré les **chapitres 3 et 4** de cette thèse que l'IEDM trouve des sources de financement auprès des fondations libérales et conservatrices et des entreprises hautement capitalisées alors que, dans le cas de l'IRIS, ces sources sont syndicales et communautaires, mais également le fruit d'un membrariat comptant plus d'un millier de sympathisants de gauche offrant hebdomadairement une contribution moyenne d'une dizaine de dollars.

Dans le même sens, l'IEDM a installé ses bureaux au métro Bonaventure tout près de la Bourse de Montréal, des sièges sociaux des entreprises hautement capitalisées comme Rio Tinto, les assurances Sun Life, la Banque CIBC, le club de hockey des Canadiens de Montréal, la firme de comptable Deloitte; alors que l'IRIS est entouré de dizaines de logements sociaux, d'organismes pour sans-abri et leurs locaux se trouvent dans un bâtiment communautaire où logent un groupe d'information alimentaire populaire, le comité de logement Ville-Marie et le comité social du Centre-Sud. Ce contraste relevant des sites d'intégration géographique ajoute aux indices montrant que des intérêts matériels sont représentés dans les recherches respectives de ces think tanks engagés.

Cette asymétrie montre une réelle ressemblance avec le conflit syndical-patronal qui a animé le débat sur les politiques publiques et sociales tout au long du XX^e siècle. D'un côté, les ressources plus abondantes et concentrées dans le camp patronal, qui est celui de l'IEDM, font contrastes avec les micro-dons offerts à l'IRIS et qui sont analogues à des cotisations envoyées à un « syndicat civil » ou un lobby de classe dont le mode d'action est de faire contrepoids au discours de leurs adversaires dans le champ médiatique par la production de contenus spécialisés en sciences sociales.

En ce sens, la réitération des clivages politiques observable chez les think tanks de combat ajoute une autre preuve empirique à la thèse du renouvellement de la guerre des idées et des stratégies d'influence par la recherche.

CONCLUSION

ce que les sciences font aux idéologies

L'idéologie libertarienne trouve ses origines dans le monde anglo-protestant et peut être présentée comme un radicalisme intellectuel et politique profondément américain. Son histoire remontant à la méfiance jeffersonienne envers le gouvernement, les mouvements sociaux qui s'en réclament (The Tea Party, The Libertarian Party), les revues qui lui ont permis de s'intellectualiser (*Reason, The Libertarian Review, Inquiry*), ses plus grandes vedettes (John Stossell, Ron Paul, Barry Goldwater, Ayn Rand), ses foyers intellectuels et think tanks les plus emblématiques (Cato Institute, Atlas Network, Institute for Human Studies) trouvent l'essentiel de leurs ressources et de leur enracinement aux États-Unis.

À l'inverse, il est connu que le Québec forme l'État le plus social-démocrate en Amérique du Nord. Sur ce point, autant les laudateurs que les détracteurs du modèle québécois font preuve de leur seul et réel consensus. Depuis cinquante ans, c'est bien dans cette province où la syndicalisation est la plus forte, où les services publics sont, au tableau général, les plus étendus et les plus abordables, où les sociétés d'État sont les plus développées, mais aussi où les taux d'imposition sont parmi les plus élevés. La culture et l'architecture des politiques sociales font que le Québec représente, à tant d'égards, l'endroit le plus hostile sur le continent nord-américain au déploiement des principes libertariens.

En tenant compte de ce contraste, il est aisé de comprendre pourquoi les think tanks libertariens discutés dans cette thèse n'avancent pas un programme politique faisant référence explicitement au nom qu'ils portent. Préférant parler au Québec de prospérité, d'efficacité, de richesse, de choix, d'allègement du fardeau fiscal, ils fragmentent leur offensive idéologique en ciblant stratégiquement des sujets ou des lois, comme les politiques climatiques ou éducatives – mais aussi d'autres thèmes non explorés dans cette thèse comme la foresterie, la taxation, l'agriculture, le travail, le logement – et ceci illustre

que ces instituts de recherche militants ont adapté leurs ambitions à la nature de la culture politique dans laquelle ils existent.

Conscients de l'effet contre-productif qui consisterait à promouvoir frontalement une économie politique libertarienne fondée sur le démantèlement de l'essentiel des moyens qu'a l'État d'intervenir en société par l'abattage complet de programmes sociaux, de lois, de ministères justifiant l'intervention gouvernementale; les promoteurs du libéralisme classique fonctionnent stratégiquement étape par étape, idée par idée, loi par loi, quand des fenêtres d'opportunité se pressentent en formant parfois des alliances avec des secteurs industriels hautement capitalisés comme l'industrie des hydrocarbures pour résister aux politiques climatiques contraignantes; quelques fois informellement avec des partis à l'Assemblée nationale qui reprennent leurs contenus pour étayer leurs positions lors des débats parlementaires; et d'autres fois avec des médias de masse comme *L'Actualité* et le *Journal de Montréal* afin d'amplifier les comportements de marché en éducation. Cette stratégie reposant sur des gains sectoriels cherchant à faire progresser lentement et même indirectement leurs idées en société ressemble en plusieurs points à un phénomène discuté en missiologie – c'est-à-dire l'étude des stratégies d'évangélisation des missionnaires chrétiens – celui de l'inculturation.

Distincte des propriétés assimilationnistes inhérentes au concept d'acculturation utilisé en anthropologie, la stratégie résumée par le terme d'inculturation (Labbé, 2006; Peelman, 1989, 2007) est le résultat d'une réflexion élaborée sur plusieurs décennies depuis les années 1950 au sein de l'Église catholique par des intellectuels ayant fait le bilan des échecs des missions dans plusieurs régions du monde particulièrement asiatiques (Collins, 2016; De Mesa, 2015).

Plutôt que de viser la conversion directe de populations par la voix normale de l'élan missionnaire tel qu'il s'est déployé en Europe face aux peuples païens germaniques et slaves, en Amérique post-colombienne et en Afrique; l'inculturation compose cette propagande *accommodée* (de Peretti, 2016) qui demande à adapter les messagers chrétiens

aux cultures qui lui sont profondément hostiles ou incompatibles en agençant stratégiquement leur comportement aux formes des cultures locales dans le but de pouvoir leur intégrer certains éléments de cultures chrétiennes à défaut de pouvoir convertir des populations rapidement de manière intensive.

En plus de reposer sur l'adaptation localisée d'une stratégie de recrutement, l'inculturation insiste sur l'importance du déploiement fragmenté de l'offensive sur une longue durée de manière à pouvoir élargir les canaux d'opération déjà établis et à en construire de nouveaux vers la culture ciblée. Le but étant que, sur le très long terme, l'inculturation ait réussi à aménager une meilleure compatibilité rendant éventuellement possible une réelle conversion.

Si les stratégies d'influence des think tanks libertariens montrent d'évidentes similarités avec l'inculturation - implantation sur le long terme dans des OSBL permanents, financement caritatif intéressé, adaptation à la culture locale, dissémination de principes idéologiques spécifiques, promotion indirecte d'idées politiques - un autre parallèle peut être fait avec les porteurs de doctrines religieuses depuis les derniers siècles.

Les fondements argumentatifs des idéologies politiques et religieuses

S'il est commun de distinguer les idéologies politiques des idéologies religieuses, tant d'éléments permettent pourtant de les placer sur un même continuum - comme l'ont fait d'autres auteurs en sciences sociales (Aron, 1990; Gentile, 2006; Voegelin, 1968). Les religions ont, jusqu'à l'apparition de l'État moderne, assumé une quantité de responsabilités politiques, comme l'élaboration de règles de conduite, la légitimation symbolique des titulaires du pouvoir, qu'il s'agisse des princes, des rois et des empereurs; elles ont assuré des responsabilités devenues plus tard civiles comme le mariage, l'adoption, la sépulture; offert des services sociaux aux pauvres et aux orphelins; géré des domaines administratifs essentiels comme des registres de population, de naissances et de décès; autorisé et interdit des publications par la censure, procédé à l'entretien de

formes de citoyenneté prémoderne comme le baptême et son contraire l'excommunication; et administré des cours de justice.

Aussi, faut-il le rappeler, jusqu'au XVIIe siècle, les membres du clergé formaient une composante importante des parlementaires dans les assemblées des monarchies. Le religieux n'est devenu clairement distinct du politique que depuis le XIX^e siècle et seulement à certains endroits sur Terre. Ailleurs qu'en Occident, les liens symbiotiques ou fonctionnels entre les représentants religieux et la classe politique sont encore opérants et démontrent que la séparation entre les idéologies politiques et religieuses relève, soit d'un processus historique singulier occidental sinon des catégories de l'observateur.

Les parallèles et compatibilités ne s'arrêtent pas à ces quelques points. Autant les idéologies politiques que religieuses ont leurs martyrs, héros, traîtres et convertis célèbres; leurs gloires, défaites et conquêtes; leurs arts, poésie, dramaturgie et iconographie; leur mythe fondateur comme Adam et Eve ou Romulus et Rémus, leurs schismes, débats de chapelles et crises existentielles; des règles d'inclusion et d'exclusion pour leurs membres; des stratégies de recrutement et de propagande à petites et grandes échelles; des principes fondamentaux sur lequel il faut prêter serment ou qu'il vaut mieux défendre comme la nation ou le territoire pour les nationalistes, l'égalité pour les anarchistes, la liberté et la propriété pour les libéraux, la parole divine du prophète pour les musulmans, la royauté pour les monarchistes, l'Immaculée Conception pour les catholiques, la non-divinité de Jésus pour les Juifs.

Qu'il s'agisse de politique ou de religion, chaque famille de pensée comporte ses idées-forces, telles des idées canoniques, qui, lorsqu'évoquées, agissent comme un dévoilement verbal de l'identité politique ou religieuse.

Plus encore, ces idées servant de marqueurs identitaires au sein d'un groupe idéologique (le Brexit ou l'Union européenne, l'indépendance du Québec ou la fédération canadienne, la transsubstantiation ou la consubstantiation) qui agissent comme points de rupture

entre les idéologies viennent toujours avec des récits servant à les justifier. Plusieurs de ces arguments ayant pour fonction de persuader un auditoire reposent souvent sur des prétentions factuelles, empiriques ou historiques, parfois sur des visions du fonctionnement du cosmos ou de la nature, et d'autres fois sur la supériorité d'un modèle économique ou politique; et, par conséquent, ces énoncés et récits justificatifs tombent dans un champ distinct de celui des religions et des idées politiques; c'est-à-dire dans celui des pratiques scientifiques qui ont les moyens d'en vérifier la validité.

La genèse de l'humanité à partir d'un seul couple, la création de l'univers en 6000 ans, l'inerrance biblique, la supériorité des lois du marché ou de l'économie planifiée, la présence continue d'un peuple sur un territoire depuis des millénaires, l'éternité de l'âme, la filiation matrilinéaire aux 12 tribus de Jacob, l'effondrement prédictible du capitalisme, le mythe du bon sauvage; quantité de ce genre d'énoncés, servant de poutre aux doctrines religieuses ou politiques, peut être vérifiée par les pratiques des champs scientifiques et toutes ces vérifications factuelles et empiriques auxquelles s'adonne le monde savant ne sont pas sans effets sur les discours idéologiques qui en dépendent.

Prélude : ce que les sciences naturelles ont fait aux idéologies religieuses

Il est connu que certaines découvertes en sciences naturelles ont engendré des chocs systémiques sur les institutions religieuses responsables de l'élaboration des doctrines ecclésiastiques. L'autorité du Vatican concernant l'explication des processus naturels s'est érodée de manière continue durant la modernité au rythme où de nouvelles percées scientifiques voyaient le jour. À terme, les découvertes scientifiques majeures, avec celles de Galilée et de Darwin en tête, ont contribué à l'effondrement progressif de la crédibilité des prétentions des autorités ecclésiastiques sur le fonctionnement de la nature. La situation est telle que les institutions religieuses sont désormais complètement dépourvues de crédibilité sur le thème du fonctionnement cosmique, un sujet qui pourtant a composé le socle de leur légitimité jusqu'au siècle des Lumières.

En testant les fondements des postulats bibliques et des autres positions officielles des autorités catholiques romaines, les démarches scientifiques ont, sur plusieurs siècles, mené à la réduction constante de la crédibilité de leur discours sur le fonctionnement des phénomènes naturels.

La disqualification des idéologies religieuses par les pratiques scientifiques est telle que les Églises ont renoncé d'elles-mêmes à leur pouvoir de censure et en sont venues à présenter le contenu de leurs littératures canonisées essentiellement comme un ensemble métaphorique fait de mythologie, de légendes servant la réforme anthropologique de l'humanité, de stratégies de pédagogies morales, d'exercices poétiques cherchant à donner un sens harmonieux à la réalité; plutôt que comme de véritables explications historiques ou naturelles ayant mené à la formation du monde et des sociétés.

Quelques exemples suffisent pour illustrer le renversement du rapport de force entre les champs scientifiques et religieux depuis les derniers siècles. Qu'on pense 1) à la mise à l'Index des livres coperniciens (Copernic, Kepler, Galilée) au début du XVII^e et leur retrait lors des siècles suivants (Mayaud, 1997); 2) de la condamnation de Galilée par le Vatican en 1633 et de sa réhabilitation en 1992; 3) de l'abolition en 1966 de l'*Index des livres prohibés* dans lequel figuraient encore une quantité de livres de scientifiques et de philosophes rationalistes; et 4) de l'opposition frontale à la thèse de l'évolution des espèces par Pie IX en 1875 qui sera bien plus tard abandonnée de manière implicite par Jean Paul II en 1996 qui la jugera comme « plus qu'une hypothèse » (Jean-Paul II, 1996). Toutes ces concessions, et bien d'autres (Minois, 1990, 1991), de la part de l'autorité catholique romaine, démontrent le sens unidirectionnel des transferts entre le champ scientifique et religieux où le second a incorporé les faits, principes, méthodes et la rationalité du premier.

Plus encore, la récupération de la théorie du Big Bang par le Pape François (2014) comme « preuve » de la création divine et la reconnaissance implicite de l'évolution des espèces ne composent pas un *mariage* entre les sciences naturelles et les discours religieux, où

chacune des deux parties se serait intégrée à l'autre, mais bien une évolution forcée des porteurs d'idéologies religieuses par les sciences naturelles. C'est bien dans ce sens et pas dans l'autre que s'est déroulée l'évolution observée. Il y a eu pénétration du savoir et de la culture scientifique dans le discours, le savoir et les représentations religieuses; sans que le l'inverse se soit produit.

Le progrès des sciences naturelles a forcé les porteurs d'idéologies religieuses à reconnaître qu'on ne pouvait parler des processus naturels qu'à partir des méthodes, concepts et données des sciences naturelles.

En terminant, cette conclusion soutient que l'évolution forcée des idéologies religieuses causée par un rapport de force favorable aux sciences naturelles fut le prélude à l'évolution forcée des porteurs d'idéologies politiques engendrée par les sciences sociales.

Ce que les sciences sociales ont fait aux idéologies politiques

D'une façon similaire, le progrès des sciences humaines et de la société a forcé les porteurs d'idéologies politiques à reconnaître qu'il fallait parler de la réalité sociale de manière empirique, c'est-à-dire, à partir des concepts et procédés des sciences sociales. C'est bien ce même phénomène historique, celui du rapport empirique à la réalité, qui est à la source du renouvellement de la guerre des idées et des stratégies d'influence par la recherche.

Si des auteurs ont parlé d'un conflit entre sciences et religions lorsqu'il y avait superposition de leurs magistères (Draper, 1875; Gingras, 2016; Russell, 1935; White, 1896), il s'avère autant pertinent de parler d'un conflit entre sciences sociales et idéologies politiques. Combien de fois, en effet, les connaissances élaborées en histoire, en archéanthropologie, en sciences cognitives, en génétique des populations et en économie appliquée ont dévoilé l'invalidité d'idées, de principes et d'affirmations souvent situés au cœur d'idéologies, de mouvements sociaux, de partis ou d'État?

Par exemple, l'infériorité de l'économie communiste planifiée par rapport à son antithèse libérale et décentralisée n'est plus à démontrer. Aussi, ni l'existence de races européennes ni leur hiérarchisation propre aux théories nazies n'ont résisté aux connaissances en génétique et en sciences médicales. La supériorité de l'approche interventionniste en matière de réduction de la mortalité infantile ne fait plus aucun doute dans le champ de la santé publique. Enfin, les sciences de l'environnement sont très claires : les politiques climatiques contraignantes livrent des résultats contrairement à la position inverse reposant sur le laisser-faire ou l'autorégulation industrielle.

Tous ces exemples évoquent que les connaissances produites par le champ des sciences sociales peuvent aussi entrer en conflit frontal avec des axiomes importants des idéologies politiques de la même manière que ce fut le cas entre les sciences naturelles et les doctrines religieuses.

Néanmoins, l'influence des sciences humaines et sociales sur les idéologies politiques ne se limite pas à des mises à jour factuelles dans le discours de ceux qui les relaient ou qui les élaborent. L'influence des institutions où se construit le savoir sur la société pénètre dans l'action militante et entraîne l'adoption de procédés persuasifs en obligeant les promoteurs d'idées, de valeurs et d'intérêts à employer les éléments de la bibliothèque conceptuelle, lexicale et méthodologique de ce champ. C'est bien pour cela que le concept de grammaire politique, qui se voulait dans cette thèse être une contribution aux analyses néo-institutionnalistes, illustre toute sa pertinence.

Les porteurs d'idéologies politiques fonctionnant par la recherche de combat, tels qu'exemplifiés dans cette thèse par les think tanks libertariens, récupèrent des éléments des pratiques des sciences sociales à leur façon, tout en restant volontairement en dehors de ses institutions; c'est-à-dire, sans fonctionner avec les mêmes pratiques et règles qui distinguent ce champ des autres, comme la révision par les pairs et à double insu, des concours pour le financement et les embauches, la divulgation obligée des conflits d'intérêts, la liberté d'expression de leurs membres, des procédures formelles de retraits

des textes erronés ou frauduleux avec annonce publique et une séparation entre l'équipe éditoriale d'une revue savante et ses contributeurs.

Ceci explique pourquoi des militants dotés d'expertise, tel qu'ils se regroupent dans des organisations de recherche de combat, fonctionnent principalement en reprenant la grammaire des sciences sociales sans être pour autant des acteurs de ce champ.

Par le cas des think tanks libertariens au Québec, les contributions de cette thèse ont voulu démontrer que les organisations de recherche militante ont 1) réinventé l'intellectuel politique sous la forme d'une équipe de chercheurs politisés, 2) qu'ils assument explicitement mener une guerre des idées par la recherche au nom de causes politiques; 3) qu'ils forment des alliances avec d'autres groupes d'intérêts afin de résister à des lois ou règlements; 4) qu'ils ont développé des stratégies d'influence par la production d'information afin d'orienter le comportement des citoyens et des institutions publiques; et enfin 5) qu'ils manifestent la forme la plus évidente de politisation de la recherche.

Tous ces phénomènes peuvent être reliés à une même profonde transformation historique qui se manifeste par un rapport de force croissant des sciences, naturelles d'abord et sociales ensuite, sur le comportement verbal et les représentations de la réalité des acteurs politiques. Autant les idéologies religieuses que politiques ont eu à accepter la supériorité des pratiques du champ scientifique lorsque venait le temps de parler de la réalité. C'est ce qui est arrivé aux militants religieux parlant de la nature depuis l'essor des sciences naturelles et aux militants politiques lorsqu'ils parlent de la société depuis l'essor des sciences sociales depuis l'après-guerre. C'est bien pour cette raison que les porteurs d'idéologies qui se sont regroupées dans des think tanks ont eu à réinventer la guerre des idées et les stratégies d'influence par la recherche, c'est-à-dire en fonctionnant à partir de la grammaire politico-empirique des sciences sociales; c'est-à-dire en quadrillant leurs interventions de statistiques, de données, d'avis d'experts, de calculs comptables; par le recours à des concepts propres aux sciences économiques et sociales comme l'inflation, le taux d'endettement, la balance commerciale, le seuil de pauvreté, les retours sur

investissement, des mesures de performance, etc. Refuser de le faire équivaldrait pour eux à militer sans tenir compte du langage obligatoire des institutions politiques, celui que parle le pouvoir, celui surtout qui offre le plus de crédibilité à ceux qui l'emploient auprès des institutions et du public.

Si à partir du XIX^e siècle, l'expansion du suffrage, de l'alphabétisation et le développement des moyens d'impression ont fait naître un nouveau genre littéraire à part entière qui est celui de la guerre des idées par la littérature de combat – comme l'ont incarné Victor Hugo, Émile Zola, Simone de Beauvoir, Pierre Vadeboncoeur, Allan Bloom, Toni Morrison – l'influence des sciences, et plus tard celle des sciences sociales, a fait émerger dans la deuxième moitié du XX^e siècle un nouveau genre de militantisme par la recherche. Les think tanks de combat sont, en conséquence, la forme la plus adaptée du renouvellement de la guerre des idées dans un contexte où les stratégies d'influence ne peuvent plus faire abstraction de l'importance, de l'institutionnalisation et des pratiques du monde savant.

RÉFÉRENCES

- Abelson, Donald E. (2006). *A Capitol Idea : Think Tanks and US Foreign Policy*. McGill-Queen's University Press.
- Abelson, Donald E. (2009). *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*. McGill-Queen's University Press.
- Abelson, Donald E. (2016). *Northern Lights. Exploring Canada's Think Tank Landscape*. McGill-Queen's University Press.
- Abelson, Donald E. (2018). *Do Think Tank Matter?* McGill-Queen's University Press.
- Abelson, Donald E. et Carberry, Christine M. (1998). Following Suit or Falling Behind? A Comparative Analysis of Think Tanks in Canada and the United States. *Canadian Journal of Political Science*, 31(3), 525-555.
- Abelson, Donald E. et Lindquist, Evert A. (2002). Think Tanks in North America. Dans James G. McGann R. Kent Weaver (dir.), *Think Tanks & Civil Societies. Catalysts for Ideas and Action* (p. 37-66). Transaction Publishers.
- Adnett, Nick, Bougheas, Spiros et Davies, Peter. (2002, August 1st). Market-based reforms of public schooling: some unpleasant dynamics. *Economics of Education Review*, 21(4), 323-330. [https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0272-7757\(01\)00026-7](https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0272-7757(01)00026-7)
- Adorno, Theodor W. (1954). How to look at television. *The Quarterly of Film Radio and Television*, 8(3), 213-235.
- ADQ. (2003). *Pour un gouvernement responsable. Plan d'action pour un premier mandat de l'Action démocratique du Québec Conseil préélectoral, Québec, 1er mars 2003*.
- AFP. (2019, 23 mars). Les cinq géants de l'énergie ont dépensé 1 milliard en lobbying depuis l'Accord de Paris. *Le Devoir*.
- Aldrich, John A. (1995). *Why Parties ? The Origin and Transformation of Political Parties America*. The University of Chicago Press.
- Allard, Marie. (2009, 10 octobre). Écoles privées: pas de pitié pour les faibles. *La Presse*. www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/education/200910/09/01-910279-ecoles-privees-pas-de-pitie-pour-les-faibles.php
- Altheide, David L. et Grimes, Jennifer N. (2005). War Programming: The Propaganda Project and the Iraq War. *The Sociological Quarterly*, 46(4), 617-643.
- Althusser, Louis. (1971). *Essays on Ideology*. Verso.
- Anderegg, William R. L., Prall, James W., Harold, Jacob et Schneider, Stephen H. (2010). Expert credibility in climate change. *PNAS*, 107(27), 12107-12109.
- Angotti, Claire. (2019). Naissance de l'université. *L'Histoire*(463), 56-61.
- Anheier, Helmut K. et Leat, Diana. (2013). Philanthropic Foundations: What Rationales? . *Social Research: An International Quarterly*, 80(2), 449-472.
- Aradau, Claudia. (2016). Political grammars of mobility, security and subjectivity. *Mobilities*, 11(4), 564-574.
- Arcand, Pierre et Girard, Éric. (2022, 5 avril). Journal des débats de la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale du Québec.
- Arendt, Hannah. (1951). *The origins of totalitarianism*. Harcourt, Brace & Company.
- Aron, Raymond. (1960). L'idéologie, support nécessaire de l'action. *Res Publica*, 2(3), 276-286.
- Aron, Raymond. (1990). L'Avenir des religions séculières. Dans Raymond Aron (dir.), *Chroniques de guerre : La France libre 1940-1945* (p. 925-947). Gallimard.

- Atlas Network. (2022a, 4 November). *Announcing Atlas Network's 2022 Smart Bets*. Atlas Network. Récupéré le 24 novembre 2023 de www.atlasnetwork.org/articles/announcing-atlas-networks-2022-smart-bets
- Atlas Network. (2022b). *Partners*. Récupéré le 2 juin 2022 de www.atlasnetwork.org/partners
- Audier, Serge. (2012). *Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle*. Grasset.
- Austin, John Langshaw. (1975). *How to do things with words*. Oxford University Press.
- Badiou, Alain et Balmès, François. (1976). *De l'idéologie*. François Maspero.
- Baechler, Jean. (1976). *Qu'est-ce que l'idéologie?* Gallimard.
- Baier, Gerald et Bakvis, Herman. (2010). *Think tanks and political parties in Canada: Competitors or Collaborators* (Think tanks and public policies in Latin America, Issue).
- Bako, Olivia. (2011). Neoliberalism and its Effect on Women in Poverty. *The Lyceum*, 1(1), 32-40.
- Bargetz, Brigitte. (2019). A Political Grammar of Feelings. Thinking the Political Through Sensitivity and Sentimentality. Dans Thomas Bedorf et Steffen Herrmann (dir.), *Political Phenomenology* (p. 52-70). Routledge.
- Bastiat, Frédéric. (1851). *Harmonies économiques*. Guillaumin.
- Basu, Ranu. (2004). The rationalization of neoliberalism in Ontario's public education system, 1995-2000. *Geoforum*, 35(5), 621-634.
- Batt, Sharon. (2019, 4 avril). How Billionaires and Big Pharma Battled Canada's National Drug Plan. *The Tyee*.
- Baumgartner, Frank R., Berry, Jeffery M., Hojnacki, Marie, Kimball, David C. et Leech, Beth L. (2009). *Lobbying and policy change: who wins, who loses, and why*. University of Chicago Press.
- Beauchemin, Jacques, Bourque, Gilles et Duchastel, Jules. (1995). Du providentialisme au néolibéralisme: de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale. *Cahiers de recherche sociologique*(24), 15-47.
- Beaulieu, Carole. (2009). Éthique de l'inconfort. *Éthique publique*, 11(1). <https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.1340>
- Bédard, Mathieu. (2016, 19 juillet). N'en déplaise à Donald Trump, le libre-échange est écologique. *Blogue du Journal de Montréal*. www.journaldemontreal.com/2016/07/19/nen-deplaise-a-donald-trump-le-libre-echange-est-ecologique
- Béland, Daniel. (2009). Idées, institutions politiques et production de l'expertise : une perspective comparative sur le rôle des think tanks au Canada et aux États-Unis. *Quaderni*(70), 39-46.
- Bélisle, Jean-François, Belzile, Germain et Gagné, Robert. (2005). *La concurrence entre les écoles: un bilan des expériences étrangères*.
- Belzile, Germain et Milke, Mark. (2018). *Bourse du carbone : faire fuir les emplois et les capitaux sans réduire les GES*.
- Belzile, Germain. (2017). *Quotas de voitures électriques : une taxe déguisée*.
- Belzile, Germain. (2018, 5 avril). Les deux conditions de la taxe carbone. *Blogue du Journal de Montréal*. www.iedm.org/fr/78711-les-deux-conditions-de-la-taxe-carbone
- Belzile, Germain. (2019a). *Réduction des GES : des cibles ambitieuses pour des impacts insignifiants*.
- Belzile, Germain. (2019b). *Taxation du carbone : les politiques d'Ottawa et des provinces sont-elles efficaces?*
- Benoit, Kenneth, Laver, Michael et Mikhaylov, Slava. (2009). Treating words as data with error: Uncertainty in text statements of policy positions. *American Journal of Political Science*, 53(2), 495-513.
- Bernstein, Serge. (2013). Les partis politiques : la fin d'un cycle historique. *Esprit*(août-septembre), 28-39.

- Biget, Jean-Louis. (2007a). L'Inquisition (XIII^e siècle). Dans Alain Corbin (dir.), *Histoire du christianisme : pour mieux comprendre notre temps* (p. 200-204). Seuil.
- Biget, Jean-Louis. (2007b). Les hérésies (XIII^e siècle). Dans Alain Corbin (dir.), *Histoire du christianisme : pour mieux comprendre notre temps* (p. 195-199). Seuil.
- Birnbaum, David. (2017, 12 avril). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec*.
- Biville, Sylvain. (2010, 8 juillet). Comment le faux scandale du Climategate s'est dégonflé. *Le Nouvel Observateur*.
- Blais, Jean-Guy, Larose, François, Laurier, Michel, Lessard, Claude, Rousseau, Christian, Dupuis, Philippe et Proulx, Jean-Pierre. (1999). Le palmarès des écoles secondaires en question. *Mesure et évaluation en éducation*, 22(1), 1-20. <https://doi.org/10.7202/1091269ar>
- Blundell, John. (1998). No Antony Fisher, no IEA: 'The Case for Freedom' after 50 years. *Economic Affairs*, 18(3), 42-44. <https://doi.org/10.1111/1468-0270.00108>
- Blundell, John. (2015). *Waging the War of Ideas*. Institute of Economic Affairs.
- Blutstein, Harry. (2015). *The Ascent of Globalisation*. Manchester University Press. <https://doi.org/10.7765/9781784996673>
- 10.7765/9781784996673.00012
- Boaz, David. (1991). *Liberating schools: Education in the inner city*. Cato Institute.
- Boaz, David. (1997). *Libertarianisme : a Primer*. The Free Press.
- Boily, Frédéric. (2019). La Canada West Foundation et le Manning Centre for Building Democracy: deux think tanks à la défense de l'Ouest canadien et de la droite. *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), 166-184.
- Bonnardel, François. (2009, 30 septembre). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec*.
- Bonnardel, François. (2015, 16 septembre). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec*.
- Bonneuil, Christophe, Choquet, Pierre-Louis et Franta, Benjamin. (2021). Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971-2021. *Global Environmental Change*, 71(102386), 1-10. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102386>
- Boquet, Damin et Nagy, Pirooska. (2015). *Moyen Âge : une histoire des émotions dans l'Occident médiéval*. Seuil.
- Boucher, Stephen et Royo, Martine. (2012). *Les think tanks : cerveaux de la guerre des idées*. Éditions du félin.
- Boucheron, Patrick et Offenstadt, Nicolas. (2011). *L'espace public au Moyen Âge : débats autour de Jürgen Habermas*. Presses universitaires de France.
- Boudon, Raymond. (1986). *L'idéologie*. Fayard.
- Bourdieu, Pierre. (1998). L'essence du néolibéralisme. *Le Monde diplomatique*.
- Boykoff, Maxwell et Farrell, Justin. (2019). Climate change countermovement organizations and media attention in the United States Dans Núria Almiron et Jordi Xifra (dir.), *Climate Change Denial and Public Relations* Routledge.
- Bradford, Neil. (1998). *Commissioning ideas : Canadian national policy innovation in comparative perspective*. Oxford University Press.
- Brais Harvey, Gabrielle (dir.). (2016). *Cinq chantiers pour changer le Québec : temps, démocratie, bien-être, territoire*. Écosociété.
- Brandén, Maria et Bygren, Magnus. (2018). *School choice and school segregation: Lessons from Sweden's school voucher system* (The IAS Working Paper Series, Issue (1)).
- Breton, Daniel. (2013, 6 novembre). *Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec*.
- Brookes, Kevin. (2018a). L'engagement dans un think tank néo-libéral. Entretien avec Gaspard Koenig, président de GénérationLibre. *Quaderni*(97), 57-67. <https://doi.org/10.4000/quaderni.1285>

- Brookes, Kevin. (2018b). "Les idées ont des conséquences": la genèse internationale des think tanks néo-libéraux français. *Quaderni*(97), 35-55.
- Brulle, Robert J. (2018). The climate lobby: a sectoral analysis of lobbying spending on climate change in the USA, 2000 to 2016. *Climatic Change*, 149(3-4), 289-303. <https://doi.org/10.1007/s10584-018-2241-z>
- Brunet, Natalie. (2015). *The Emergence of Partisan Think Tanks: A Case Study of the Manning Centre and Broadbent Institute*.
- Brunner, Eric J, Imazeki, Jennifer et Ross, Stephen L. (2010). Universal vouchers and racial and ethnic segregation. *The Review of Economics and Statistics*, 92(4), 912-927.
- Burki, Talha Khan. (2019). Links between think tanks and the tobacco industry. *The Lancet Oncology*, 20(3), e-133.
- Cahill, Damien et Beder, Sharon. (2005). Neo-liberal think tanks and neo-liberal restructuring: Learning the lessons from Project Victoria and the privatisation of Victoria's electricity industry. *Social Alternatives*, 24(1), 43-48.
- Cain, Bruce E. et Drutman, Lee. (2014). Congressional staff and the revolving door: The impact of regulatory change. *Election Law Journal*, 13(1), 27-44.
- Campbell, Donald T. (1979, 1979/01/01/). Assessing the impact of planned social change. *Evaluation and Program Planning*, 2(1), 67-90. [https://doi.org/10.1016/0149-7189\(79\)90048-X](https://doi.org/10.1016/0149-7189(79)90048-X)
- Campbell, John L. (1998). Institutional Analysis and the Role of Ideas in Political Economy. *Theory and Society*, 27(3), 377-409.
- Canada. (1985). *Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada*.
- Canada. (1994). *La sécurité sociale dans le Canada de demain. Document de travail déposé à la Chambre des communes par le ministre du Développement des ressources humaines, le 5 octobre 1994. Ottawa : Gouvernement du Canada*.
- Carpenter, Sara, Weber, Nadya et Schugurensky, Daniel. (2012). Views from the blackboard: Neoliberal education reforms and the practice of teaching in Ontario, Canada. *Globalisation, societies and education*, 10(2), 145-161.
- Carroll, William K. (1989). Neoliberalism and the recomposition of Finance Capital in Canada. *Capital & Class*, 13(2), 81-112.
- Carroll, William K. et Huxtable, David. (2014). Expose/oppose/propose: The Canadian centre for policy alternatives and the challenge of alternative knowledge. *Journal of Canadian Labour Studies*(74), 27-50.
- Carroll, William K. et Shaw, Murray. (2001). Consolidating a neoliberal policy bloc in Canada, 1976 to 1996. *Canadian Public Policy/Analyse de Politiques*, 195-217.
- Carter, Meg. (2014). The not so independent tobacco experts. *BMJ : British Medical Journal*, 348, g-2908. <https://doi.org/10.1136/bmj.g2908>
- Castonguay-Payant, Justine. (2020). *Le choix de l'école secondaire par des parents dans le marché scolaire montréalais. Une étude compréhensive des conditions, stratégies et effets sociaux de l'exercice d'un devoir parental* Université de Montréal]. Montréal.
- Cato. (2001). *25 Years at the Cato Institute : the 2001 Annual Report*.
- Chassin, Youri. (2014). *Les voitures électriques : buzzword ou solution réelle?* Récupéré le 15 novembre 2021 de
- Chassin, Youri. (2016a, 8 août). L'échec prévisible du Fonds vert, ou comment choisir les pires projets. *Blogue du Journal de Montréal*.
- Chassin, Youri. (2016b, 24 novembre). Taxe sur le carbone 101, ou pourquoi ça ne marchera pas. *Blogue du Journal de Montréal*.
- Chassin, Youri et Lemieux, Pierre. (2013). *Why New International Taxes for Development Are Inefficient*.

- Chassin, Youri et Tremblay, Guillaume. (2014, 1er novembre). *Doit-on subventionner l'achat de voitures électriques?* .
- Chassin, Youri et Tremblay, Guillaume. (2015). *Guide pratique sur l'économie des changements climatiques – La Conférence de Paris et ses suites.*
- Chiroleu-Assouline, Mireille et Lyon, Thomas P. (2020). Merchants of Doubt: Corporate Political Influence When Expert Credibility is Uncertain. *Journal of Economics & Management Strategy*, 29(2), 439-461.
- Chouinard, Marie-Andrée (2008, 24 octobre). Palmarès d'écoles - L'écramage. *Le Devoir.*
- Cilliers, Jacobus, Mbiti, Isaac M. et Zeitlin, Andrew. (2021). Can Public Rankings Improve School Performance? *Evidence from a Nationwide Reform in Tanzania*, 56(3), 655-685.
<https://doi.org/10.3368/jhr.56.3.0119-9969R1>
- CIP. (2020a). *Foreign Funding of Think Tanks in America.* Center for International Policy.
- CIP. (2020b). *U.S. government and defense contractor funding of America's top 50 think tanks.* Center for International policy.
- Claveau, François, Santerre, Olivier, Veillette, Andréanne et Rocheleau, Sylvain. (2022). Les think tanks dans le champ médiatique canadien. *Politique et Sociétés*, 41(3), 75-104.
<https://doi.org/10.7202/1089110ar>
- Climenhaga, David. (2018, 23 June). U.S.-based Atlas Network, which has 'reshaped political power in country after country,' a 'partner' of Canadian Taxpayers Federation *Alberta politics*. www.albertapolitics.ca/2018/06/u-s-based-atlas-network-which-has-reshaped-political-power-in-country-after-country-a-funder-of-canadian-taxpayers-federation/
- Cloutier-Roy, Christophe. (2019). Comment des think tanks progressistes ont tenté de combler le retard de la gauche dans la « guerre des idées » aux États-Unis : le Progressive Policy Institute et le Center for American Progress. *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), 83-101.
<https://doi.org/10.7202/1068560ar>
- Cockett, Richard. (1994). *Thinking The Unthinkable: Think-Tanks and the Economic Counter-Revolution, 1931-1983.* Harper Collins.
- Colette, Benoît et Pétry, François. (2013). Le positionnement des partis sur l'échiquier politique québécois. Dans Réjean Pelletier (dir.), *Les partis politiques québécois dans la tourmente. Mieux comprendre et évaluer leur rôle* (p. 111-131). Presses de l'Université Laval.
- Collins, Paul M. (2016). *Christian Inculturation in India.* Routledge.
- Connor, Steve. (2007, 8 May). C4 Accused Of Falsifying Data In Documentary On Climate Change. *The Independent.*
- Courcy, Diane de. (2009). Quelques réflexions autour d'un certain palmarès. *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 11(1).
- Cox, Gary W. et McCubbins, Mathew D. (2007). *Legislative Leviathan : Party Government in the House (second edition).* Cambridge University Press.
- Cox, Wendell. (2006). *Housing and Transportation in Montreal – How suburbanization is improving the region's competitiveness.*
- Currie-Knight, Kevin. (2019). *Education in the marketplace : an intellectual history of pro-market libertarian visions for education in twentieth century America.* Palgrave Macmillan.
- D'Amour, Jean. (2013, 7 novembre). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec.*
- Dalton, Russell J. et Wattenberg, Martin P. (dir.). (2002). *Parties without Partisans : Political Change in Advanced Industrial Democracies.* Oxford University Press.
- Dardot, Pierre et Laval, Christian. (2010). *La nouvelle raison du monde : essai sur la société néolibérale.* La Découverte.
- Davidson-Harden, Adam, Kuehn, Larry et Schugurensky, Daniel. (2010). Neoliberalism and education in Canada. Dans *The Rich World and the Impoverishment of Education* (p. 67-89). Routledge.

- De Mesa, José M. (2015). Doing Theology as Inculturation in the Asian Context. Dans James A. Scherer et Stephen B. Bevans (dir.), *New Directions in Mission and Evangelization 3: Faith and Cultural* (vol. 3). Maryknoll (New York).
- De Molinari, Gustave. (1887). *Les lois naturelles de l'économie politique*. Guillaumin.
- de Montbrial, Thierry. (2011, 28 février). *Qu'est-ce qu'un think tank?* Académie des sciences morales et politiques.
- de Peretti, François-Xavier. (2016). L'inculturation des Jésuites en Chine. Pascal, Leibniz, Voltaire et la querelle des rites chinois. *Malice, le Magazine des Littératures et des Cultures à l'ère numérique*(7), 1-18.
- Debray, Régis. (2000). *Intellectuel français, suite et fin*. Gallimard.
- Deglise, Fabien. (2019, 24 janvier). L'industrie du tabac achète l'appui de groupes "indépendants". *Le Devoir*.
- Denham, Andrew. (1996). *Think-Tanks of the New Right*. Dartmouth.
- Denham, Andrew et Garnett, Mark. (1999). Influence without responsibility? Think-tanks in Britain. *Parliamentary Affairs*, 52(1), 46-57.
- Déry, Pascale. (2016, 8 mai). Y a-t-il une espèce en péril dans le coin ? *Blogue du Journal de Montréal*. www.iedm.org/62752-y-a-t-il-une-espece-en-peril-dans-le-coin
- Desai, Radhika. (1994). Second-hand dealers in ideas: think-tanks and Thatcherite hegemony. *New Left Review*(203), 27-66.
- Descôteaux, David. (2010, 9 septembre). Il y a pire que le réchauffement. *Métro Montréal*, 21.
- Desjardins, Pierre-David. (2006). *La régulation marchande en éducation observée par le prisme de quatre établissements scolaires au Québec* Université du Québec à Montréal]. Montréal.
- Desjardins, Pierre-David, Lessard, Claude et Blais, Jean-Guy. (2009). *Les effets prédits et observés du Bulletin des écoles secondaires du Québec*.
- Desmoulins, Lucile. (2016). Pour une double lecture institutionnaliste et communicationnelle des formes organisationnelles derrière l'appellation 'think tank'. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*(9).
- Desrochers, Pierre. (2010, 22 avril). Le capitalisme écologique. *La Presse*, A-25.
- Desrochers, Pierre et Guénette, Jasmin. (2015, 22 avril). Jour de la Terre - Célébrer la liberté d'entreprendre. *La Presse*.
- Desrochers, Pierre et Shimizu, Hiroko. (2010). *Will buying food locally save the planet?*
- DiMaggio, Paul J. et Powell, Walter W. (1983). The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields. *American sociological review*, 48(2), 147-160.
- Djelic, Marie-Laure et Mousavi, Reza. (2020). How the Neoliberal Think Tank Went Global: The Atlas Network, 1981 to the Present. Dans Dieter Plehwe, Quinn Slobodian et Philip Mirowski (dir.), *Nine Lives of Neoliberalism* (p. 257-282). Verso Books.
- Dobell, Peter C. (2003). *IRPP: the first 30 years*. Institut de recherche en politiques publiques.
- Doberstein, Carey. (2017a). The credibility chasm in policy research from academics, think tanks, and advocacy organizations. *Canadian Public Policy*, 43(4), 363-375.
- Doberstein, Carey. (2017b). Whom do bureaucrats believe? A randomized controlled experiment testing perceptions of credibility of policy research. *Policy Studies Journal*, 45(2), 384-405.
- Dosse, François. (2018). *La saga des intellectuels français* (2). Gallimard.
- Dostaler, Gilles. (1999). Hayek et sa reconstruction du libéralisme. *Cahiers de recherche sociologique*(32), 119-141. <https://doi.org/10.7202/1002401ar>
- Dostaler, Gilles et Hanin, Frédéric. (2005). Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec. *Sociologie et sociétés*, 37(2), 153-181.
- Downs, Anthony. (1957). *An Economic Theory of Democracy*. Harper.
- Drainville, Bernard. (2014, 24 septembre). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec*.

- Draper, John William. (1875). *History of the Conflict between Religion and Science*. D. Appleton and company. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511692918>
- Drope, Jeffrey et Chapman, Simon. (2001). Tobacco industry efforts at discrediting scientific knowledge of environmental tobacco smoke: a review of internal industry documents. *Journal of Epidemiology & Community Health*, 55(8), 588-594. <https://doi.org/10.1136/jech.55.8.588>
- Duménil, Gérard et Lévy, Dominique. (2005). The Neoliberal (Counter-)Revolution. Dans Alfredo Saad-Filho (dir.), *Neoliberalism: A Critical Reader* (p. 9-19). Pluto Press.
- Dumont, Fernand. (1974). *Les idéologies*. Presses Universitaires de France.
- Duverger, Maurice. (1951). *Les partis politiques*. Librairie Armand Collin.
- Dyble, Colleen (dir.). (2011). *Freedom Champions : Stories from the Front Lines in the War of Ideas*. Atlas Economic Research Foundation.
- Ebenstein, Alan. (2001). *Friedrich Hayek: a Biography*. Palgrave.
- Edwards, Lee. (1997). *The Power of Ideas: The Heritage Foundation at 25 Years*. Jameson Books.
- Edwards, Lee. (2013). *Leading the Way: The Story of Ed Feulner and the Heritage Foundation*. Crown Books.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2006, 26 avril). Un vrai débat sur le climat. *Journal de Montréal*, 30.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2007a, 12 juillet). Hypocrisie ou bêtise. *Journal de Montréal*, 24.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2007b, 5 avril). Propos hérétiques. *Journal de Montréal*, 26.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2009a, 17 septembre). Écolocratie. *Journal de Montréal*, 21.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2009b, 26 novembre). La bulle verte éclate! *Journal de Montréal*, 23.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2009c, 3 décembre). La religion verte. *Journal de Montréal*, 23.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2010, 25 novembre). La vie n'est plus sacrée! *Journal de Montréal*, 25.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2011a, 1er décembre). Climategate : prise 2 ! . *Journal de Montréal*, 23.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2011b, 16 juin). Les effets pervers. *Journal de Montréal*, 27.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2012, 2 février). Le triomphe de la vérité. *Journal de Montréal*, 23.
- Elgrably-Lévy, Nathalie. (2013, 11 novembre). Climat de terreur. *Journal de Montréal*, 28.
- Ellul, Jacques. (1990). *Propagandes* (vol. Economica). Paris.
- Epple, Dennis, Romano, Richard E et Urquiola, Miguel. (2017). School vouchers: A survey of the economics literature. *Journal of Economic Literature*, 55(2), 441-492.
- Epple, Dennis et Romano, Richard E. (1998). Competition between Private and Public Schools, Vouchers, and Peer-Group Effects. *The American Economic Review*, 88(1), 33-62.
- Farrell, Justin. (2019). The growth of climate change misinformation in US philanthropy: evidence from natural language processing. *Environmental Research Letters*, 14(3), 1-10.
- Feldman, Bob. (2007). Report from the Field: left media and left think tanks – foundation-managed protest? *Critical Sociology*, 33(3), 427-446.
- Feulner, Edwin J. (1986). *Waging and Winning the War of Ideas*.
- Feulner, Edwin J. (2013). *Helping to Shape Public Policy*. Dans Robert Scully (dir.), *The World Show*.
- Fiorina, Morris P., Abrams, Samuel J. et Pope, Jeremy C. (2005). *Culture War* (vol. 3). Pearson Longman.
- Fischer, Frank. (1991). American Think Tanks: Policy Elites and the Politicization of Expertise. *Governance: An International Journal of Policy and Administration*, 4(3), 332-353.
- Fischer, Karin et Plehwe, Dieter. (2017). Neoliberal think tank networks in Latin America and Europe: strategic replication and cross-national organizing. Dans Alejandra Salas-Porrás et Georgina Murray (dir.), *Think Tanks and Global Politics : Key Spaces in the Structure of Power* (p. 159-186). Palgrave Macmillan.
- Fisher, Antony. (1974). *Must History Repeat Itself? A study of the lessons taught by the (repeated) failure and (occasional) succes of Government Economic Policy trough the ages*. Transatlantic Arts.

- Fisher, Donald. (1983). The Role of Philanthropic Foundations in the Reproduction and Production of Hegemony: Rockefeller Foundations and the Social Sciences. *Sociology*, 17(2), 206-233.
- Flinn, Brian. (1995, 19 January). Former APEC head starts independent think-tank: Big-business heavyweights dominate board. *The Daily News*, 21.
- Fontan, Jean-Marc, Lévesque, Benoît et Charbonneau, Mathieu. (2011). Les fondations privées québécoises : un champ de recherche émergent. *Lien social et politique*(65), 43-64. <https://doi.org/10.7202/1006025ar>
- Forsberg, Håkan. (2018, 2018/08/18). School competition and social stratification in the deregulated upper secondary school market in Stockholm. *British Journal of Sociology of Education*, 39(6), 891-907. <https://doi.org/10.1080/01425692.2018.1426441>
- Fossier, Robert. (1995). Aperçus sur la démographie médiévale. Dans Olivier Guyotjeannin (dir.), *Population et démographie au Moyen Âge* (p. 9-26). Éditions du CTHS.
- Foucault, Michel. (1994). *Dits et écrits : 1954-1988* (vol. III). Gallimard.
- Foucault, Michel. (2004). *Naissance de la biopolitique : Cours au collège de France (1978-1979)*. Gallimard.
- François 1er. (2014, 27 Octobre). Address on the Occasion of the Inauguration of the Bust in Honour of Pope Benedict XVI. *The Pontifical Academy of Sciences*. www.pas.va/en/magisterium/francis/2014-27-october.html
- Franta, Benjamin. (2018, 19 septembre). Shell and Exxon's secret 1980s climate change warnings. *The Guardian*.
- Franzmann, Simon et Kaiser, André. (2006). Locating political parties in policy space: A reanalysis of party manifesto data. *Party Politics*, 12(2), 163-188.
- Fraser Institute. (1999). *Challenging Perceptions: Twenty-five Years of Influential Ideas*.
- Freidman, Milton. (1995, 19 février). Public Schools: Make Them Private. *The Washington Post*.
- Fricker, Miranda. (2007). *Epistemic injustice: Power and the ethics of knowing*. Oxford University Press.
- Friedman, Milton. (1996). The Counter-Revolution in Monetary Theory. Dans Geoffrey E. Wood (dir.), *Explorations in Economic Liberalism: The Wincott Lectures* (p. 3-21). Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-24967-1_1.
- Frost, Gerald. (2002). *Antony Fisher: Champion of Liberty*.
- Gagnon, Alain-G. (2013). Quebec Public Intellectuals in Times of Crisis. Dans Nelson Wiseman (dir.), *The Public intellectual in Canada* (p. 98-108). Toronto University Press.
- Galbraith, James. (1988). The grammar of political economy. Dans *The Consequences of Economic Rhetoric* (p. 221-239). Cambridge University Press.
- Geloso, Vincent. (2013). *Du grand rattrapage au déclin tranquille : une histoire économique et sociale du Québec de 1900 à nos jours*. Accent grave.
- Genieys, William et Hassenteufel, Patrick. (2012). Qui gouverne les politiques publiques ? Par-delà la sociologie des élites. *Gouvernement et action publique*, 2(2), 89-115.
- Gentile, Emilio. (2006). *Politics as religion*. Princeton University Press.
- Gerring, John. (1997). Ideology: A definitional analysis. *Political Research Quarterly*, 50(4), 957-994.
- Gill, Jessica K. (2021). Unpacking the Role of Neoliberalism on the Politics of Poverty Reduction Policies in Ontario, Canada: A Descriptive Case Study and Critical Analysis. *social sciences*, 10(12), 485.
- Gingras, F. Pierre. (2011, 12 mai). Hydroélectricité de moyenne puissance : un potentiel oublié. *Site web de l'IEDM*.
- Gingras, Yves. (2016). *L'impossible dialogue*. Sciences et religions. Presses universitaires de France.
- Girard, Éric. (2019, 21 mars). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec*.

- Giry, Johan et Landry, Julien. (2018). L'expert et l'intellectuel public. Dans François Claveau et Julien Prud'homme (dir.), *Experts sciences et sociétés* (p. 39-58). Presses de l'Université de Montréal.
- Goldenberg, Suzanne. (2013). Secret funding helped build vast network of climate denial think tanks. *The Guardian*.
- Goodhart, Charles. (1981). Problems of Monetary Management: The U.K. Experience. Dans Anthony Courakis (dir.), *Inflation, Depression and Economic Policy in the West* (p. 111-132). Alexandrine Publishing.
- Goodman, Dena. (1994). *The republic of letters: A cultural history of the French enlightenment*. Cornell University Press.
- Goodman, John C et Marotz-Baden, Ramona (dir.). (1990). *Fighting the War of Ideas in Latin America*. National Center for Policy Analysis.
- Graefe, Peter. (2004a). La topographie des think tanks patronaux québécois. La construction d'un paysage néolibéral. *Globe : revue internationale d'études québécoises*, 7(1), 181-202.
- Graefe, Peter. (2004b). *Striking a new balance: Neoliberalism, the provinces and intergovernmental relations in Canada, 1985-2002* Université de Montréal]. Montréal.
- Gramsci, Antonio. (2012). *Guerre de mouvement et guerre de position (Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan)*. La fabrique.
- Gramsci, Antonio. (2022). *Cahiers de prison. Anthologie*. Folio.
- Grenier, Véronique. (2020). *Parents immigrants et choix de l'école secondaire dans le contexte montréalais: représentations des offres éducatives, motifs, contraintes et stratégies familiales* Université de Montréal]. Montréal.
- Grömping, Max et Halpin, Darren R. (2021). Do think tanks generate media attention on issues they care about? Mediating internal expertise and prevailing governmental agendas. *Policy Sciences*, 54(4), 849-866.
- Grujters, Rob J. (2020, 18 February). How (Un)representative Are China's Stellar PISA Results? *The Economist*.
- Gusenbauer, Michael. (2019). Google Scholar to overshadow them all? Comparing the sizes of 12 academic search engines and bibliographic databases. *Scientometrics*, 118(1), 177-214. <https://doi.org/10.1007/s11192-018-2958-5>
- Gutstein, Donald. (2009, 14 October). Following the money: The Fraser Institute's tobacco papers *Rabble.ca*.
- Gutstein, Donald. (2014a, 23 April). Follow the Money, Part 5 – The Tobacco Papers revisited *Rabble.ca*.
- Gutstein, Donald. (2014b). *Harperism : how Stephen Harper and his think tank colleagues have transformed Canada*. James Lorimer & Company.
- Gutstein, Donald. (2019). *The Big Stall: How big oil and think tanks are blocking action on climate change in Canada*. Lorimer.
- Haas, Peter M. (1992). Introduction: epistemic communities and international policy coordination. *International organization*, 46(1), 1-35.
- Habermas, Jürgen. (1978). *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Payot.
- Hachey, Isabelle. (2016, 6 juillet). L'IEDM est-il à la solde de l'industrie ? *La Presse*.
- Hajer, M. (1993). Discourse coalitions and the institutionalisation of practice: the case of acid rain in Britain. Dans Frank Fischer et John Forester (dir.), *The Argumentative turn in policy analysis and planning* (vol. 43, p. 43-76). Duke University Press.
- Hall, Peter A. (1993). Policy paradigms, social learning, and the state: the case of economic policymaking in Britain. *Comparative Politics*, 275-296.

- Hall, Peter A. et Taylor, Rosemary C.R. (1996). Political science and the three new institutionalisms. *Political studies*, 44(5), 936-957.
- Hall, Peter A. et Taylor, Rosemary C.R. (1997). La science politique et les trois néo-institutionnalismes. *Revue française de science politique*, 47(3-4), 469-496.
- Hallstrom, Lars. (2018). Rural governmentality in Alberta: A case study of neoliberalism in rural Canada. *Revue Gouvernance / Governance Review* 15(2), 27-49.
- Hamilton, Clive. (2010, 23 février). Think tanks, oil money and black ops. *ABC News*. www.abc.net.au/news/2010-02-24/32974
- Hardin, Carolyn. (2014). Finding the 'Neo' in Neoliberalism. *Cultural Studies*, 28(2), 199-221. <https://doi.org/10.1080/09502386.2012.748815>
- Harding, Eleanor (2015, 15 June). Schools caught cheating in exams to boost rankings with teachers altering answers and pupils copying from text books. *Daily Mail*.
- Harris, Mike et Manning, Preston. (2007). *Vision for a Canada Strong and Free*. Institut économique de Montréal / Institut Fraser.
- Hartelius, Johanna. (2011). Rhetorics of expertise. *Social Epistemology*, 25(3), 211-215.
- Harvey, David. (2007). *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford University Press.
- Hastings, Justine S. et Weinstein, Jeffrey M. (2008). Information, School Choice, and Academic Achievement: Evidence from Two Experiments. *The Quarterly Journal of Economics*, 123(4), 1373-1414. <https://doi.org/10.1162/qjec.2008.123.4.1373>
- Hauck, Juliana Cristina Rosa. (2017). What are 'think tanks'? Revisiting the dilemma of the definition. *Brazilian Political Science Review*, 11(2).
- Hawkins, Benjamin et McCambridge, Jim. (2014). Industry Actors, Think Tanks, and Alcohol Policy in the United Kingdom. *American Journal of Public Health*, 104(8), 1363-1369.
- Hayek, Friedrich. (1939). The Economic Conditions of Interstate Federalism. *New Commonwealth Quarterly*, 5(2), 131-149.
- Hayek, Friedrich. (1941). The Counter-Revolution of Science. *Economica*, 8(31), 281-320. <https://doi.org/10.2307/2549335>
- Hayek, Friedrich. (1944). *The Road to Serfdom*. Routledge.
- Hayek, Friedrich. (1949). The Intellectuals and Socialism. *The University of Chicago Law Review*, 16(3), 417-433.
- Hayek, Friedrich. (1952). *The Sensory Order: An Inquiry Into the Foundations of Theoretical Psychology*. University of Chicago Press.
- Hayek, Friedrich. (1960). *The Constitution of Liberty*. University of Chicago Press
- Hayek, Friedrich. (1973). *Law, Legislation and Liberty : Rules and Order (volume 1)*. Routledge.
- Hayek, Friedrich. (1976). *Law, Legislation and Liberty : The Mirage of Social Justice (volume 2)*. Routledge.
- Hayek, Friedrich. (1979a). *Law, Legislation and Liberty : The Political Order of a Free People (volume 3)*. Routledge.
- Hayek, Friedrich. (1979b). *A Tiger by the Tail: The Keynesian Legacy of Inflation*. Cato Institute.
- Hayek, Friedrich. (1988). *The Fatal Conceit: The Errors of Socialism*. University of Chicago Press
- Hayek, Friedrich. (1991). *The Fortunes of Liberalism. Essays on Austrian Economics and the Ideal of Freedom*. University of Chicago Press.
- Hayes, Dominic. (2012, 13 April). School accused of cheating in league tests. *The Standard*.
- Hébert, Guillaume et Posca, Julia (dir.). (2018). *Détournement d'État : bilan de quinze ans de gouvernement libéral*. Lux Éditeur.
- Hébert, Michel. (2018). *La voix du peuple : une histoire des assemblées au Moyen Âge*. Presses universitaires de France.

- Hein, James Everett et Jenkins, J. Craig. (2017). Why does the United States lack a global warming policy? The corporate inner circle versus public interest sector elites. *Environmental Politics*, 26(1), 97-117. <https://doi.org/10.1080/09644016.2016.1244966>
- Hemmings, Clare. (2011). *Why Stories Matter: The Political Grammar of Feminist Theory*. Duke University Press.
- Henriet, Patrick. (2003). Le contrôle du monde chrétien (1198-1294). Dans Yves-Marie Hilaire (dir.), *Histoire de la papauté : 2000 ans de mission et de tribulations* (p. 208-229). Tallandier.
- Hoggan, James et Littlemore, Richard. (2009). *Climate Cover-Up: The Crusade to Deny Global Warming* Greystone Books.
- Holle, Peter. (2000, 8 January). Winnipeg bounces back: Once the West's business centre, Winnipeg suffered a long, government-caused decline. But the city is back, and making news with its property boom, not just its arson problem. *National Post*, D5.
- Hong, Beth. (2012, August 30). Charitable Fraser Institute received \$4.3 million in foreign funding since 2000. *Vancouver Observer*. www.vancouverobserver.com/politics/charitable-fraser-institute-received-43-million-foreign-funding-2000.html
- Hurteau, Philippe (dir.). (2016). *Une histoire économique du Québec contemporain. Volume 2 : les institutions publiques*. Lux Éditeur.
- IEDM. (2002). *Rapport annuel*.
- IEDM. (2003). *Rapport annuel*.
- IEDM. (2022). *Rapport annuel*.
- Immergut, Ellen M. (1998). The theoretical core of the new institutionalism. *Politics & society*, 26(1), 5-34.
- Israel, Jonathan. (2010). *A Revolution of the Mind: Radical Enlightenment and the Intellectual Origins of Modern Democracy*. Princeton University Press.
- Israel, Jonathan. (2020). *Les lumières radicales : la philosophie, Spinoza et la naissance de la modernité (1650-1750)*. Éditions Amsterdam.
- Jacob, Steve. (2009). Les systèmes de gestion de la performance et les mutations de la gestion publique contemporaine: enjeux et défis de la logique du classement. *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 11(1).
- Jacoby, Russell. (1987). *The Last Intellectuals : American Culture in the Age of Academe*. Basic Books.
- Jacques, Peter J., Dunlap, Riley E. et Freeman, Mark. (2008). The organisation of denial: Conservative think tanks and environmental skepticism. *Environmental Politics*, 17(3), 349-385. <https://doi.org/10.1080/09644010802055576>
- Jaspers, Karl. (1954). *Origine et sens de l'histoire*. Plon.
- Jean-Paul II. (1996, 22 octobre). Message du Saint-Père Jean-Paul II aux membres de l'Assemblée plénière de l'Académie pontificale des sciences. *Archives du Vatican*.
- Jeziarska, Katarzyna et Sörbom, Adrienne. (2021). Proximity and distance: Think tanks handling the independence paradox. *Governance*, 34(2), 395-411.
- Jobert, Bruno. (1992). Représentations sociales, controverses et débats dans la conduite des politiques publiques. *Revue française de science politique*, 42(2), 219-234.
- Jones, Daniel Stedman. (2014). *Masters of the Universe : Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics - Updated Edition*. Princeton University Press.
- Kahn, Herman. (1960). *On thermonuclear war*. Princeton University Press.
- Kamanzi, Pierre Canisius. (2019a). Marché scolaire et reproduction des inégalités sociales au Québec. *Revue des sciences de l'éducation*, 45(3), 140-165.
- Kamanzi, Pierre Canisius. (2019b). School market in Quebec and the reproduction of social inequalities in higher education. *Social inclusion*, 7(1), 18-27.

- Kandiah, Michael David et Seldon, Anthony (dir.). (1996a). *Ideas and Think Tanks in Contemporary Britain* (vol. 1). Routledge.
- Kandiah, Michael David et Seldon, Anthony. (1996b). *Ideas and Think Tanks in Contemporary Britain: Volume 1*. Routledge.
- Kandiah, Michael David et Seldon, Anthony (dir.). (1997). *Ideas and Think Tanks in Contemporary Britain* (vol. 2). Routledge.
- Kandiko, Camille B. (2010). Neoliberalism in higher education: A comparative approach. *International Journal of Arts and Sciences*, 3(14), 153-175.
- Katz, Richard S. et Mair, Peter. (1995). Changing Models of Party Organization and Party Democracy: the emergence of the cartel party. *Party Politics*, 1(1), 5-31.
- Kelly-Gagnon, Michel. (2001, 14 juillet). Refroidissement de la planète. *Les Affaires*, 10.
- Kelly-Gagnon, Michel. (2004, 12 novembre). Give us hard facts on Kyoto. *Financial Post*, FP-11.
- Kelly-Gagnon, Michel. (2011). Reclaiming a Free Market Tradition in Quebec. Dans Colleen Dyble (dir.), *Freedom Champions : Stories from the Front Lines in the War of Ideas* (p. 19-26). Atlas Economic Research Foundation.
- Kelly-Gagnon, Michel. (2014). Transcanada pipeline et l'Institut économique de Montréal. *Blogue du Journal de Montréal*. www.iedm.org/fr/51560-transcanada-pipeline-et-l-institut-economique-de-montr-al
- Kelly-Gagnon, Michel. (2015a, 16 avril). Carbon taxes won't crater demand. *National Post*, FP11.
- Kelly-Gagnon, Michel. (2015b, 5 décembre). Les subventions aux voitures électriques : une question de vertu ? *Blogue du Journal de Montréal*. www.journaldemontreal.com/2014/12/05/les-subventions-aux-voitures-electriques--une-question-de-vertu-1
- Kelly-Gagnon, Michel. (2021). *La liberté : condition préalable à une vie porteuse de sens. Essai du président 2021*. Institut économique de Montréal.
- Kelly-Gagnon, Michel et Tremblay, Guillaume. (2016, 25 août). Higher energy costs, infinitesimal environmental benefits. *The Globe and Mail*, B07.
- Kelstrup, Jesper Dahl. (2016). *The Politics of Think Tanks in Europe*. Routledge.
- Kenner, Robert (réalis.). (2014). *Merchants of Doubt Participant Media*
- Kentros, Peter A. (2020). Climate change and health – Stopping the merchants of doubt. *Health Science Reports*, 3(2), 1-2. <https://doi.org/10.1002/hsr2.150>
- Khadir, Amir. (2010, 4 mai). *Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation de l'Assemblée nationale du Québec*.
- Kingdon, John W. (1984). *Agendas, Alternatives, and Public Policies*. Harper Collins.
- Kirchheimer, Otto. (1966). The transformation of West European party systems. Dans Joseph La Palombara et Weiner Myron (dir.), *Political Parties and Political Development* (p. 177-200). Princeton University Press.
- Koellner, Patrick. (2013). *Think tanks: the quest to define and to rank them* (2196-3940) (10).
- Koning, Pierre et van der Wiel, Karen. (2013). Ranking the Schools: How School-Quality Information Affects School Choice in the Netherlands. *Journal of the European Economic Association*, 11(2), 466-493. <https://doi.org/10.1111/jeea.12005>
- Kozhaya, Norma et Cowley, Peter. (2005). *Bulletin des écoles secondaires du Québec (édition 2005)*.
- Labbé, Yves. (2006). Le concept d'inculturation. *Revue des sciences religieuses*, 80(2), 205-215.
- Laberge, Thomas. (2021). *En rupture avec l'État : comment s'incarne le libertarianisme au Québec?* Éditions XYZ.
- Laberge, Thomas. (2023). Les entrepreneurs libertariens au Québec: une croissance continue depuis 1995. *Bulletin d'histoire politique*, 30(3), 173-194.

- Lachance, Nicolas. (2021, 27 novembre). Crise d'identité au PLQ: un essentiel et important virage, affirme Anglade. *TVA Nouvelles*. www.tvanouvelles.ca/2021/11/27/crise-didentite-au-plq-un-essentiel-et-important-virage-affirme-anglade-1
- Lacoursière, Ariane. (2009, 10 octobre). Expulsé pour une moyenne de 64,5% *La Presse*.
- Lacy, Aleka. (2019, 26 avril). PhRMA Is Funding a Democratic Think Tank Trying to Derail Medicare for All. *The Intercept*.
- Lajoie, Geneviève. (2020, 4 septembre). Le PLQ: désormais «résolument progressiste» et «moderne» *Journal de Montréal*.
- Lamonde, Yvan. (1994). Les « intellectuels » francophones au Québec au XIXe siècle : questions préalables. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 48(2), 153-185.
- Lamy, Guillaume. (2019a). Les think tanks au Québec : essor d'une industrie de recherche en territoire politique. *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), à paraître.
- Lamy, Guillaume. (2019b). Les think tanks au Québec : essor d'une industrie de recherche en territoire politique. *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), 185-204.
- Lamy, Guillaume. (2019c). Nouvelle cartographie des think tanks néolibéraux dans le Québec du début du XXIe siècle (1995-2018). *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), 205-222.
- Lamy, Guillaume. (2019d). Think tanks et politiques publiques : la relation des élus avec l'IRIS et l'IEDM à l'Assemblée nationale du Québec. Dans Jérôme Couture et Steve Jacob (dir.), *Démocratie et politiques publiques* (p. 283-300). Presses de l'Université Laval.
- Lamy, Guillaume. (2021). How advocacy tanks wrote the latest chapter in the history of political intellectuals. Dans Julien Landry (dir.), *Critical Perspectives on Think Tanks: Power, Politics and Knowledge* (p. 20-35). Edwar Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781789909234.00009>.
- Lamy, Guillaume. (2022). Recherche ou lobbyisme? L'Institut économique de Montréal et le réchauffement climatique depuis 1999. *Politique et Sociétés*, 41(3), 129-162.
- Lamy, Guillaume. (2023). Les idéologies québécoises au début du XXIe siècle: bilan d'un renouvellement accéléré du paysage politique (2000-2021). *Bulletin d'histoire politique*, 30(3), 15-42. <https://doi.org/10.7202/1101961ar>
- Lamy, Guillaume et Yates, Stéphanie (dir.). (2022a). *Think tanks, complexification des stratégies d'influence et politisation de la recherche* (vol. 41). Société québécoise de science politique.
- Lamy, Guillaume et Yates, Stéphanie. (2022b). Think tanks, la partie émergée de la politisation de la recherche. *Politique et Sociétés*, 41(3). <https://doi.org/10.7202/1089850ar>
- Landry, Julien. (2017). *Les think tanks, les sciences sociales et la généralisation du discours expert au Canada et aux États-Unis* Université du Québec à Montréal]. Montréal.
- Landry, Julien. (2019). Les sites d'intégration des think tanks canadiens depuis 1985. *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), 121-142.
- Landry, Julien. (2021). *Les think tanks et le discours expert sur les politiques publiques au Canada (1890-2015)*. Presses de l'Université d'Ottawa.
- Landry, Julien. (2022). Do business-backed think tanks represent class interests? The co-evolution of policy learning and economic elites in the Canadian knowledge regime. *Administration & Society*, 00953997211065340.
- Laplante, Benoît, Doray, Pierre, Tremblay, Émilie, Kamanzi, Pierre, Canisius, Pilote, Annie et Lafontaine, Olivier. (2018). L'accès à l'enseignement postsecondaire au Québec: le rôle de la segmentation scolaire dans la reproduction des inégalités. *Cahiers québécois de démographie*, 47(1), 49-80.
- Le Goff, Jacques. (1985). *Les intellectuels au Moyen Âge*. Seuil.
- Leblanc, Gérald. (1995, 4 mars). Les Maritimes en quête d'un avenir après le retrait d'Ottawa. *La Presse*, B6.

- Lecours, André. (2002). L'approche néo-institutionnaliste en science politique: unité ou diversité? *Politique et Sociétés*, 21(3), 3-19.
- Lecours, André. (2005). *New institutionalism: Theory and analysis*. University of Toronto Press.
- Leeson, Robert. (2000). *The Eclipse of Keynesianism: The Political Economy of the Chicago Counter-Revolution*. Palgrave Macmillan.
- Lefebvre, Elsie. (2004, 26 novembre). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec*.
- Lehman, Joseph G. (2014, 8 Avril). A brief explanation of the Overton window. *Mackinac Center for Public Policy*.
- Lemieux, Pierre. (1983). *Du libéralisme à l'anarcho-capitalisme*. Presses Universitaires de France.
- Lemieux, Pierre. (1988). *L'anarcho-capitalisme*. Presses Universitaires de France.
- Lenglet, Roger et Vilain, Olivier. (2011). *Un pouvoir sous influence : quand les think tanks confisquent la démocratie*. Armand Colin.
- Lessard, Claude, Desjardin, Pierre-David et Blais, Jean-Guy. (2009, 26 septembre). Dix ans de palmarès des écoles - Le Québec est engagé sur une pente dangereuse *Le Devoir*.
- Levant, Ezra. (2010). *Ethical Oil: The Case for Canada's Oil Sands*. McClelland & Stewart.
- Levant, Ezra. (2014). *Groundswell: The Case for Fracking*. McClelland & Stewart.
- Levin, Henry M. (1998). Educational vouchers: Effectiveness, choice, and costs. *Journal of Policy Analysis and Management*, 17(3), 373-392.
- Levy, Daniel C. (1995). Latin America's think tanks: The roots of nonprofit privatization. *Studies in Comparative International Development*(30), 3-25. <https://doi.org/10.1007/BF02802951>
- Lichtheim, George. (1965). The Concept of Ideology. *History and Theory*, 4(2), 164-195. <https://doi.org/10.2307/2504150>
- Lindquist, Evert A. (1986). Policy Institutes in Canada: Looking Westward. *American Review of Canadian Studies*, 16(3), 327-340.
- Lindquist, Evert A. (1989). *Behind the myth of think tanks: The organization and relevance of Canadian policy institutes* [University of California at Berkeley]. Berkeley.
- Lindquist, Evert A. (1991). Confronting Globalization and Governance Challenges: Canadian Think Tanks and the Asia-Pacific Region. *JW Langford et KL Brownsey (Edit.), Think Tanks and Governance in the Asia-Pacific Region*, 189-213.
- Lindquist, Evert A. (1993). Think tanks or clubs? Assessing the influence and roles of Canadian policy institutes. *Canadian Public Administration*, 36(4), 547-579.
- Lindquist, Evert A. (1998). A quarter century of Canadian think tanks: Evolving institutions, conditions and strategies. Dans Diane Stone et Andrew Denham (dir.), *Think tanks across nations: A comparative approach* (p. 127-144). Manchester University Press.
- Lindquist, Evert A. (2004). Three Decades of Canadian Think Tanks : Evolving Institutions, Conditions and Strategies. Dans Diane Stone et Andrew Denham (dir.), *Think tank traditions : policy research and the politics of ideas* (p. 264-280). Manchester University Press.
- Lipset, Seymour Martin. (1959). American Intellectuals: Their Politics and Status. *Daedalus*, 88(3), 460-486.
- Lipset, Seymour Martin. (1960). *Political Man*. Doubleday and Company, Inc.
- Lipton, Eric, Confessore, Nicholas et Williams, Brooke. (2016, 8 août). Think tank scholar or corporate consultant? It depends on the day. *New York Times*.
- Lipton, Eric et Williams, Brooke. (2016, 7 août). How Think Tanks Amplify Corporate America's Influence *The New York Times*.
- Lipton, Eric, Williams, Brooke et Confessore, Nicholas. (2014, 6 septembre). Foreign Powers Buy Influence at Think Tanks. *The New York Times*.
- Loranger, Jean-Guy et Boismenu, Gérard. (2010). Le passage du fordisme au néolibéralisme au Canada. Analyse de coïntégration à partir d'un modèle structurel (1947-1999). *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*(8).

- Lyotard, Jean-François. (1984). *Tombeau de l'intellectuel et autres papiers*. Galilée.
- Mackinnon, Janice. (2012). The Canadian Think Tank Scene: An Insider's Perspective Dans Stephen Brooks et Dorota Stasiak (dir.), *Policy Expertise in Contemporary Democracies* (p. 109-122). Routledge.
- Mannheim, Karl. (1936). *Ideology and Utopia*. NY: Harcourt, Brace & World.
- Marceau, Richard, Cowley, Peter et Bernier, Sylvain. (2001). *Bulletin des écoles secondaires du Québec (édition 2001)*.
- Marcotte-Fournier, Alain Guillaume. (2015). Ségrégation scolaire et différenciation curriculaire au Québec. *Canadian Journal for New Scholars in Education/Revue canadienne des jeunes chercheurs et chercheurs en éducation*, 999(999), 1-9.
- Maroy, Christian et Casini Kamanzi, Pierre. (2017). Marché scolaire, stratification des établissements et inégalités d'accès à l'université au Québec. *Recherches sociographiques*, 58(3), 581-602.
- Marriault, Chloé. (2018, 29 mai). Les Québécois surestiment la contrebande et la taxation du tabac. *La Presse*.
- Martin, Sarah J. (2010). *Farming the margins of neoliberalism: Food sovereignty in Canada* Carleton University]. Ottawa.
- Marx, Karl et Engels, Friedrich. (1972). *L'idéologie allemande*. Les éditions sociales.
- Massicotte, Louis. (2009). *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*. Presses de l'Université Laval.
- Matthews, Kent et Minford, Patrick. (1987). Mrs Thatcher's Economic Policies 1979-1987. *Economic Policy*, 2(5), 59-101. <https://doi.org/10.2307/1344621>
- Mayaud, Pierre-Noël. (1997). *La condamnation des livres coperniciens et sa révocation à la lumière de documents inédits des Congrégations de l'Index et de l'Inquisition*. Editrice Pontificia Università Gregoriana.
- Mayer, Jane. (2017). *Dark Money: The Hidden History of the Billionaires Behind the Rise of the Radical Right*. Anchor.
- McClenaghan, Maeve. (2021, 12 juillet). Big banks and think tanks. *The Bureau of Investigative Journalism*. www.thebureauinvestigates.com/stories/2012-07-12/big-banks-and-thinktanks
- McCright, Aaron M. et Dunlap, Riley E. (2000). Challenging Global Warming as a Social Problem: An Analysis of the Conservative Movement's Counter-claims. *Social Problems*, 47(4), 499-522. <https://doi.org/10.2307/3097132>
- McCright, Aaron M. et Dunlap, Riley E. (2003). Defeating Kyoto: The Conservative Movement's Impact on U.S. Climate Change Policy *Social Problems*, 50(3), 348-373.
- McGann, James G. (1995). *The competition for dollars, scholars and influence in the public policy research industry*. University Press of America.
- McGann, James G. (2016). *The Fifth Estate: Think Tanks, Public Policy, and Governance*. Brookings Institution Press.
- McGann, James G. (2021). *2020 Global Go to Think Tank Index Report*. Think Tanks and Civil Societies Program.
- McGann, James G., Viden, Anna et Rafferty, Jillian (dir.). (2014). *How think tanks shape social development policies*. University of Pennsylvania Press.
- McGann, James G. et Weaver, R. Kent (dir.). (2002). *Think tanks and Civil Societies*. Transaction Publishers.
- McKewon, Elaine. (2012). Talking Points Ammo. The use of neoliberal think tank fantasy themes to delegitimise scientific knowledge of climate change in Australian newspapers. *Journalism Studies*, 13(2), 277-297.

- McKie, Robin. (2019, 9 novembre). Climategate 10 years on: what lessons have we learned? *The Guardian*.
- McLeod, John. (1996). It's nice to have Crowley and AIMS on the job. *The Daily News*, 25.
- McLevey, John. (2013). *Producing and Promoting Policy Ideas: A Study of Think Tanks in Canada* [McMaster University]. Hamilton.
- McLevey, John. (2014). Think tanks, funding, and the politics of policy knowledge in Canada. *Canadian Review of Sociology*, 51(1), 54-75.
- McNutt, Kathleen et Marchildon, Gregory. (2009). Think tanks and the web: measuring visibility and influence. *Canadian Public Policy*, 35(2), 219-236.
- Medvetz, Thomas. (2009). Les think tanks aux États-Unis : l'émergence d'un sous-espace de production des savoirs. *Actes de la recherche en sciences sociales*(176-177), 82-93.
- Medvetz, Thomas. (2012a). Murky Power: 'Think Tanks' as Boundary Organizations. Dans David Courpasson, Damon Golsorkhi et Jeffrey J. Sallaz (dir.), *Rethinking Power in Organizations, Institutions, and Markets* (p. 113-133). Emerald Group Publishing Limited.
- Medvetz, Thomas. (2012b). *Think Tanks in America*. University of Chicago Press.
- Mendel, Yonatan. (2019). A New Nationalistic Political Grammar: Jewish-Israeli Society 25 Years after Oslo. Dans Mandy Turner (dir.), *From the River to the Sea; Palestine and Israel in the Shadow of "Peace"* (p. 159-177). Lexington Books.
- Mendes, Philip. (2003). Australian neoliberal think tanks and the backlash against the welfare state. *Journal of Australian Political Economy*(51), 29-56.
- Menegazzi, Silvia. (2018). *Rethinking Think Tanks in Contemporary China*. Palgrave Macmillan.
- Michaud, Jean et Belizle, Germain. (2019). *The Cumulative Impact of Harmful Policies – The Case of Oil and Gas in Alberta*.
- Micheals, David. (2008). *Doubt is their product: how industry's assault on science threatens your health*. Oxford University Press.
- Michels, Roberto. (1914). *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*. Ernest Flammarion Editeur.
- Migué, Jean-Luc. (1999). *Étatisme et déclin du Québec : bilan de la Révolution tranquille*. Éditions Varia.
- Migué, Jean-Luc et Marceau, Richard. (1989). *Le Monopole public de l'éducation : l'économie politique de la médiocrité*. Presses de l'Université du Québec.
- Miller, David et Dinan, William. (2015). Resisting meaningful action on climate change: Think tanks, 'merchants of doubt' and the 'corporate capture' of sustainable development. Dans Anders Hansen et Robert Cox (dir.), *The Routledge Handbook of Environment and Communication* (p. 96-110). Routledge.
- Minois, Georges. (1990). *L'Église et la science : histoire d'un malentendu. De Saint-Augustin à Galilée*. Fayard.
- Minois, Georges. (1991). *L'Église et la science : histoire d'un malentendu. De Galilée à Jean-Paul II*. Fayard.
- Mirowski, Philip et Plehwe, Dieter (dir.). (2009). *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*. Harvard University Press.
- Mitchell, Timothy. (2015). How Neoliberalism Makes Its World: The Urban Property Rights Project in Peru. Dans Philip Mirowski et Dieter Plehwe (dir.), *The road from Mont Pèlerin: The making of the neoliberal thought collective* (p. 386-416). Harvard University Press.
- MLI. (2018). *Report Card on the Criminal Justice System*.
- Montague, Brendan. (2018, 12 septembre). How an oil and tobacco funded think tank imported climate denial to Britain. *The Ecologist*.
- Moreau, Alexandre. (2017, 24 octobre). Le prix de la souveraineté alimentaire. *Blogue du Journal de Montréal*. www.iedm.org/fr/75418-le-prix-de-la-souverainete-alimentaire

- Mouton, Gauthier. (2019). Chine : les think tanks au service de l'État. *Bulletin d'histoire politique*, 28(1), 23-42. <https://doi.org/10.7202/1068557ar>
- Muggli, Monique E., Forster, Jean L., Hurt, Richard D. et Repace, James L. (2001). The Smoke You Don't See: Uncovering Tobacco Industry Scientific Strategies Aimed Against Environmental Tobacco Smoke Policies. *American Journal of Public Health*, 91(9), 1419-1423. <https://doi.org/10.2105/AJPH.91.9.1419>
- Muller, Christopher. (1996). The institute of economic affairs: Undermining the post-war consensus. *Contemporary British History*, 10(1), 88-110. <https://doi.org/10.1080/13619469608581370>
- Mullins, Willard A. (1972). On the concept of ideology in political science. *American Political Science Review*, 66(2), 498-510.
- Naidu, Mumulla V. (1984). From an Idea to an Institution: The Canadian Institute of International Peace and Security. *Peace Research*, 16(3), 2-27.
- Neubauer, Robert. (2011). Manufacturing junk: Think tanks, climate denial, and neoliberal hegemony *Australian Journal of Communication*, 38(3), 65-88.
- Normand, François. (1999, 31 mars). L'Institut économique de Montréal aura les politiques gouvernementales à l'oeil. *Le Devoir*, B3.
- North, Douglass C. (1981). *Structure and Change in Economic History*. W. W. Norton.
- North, Douglass C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- North, Douglass C. (2005). *Understanding the Process of Economic Change*. Princeton University Press.
- Noyer, Julie. (2021). *Les stratégies d'influences des think tanks au Québec* [Mémoire, Université du Québec à Montréal]. Montréal.
- Nozick, Robert. (1974). *Anarchy, State and Utopia*. Basic Books.
- Nunes, Luis C, Reis, Ana Balcão et Seabra, Carmo. (2015). The publication of school rankings: A step toward increased accountability? *Economics of Education Review*, 49, 15-23.
- Nye, Joseph S. . (1990). Soft Power. *Foreign Policy*(80), 153-171. <https://doi.org/10.2307/1148580>
- O'Neill, T. J. (1983). *The Role of Private, Non-Profit Research Organizations in Policy Formation : A Case Study of the Atlantic Provinces Economic Council and the Institute of Public Affairs* Duke University]. Durham.
- O'Toole, Therese et Gale, Richard. (2010). Contemporary grammars of political action among ethnic minority young activists. *Ethnic and Racial Studies*, 33(1), 126-143.
- Okun, Arthur M. (1975). *Equality and Efficiency: The Big Tradeoff*. Brookings Institution Press.
- Oreskes, Naomi. (2004). The Scientific Consensus on Climate Change. *Science*, 306(5702), 1686. <https://doi.org/10.1126/science.1103618>
- Oreskes, Naomi et Conway, Erik M. (2010a). Defeating the merchants of doubt. *Nature*(465), 686-687.
- Oreskes, Naomi et Conway, Erik M. (2010b). *Merchants of doubt : how a handful of scientists obscured the truth on issues from tobacco smoke to global warming*. Bloomsbury Press.
- Orlans, Harold. (1972). *The Nonprofit Research Institute: Its Origin, Operation, Problems, and Prospects*. McGraw-Hill Book Company.
- Ostrogorsky, Moisey. (1903). *La démocratie et l'organisation des partis politiques*. Calmann-Levy.
- Ouellet, Martin. (2016, 21 septembre). *Journal des débats de l'Assemblée nationale du Québec*.
- Ouellette, Miguel. (2022, 12 mai). Plus de concurrence en éducation, pas moins. *Les Affaires*.
- Owen, Jonathan et Bignell, Paul. (2010, 7 février). Think-tanks take oil money and use it to fund climate deniers. *The Independent*.

- Parent, Roger. (2015). Le laboratoire d'idées ad hoc et le développement de partenariats communautaires dans les services de santé. *Minorités linguistiques et société/Linguistic Minorities and Society*(6), 17-41.
- Parenteau, Danic et Parenteau, Ian. (2017). *Les idéologies politiques : le clivage gauche-droite (édition actualisée)*. Presses de l'Université du Québec.
- Parsons, Talcott. (1963). On the concept of influence. *Public opinion quarterly*, 27(1), 37-62.
- Patard, Marc. (2014). *La démocratie entre expertise et influence. Le cas des think tanks français (1979-2012)*. Dalloz.
- Pattyn, Valérie, Pittoors, Gilles et Van Hecke, Steven. (2017). Who are the political parties' ideas factories? On policy analysis by political party think tanks. Dans *Routledge Handbook of Comparative Policy Analysis* (p. 245-260). Routledge.
- Pautz, Hartwig. (2011). Revisiting the think-tank phenomenon. *Public policy and administration*, 26(4), 419-435.
- Pautz, Hartwig. (2018). Think tanks, Tories and the austerity discourse coalition. *Policy and Society*, 37(2), 155-169.
- Pearce, Fred. (2010). *The Climate Files: The Battle for the Truth About Global Warming*. Random House.
- Peelman, Achiel. (1989). *L'inculturation : l'Église et les cultures*. Desclée / Novalis.
- Peelman, Achiel. (2007). *Les nouveaux défis de l'inculturation*. Novalis-Lumen Vitæ.
- Perez, Marybel et Agafonow, Alejandro. (2022). The control of the policy advice industry: how patrons defer their decision-rights to think tank boards. *International Review of Administrative Sciences*. <https://doi.org/https://doi.org/10.1177/00208523221133065>
- Petersen, Alexander Michael, Vincent, Emmanuel M. et LeRoy Westerling, Anthony. (2019). Discrepancy in scientific authority and media visibility of climate change scientists and contrarians. *Nature communications*, 10(1), 1-14. <https://doi.org/10.1038/s41467-019-09959-4>
- Petley, Julian. (2022). 'Well grubbed, old mole!': The press, the Institute of Economic Affairs and the propagation of neo-liberalism in the UK. *Journalism*, 23(9), 1864-1880.
- Pétry, François. (2006). Comparaison chiffrée des plateformes électorales. Dans François Pétry, Éric Bélanger et Louis Imbeault (dir.), *Le Parti libéral. Enquête sur les réalisations du gouvernement Charest* (p. 67-81). Presses de l'Université Laval.
- Phidd, Richard W. (1975). The Economic Council of Canada: Its establishment, structure, and role in the Canadian policy-making system, 1963-74. *Canadian Public Administration*, 18(3), 428-473.
- Piketty, Thomas. (2013). *Le Capital au XXIe siècle*. Seuil.
- Piotte, Jean-Marc. (2010). *La pensée politique de Gramsci*. Lux Éditeur.
- Pirie, Madsen. (2012). *Think Tank: The Story of the Adam Smith Institute*. Biteback.
- Plehwe, Dieter. (2014). Think tank networks and the knowledge-interest nexus: the case of climate change. *Critical Policy Studies*, 8(1), 101-115. <https://doi.org/10.1080/19460171.2014.883859>
- Plehwe, Dieter. (2015). The politics of policy think-tanks: organizing expertise, legitimacy and counter-expertise in policy networks. Dans Frank Fischer, Douglas Torgerson, Anna Durnová et Michael Orsini (dir.), *Handbook of critical policy studies* (p. 358-379). Edward Elgar.
- Plehwe, Dieter, Walpen, Bernhard J. A. et Neunhöffer, Gisela (dir.). (2006). *Neoliberal Hegemony : A Global Critique*. Routledge.
- Plehwe, Dieter, Neujeffski, Moritz et Krämer, Werner. (2018). Saving the dangerous idea: Austerity think tank networks in the European Union. *Policy and Society*, 37(2), 188-205.

- Plehwe, Dieter et Walpen, Bernhard. (2006). Between network and complex organization: The making of neoliberal knowledge and hegemony. Dans Dieter Plehwe, Bernhard J. A. Walpen et Gisela Neunhöffer (dir.), *Neoliberal hegemony: A global critique* (p. 27-50). Routledge.
- Pocock, John Greville Agard. (2016). *The Machiavellian Moment: Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*. Princeton University Press.
- Poole, Robert W. (1980). *Cutting Back City Hall*. Universe Pub.
- Poole, Robert W. (2018). *A Think Tank for Liberty: A Personal History of Reason Foundation*. Ottawa (Illinois).
- Poole, Wendy, Sen, Vicheth et Fallon, Gerald. (2021). *Neoliberalism and Public Education Finance Policy in Canada: Reframing Educational Leadership as Entrepreneurship*. Routledge.
- Posen, Adam S. (2002). Think Tanks: who's hot. *The International Economy*, 14(5), 8-11.
- Posner, Richard A. (2001). *Public intellectuals: A Study of Decline*. Harvard University Press.
- Powell, H. Jefferson. (1992). The Political Grammar of Early Constitutional Law. *North Carolina Law Review*, 71(4), 949-1010.
- Powell, Lewis F. Jr. (1971). *Confidential Memorandum: Attack of American free enterprise system*. Presse canadienne. (2003, 31 janvier). L'Institut économique de Montréal en faveur des bons d'études universels. *Le Soleil*.
- Prévost, Jean-Guy. (1990). *Individualisme méthodologique et néo-libéralisme chez Friedrich Hayek, Murray Rothbard et James Buchanan* Université du Québec à Montréal]. Montréal.
- Pühringer, Stephan. (2017). *Think tank networks of German neoliberalism power structures in economics and economic policies in post-war Germany*. Working Paper Serie. Québec. (2003). *Indice de milieu socio-économique par école Données 2002-2003*.
- Radio-Canada. (2014, 18 novembre). *Fuite majeure de la stratégie de TransCanada*. Récupéré le 9 novembre 2021 de www.ici.radio-canada.ca/nouvelle/694206/fuite-strategie-communication-transcanada-pipeline
- Radio-Canada. (2019, 24 octobre). Programmes particuliers : les écoles publiques de plus en plus sélectives. *Radio-Canada.ca*. www.ici.radio-canada.ca/nouvelle/1361393/programmes-particuliers-international-ecoles-publiques-selection-examen
- Rand, Ayn. (1964). *The Virtue of Selfishness*. New American Library.
- Raptis, Helen. (2012). Ending the reign of the Fraser Institute's school rankings. *Canadian Journal of Education*, 35(1), 187-201.
- Rea, Julián Castro. (2018). Right-Wing Think Tank Networks in Latin America: The Mexican Connection. *Perspectives on Global Development and Technology*, 17(1-2), 89-102.
- Readfearn, Graham. (2015, 5 mars). Doubt over climate science is a product with an industry behind it. *The Guardian*.
- Reason Foundation. (2023a). *27th Annual Highway Report*.
- Reason Foundation. (2023b). *Annual Privatization Report : Aviation*.
- Rémond, René. (1959). Les Intellectuels et la politique. *Revue française de science politique*, 9(4), 860-880.
- Ricci, David M. (1994). *The Transformation of American Politics: The New Washington and the Rise of Think Tanks*. Yale University Press.
- Rich, Andrew. (2004). *Think Tanks, Public Policy, and the Politics of Expertise*. Cambridge University Press.
- Rich, Andrew et Weaver, Kent R. (2000). Think tanks in the US media. *Harvard International Journal of Press/Politics*, 5(4), 81-103.
- Roberts, Priscilla. (2012). Tweaking the Lion's Tail: Edgar J. Tarr, the Canadian Institute of International Affairs, and the British Empire, 1931-1950. *Diplomacy & Statecraft*, 23(4), 636-659.

- Roberts, Susan, Secor, Anna et Sparke, Matthew. (2003). Neoliberal Geopolitics. *Antipode*, 35(5), 886-897. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2003.00363.x>
- Roche, Marc. (2008, 24 juillet). Un documentaire télévisé sur le réchauffement climatique suscite une vive polémique en Grande-Bretagne. *Le Monde*.
- Roig, Charles. (1980). *La grammaire politique de Lénine. Formes et effets d'un discours politique. L'Âge d'homme*.
- Rose-Ackerman, Susan. (1997). Altruism, ideological entrepreneurs and the non-profit firm. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 8(2), 120-134.
- Rothbard, Murray. (1973). *For a new liberty: The libertarian manifesto*. Macmillan Publishers.
- Roucek, Joseph S. (1944). A History of the Concept of Ideology. *Journal of the History of Ideas*, 5(4), 479-488.
- Rouse, Cecilia Elena et Barrow, Lisa. (2009). School Vouchers and Student Achievement: Recent Evidence and Remaining Questions. *Annual Review of Economics*, 1(1), 17-42. <https://doi.org/10.1146/annurev.economics.050708.143354>
- Ruser, Alexander. (2018). *Climate Politics and the Impact of Think Tanks. Scientific Expertise in Germany and the US*. Palgrave Macmillan.
- Russell, Bertrand. (1935). *Religion and Science*. Thornton Butterworth.
- Russell, Josiah C. (1972). Population in Europe. Dans Carlo M. Cipolla (dir.), *The Fontana Economic History of Europe, Vol. I: The Middle Ages* (p. 25-71). Collins/Fontana.
- Russell, Nathan J. (2006, 4 janvier). An introduction to the Overton window of political possibilities. *Mackinac Center for Public Policy*.
- Saad-Filho, Alfredo (dir.). (2005). *Neoliberalism: A Critical Reader*. Pluto Press.
- Sabatier, Paul A. et Jenkins-Smith, Hank C. . (1993). *Policy Change and Learning. An Advocacy Coalition Approach*. Westview Press.
- Sapiro, Gisèle. (2009). Modèles d'intervention politique des intellectuels : le cas français *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1-2(176-177), 8-31.
- Sapiro, Gisèle, Leperlier, Tristan et Brahimi, Mohamed Amine. (2018). Qu'est-ce qu'un champ intellectuel transnational ? *Actes de la recherche en sciences sociales*, 224(4), 4-11. <https://doi.org/10.3917/arss.224.0004>
- Sartori, Giovanni. (1969). Politics, ideology, and belief systems. *American Political Science Review*, 63(2), 398-411.
- Sartori, Giovanni. (1976). *Parties and party systems. A framework for analysis*. Cambridge University Press.
- Sartori, Giovanni. (2011). *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*. Les éditions de l'Université de Bruxelles.
- Sartre, Jean-Paul. (1972). *Plaidoyer pour les intellectuels*. Gallimard.
- Savard-Lecomte, Marie-Odile. (2009). *L'Institut économique de Montréal, un Think Tank influent sur la scène des idées au Québec* [Université de Montréal]. Montréal.
- Savoie, Donald J. (1997, 9 October). Your turn, AIMS: who funds you? *The Daily News*, 22.
- Schaff, Adam. (1967). La définition fonctionnelle de l'idéologie et le problème de la «fin du siècle de l'idéologie». *L'Homme et la société*(4), 49-59.
- Schofield, John. (2016). *Who needs experts?: counter-mapping cultural heritage*. Routledge.
- Schumpeter, Joseph A. (1942). *Capitalism, Socialism and Democracy*. Harper & Brothers.
- Schumpeter, Joseph A. (1963). *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Payot.
- Schweisguth, Étienne. (2002). La dépolitisation en questions. Dans Gérard Grunberg, Nonna Mayer et Paul M. Sniderman (dir.), *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français* (p. 51-85). Presses de sciences po.
- SecondStreet. (2023). *Case for support 2023 / annual report 2022*.
- Seliger, Martin. (1969). *Ideology and politics*. George Allen & Unwin.

- Shai, Ming-Chen et Stone, Diane. (2004). The Chinese tradition of policy research institutes. Dans Diane Stone et Andrew Denham (dir.), *Think Tanks Traditions: Policy research and the politics of ideas* (p. 141-154). Manchester University Press.
- Sharma, Manu et Sanford, Kathy. (2018). Introduction for the special issue: The impact of neoliberalism on teacher education in Canada. *Alberta Journal of Educational Research*, 64(4), 341-345.
- Shoup, Laurence H. et Minter, William. (1977). *Imperial Brain Trust: The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*. Monthly Review Press.
- Silverstein, Ken. (2013, 19 février). The Great Think-Tank Bubble. *The New Republic*.
- Simeon, Richard. (1987). Inside the Macdonald commission. *Studies in Political Economy*, 22(1), 167-179.
- Singer, S. Fred. (1994). Ozone, Skin Cancer, and the SST. *Aerospace America*, 32(7), 22-26.
- Sirinelli, Jean-François. (1988). Les intellectuels. Dans René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique* (p. 199-231). Seuil.
- Smith, James Allen. (1993a). *The idea brokers : think tanks and the rise of the new policy elite*. The Free Press.
- Smith, James Allen. (1993b). *Idea Brokers: Think Tanks and the Rise of the New Policy Elite*. The Free Press.
- Smith, Julia et Lee, Kelley. (2016). Protecting the plain packaging consultation from tobacco industry interference. *CMAJ*, 188(14), E340-E341.
- Smith, Julia, Thompson, Sheryl et Lee, Kelley. (2017). The atlas network: a “strategic ally” of the tobacco industry. *The International journal of health planning and management*, 32(4), 433-448.
- Smith, Katherine Elizabeth, Fooks, Gary, Gilmore, Anna B., Collin, Jeff et Weishaar, Heide. (2015). Corporate coalitions and policy making in the European Union: how and why British American Tobacco promoted “Better Regulation”. *Journal of health politics, policy and law*, 40(2), 325-372.
- Southern, Richard W. (1980). *Western Society and the Church in the Middle Ages*. Penguin Books.
- Soward, Frederick H. (1978). Inside a Canadian triangle: the university, the CIIA, and the Department of External Affairs A personal record. *International Journal*, 33(1), 66-87.
- Sparke, Matthew B. (2006). A neoliberal nexus: Economy, security and the biopolitics of citizenship on the border. *Political geography*, 25(2), 151-180.
- Speer, Sean. (2023, August 3). Preserving the oak tree: The Aristotle Foundation’s Mark Milke on the need to build a free and flourishing Canada for all. *The Hub*. www.thehub.ca/2023-08-03/preserving-the-oak-tree-the-aristotle-foundations-mark-milke-on-the-need-to-build-a-free-and-flourishing-canada-for-all
- Splane, Richard B. (1996). *75 Years of Community Service to Canada: Canadian Council on Social Development, 1920-95*. Canadian Council on Social Development.
- Stein, Jay W. (1956). The beginnings of ideology. *South Atlantic Quarterly*, 55, 163-170.
- Stone, Diane. (1996). *Capturing the Political Imagination : Think Tanks and the Policy Process*. Routledge.
- Stone, Diane. (2000). Think tank transnationalisation and non-profit analysis, advice and advocacy. *Global Society*, 14(2), 153-172.
- Stone, Diane. (2007). Recycling bins, garbage cans or think tanks? Three myths regarding policy analysis institutes. *Public administration*, 85(2), 259-278.
- Stone, Diane et Denham, Andrew (dir.). (2004). *Think Tank Traditions: Policy Research and the Politics of Ideas*. Manchester University Press.
- Strathern, Marilyn. (1997). ‘Improving ratings’: audit in the British University system. *European review*, 5(3), 305-321.

- Strauss, Valerie. (2019, 4 December). China is No. 1 on PISA — but here's why its test scores are *Washington Post*.
- Tait, Peter. (2018, 15 January). Pupils and teachers are cheating in greater numbers - and league tables are to blame. *The Telegraph*.
- Tapp, Stephen. (2014, 19 novembre). What Can a Little Birdie (Twitter) Tell Us About Think Tank Ideology? *Policy Options Blog*.
- Tesler, Laura E. et Malone, Ruth E. (2010, May 13). "Our Reach Is Wide by Any Corporate Standard": How the Tobacco Industry Helped Defeat the Clinton Health Plan and Why It Matters Now. *American Journal of Public Health*, 100(7), 1174-1188.
- Tetlock, Philip E. (1983). Cognitive style and political ideology. *Journal of Personality and social Psychology*, 45(1), 118.
- Therborn, Göran. (1980). *The ideology of power and the power of ideology*. Verso.
- Thunert, Martin. (2003). Conservative Think Tanks in the United States and Canada. Dans Rainer-Olaf Schultze, Roland Sturm et Dagmar Eberle (dir.), *Conservative Parties and Right-Wing Politics in North America: Reaping the Benefits of an Ideological Victory?* (p. 229-252). VS Verlag für Sozialwissenschaften. https://doi.org/10.1007/978-3-663-09508-8_11.
- Thunert, Martin. (2004). Think tanks in Germany. Dans Diane Stone et Andrew Denham (dir.), *Think tanks traditions: Policy research and the politics of ideas* (p. 71-88). Manchester University Press.
- Tobin, James. (1983, 1983/01/01). The Conservative Counter-revolution in Economic Policy. *The Journal of Economic Education*, 14(1), 30-39. <https://doi.org/10.1080/00220485.1983.10845003>
- Transparify. (2017). *Think Tank Transparency in Canada: Lagging behind the US and UK*.
- Tremblay-Faulkner, Marc. (2019). Expertise et réactivité démocratique. L'influence des groupes d'intérêt dans le secteur environnemental québécois. Dans Jérôme Couture et Steve Jacobs (dir.), *Démocratie et politiques publiques* (p. 257-281). Presses de l'Université Laval.
- Tremblay-Pepin, Simon (dir.). (2015). *Dépossession : une histoire économique du Québec contemporain. Volume 1: les ressources*. Lux Éditeur.
- Turbide, Olivier. (2017). La parole politique comme performance multimodale et interactionnelle. Une proposition d'analyse. Dans Pierre-Marc Daigneault et François Pétry (dir.), *L'analyse textuelle des idées, du discours et des pratiques politiques* (p. 19-39). Presses de l'Université Laval.
- Valenzuela, Juan Pablo, Bellei, Cristian et Ríos, Danae de los. (2014, 2014/03/04). Socioeconomic school segregation in a market-oriented educational system. The case of Chile. *Journal of Education Policy*, 29(2), 217-241. <https://doi.org/10.1080/02680939.2013.806995>
- Vallée, Luc. (2019, 3 août). L'électricité à bas prix coûte cher aux Québécois. *La Presse+*. www.lapresse.ca/debats/opinions/2019-08-03/l-electricite-a-bas-prix-coute-cher-aux-quebecois
- van Horne, Ryan. (1997, 19 September). AIMS analyst challenges rival think-tank to debate subsidies. *The Daily News*, 28.
- Vauchez, André. (2007). Les ordres mendiants. Dans Alain Corbin (dir.), *Histoire du christianisme : pour mieux comprendre notre temps* (p. 221-225). Seuil.
- Vincent, Cathérine. (2009). *Église et société en Occident, XIIIe-XVe siècle*. Collin.
- Voegelin, Eric. (1968). *Science, politics and gnosticism*. Regnery Publishing.
- Wagner, Peter. (2001). *A History and Theory of the Social Sciences Not All That Is Solid Melts into Air*. Sage Publications.
- Wakabayashi, Daisuke (2020, 24 juillet). Big Tech Funds a Think Tank Pushing for Fewer Rules. For Big Tech. *New York Times*.

- Walker, Micheal. (2011). If it Matters, Measure it. Dans Colleen Dyble (dir.), *Freedom Champions. Stories From the Front Lines in the War of Ideas. 30 Case Studies by Intellectual Entrepreneurs Who Champion the Cause of Freedom* (p. 121-128). Atlas Economic Research Foundation.
- Walker, Micheal. (2013). *The Freedom Index*. Dans Robert Scully (dir.), *The World Show*.
- Walkom, Thomas. (1997, 25 October). Right-wing causes find a rich and ready paymaster Canada 'too liberal', so Donner family is taking foundation down a more controversial path. *Toronto Star*, E1.
- Weaver, R. Kent. (1989). The Changing World of Think Tanks. *Political Science and Politics*, 22(3), 563-578. <https://doi.org/10.2307/419623>
- Weber, Max. (1963). *Le savant et le politique*. Union Générale d'Éditions.
- Weisel, Gary J. (2013). Skeptics, Naysayers, Anomalies, and Controversies. Dans *Climate Change: An Encyclopedia of Science and History* (vol. 1, p. 1231-1243). ABC-CLIO.
- White, Andrew Dickson. (1896). *A History of the Warfare of Science with Theology in Christendom*. D. Appleton and Company
- White, Caroline. (2003). Environmentalist accused of scientific dishonesty. *British Medical Journal*, 326(7381), 120. <https://doi.org/10.1136/bmj.326.7381.120/b>
- Williams, Brooke et Silverstein, Ken. (2013, 10 mai). Meet the Think Tank Scholars who are also Beltway Lobbyists. *The New Republic*.
- Wiseman, Nelson (dir.). (2013). *The Public Intellectual in Canada*. University of Toronto.
- Yates, Stéphanie et Turgeon, Alexandra. (2022). Les portes tournantes entre les think tanks, l'administration publique et les partis politiques: la légitimité par la proximité? *Politique et Sociétés*, 41(3), 13-46.
- Young, Nathan. (2008). Radical neoliberalism in British Columbia: Remaking rural geographies. *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie*, 33(1), 1-36.
- Zatoński, Mateusz Zygmunt, Egbe, Catherine O., Robertson, Lindsay et Gilmore, Anna. (2021). Framing the policy debate over tobacco control legislation and tobacco taxation in South Africa. *Tobacco Control*, 1-8. <https://doi.org/10.1136/tobaccocontrol-2021-056675>
- Zhang, Bo et Schwartz, Robert. (2015, February). *What Effect Does Tobacco Taxation Have on Contraband? Debunking the Taxation - Contraband Tobacco Myth*.
- Zhu, Xufeng (2012). *The Rise of Think Tanks in China*. Routledge.
- Zizek, Slavoj. (1989). *The sublime object of ideology*. Verso Books.